

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 108

Mars 1994

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

SOMMAIRE

- **UN APPEL DES *PRIX NOBEL DE LA PAIX* POUR UN DIALOGUE KURDO-TURC**
 - **ARRESTATION DE SIX DÉPUTES KURDES À ANKARA**
 - **L'UNION EUROPÉENNE DEMANDE UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE**
 - **ÉLECTIONS MUNICIPALES EN TURQUIE**
 - **UN NOUVEAU RAPPORT ACCABLANT DE L'ONU SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK**
 - **VERS UNE TURQUISATION DES CAMPAGNES KURDES ÉVACUÉES ?**
 - ***NEWROZ* SANGLANANT EN EUROPE**
 - **AINSI QUE...**
 - **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
 - **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
-

Marqué par l'arrestation de six parlementaires kurdes et le lancement d'une vaste et dévastatrice campagne militaire dans le Kurdistan turc, le mois de mars a vu se développer une série d'initiatives visant à internationaliser la question kurde en Turquie et y à rechercher une solution politique.

Poursuivant sa démarche résolue en faveur de la paix, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et d'un règlement pacifique du problème kurde, **Mme Mitterrand**, accompagnée du président de l'Institut kurde

UN APPEL DES *PRIX NOBEL DE LA PAIX* POUR UN DIALOGUE KURDO-TURC

de Paris, a commencé une tournée des principales capitales européennes pour informer directement les responsables politiques de la gravité de la situation dans les provinces kurdes et leur demander d'inviter leur allié turc à cesser de martyriser la population kurde et à promouvoir le dialogue afin de trouver une solution respectueuse des frontières et répondant aux aspirations légitimes des Kurdes.

A cette fin, elle s'est notamment ren-

due, le 9 mars, à Bruxelles où elle s'est entretenue avec le président Jacques Delors, M. Willy Claes, ministre belge des Affaires étrangères ainsi qu'avec M. Egon Klepach, président du Parlement européen. Ensuite, le 10 mars, elle a effectué une visite à Bonn pour s'entretenir avec le chancelier Helmut Kohl, M. Klaus Kinkel, ministre des Affaires étrangères, **Mme Susmuth**, présidente du Bundestag et une forte délégation parlementaire du SPD conduite par M. Klose. Quelques se-

maines plus tôt, le 14 janvier, invitée par le prestigieux *Royal Institute of Foreign Affairs* à donner une conférence sur la question kurde, elle avait déjà entretenu M. Douglas Hurd, chef du Foreign office, son adjoint Douglas Hoag et Mme Linda Chalker, ministre britannique d'Outre-Mer et de coopération, du sort des Kurdes en Turquie et en Irak.

Dans le cadre de cette action pour la paix, elle a pris l'initiative de lancer un **Appel à la paix entre Kurdes et Turcs en Turquie**. Cet appel a été en quelques jours signé par 10 Prix Nobel de la Paix sur les 15 encore en vie. Seuls les lauréats exerçant directement ou indirectement des responsabilités politiques (Nelson Mandela, Lech Walesa, Mikhaïl Gorbatchev et Henri Kissinger) et Mme Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée en Birmanie, n'ont pu signer ce texte important remis solennellement le 29 mars par une délégation composée de Mme Mitterrand, Mme Betty William, Prix Nobel de la Paix, et du président de l'Institut en mains propres à M. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations-Unies. Celui-ci s'est montré très réceptif à cette initiative. Il a fait diffuser par ses services un communiqué indiquant qu'il en avait pris connaissance et qu'il allait convoquer l'ambassadeur turc pour savoir si son pays était ouvert à une telle offre de bons offices. Voulant s'informer davantage sur cet «*autre problème important du Proche-Orient*», le secrétaire général de l'ONU a tenu à retenir à déjeuner les membres de la délégation.

Une conférence de presse donnée au siège de l'ONU a rassemblé une soixantaine de journalistes de toutes les nationalités qui ont donné un large écho à cette initiative.

Voici le texte intégral de l'*Appel des Prix Nobel de la Paix* :

«*Devant la dégradation dra-*

matique de la situation dans les provinces kurdes de la Turquie et les risques graves d'une confrontation générale kurdo-turque, à l'initiative de Mme Danielle Mitterrand,

Mère Thérèse, Mesdames Mauread Corrigan, Rigoberta Menchu, Betty Williams, Sa Sainteté le Dalai-Lama, Monseigneur Desmond Tutu, Messieurs Oscar Arias Sanchez, Linus Pauling, Adolfo Peres Esquivel, Elie Wiesel, lauréats du Prix Nobel de la Paix, lancent un appel solennel aux parties en conflit pour un arrêt immédiat de toutes les opérations militaires en cours et demandent au gouvernement turc d'engager un dialogue avec les représentants de la population kurde afin de stopper l'engrenage de la violence et de trouver une solution politique permettant l'épanouissement des peuples turcs et

kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

Ils prient instamment Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies d'entreprendre les démarches nécessaires et urgentes pour aider à explorer les possibilités d'un tel dialogue, seul à même d'instaurer une paix durable en Turquie.

Ils demandent à la communauté internationale, et en particulier aux gouvernements des pays démocratiques occidentaux, d'user de toute leur influence auprès des autorités d'Ankara pour la mise en œuvre de ce processus afin de mettre un terme aux épreuves de la population kurde de Turquie et à un conflit aux conséquences imprévisibles pour la paix et la stabilité régionales».

ARRESTATION DE SIX DÉPUTES KURDES À ANKARA

Le «vœu» exprimé par le général Günes, chef d'état major des armées, de chasser du Parlement «*les bandits séparatistes*» se trouvant sous son toit a été exaucé avec une célérité exceptionnelle par le gouvernement turc. Le 2 mars, alors que les députés kurdes en tournée d'information en Europe rentraient à Ankara et que le Parlement devait officiellement entrer en congé pour la préparation des élections municipales du 27 mars, Mme Tancu Çiller a décidé de satisfaire, dans la précipitation et au mépris même des lois turques, les exigences des chefs militaires. Au milieu des bruits de bottes, des rumeurs de coup d'Etat propagées par le vice-premier ministre M. Karayalçin lui-même, la Turquie a connu l'un des épisodes les plus tragi-comiques de son histoire parlementaire.

Tandis que le président du Parlement refuse de se prêter à ce jeu et part aux États-Unis pour faire «un bilan de santé», le Premier ministre, elle, déclare que les parlementaires ne partiront pas en vacances avant d'avoir voté la levée de l'immunité des députés du DEP. Devant le refus de son partenaire social-démocrate de la coalition de l'associer à ce «procès politique», Mme Çiller s'entend avec les partis de l'opposition de droite et d'extrême-droite pour s'assurer une majorité confortable au Parlement.

Le 2 mars, avant même que ne s'ouvre la séance, le Parlement est encerclé par d'importantes forces de police. Sur ordre du procureur général de la Cour de Sécurité d'État, Nusret Demiral, les sept députés kurdes non encore jugés, sont interdits de sortie du territoire. Le reste n'est qu'une parodie. Le pré-

sident de séance doit d'abord avec moult artifices et acrobaties de procédure renvoyer à plus tard l'examen des 149 questions inscrites à l'ordre du jour avant celle de la levée d'immunité. Puis, pour aller vite en besogne, il décide qu'avant le vote sur chacun des cas, il ne donnera la parole qu'à deux intervenants pour une durée de 10 minutes et s'ils le souhaitent aux représentants du gouvernement et de la commission mixte Justice et Constitution. Le député incriminé, passible de la peine de mort pour délit d'opinion, ne disposera que de 10 minutes pour sa défense. Appliquant à la lettre les instructions reçues, les députés votent à la quasi-unanimité des présents qu'il n'y a pas lieu de donner lecture du rapport de la commission ou d'accorder la parole aux porte-parole des groupes parlementaires. Ils n'ont pas besoin de débat pour juger. Ils sont là pour condamner. «*Les généraux vous demanderaient de dresser des potences en plein milieu de cet hémicycle que vous le feriez avec diligence et servilité. J'en suis triste pour vous, pour l'avenir de ce pays et pour la démocratie*» leur lance le député kurde Mahmut Alnak. De son côté, Leyla Zana, pour ne pas donner un semblant de régularité à cette parodie, refuse de présenter sa défense.

En fin d'après-midi, lorsque les députés Orhan Dogan et Hatip Dicle, président du DEP, dont la levée de l'immunité vient à peine d'être votée, sont arrêtés manu militari à la sortie du Parlement par des policiers qui les molestent devant une foule de journalistes. Or, même d'après les lois turques, le vote du Parlement ne devient exécutoire qu'après sa parution au Journal officiel. En plus, la Constitution prévoit un délai de 7 jours pour introduire un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle qui doit statuer sous quinzaine. Alertés par des députés et des avocats, les ministres de la justice et de l'intérieur

reconnaissent que les lois n'ont pas été respectées et en rejettent la responsabilité sur le procureur Demiral, homme de lige de l'armée, donc intouchable.

Cinq parlementaires kurdes craignant d'être arrêtés et maltraités à leur tour refusent de quitter l'enceinte de l'Assemblée. La présence d'une parlementaire française, **Mme Ségolène Royal**, venue assister au débat en observateur et décidée à rester jusqu'au bout aux côtés de ses collègues kurdes pourchassés empêche la police de donner l'assaut. Finalement après l'intervention de plusieurs gouvernements européens, les autorités turques donnent des assurances quant au respect de l'intégrité physique des députés. Ceux-ci, sur la promesse du ministre de la Justice, se rendent à la sécurité interne de l'Assemblée qui les conduit, comme promis, directement à la Cour de Sûreté d'État, laquelle, contrairement aux engagements du ministre, les fait garder à vue dans les locaux de la Section anti-terroriste de la police comme de vulgaires plastiqueurs pris en flagrant délit.

Le 17 mars, le jour même de la visite d'Alain Juppé à Ankara, les députés

kurdes sont enfin présentés à la Cour de sûreté de l'État d'Ankara. Sur ordre du procureur général de cette juridiction d'exception, sans donc l'avis d'un quelconque juge, ils sont placés «en détention préventive» à la prison Ulucanlar d'Ankara.

Cet épisode se déroulant en direct, sous l'œil des médias et des ambassades en pleine capitale turque est sans doute, plus que tout autre, révélateur du fonctionnement du système turc et des limites de cette singulière «démocratie». Quand des députés sont arrêtés et menacés de la peine de mort pour des opinions exprimées à la tribune de l'Assemblée ou de conférences données à l'étranger peut-on encore parler de la liberté d'opinion ? Et quelle voie laisse-t-on aux 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie pour exprimer leurs aspirations et faire aboutir leurs revendications ?

La levée de l'immunité parlementaire et l'arrestation à la hussarde des députés kurdes ont suscité tant en Turquie qu'à l'étranger de très nombreuses réactions. Un numéro spécial du Bulletin (n° spécial, Les députés kurdes, prisonniers d'opinion) est consacré à cette grave affaire et à ses prolongements.

L'UNION EUROPÉENNE DEMANDE UNE SOLUTION POLITIQUE AU PROBLÈME KURDE EN TURQUIE

Deux jours après la remise au Secrétaire général de l'ONU de l'*Appel des Prix Nobel de la Paix* en faveur d'un dialogue kurdo-turc, les douze ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, dans un communiqué rendu public le 31 mars à Bruxelles ont appelé à **une solution politique** «des problèmes qui se posent dans le sud-est de la Turquie». Rappelant la

levée de l'immunité de six députés kurdes du Parti de la Démocratie au sein du Parlement turc à Ankara, l'Union européenne a souligné que «*le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions est une liberté fondamentale de tous, et à fortiori des parlementaires*» Cette liberté, précise le communiqué, est «*consacrée dans des nombreux instruments internationaux auxquels la Turquie a souscrit*».

L'Union européenne a demandé *«instamment au gouvernement turc d'honorer ses engagements aux réformes constitutionnelles dans le domaine des droits de l'homme»*.

Contrairement au Parlement européen qui a, dès juin 1987, demandé la reconnaissance des droits légitimes du peuple kurde dans le respect des frontières étatiques existantes et qui, le 12 juin 1992, a adopté une *«résolution»* spécifique *«sur les Droits du peuple kurde»* développant et explicitant cette position de principe, c'est la première fois de son histoire que le Conseil des ministres de l'Union européenne se prononce publiquement en faveur d'un règlement politique du problème kurde en Turquie. Ce premier pas, prudent et timide, vers la reconnaissance d'un *«problème»* kurde en Turquie ne sera guère apprécié par Ankara qui persiste, contre vents et marées, à affirmer qu'il

n'y a pas de problème kurde en Turquie, *«il n'y a qu'un problème de terrorisme»*. Il risque de rester un voeu pieu s'il n'est pas suivi de mesures concrètes pour favoriser une telle solution.

Président du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, M. Willy Claes, au cours d'une visite officielle à Ankara, avait, le 28 mars, souligné auprès de ses interlocuteurs turcs la nécessité du respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Évoquant *«les difficultés de la Turquie dans certains domaines»*, mises en relief par la levée de l'immunité parlementaire et l'emprisonnement de six parlementaires kurdes, M. Claes a appelé, au nom de l'Union européenne, à *«l'instauration d'un dialogue politique entre les autorités d'Ankara et les représentants du peuple kurde»*,

crate et A. Türkes, chef de l'extrême-droite. Des manifestations ultra-nationalistes ont eu lieu un peu partout dans les grandes villes turques.

Les résultats des élections ont montré que cette surenchère n'a pas été payante pour tout le monde. La perte de crédibilité d'une classe politique divisée et de plus en plus démagogique est devenue tangible. Les deux formations de droite, le DYP de Çiller et l'ANAP de Yilmaz, avec respectivement 21,5 % et 20,5 % des voix enregistrent un net recul de leur audience. En revanche le Parti d'Action nationaliste du colonel Türkes, a fait son meilleur score des dernières années avec près de 10 % et qui s'est imposé comme le porte-parole du nationalisme musclé de droite ; et le parti islamiste Refah (Parti de la Prospérité) de N. Erbakan, avec moins de 19 % des votes, a pratiquement doublé son score précédent, s'imposant même comme la principale formation dans de nombreuses grandes villes, Ankara et Istanbul inclus. Membre de la coalition gouvernementale, le SHP, social-démocrate a été durement sanctionné par son électeurat traditionnel kurde et réformiste. Sous l'influence d'électeurs kurdes déçus par le soutien apporté par cette formation à la terrible guerre du Kurdistan, leurs principaux bastions sont passés au Parti de la Prospérité qui, par son opposition à cette guerre et au libéralisme sauvage ambiant, a su capter le vote protestataire.

Le succès de Türkes, dont de milliers de partisans forment l'essentiel des forces spéciales de l'armée qui terrorisent les régions kurdes, est inquiétant à plus d'un titre. Ce colonel, admirateur de l'Allemagne nazie dans les années 40, partisan d'un Etat fort et d'un régime de chef unique, farouchement anti-alévi et anti-kurde, a été parmi les principaux architectes de la période de la terreur dans les

ÉLECTIONS MUNICIPALES EN TURQUIE

Les élections municipales du 27 mars en Turquie se sont déroulées dans une atmosphère tendue, marquée par des dissensions accrues au sein de la classe politique et dans les provinces kurdes sous le contrôle direct de l'armée.

Au cours de cette campagne électorale très mouvementée les dirigeants des partis politiques se sont mutuellement accusés de trahison à la patrie, de corruption, de *«séparatisme»* ... Chacun a essayé de se décharger de la responsabilité de la grave situation économique et politique dans laquelle se trouve le pays. Comme une fuite en avant, ils ont opté pour une surenchère nationaliste et sécuritaire. Cha-

que politicien (Çiller, Yilmaz, Ecevit, Karayalçın, Türkes...) a ainsi essayé de convaincre l'électorat qu'il était plus *«faucon»* que ses adversaires sur la question kurde, que lui seul pouvait conduire jusqu'au bout la logique de la *«solution militaire»*. Cette surenchère qui a fini par redorer le blason du fondateur de la République turque, Mustafa Kemal (le général Güres a rendu obligatoire le port d'un badge à son effigie par les officiers), s'est traduite par la levée de l'immunité parlementaire des députés du DEP (Parti de la Démocratie), leur expulsion du Parlement et leur arrestation. Un grand rassemblement public d'*«hommage à Atatürk»* a été tenu par Mme Çiller, premier ministre, M. Karayalçın, chef du parti social démocratique et A. Türkes, chef de l'extrême-droite.

années 70. Ses «loups gris» constituent une force de frappe, désormais armée, comme à Erzurum, par l'Etat. Il a été le fer de lance des campagnes anti-kurdes organisées ou tolérées par la classe politique dans de nombreuses villes du pays.

Le succès d'Erbakan quant à lui, a montré clairement la désaffection de la population à l'égard des partis classiques. Alors que les provinces anatoliennes font de plus en plus confiance au Refah, les bidonvilles des grandes métropoles turques, peuplées de déracinés kurdes et de laissés pour-compte du libéralisme, sont en passe de devenir des «banlieues vertes»

Le bilan de ces élections dans le Kurdistan est difficile à dresser et reste, de toute manière mitigé. Certes elles se sont déroulées dans le calme, sous la haute surveillance de l'armée et de la police. L'armée s'est également chargée du transport par hélicoptère des urnes des zones rurales laissant toute latitude aux manipulations et trucages dénoncés avec véhémence par nombre d'observateurs allemands, belges et néerlandais qui ont eu maille à partir avec les autorités. Autre facteur majeur de trucage : la formation la plus importante dans nombreuses villes kurdes, le DEP, n'a pas pu participer aux élections. Les assassinats successifs de ses dirigeants, la levée de l'immunité parlementaire et l'emprisonnement de ses députés ne lui permettaient pas d'être présent dans la compétition. Cette absence brouille les données, mais n'explique pas moins l'étonnant taux d'abstentionnisme de nombreuses villes kurdes. A Diyarbakir par exemple, la plus grande ville kurde, 49% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes malgré le vote obligatoire et seulement 12 % des inscrits a voté pour le candidat du Refah, «élu» maire). A Dersim (Tunceli), l'absten-

tion s'élève au niveau record de 79 %. Dans l'une des bourgades de ce département kurde, à Ovacik, toute la population ayant boycotté le scrutin, le maire est «élu» grâce aux suffrages de 52 policiers ! Malgré les menaces, les pressions et les sanctions de toutes sortes, la moitié des électeurs du Kurdistan a donc eu le courage de boycotter ce scrutin en indiquant clairement son rejet du système politique turc sclérosé. Ce rejet s'est manifesté jusque dans les villes de l'Ouest comme Adana, quatrième ville de Turquie, peuplé majoritairement de Kurdes déracinés ayant fui la guerre et la misère, où 48 % des électeurs ont choisi l'abstention, laquelle a également atteint des taux substantiels dans les quartiers kurdes si, comme dans les démocraties véritables, le vote n'avait pas été obligatoire en Turquie.

A l'issue de ces élections municipales à l'ombre des baïonnettes, les villes kurdes, tenues jusqu'ici par des démocrates kurdes laïcs sont ainsi passées une à une aux islamistes. Les élections de mars 1994 au Kurdistan sont significatives aussi d'un autre point de vue : l'électorat qui n'a pas opté pour l'abstentionnisme, a massivement rejeté les partis kémalistes turcs qui prônent une politique de fermeté et qui refusent de trouver une solution politique à la question kurde. Dotés encore il y a quelques années de forts réseaux de clientélisme, ces formations, aussi bien de droite (MHP, ANAP, DYP) que de gauche (SHP, CHP, SDP) ont été littéralement balayées des régions kurdes. Ce refus traduit en clair une opposition politique pacifique et massive que l'électorat kurde commence à mettre en œuvre.

Comment expliquer alors le succès du Refah qui a pu gagner presque la totalité des municipalités des régions

kurdes ? La réponse à cette question semble résider dans le fait que le parti d'Erbakan a su se distinguer des formations classiques kémalistes turques. Il a été aussi le seul à saisir le changement qui était en cours depuis plusieurs années dans la vie politique du Kurdistan de Turquie. Ses mésaventures lors des élections de 1991 lui avaient montré que ses réseaux clientélistes, en grande partie confrériques, ne suffisaient plus pour obtenir l'appui de l'électorat. Son accord électoral avec le Colonel Türkes en 1991 lui avait valu un boycott massif dans les régions kurdes. Des dizaines de milliers de ses membres avaient à l'époque démissionné, réduisant à néant, en quelques jours, sa présence au Kurdistan. Cet accord lui avait également valu le retrait de soutien de nombreux intellectuels islamistes, résolument anti-nationalistes. Ce n'est que le programme dit «pro-kurde» qu'il a établi en 1992 sous l'égide de T.R. Erdogan (actuellement maire d'Istanbul) incluant la nécessité de reconnaître des droits culturels des Kurdes et de s'opposer à la «terreur d'Etat» qui lui a permis de retrouver une base au Kurdistan, ou du moins à être considéré comme le «moindre mal» par la population.

Au-delà de la victoire relative du Refah dans les régions kurdes, force est de souligner que la restriction du jeu électoral par l'exclusion des formations kurdes dont le DEP était l'expression légale, menace sérieusement la société civile kurde et fait des baïonnettes les seuls arbitres de la vie politique. L'impossibilité de se doter d'un espace politique légal, juridiquement protégé et pluraliste, ne manquera pas de renforcer le courant qui opte pour la lutte armée. Il y a par ailleurs peu de chances que «l'option islamiste» elle-même, qui donne pourtant une apparente unité du Kurdistan avec le reste de la Turquie, puisse

rester longtemps «légaliste». Non seulement une éventuelle interdiction du Refah, sérieusement envisagée par la Cour constitutionnelle, risque d'exclure l'islam politique turc du jeu électoral et donc de le radicaliser, mais encore, l'électorat kurde qui a voté pour le Refah attend, en contre-partie, trouver une solution pacifique à cette question. Or ni la doctrine du Refah, dont certains dirigeants (comme O. Asiltürk, son secrétaire)

sont proches de l'extrême-droite, ni son impact dans l'establishment ne lui permettent de trouver une telle solution, ce qui peut pousser l'électorat religieux kurde à glisser vers le radicalisme, donnant ainsi naissance à des mouvements de type Hamas.

Le déroulement pacifique des élections de mars 1994 au Kurdistan de Turquie cache donc mal les mutations profondes qui y sont à l'œuvre.

Ce rapport accablant, le troisième de la série, reproduit des textes législatifs irakiens encourageant les assassinats, des instructions pour la mise à mort d'enfants kurdes qualifiés de «rejetons de la trahison» etc. Soucieuses de rendre compte de l'exécution des ordres reçus, même les plus abjects, les forces irakiennes faisaient un compte-rendu écrit et filmé de leurs exactions et massacres. Ce sont ces documents qui sont tombés dans les mains des Kurdes lors de leur soulèvement de mars 1991. Ils ont, depuis, été transférés aux Etats-Unis où ils sont conservés dans les archives nationales à l'usage de chercheurs et des juristes. A un moment donné il avait même été question de les utiliser pour juger Saddam Hussein et ses complices pour crimes contre l'humanité. Pour des raisons pratiques (qui va arrêter Saddam ?) et d'opportunité politique ce projet a été mis en veilleuse.

UN NOUVEAU RAPPORT ACCABLANT DE L'ONU SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK

Monsieur Max van der Stoel, rapporteur spécial désigné par la Commission des droits de l'homme de l'ONU a, le 8 mars, rendues publiques à Genève les conclusions de son enquête sur la situation des droits de l'homme en Irak. Selon lui «*l'organisation politico-légale de la République d'Irak constitue par elle-même une cause systématique de violation des droits de l'homme*».

responsabilité de ces crimes incombe en premier lieu, selon M. van der Stoel, au président Saddam Hussein et à son cousin Ali Hassan El Majid, ministre de la défense.

VERS UNE TURQUISATION DES CAMPAGNES KURDES ÉVACUÉES ?

Se basant sur de très nombreux témoignages — notamment ceux des victimes d'exactions ayant réussi à fuir le pays — dans la région des marais, limitrophe de l'Iran et à la frontière turque, ainsi que sur une documentation de 18 tonnes d'écrits, de photographies, de vidéo-cassettes émanant d'archives policières irakiennes saisies par les Kurdes, attestant les exécutions sommaires et extrajudiciaires, la pratique systématique de la torture et d'autres traitements cruels, le rapporteur de l'ONU estime que certains actes dont l'Irak s'est rendu coupable sont des «*crimes contre la paix*», des «*crimes de guerre*» et des «*crimes contre l'humanité*». La

La turquisation des provinces kurdes de la Turquie a constitué, depuis la proclamation de la République en 1923, l'un des principaux objectifs d'Ankara. Ainsi, dans les années 1920, la politique de déportation avait abouti au dépeuplement de nombreuses localités kurdes. Dans les années 30, la loi dite d'installation forcée, avait accéléré la déportation des Kurdes et l'implantation des populations turques dans les régions kurdes. Si cette politique n'a pas suffi à dékurdiser le Kurdistan et a connu un arrêt dès le début des années 40, en 1962 un ministre turc de l'intérieur, H. O. Bekata, n'en écrivait pas

moins : «*Ces terres ne nous appartiennent que sur la carte. Dans les faits, non seulement l'ordre étatique mais aussi la turquicité y sont précaires, ou plutôt inexistants. Ces endroits nus, difficiles, montagneux, ne font qu'absorber l'argent de l'Etat. Ils n'apportent ni amour, ni aide ni force à l'Etat... il y a une solution à la situation. Une solution aussi efficace qu'une épée pointue, aussi claire et facile que l'oeuf de Christophe Colomb : y installer, avec leurs armes, les immigrants kazakhs ou kirghizes*».

Les conditions des années 1960 ne permettaient sans doute pas la mise en application d'une telle politique.

Or, aujourd'hui, la destruction massive des campagnes kurdes semble laisser les mains libres au pouvoir pour adopter, à l'instar de l'Irak des années 70-80, une politique de turquisation des régions kurdes. C'est alors que près de 1000 villages sont déjà détruits que le colonel Türkes, chef du Parti d'Action nationaliste, fervent supporter du gouvernement Çiller depuis quelques mois, réactualise l'idée de turquisation des régions kurdes par l'installation des «*citoyens fidèles à l'Etat*» (cf. notre revue de presse).

Il ne faut sûrement pas sous-estimer la volonté de certains dirigeants, militaires ou civils, de mettre en œuvre une telle politique qui consisterait à

créer une «*ceinture turque*» autour des régions kurdes à l'instar de la «*ceinture arabe*» d'Assad au Kurdistan de Syrie et de la vaste entreprise d'arabisation du Kurdistan irakien menée par Saddam Hussein. Türkes ne dit qu'à voix haute ce que l'establishment kémaliste pense sans pour le moment oser l'exprimer. Une telle mesure constitue une menace évidente à la composition ethnique du Kurdistan de Turquie. Mais elle risque aussi d'accroître considérablement les tensions inter-communautaires dont les signes avant-coureurs se multiplient, et à aboutir, dans l'avenir, à de sanglants conflits ethniques si banalisés dans de nombreux pays du Tiers-Monde.

• • •

NEWROZ SANGlant EN EUROPE

Le 21 mars, le «*jour de l'an*» kurde (Newroz), a pris une signification hautement politique durant ces dernières années : il est devenu le moment le plus important de la mobilisation dans la communauté kurde. Ce jour marque aussi, année après année, une date butoir pour l'armée turque qui promet d'en finir avec le PKK «*avant le printemps*». En 1992, les festivités de Newroz s'étaient soldées par des manifestations dans de nombreuses villes et par la mort de plus de 100 civils. Celles de 1993, passées sous le signe du cessez-le-feu unilatéral décrété par le PKK, s'étaient déroulées dans le calme. En 1994, les observateurs craignaient un Newroz sanglant en Turquie. Des délégations étrangères, notamment allemandes, qui s'étaient rendues au Kurdistan ont été refoulées à la frontière et l'armée est passée à l'état d'alerte. Toutefois, le Newroz 1994 s'est finale-

ment déroulé dans le calme. La peur de représailles de la part de la contre-guérilla et la volonté d'éviter de nouvelles victimes ont poussé la population terrorisée à célébrer cette fête en privé.

Toutefois, ce calme n'était que relatif, car les Kurdes européens ont connu leur Newroz le plus tourmenté. En Allemagne, des manifestants kurdes proches du PKK protestant contre l'interdiction qui leur est faite de célébrer publiquement le Nouvel An kurde et contre le soutien de Bonn à Ankara, ont occupé les autoroutes dans plusieurs localités et se sont affrontés des heures durant avec les policiers, faisant ainsi plusieurs dizaines de blessés. Certains grands axes sont restés coupés pendant près d'un jour. 4 manifestants ont tenté de s'immoler par le feu : une jeune fille est morte à la suite de ses blessures, 3 autres ont été grièvement blessés.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir de la politique allemande à l'égard des Kurdes et de la Turquie, on peut difficilement adhérer à la logique de ces manifestations auto-flagellantes, qui ont, du reste, été contre-productives pour les militants qui les ont organisées. Une nouvelle victime, se donnant la mort en torche brûlante, n'a pas manqué de choquer l'opinion publique allemande ou française, qui comme l'immense majorité de la communauté kurde rejette le recours à la violence pour se faire entendre et pour attirer l'attention sur le sort tragique du peuple kurde en Turquie.

Ces événements sanglants ont cependant mis en relief la nouvelle dimension qu'acquiert la question kurde de Turquie et qu'on ne peut plus ignorer : elle devient de plus en plus une *question européenne*. La diaspora kurde, forte de près d'un million de personnes, devient le lieu de transplantation des contestations des pays d'origine, en suivant en cela le cheminement classique des autres diasporas ethniques ou religieuses. Diverses raisons (allant de la frustration de ne pas pouvoir secourir ceux qui sont 'là-bas', aux effets de la marginalisation dans le pays d'accueil, de l'encadrement politique aux 'rites de passage' d'une deuxième génération déboussolée qui veut faire ses preuves dans l'excès) expliquent les formes surprenantes de ces manifestations. La présence d'une communauté turque de près de 2 millions de personnes, manipulée par une presse écrite quotidienne, sensationnelle et nationaliste, et par des chaînes de télévision en turc, laisse présager des affrontements inter-ethniques, lourds de conséquences. Il est évident que la transplantation de ce conflit dans les villes européennes ne manquera pas non plus d'entraver encore plus gravement le processus d'intégration des

ressortissants kurdes et turcs, surtout de la deuxième génération.

Les mesures sécuritaires que les différentes capitales européennes tentent de prendre ne sauront sans doute pas suffire à rétablir le calme. Elles risquent d'être considérées comme une preuve supplémentaire de l'indulgence à l'égard d'Ankara et donc radicaliser davantage la diaspora. Le retour au calme des communautés kurdes et turques en Europe, travaillées par de nombreux groupes radicaux, semble désormais dépendre du règlement du problème kurde en

Turquie. Cela constitue, de plus en plus, une urgence que les pays européens ne peuvent négliger dans leurs relations avec Ankara. L'absence d'un tel règlement ne manquera pas d'aiguiser les frustrations et renforcer les options radicales. En revanche, l'intervention d'un tel règlement apaiserait la situation et permettrait sans doute aux nombreux jeunes, déjà largement touchés par la marginalité, de s'insérer dans leur pays d'accueil et de prendre au sérieux les enjeux qui s'y déroulent comme la scolarisation et l'intégration.

• • •

à la paralysie économique des provinces kurdes et la baisse spectaculaire des recettes touristiques qui apportaient annuellement 4-5 milliards de dollars à la Turquie. L'insécurité qui règne dans le pays et les attaques du PKK contre les touristes risquent de réduire substantiellement ces recettes en 1994.

Tout indique qu'à moins de militariser complètement son économie, comme le font par exemple les généraux birmanes ou comme le faisaient Saddam Hussein, la Turquie ne pourra éviter une crise économique très grave porteuse de la marginalisation de vastes secteurs du tissu social, de dérives extrémistes et islamistes, voire d'une véritable explosion sociale.

AINSI QUE...

• **SELON LA FIDH LA TURQUIE MET EN PLACE UNE VÉRITABLE TERREUR D'ÉTAT.** La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) accuse le pouvoir en Turquie de «mettre en place une véritable terreur d'État» à l'encontre des populations kurdes en prenant «prétexte de violences du PKK», dans un pré-rapport publié à l'issue d'une récente mission en Turquie.

«L'action violente dans laquelle le PKK s'est engagée ne rencontre pas l'approbation de la majorité silencieuse du peuple kurde», estime la FIDH. «Toutefois, le pouvoir turc prend prétexte de violences du PKK pour mettre en place une véritable terreur d'État à l'égard des populations civiles, des avocats, des politiques qu'il cherche à atteindre indistinctement comme susceptibles de constituer tous ensemble des agents du PKK», indique la Fédération.

Ce pré-rapport a été rendu public alors que le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé effectue une

visite officielle en Turquie, et après la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs députés turcs d'origine kurde. Il a été établi par MM. Bernard Deleplace, membre du Conseil économique et social (CES) et Christian Charrière-Bournazel, avocat à la cour, qui se sont rendus en Turquie du 6 au 11 mars, notamment dans le sud-est (à majorité kurde).

• **LA GUERRE DU KURDISTAN AURAIT COÛTÉ 25 MILLIARDS DE DOLLAR AU BUDGET TURC.** Alors que l'économie donne des signes de plus en plus alarmants en Turquie, le coût financier de la guerre kurde ne cesse de s'alourdir. Selon N. Mentese, ministre turc de l'intérieur, elle aurait coûté, en moins de 10 ans, 25 milliards de dollars (TDN du 25.3.1994). Il ne s'agit là que des dépenses directement liées au domaine militaire. A cela il convient d'ajouter d'autres dépenses (telles que primes de risque accordées à des dizaines de milliers de fonctionnaires d'État dans la région), la chute de production due

• **CONFÉRENCE DE BRUXELLES SUR LA QUESTION KURDE.** Une «Conférence internationale sur le Kurdistan du Nord» s'est tenue les 12 et 13 mars à Bruxelles à l'initiative de Medico International et du Kurdistan Human Rights Project. Elle a réuni les partisans du PKK ainsi que des parlementaires et journalistes, dont quelques uns sont venus de Turquie.

Le moment fort de cette conférence a été la lecture du message du chef du PKK, Abdullah Öcalan, appelant à un cessez-le-feu dans la guerre du Kurdistan et se disant prêt à discuter avec les autorités turques d'une solution politique ne remettant en cause les frontières. (Cf. en annexe le texte de ce message). Le gouvernement turc, dès le 15 mars, a catégoriquement rejeté cet appel affirmant qu'il s'agissait d'une «manoeuvre tactique» qui est «vide de contenu réel» et qui «traduit les difficultés éprouvées sur le terrain militaire par une organisation qui essaie de gagner du temps». Le

président Demirel et le premier ministre ont déclaré à l'unisson «*qu'il ne peut y avoir de négociations avec des terroristes; que «les racines de cette organisation terroriste seront éradiquées»* et qu'ils ne font cet appel au cessez-le-feu que parce qu'ils sont «*coincés*».

• TROC DE «TERRORISTES» ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAN.

Les relations turco-iraniennes sont, depuis plus d'une décennie, extrêmement tendues. Ni les réunions régulières entre les délégations des deux pays, ni les rencontres au sommet ne parviennent à voiler les tensions qui ne cessent de s'aggraver depuis la guerre du Golfe et la dislocation de l'URSS. Un point semble cependant rapprocher les deux pays : la volonté de dédramatiser parfois leur antagonisme et à se faire des fleurs occasionnelles au nom de la coopération frontalière et de la lutte anti-terroriste. La déclaration du préfet d'Agri sur la nature de cette coopération donne froid au dos : l'Iran «*nous livre les terroristes morts ou vivants*» (TDN, 1^{er} avril 1994).

Les frontières moyen-orientales sont permissives et au-delà de la «carte politique» qui érige les États en entités souveraines, elles divisent un pays kurde où circulent plus ou moins difficilement des militants kurdes de toutes origines. La Turquie abrite à son tour, selon les estimations qu'il convient probablement de réévaluer à la hausse, près d'un million de ressortissants iraniens, parmi lesquels un bon nombre d'opposants kurdes, azéris ou persans. Les deux pays détiennent donc suffisamment «d'otages». Les corps de «terroristes», à livrer «morts» ou «vifs» constitueraient-ils la monnaie d'échange servant à convaincre l'autre partie de sa «bonne volonté» de «coopérer» ?

• **LA VISITE D'ALAIN JUPPÉ EN TURQUIE.** Alors qu'en Turquie la campagne anti-française est périodiquement mise en scène par la presse et que les députés du DEP sont reçus par François Mitterrand quelques jours seulement avant leur arrestation, les gouvernements turc et français poursuivent leur *buisness as usual*. Après les tensions des années 80, les relations entre les deux pays semblent même être au beau fixe. Les investissements français ont triplé de volumes de 1986 à 1993, en faisant de la France le premier investisseur étranger en Turquie. La visite effectuée les 17 et 18 mars par le ministre français des Affaires étrangères, A. Juppé, à Ankara a constitué une nouvelle étape de cette collaboration étroite.

Certes le ministre français n'a pas manqué d'appeler Ankara, contrairement à ce que la presse turque a omis de mentionner, à établir un dialogue avec ses Kurdes. Toutefois, il n'a pas non plus hésité à apporter le soutien de Paris à la candidature d'Ankara à l'Union européenne et de donner un certificat de bonne conduite à ce pays qui venait le jour même envoyer en prison 6 parlementaires kurdes. «*La Turquie moderne a choisi d'être un Etat républicain laïc et démocratique, et ce choix crée des affinités particulières avec l'Europe*», a-t-il déclaré à ses hôtes turcs ravis de cette appréciation élogieuse faite au moment où l'opinion occidentale les mettaient sur la sellette. (Cf. p.42-45 et p.103 compte-rendu détaillé de cette visite dans la presse turque).

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

1^{er} mars

Entre Diyarbakir et Mardin lors d'une opération de l'armée turque contre les militants du PKK, un civil et un policier ont été tués. A Bitlis et Erzurum dans des divers affrontements avec les forces turques au total 5 militants du PKK ont été tués et un policier blessé.

3 mars

A Kars, suite à une descente des forces turques, 3 militants du PKK et 6 gendarmes ont été tués. A Diyarbakir, dans le quartier de Melikahmet, Yusuf Uçar a été tué par des inconnus. Dans un autre quartier de Diyarbakir, Ahmet Gulger a été tué et deux autres blessés par un groupe non identifié.

5 mars

A Tunceli et Sirnak, lors des opérations de l'armée turque, 7 militants du PKK et un policier ont trouvé la mort et un autre policier a été blessé.

6 mars

A Silvan dans le village de Heydereka l'explosion d'une mine a causé la mort de 4 protecteurs de village et en a blessé un autre. A Diyarbakir, dans le quartier d'Urfakapi, 2 personnes ont été tuées et 3 autres blessées par des inconnus. A Bitlis, le protecteur de village Cevher Erdogan a assassiné son frère Nevzat, militant du PKK.

6 mars

A Erzurum, 11 militants du PKK ont

été tués dans un affrontement avec les forces turques. A **Diyarbakir**, Kazim Kaya, 43 ans a été assassiné par des inconnus.

9 mars

A **Mardin**, dans le village de Hestirke, 3 protecteurs de village ont été par des militants du PKK.

10 mars

A **Hakkari**, lors d'une opération, 9 militants du PKK ont été tués par l'armée turque.

17 mars

A **Mus, Diyarbakir et Mardin** au total 5 militants du PKK ont été tués par l'armée turque.

19 mars

A **Diyarbakir**, Kadri Koyuncin, 33 ans, a été tué par des inconnus.

21 mars

A **Çukurca**, 7 militants du PKK ont été tués lors d'une opération de l'armée turque. A **Silopi**, dans le village d'Ovakoy, 2 militants du PKK ont été tués par l'armée turque. A **Mardin**, entre le village d'Emara et Zexingê, l'explosion par mine d'un tracteur a fait 4 morts et plusieurs blessés parmi les protecteurs de village.

24 mars

A **Batman**, lors d'une fusillade d'une boutique, Fahrettin Nasiroglu âgé de 18 ans et un enfant ont été blessés par des inconnus. A **Bingöl, Urfa, Diyarbakir et Hakkari**, au total 9 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec l'armée.

25 mars

A **Diyarbakir**, dans le village de Dolunay, Munaf Kaya a été tué par des soldats turcs.

28 mars

A **Sirnak** l'aviation turque a bom-

bardé les camps du PKK dans les Monts Cudi et Gebar faisant 12 morts et plusieurs blessés parmi les combattants kurdes. A **Bitlis**, dans le village d'Uludere, 6 personnes ont été fusillées et plusieurs maisons brûlées par la contre-guérilla turque.

31 mars

A **Sirnak**, dans le village d'Uçok, l'explosion d'un minibus miné attribué au PKK a fait 15 morts parmi les passagers.

Assassinats de civils par des «tueurs non-identifiés»

1er mars, des tueurs non-identifiés ont assassiné Hasan Akan, membre du syndicat *Egit-Sen*, Abdulselam Akgül, médecin, Sabahattin Ar, âgé de 52, et Abidin Altun à Diyarbakir.

3 mars, Yusuf Uçar, Abdullah Özdemir et Ahmet Gülgen ont été tués par des inconnus à Diyarbakir.

4 mars, M. Salih Sen a été assassiné à Diyarbakir.

5 mars, des tueurs non-identifiés ont assassiné Emin Akkaya, ouvrier municipal à la sous-préfecture de Nusaybin, province de Mardin, et Alattin Kutbay à Batman. Le même jour M. Emin Birlik a été tué par des inconnus à Gercüs dans la province de Van ; Kazim Kaya, maire du village de Kavaklibag, sous-préfecture de Lice, province de Diyarbakir, a également trouvé la mort à la suite d'un attentat.

8 mars, Fevzi Barası et Halil Çiçek ont été assassinés par des tueurs non-identifiés respectivement à Bingöl et à Nusaybin (province de Mardin). Le même jour des tueurs non-identifiés ont tué Murat Yolcu et Aburrahman Kar à Diyarbakir.

11 mars à Diyarbakir, des inconnus

ont assassiné Abdülkadir Sular, 55 ans, et Halis Koça, 31 ans.

17 mars, M. Kadir Koyucu, membres du syndicat *TES-IS*, Muhittin Ayata, candidat du CHP¹ à la mairie de Payas et Abdullah Bülbul ont été assassinés par des tueurs non-identifiés à Diyarbakir.

22 mars, des tueurs non-identifiés ont assassiné Fahrettin Nasiroglu (15) et Mahabettin Kazak, à Batman. A Adana Cumali Namoglu a été tué par des inconnus.

23 mars, Hamit Söner, âgé de 23 ans et Haci Feyzi, 60 ans, ont été tués par des inconnus. Ce dernier accusé d'être un «terroriste du PKK» par un communiqué diffusé par la télévision turque avait eu un entretien avec *Kurdistan Human Rights Project* de Londres.

24 mars, des tueurs non-identifiés ont assassiné Abdullah Küçükaslan et Mehmet Halit Aslan à Batman. Selon certaines rumeurs un conflit entre deux fractions de l'Organisation du *Hezbollah* :² *Hezbollah Menzil* (Hezbollah-Etape) et *Hezbollah Ilim* (Hezbollah-Science) serait à l'origine de ces assassinats. Le même jour Abdullah Aydin a été tué par des inconnus à Diyarbakir.

29 mars, Nimet Toprak, âgé de 28 ans, et R. S., âgé de 15 ont été tués à Batman. Ces meurtres seraient également liés au conflit entre deux groupes de l'Organisation du *Hezbollah*.

30 mars, des tueurs non-identifiés ont assassiné Yasar Çakin et Mehmet Temiz à Batman.

31 mars, Muhittin Altin a été tué par des inconnus à Diyarbakir.

1 - *CHP* : *Cumhuriyet Halk Partisi* (Parti républicain populaire) du centre gauche.

2 - *Hezbollah* : Mouvement islamiste extrémiste présent dans la région kurde, agissant de concert avec les forces spéciales d'Ankara.

ACTES CONTRE DES CIVILS

5 mars, Emrullah Onay, sympathisant du SHP a été tué à l'arme blanche par des inconnus au cours d'une querelle entre des gens qui regardaient un débat à la télévision sur l'élection locale à Yaylayolu, un village de la sous-préfecture d'Askale dans la province d'Erzurum.

9 mars, des soldats se trouvant dans une caserne ont tiré à l'aveuglette sur Eyne (Baggöze), une commune de la province de Siirt. Les tirs à l'arme lourde ont fait 7 morts et une maison a été détruite.

10 mars, 10 personnes ont été tuées et 11 autres ont été blessées lorsqu'un minibus transportant des familles des protecteurs de village de Kanibag (Yarimbasi), sous-préfecture de Çinar, province de Diyarbakir, a été touché par une mine près du district d'Elik.

13 mars, 13 personnes ont été blessées lors de l'explosion d'une bombe placée par 2 personnes, dont une femme, dans la Poste Centrale d'Adana.

18 mars, une personne a été tuée et 13 autres ont été blessées lors d'un attentat à la bombe contre un local du SHP³ à Diyarbakir.

19 mars, Hasan Özpinar a été tué et 3 personnes ont été blessées lorsqu'un tracteur a été touché par une mine placée entre les villages de Tiwer et de Bulutçeken, sous-préfecture de Çinar dans la province de Diyarbakir. Le même jour Hursit Aytekin a été assassiné dans le village de Çayan, sous-préfecture de Sungurlu, province de Çorum. Par ailleurs Abdullah Subasi a été tué et 8 personnes ont été blessées lors de l'explosion d'une bombe placée à l'intérieur la *Fondation des Jeunes Nationales de Pendik* à Istanbul. L'attentat a été revendiqué par ARGK, branche armée du PKK.

25 mars, Abdurrahim Dogan, membre d'ANAP, a été tué et 13 personnes ont été blessées lors d'un attentat à la bombe contre un café où ANAP⁴ tenait une réunion pour les élections à Diyarbakir.

26 mars, les bombardements de l'aviation turque qui visaient les versants du Mont Gabar dans la province de Sirnak ont fait 48 morts et 8 blessés parmi des villageois de Bösüke, Gaver, Biyave et Kurdila. Le même jour un villageois, Fevzi Özen, a été tué lors d'une dispute sur l'élection des maires à Ilıcak, un village de la sous-préfecture de Derende dans la province de Malatya. Cemal Maraz, Esat Maras et Mahir Portakal ont également trouvé la mort à la suite d'une dispute électorale à Çamlıköy, un village de la sous-préfecture de Bayat dans la province de Çorum.

28 mars, Semdin Lale a été assassiné lors d'une discussion pendant qu'on dépouillait les votes dans la sous-préfecture de Baykan, province de Siirt et Zehit UCAR, membre du SHP, a été tué lors d'une rixe entre des membres du DYP et du SHP après l'élection du candidat du SHP dans la commune de Altınüzüm, sous-préfecture d'İslahiye, province d'Antep. Par ailleurs Hasan Hüseyin KARA a été assassiné lors d'une dispute électorale dans le village de Serince, province de Diyarbakir, et Polat Çakmak et Yusuf Özkasapoglu ont été tués lors d'une autre dispute entre des membres du SHP et du MHP⁵ devant la mairie de Kilis dans la province d'Urfa. Le même jour le maire du village de Tilvar et 3 autres personnes ont été tués lorsqu'un véhicule a été touché par une mine près de la sous-préfecture de Çinar dans la province de Diyarbakir. 10 personnes ont été tuées et 8 autres blessées lorsqu'un camion a été touché par une mine près de Dumanlı, un village de la sous-préfecture d'İdil, province de Sirnak. A un autre endroit de cette

sous-préfecture, un minibus a été touché par l'explosion d'une mine qui a fait 15 morts dont 9 protecteurs de village.

Morts sous la torture pendant la garde à vue et exécutions extrajudiciaires

3 mars, le cadavre d'un villageois, Hüseyin, âgé de 45 ans a été retrouvé dans le village de Zewe (Akdüzgün), sous-préfecture de Güçlükönak, province de Sirnak. Ce villageois avait été placé en garde à vue le 22 février 1994. Le même jour Ahmet Uyumus, un contrebandier, a été assassiné par les forces de sécurité dans le district de Neço, province d'Igdir.

4 mars, İsmail Baliç, Resul Baliç, İbrahim Sümer et Abbas Zeyrek ont été fusillés lors de l'assaut donné par les troupes turques contre les quartiers de Cizre.

6 mars, Süleyman Malgaz, Aziz Malgaz, Ömer Malkoç et Ömer Candirak, ont été emmenés par des soldats sous prétexte d'effectuer un contrôle d'identité après avoir été arrêtés sur la route de Cizre -Silopi. Leurs corps ont été retrouvés dans un ravin près de Kiris, un district du village de Bozalan. En outre, selon l'enquête effectuée par la *Fondation des Droits de l'homme et des Libertés*, les 5 geurilleros de Dev-Sol,⁶ «tués lors de leur capture» dans la zone rurale de la sous-préfecture d'Ünye, province d'Ordu, n'ont pas participé à un quel-

3 - SHP, *Sosyaldemokrat Halkçı Parti* (Parti Populiste social-démocrate), d'E. İNÖNÜ, affilié à l'Internationale Socialiste.

4 - ANAP : *Anavatan Partisi* (Parti de la Mère Patrie), de l'ex-président ÖZAL, droite libérale.

5 - MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi*, (Parti d'Action Nationaliste), néo-fasciste dont le leader colonel A. Türkes, a récemment fait un appel à la population turque pour se préparer à une guerre contre les Kurdes.

6 - Dev-Sol : *Devrimci Sol* (La Gauche révolutionnaire) Groupe de guérilla urbaine, marxiste-léniniste.

conque affrontement avec les forces de sécurité mais ont été tués par des membres de la gendarmerie après avoir été cernés par des soldats dans une maison. Il s'agit d'Ali Faik Özkan, Baris Atalay, Yavuz Yazili, Yücel Meral et Irfan Yenilmez.

16 mars, 9 personnes dont 2 enfants ont été fusillées par les forces de sécurité lors d'un assaut contre le village de Narli (Biyardir), sous-préfecture de Çukurca, province de Hakkari. Le même jour, le corps d'Erdinç Baser a été retrouvé sur la route d'Ergani alors que la victime était allée au bureau du service militaire à Diyarbakir pour l'ajournement de son service militaire. Par ailleurs le corps de Sehmuz Yavuz a été retrouvé avec une balle dans la tête sur la route de Silvan. Il avait été enlevé à Diyarbakir le 11 mars 1994.

21 mars, Vedat Han Gülsenoglu, qui se trouvait parmi des gens placés en garde à vue lors d'une manifestation d'un groupe de 50 personnes à Kasimpasa, un quartier d'Istanbul ; a été tué d'une balle par un policier. Celui-ci avait sorti son revolver sous prétexte que la victime avait sorti le sien et le coup serait parti tout seul. Le même jour les corps de Ferman Cingöz et d'Edip Tanriverdi ont été retrouvés. Ces personnes avaient été placées en garde à vue lors d'une opération effectuée contre les villages des sous-préfectures de Lice et de Hazro dans la province de Diyarbakir le 19 mars 1994.

23 mars, des protecteurs de village ont fusillé un villageois lors d'un assaut contre le village de Darik (Eser), sous-préfecture de Viransehir, province d'Urfa.

25 mars, lors d'un assaut contre Pertek, un district du village d'Uludere (sous-préfecture de Hizan, province de Bitlis) des membres des unités spéciales ont rassemblé des

villageois sur la place du village et ont fusillé Sükrü Karaca, âgé de 55 ans, Vahdettin Karaca, âgé de 47 ans, Hamide Yilmaz, âgé de 60 ans, et deux enfants, âgés de 13 et 18 ans (leurs noms ne sont pas identifiés). Le même jour les corps de Hursit Döne, Mekki Güngör et de deux frères, Hasan et Saban (leur nom de famille n'a pu être identifié) ont été retrouvés à l'approximité de leur village. Ces personnes avaient été placées en garde à vue lors d'un assaut donné par des membres des unités spéciales contre le village de Kunduz (sous-préfecture de Hizan, province de Bitlis).

30 mars, le corps de Mehmet Sen, candidat du DEP à la mairie d'Ayran (sous-préfecture de Birecik), a été retrouvé à l'approximité du village de Karpuzlukaya. La victime avait «disparu» dans la sous-préfecture de Nizip, province d'Antep le 25 mars 1994.

villages évacués, détruits

Dans la province de **Maras** : Çelikli et Serbet, districts du village de Gürsel, sous-préfecture d'Elbistan ont été évacués par les forces turques.

Dans la province de **Kars** : Sorgulu et Seban (Bostankale), deux villages de la sous-préfecture de Digor ont été évacués par les forces de sécurité après avoir été bombardés par l'artillerie.

Dans la province de **Diyarbakir** : Mezrik a été évacué par les forces turques (les villageois avaient refusé de devenir protecteurs de village). Kurbeyt, un village de 120 maisons de la sous-préfecture de Silvan a été évacué par les forces turques sous prétexte que les villageois avaient boycotté les élections municipales. Us et Tasu, deux villages de la sous-préfecture de Hizan ont été évacués par les forces de sécurité pour la même raison.

Dans la province de **Siirt** : le village de Hatrant a été évacué par les forces gouvernementales. Le village de Bevahs, sous-préfecture de Kurtalan a été évacué après plusieurs assauts lancés contre ce village par l'armée pendant le mois de février. Eykent, un village de la sous-préfecture d'Eruh, a été incendié.

Dans la province de **Sirnak** : Kerxor, Sikeftiye et Gohina, trois villages de la région de Gabar ont été évacués par l'armée. Le village de Guneyçam a été incendié.

Dans la province de **Mus** : 17 maisons ont été incendiées par l'armée dans le village de Kirakli (Gölagli), sous-préfecture de Malazgirt.

Dans la province de **Elazig** : 38 maisons ont été détruites dans le village de Kervar (Demirbogaz), 25 maisons ont été détruites dans le village de Zivanga Sikaka, sous-préfecture de Karakoçan. Dans la même sous-préfecture, Dalan, un district du village de Okçular, a été détruit lors d'un assaut lancé par les forces turques.

Dans la province de **Bitlis** : Çorsen (Düzcealan) et Axküs, deux villages de la sous-préfecture de Tatvan, ont été incendiés par des soldats se trouvant dans la brigade de Resadiye.

Condamnations d'intellectuels

M. Yasar KAYA, propriétaire du quotidien pro-kurde «*Özgür Gündem*», poursuivi dans 10 procès pour délit d'opinion jugé par contumace, a été condamné à une peine de 1 000 ans de prison et à une amende de 1 000 000 000 000 livres (2 068 965 517 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul, No 1.

Mehmet BAYRAM, éditeur d'un recueil intitulé «*Anthologie des chansons populaires kurdes*», a été con-

damné à une peine de 2 ans de prison et à une amende de 50 000 000 livres (8 650 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara.

Hüseyin ALATAS, ex-proprétaire de la revue *Newroz*, a été condamné à une amende de 200 000 000 de livres (34 482 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul pour des articles parus dans cette publication.

Adil KURT, rédacteur en chef de la revue *Newroz*, poursuivi pour ses articles, condamné à une peine de 4 ans de prison et à payer une amende de 100 000 000 livres (17 241 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Ibrahim AKSOY, ancien secrétaire général du *DEP*, poursuivi pour un discours prononcé pendant le congrès du *HEP* à Konya, a été condamné à une peine d'un an de prison et à une amende de 41 000 000 livres (7 068 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat de Konya.

Ismail BESIKÇI, sociologue, poursuivi pour son livre intitulé : «*Le chemin créé par des tribunaux*» a été condamné à une peine de 2 ans de prison et à une amende de 250 000 000 livres (43 103 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul. M. Besikçi qui a passé 13 ans dans les prisons turques pour ses écrits est actuellement incarcéré à la prison centrale d'Ankara.

Recep MARASLI, directeur de la maison d'édition *Komal*, accusé de séparatisme, a été condamné à une peine de 2 ans de prison et à une amende de 100 000 000 livres (17 241 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Osman AYTAR, rédacteur en chef du périodique *Medya Günesi*, accusé de séparatisme, a été condamné à une

peine de 2 ans de prison et à une amende de 100 000 000 livres (17 241 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Garip TÖRE, rédacteur en chef du périodique *Emek*, a été condamné à une peine de 2 ans de prison, à une amende de 250 000 000 livres (43 103 FF) ; son périodique a été suspendu pour 1 mois par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Yasar KAYA (deuxième fois), propriétaire du quotidien pro-kurde «*Özgür Gündem*», a été condamné à une nouvelle amende de 143 000 000 livres (24 655 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article paru dans ce journal.

Seyh Davut KARADAG, rédacteur en chef du journal «*Özgür Gündem*» a été condamné à une amende de 71 000 000 livres (12 241 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul pour le même article.

Gülay ÇELIK, journaliste d'«*Özgür Gündem*», a été condamnée à une peine de 9 mois de prison par la deuxième chambre de la Cour d'assises d'Istanbul.

Ismail BESIKÇI (deuxième fois), sociologue, a été condamné à une nouvelle peine de 2 ans de prison et à une amende de 100 000 000 livres

(17 241 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul à cause de l'un de ses articles.

Yasar KAYA, **Seyh Davut KARADAG** et **Ocak Isik YURTÇU** ont été condamnés au total à une peine de 5 ans de prison et à une amende de 1 500 000 000 livres (258 620 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul No, 2.

Zena SEZEN, ex-rédacteur en chef du périodique *Azadi*, a été condamné à une peine de 23 mois de prison et à une amende de 243 000 000 livres (41 896 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Ikramettin OGUZ, ex-proprétaire du périodique *Azadi*, a été condamné à payer une amende de 83 000 000 livres (14 310 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Yasar KAYA (troisième fois), propriétaire du journal «*Özgür Gündem*», jugé par contumace, a été condamné à une nouvelle amende de 287 000 000 livres (49 482 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

Seyh Davut KARADAG, rédacteur en chef du journal «*Özgür Gündem*», a été condamné à une peine d'un an de prison et à payer une amende de 321 000 000 livres (55 344 FF) par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul.

EN BREF LA REVUE DE PRESSE

LA GUERRE SECRÈTE DE LA TURQUIE CONTRE LES KURDES. (*The Observer*, 13 février 1994), p.1-4.

KURDISTAN: UN PEUPLE EN OTAGE. Les Kurdes d'Irak n'ont plus grand-chose à se mettre sous la dent et sur le dos. Et leur État fantôme,

étranglé par le blocus et menacé aux frontières, n'est même pas reconnu. (*Femina*, Mars 1994), p.3-5.

VOYAGE AU CŒUR DU KURDISTAN. Dix millions de Kurdes, soit 90% de la population, vivent dans les montagnes du Kurdistan turc. Leur pro-

blème: trouver leur place et leur unité. Leur préoccupation: maintenir leurs culture dans le respect de leur traditions sur un territoire revendiqué par les Turcs. (*Les Nouvelles d'Arménie*, n°9, Mars 1994), p.6-8.

TURQUIE: TÊTES DE TURC. Les autorités s'acharnent sur les immigrés clandestins ainsi que sur les demandeurs d'asile iraniens et irakiens. (*la Chronique d'Amnesty*, Mars 1994), p.9.

LE PRÉFET D'AGRI: «L'IRAN NOUS LIVRE LES TERRORISTES MORTS OU VIVANTS». *'Le peuple a retiré son soutien au PKK'*. (*Turkish Daily News*, 1^{er} avril 1994), p.9.

LE PKK DÉCLARE LE BOYCOTT DES ÉLECTIONS MUNICIPALES. Les candidats et les électeurs seront parmi ses cibles. — A la suite de la demande d'aide que les séparatistes kurdes déposent auprès de Yeltsin, la Turquie envoie son secrétaire d'état-adjoint des Affaires Étrangères Bilgin Unan à Moscou. — **LE PARLEMENT DISCUTERA DE LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ DES DÉPUTÉS.** — Mahmut Alinak (député du DEP) termine sa grève de la faim. (*Turkish Daily News*, 2 mars 1994), p.10-11.

3 TERRORISTES ET 10 SOLDATS SONT TUÉS DANS LE SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 3 mars 1994), p.11.

LEVÉE D'IMMUNITÉ POUR QUATRE DÉPUTÉS TURCS D'ORIGINE KURDE. (*Libération*, 3 mars 1994), p.12.

BOYCOTT KURDE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES EN TURQUIE. (*La Croix*, 2 mars 1994), p.12.

L'ONU INFORMÉE DU «RÈGNE DE TERREUR» IRAKIEN. (*International Herald Tribune*, 1^{er} mars 1994), p.12.

CHERCHANT SON TÉMOIGNAGE

SUR LES PRÊTS OCTROYÉS À L'IRAK, LES ETATS-UNIS ACCORDENT L'IMMUNITÉ A UN RESPONSABLE BANCAIRE. (*International Herald Tribune*, 2 mars 1994), p.12.

CHRONIQUE DES DROITS DE L'HOMME. — Helsinki Watch: la censure introduite par l'assassinat des journalistes continue. 32 journalistes et vendeurs de journaux assassinés depuis février 1992. (*Turkish Probe*, 3 mars 1994), p.13.

SIX ANS D'ESPOIR QUI S'USE POUR UN REQUÉRANT D'ASILE KURDE. Ahmet Güven devait être renvoyé en Turquie demain avec sa famille. Le Canton lui accorde un sursis. (*24 Heures*, 3 mars 1994), p.14.

ENVOYÉ SPÉCIAL: FLEURS DE MORT. Au Kurdistan irakien, dix millions de mines antipersonnel tuent et estropient les civils. (*Le Monde*, 6 mars 1994), p.15.

L'EXPOSITION AU WORLD TRADE CENTER: LES INDICES METTENT EN CAUSE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 9 mars 1994), p.16.

DEUX GARDES DE L'ONU, DES FEMMES, ont été blessées mercredi lors d'un attentat qui les a visées à Souleimanieh, dans le Kurdistan d'Irak sous contrôle des formations kurdes d'opposition, a-t-on appris auprès de l'ONU. (*A.F.P.*, 9 mars 1994), p.16.

SUITE À L'INTERDICTION DE SE RASSEMBLER À SAINT-JOSSE. Kurdes «expulsés» vers Zaventem? — Entre Turcs et Kurdes, la tension monte à nouveau à Bruxelles. Mais il reste de l'espoir. (*Le Soir de Bruxelles*, 9 mars 1994), p.17.

DÉBUT DE LA RÉUNION QUADRI-PARTITE SUR L'IRAK DU NORD. La Turquie, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, membres de

la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe, ont ouvert mercredi matin à Ankara des discussions sur la mission de la force multinationale alliée de l'opération «Provide Comfort II» de soutien aux Kurdes d'Irak. (*A.F.P.*, 10 mars 1994), p.17-18.

LES KURDES IRAKIENS FONT PASSER DES TESTS DU SIDA AUX VOYAGEURS. Les autorités kurdes contrôlant le nord de l'Irak ont indiqué jeudi qu'elles ont commencé à effectuer des tests du SIDA sur les voyageurs entrant dans leurs région, dans un geste destiné à contrer des accusations de Bagdad. (*A.F.P.*, 10 mars 1994), p.18.

LES ALLIÉS EN FAVEUR DE LA POURSUITE DE «PROVIDE COMFORT II». (*A.F.P.*, 10 mars 1994), p.18-19,20.

TURQUIE: LE PARTI PRO-KURDE DE LA DÉMOCRATIE (DEP, 17 sièges au parlement sur 450) a appelé jeudi son électorat du Sud-Est anatolien à «s'abstenir» de voter aux municipales du 27 mars et ainsi «donner une leçon aux autres partis du régime qui réprime» cette population depuis des années. (*A.F.P.*, 10 mars 1994), p.19.

DES CONCENTRATIONS DE TROUPES IRAKIENNES ONT ÉTÉ OBSERVÉES CES TROIS DERNIERS JOURS le long de la ligne de démarcation avec la partie du nord de l'Irak sous contrôle kurde, a-t-on appris mercredi auprès des forces alliées et kurdes. (*A.F.P.*, 10 mars 1994), p.21.

LE RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU ACCUSE BAGDAD DE «CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ». «L'organisation politico-légale de la République d'Irak constitue par elle-même une cause systématique de violation des droits de l'homme.» Telle est l'une des conclusions de l'enquête

de Max Van der Stoep (Pays-Bas), rapporteur spécial désigné par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, vient de rendre publique. (*Le Monde*, 10 mars 1994), p.22.

COLLOQUE KURDE: CE SERA ZAVENTEN. Les participants siégeront au Sheraton de l'aéroport. (*La Libre Belgique*, 10 mars 1994), p.22.

TURQUIE: MENACE MORTELLE AU KURDISTAN. Le soutien apporté par la France et l'Allemagne à la répression de la population kurde dénoncé à Paris. — La Turquie condamnée à Strasbourg. — **APPELS DU DEP. — PARIS ET BONN ENCOURAGENT LA RÉPRESSION ANTI-KURDES.** Deux députés kurdes ont participé à une conférence de presse hier à Paris. Ils ont fait un appel à soutenir leurs collègues emprisonnés. La France et l'Allemagne fournissent les armes dont se servent les forces turques au Kurdistan. — **TURQUIE: LE MAL KURDE.** (*L'Humanité*; *Le Soir du Bruxelles*; *La Marseillaise*, 11 mars; *Le Point*, 12 mars 1994), p.23, 24, 25.

L'EUROPE TANCE LA TURQUIE. Libération de députés kurdes exigée. (*Le Nouveau Quotidien*, 11 mars 1994), p.24.

LES ÉLUS DES DOUZE AU SECOURS DES CHRÉTIENS KURDES. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 11 mars 1994), p.24.

DEUX JOURNALISTES INDÉPENDANTS SUÉDOIS ONT ÉTÉ LÉGÈREMENT BLESSÉS dans un attentat à la bombe contre leur voiture dimanche au Kurdistan irakien, a-t-on appris auprès des forces de sécurité kurdes. (*A.F.P.*, 14 mars; *Le Monde*, 16 mars 1994), p.25, 31.

TURQUIE: NON AUX PROPOSITIONS DU CHEF DU PKK. (*La Liberté*, 14 mars 1994), p.25.

KURDISTAN DE TURQUIE: UNE ALTERNATIVE À LA GUERRE. Le sort des Kurdes de Turquie était au centre d'une conférence internationale, tenue ce week-end en Belgique. — Il faut une solution négociée en Turquie. — **CONFÉRENCE SUR LE PROBLÈME KURDE.** — Le PKK propose la paix à la Turquie. — **MME. ÇILLER NE VEUT TOUJOURS PAS «NÉGOCIER AVEC LES TERRORISTES».** (*La Marseillaise*; *Le Soir de Bruxelles*; *Die Tageszeitung*, 14 mars; *Gamk*, 16 mars 1994), p.26, 27, 28, 32.

LES FORCES IRANIENNES ONT LANCÉ DES MISSILES CONTRE DES VILLAGES FRONTALIERS KURDES DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 14 mars 1994), p.26.

IRAN: RAIDISSEMENT ISLAMIQUE: Confronté à une grave crise économique, le régime des mollahs recourt à la répression et au rigorisme moral et religieux. (*Le Monde*, 16 mars 1994), p.29.

PREMIÈRE LIGNE. Sur plus de 1000 km, la frontière qui sépare l'Irak, l'Iran et la Turquie constitue une vraie poudrière. Écartelés entre de trop puissants voisins, les Kurdes tentent de survivre et d'acquérir une certaine autonomie. — **EN SUIVANT LA FRONTIÈRE. — LES «PETITES GUERRES».** — Aux frontières de la mort. (*Télé K7*, 14 mars; *Le Républicain Lorrain*, 15 mars; *L'Événement du Jeudi*; *Nouvel Observateur*, 17 mars; *A.F.P.*, 19 mars 1994), p.30, 35, 46.

LES RELATIONS FRANCO-TURQUES EN PLEIN BOOM. Alain Juppé arrive aujourd'hui à Ankara. Au menu de cette visite, la Bosnie, les Kurdes, le Caucase et l'Europe. (*Info-Matin*, 16 mars 1994), p.30.

IRAK: DES VILLAGES KURDES BOMBARDÉS. (*Le Quotidien de Paris*, 16 mars 1994), p.30.

LA TURQUIE ACCUSÉE DE METTRE EN PLACE «UNE VÉRITABLE TERREUR D'ÉTAT. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) accuse le pouvoir en Turquie de «mettre en place une véritable terreur d'État» à l'encontre des populations kurdes en prenant «prétexte des violences du PKK. — **LE POUVOIR ÉPINGLÉ.** (*A.F.P.*, 17 mars; *France-Soir*, 18 mars 1994), p.31, 43.

LA SUISSE DEMANDE LES FRAIS DE RAPATRIEMENT AUX TROIS SUISSES QUI ÉTAIENT PRIS EN OTAGES PAR LE PKK EN 1993. (*El País*, 16 mars 1994), p.32.

LA PROPOSITION D'ÖCALAN, CHEF DU PKK, DE CESSEZ-LE-FEU, EST REJETÉ PAR LE GOUVERNEMENT TURC. Selon les observateurs les préparatifs militaires rendent difficile une réponse positive. (*Turkish Daily News*, 16 mars 1994), p.33.

OÙ SONT LES FRONTIÈRES DE L'ÉTAT DE DROIT ? (*Libération*, 17 mars 1994), p.34.

TURQUIE: FIKRET BASCAYAT. Un intellectuel turc est condamné à vingt mois de prison dans le cadre de la «lutte contre le terrorisme». Son acte «terroriste» est d'avoir écrit un livre sur l'évolution socio-économique de la Turquie depuis les années vingt. (*Rouge*, 17 mars 1994), p.34.

LA TURQUIE RENFORCE SA PRÉSENCE MILITAIRE DANS LA RÉGION KURDE. La tension monte avant les festivités de *Newroz*. La délégation allemande craint les attaques des organes de sécurité. (*Frankfurter Rundschau*, 17 mars 1994), p.36.

ÉCONOMIE TURQUE EN PERSPECTIVE: Déficit du commerce extérieur s'accroît. La dette extérieure s'élève à 65.8 milliards de dollars. Nouvelles mesures économiques en

cours... — **LE BILAN DE LA SEMAINE.** — Chronique des droits de l'homme. (*Turkish Probe*, 18 mars 1994), p.37-39.

FRANCE-IRAK: LA TENTATION DU DIALOGUE. A Paris, les signes de multiplient d'une volonté de renouer avec Bagdad, ce qui irrite Londres et Washington. (*Le Monde*, 18 mars 1994), p.40.

LE CHEF TERRORISTE ABDUL-LAH ÖCALAN SERAIT À LACHIN, ENCLAVE AZÉRIE SOUS LE CONTRÔLE ARMÉNIEN. — Candidat à la mairie de Diyarbakir (M. Ayat, SHP) est assassiné. — La Turquie se défend devant le Conseil de l'Europe. — Soutien total d'Alain Juppé à Ankara. (*Turkish Daily News*, 18 mars; *L'Humanité*, 19 mars 1994), p.41, 43.

LA VISITE D'ALAIN JUPPÉ DONNE UN COUP D'ACCELERATEUR AUX RELATIONS FRANCO-TURQUES. (*Turkish Daily News*, 18 mars 1994), p.42.

HALTE AU FEU. Point de vue de Bernard Kouchner (ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire) et Bernard Dorin (ambassadeur) sur la guerre menée par l'armée turque au Kurdistan. (*Libération*, 18 mars 1994), p.43.

LA QUESTION KURDE EMBARRASSE ANKARA. Alors que les six députés kurdes accusés de séparatisme ont été conduits en prison, le chef de la diplomatie française, en visite à Ankara, a rappelé son attachement au respect des droits de l'homme. (*Libération*, 18 mars 1994), p.44.

L'OPINION TURQUE DE PARIS. La France appuie l'ancrage européen d'une Turquie unie, alors qu'une procédure contestée vise des députés kurdes. — **LE SILENCE COMPLICE D'ALAIN JUPPÉ.** (*L'Alsace-Mul-*

house; L'Humanité, 18 mars 1994), p.45.

L'ENTRÉE EN L'AN 2606 AVEC DE LA MUSIQUE ET DES DANSES. Les festivités du nouvel an kurde commémorent la victoire contre l'oppression. (*Spandauer Volksblatt*, 18 mars 1994), p.46.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU EST DIVISÉ SUR L'AFFAIRE L'EMBARGO IRAKIENNE. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1994), p.47.

JUPPÉ: QUAND L'EUROPE PARLE D'UNE SEULE VOIX LE MONDE DOIT L'ÉCOUTER. — Mesures de sécurité pour les festivités de Newroz. La sécurité renforcée dans les 8 provinces de l'Est. — **ALAIN JUPPÉ Pousse la Turquie au dialogue avec les Kurdes.** — Faible Turquie. (*Turkish Daily News; Le Monde*, 19 mars; *Ouest France*, 20 mars 1994), p.48, 53, 56.

DÉLÉGATIONS ALLEMANDES ET SUISSSES INTERDITES DE NOUVEL AN KURDE. Les autorités turques ont interdit à plusieurs délégations allemandes et suisses composées d'au moins 121 personnes qui voulaient étudier la situation des droits de l'homme dans le Sud-Est anatolien à l'occasion du Newroz, le Nouvel an kurde, de gagner la région, a-t-on appris en Allemagne. (*A.F.P.*, 19 mars 1994), p.49.

53 ALLEMANDS RENONCENT AU NOUVEL AN KURDE PAR SOLIDARITÉ AVEC DES COMPAGNONS DE VOYAGES KURDES. — Plus de 70 Allemands éloignés du Sud-Est anatolien. (*A.F.P.*, 19 mars 1994), p.49-50.

ATTENTAT À LA GRENADE À DIYARBAKIR: 17 BLESSÉS. (*A.F.P.*, 19 mars 1994), p.51.

PLUSIEURS PERSONNES BLES-

SÉES AU COURS D'UNE MANIFESTATION DE KURDES À BERLIN. (*A.F.P.*, 19 mars 1994), p.51.

DIVISION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU SUR L'IRAK. La Russie se sépare des autres membres. Madeleine Albright, ambassadeur américaine affirme que les gardes révolutionnaires irakiens sont massés contre les Kurdes. (*Turkish Daily News*, 20 mars 1994), p.52.

UNE ÉQUIPE DE TÉLÉVISION ALLEMANDE DU PRODUCTEUR SPIEGEL-TV a été maltraitée, menacée et expulsée de la ville turque de Tatvan, au Kurdistan, où elle tournait un reportage sur la campagne électorale, a indiqué Spiegel-TV. — **LA TURQUIE INTERDIT L'ENTRÉE DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE DANS LA RÉGION KURDE.** La tension monte à la veille de Newroz. (*A.F.P.*, 20 mars; *Berliner Zeitung*, 21 mars 1994), p.52, 66.

MASSOUD BARZANI: «L'IRAK SE VENGE SUR LES KURDES». Le chef kurde irakien a accusé les autorités de Bagdad, qui ont stoppé l'approvisionnement en carburant du Kurdistan irakien, de vouloir se venger sur les Kurdes de leur impuissance face à l'ONU. (*A.F.P.*, 20 mars 1994), p.53.

14 MAQUISARDS DU PKK QUI S'ÉTAIENT RÉFUGIÉS EN IRAN pour échapper à une opération de l'armée turque, ont été livrés à la Turquie par les autorités iraniennes, a annoncé dimanche dans un communiqué le ministre turc de l'Intérieur M. Nahit Mentese. (*A.F.P.*, 20 mars 1994), p.54.

18 REBELLES KURDES DU PKK ONT ÉTÉ TUÉES PAR L'ARMÉE TURQUE LORS D'ACCROCHAGES DANS L'EST ET LE SUD-EST ANATOLIEN. — 18 rebelles du PKK tués. (*A.F.P.*, 20 mars; *France-Soir*, 21 mars 1994), p.54, 62.

PLUS DE 90 BLESSÉS ET 24 ARRESTATIONS AU COURS DE DEUX MANIFESTATIONS KURDES EN ALLEMAGNE. (A.F.P., 20 mars 1994), p.55.

MANIFESTATION KURDE À STRASBOURG À L'OCCASION DU NEWROZ, NOUVEL AN KURDE. (A.F.P., 20 mars 1994), p.56.

TURQUIE: LE POUVOIR ACCUSÉ DE METTRE EN PLACE «UNE VÉRITABLE TERREUR D'ÉTAT». (Le Monde, 21 mars 1994), p.56.

DÉFILÉ POUR LE NOUVEL AN KURDE. — LE NOUVEL AN KURDE SYMBOLE DE RÉSISTANCE. Le Newroz célèbre habituellement la victoire historique des Kurdes sur un tyran irakien. Aujourd'hui cette fête marque la résistance à l'Etat turc qui poursuit ses persécutions. (L'Alsace; L'Est Républicain, 20 mars 1994), p.56, 57.

RISQUE DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRES LES KURDES. Anita Klum (Secrétaire générale de l'Amnesty International-Suède): Il est temps que la Turquie respecte ses promesses. (Svenska Dagbladet, 20 mars 1994), p.58.

COMITÉ DE PROTECTION DES JOURNALISTES (CPS) condamne les attaques contre les journalistes turcs. Selon le rapport spécial du Comité, même les interprètes peuvent être arrêtés. (Turkish Daily News, 21 mars 1994), p.59.

LES MANIFESTATIONS DE NEWROZ TOURNENT EN VIOLENCE EN ALLEMAGNE. Les opérations militaires continuent. — A l'occasion de Newroz, 80 Allemands ont été empêchés de se rendre dans la ville et ont été expulsés. — Démocrates allemands expulsés de Turquie. — PLUSIEURS MILLIERS DE MANIFESTANTS POUR LE NOUVEL AN KURDE. (Turkish Daily News;

L'Humanité; A.F.P., 21 mars 1994), p.60, 62, 63.

ALLEMAGNE: LES DÉPUTÉS SPD EN FAVEUR D'UN EMBARGO SUR LES ARMES VERS LA TURQUIE.

Les députés sociaux-démocrates allemands (SPD) demandent un embargo sur les armes vers la Turquie en raison de la situation dans le Kurdistan, a déclaré lundi le président de la commission du parti d'opposition sur les Kurdes au Bundestag, Mme. Uta Zapf. (A.F.P., 21 mars 1994), p.61.

TROIS KURDES ONT TENTÉ DE S'IMMOLER PAR LE FEU. (A.F.P., 21 mars 1994), p.61.

ASSASSINAT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LE KURDISTAN. Un Chypriote, président d'un comité de solidarité avec le Kurdistan, a été assassiné dimanche soir à Nicosie par deux inconnus qui ont réussi à s'enfuir, a-t-on indiqué de source officielle. — DÉFENSEUR DES KURDES THEOPHILOS GEORGHIADES, 37 ANS A ÉTÉ ABBATU À CHYPRE. — Chypriote grec, sympathisant du PKK a été tué. (A.F.P., 21 mars; International Herald Tribune; Turkish Daily News, 22 mars 1994), p.62, 74.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE TURQUE A ANNULÉ LUNDI UNE DÉCISION DU PARLEMENT QUI AVAIT LEVÉ, début mars, l'immunité parlementaire d'un député turc d'origine kurde du Parti de la démocratie. — Annulation de la décision de levée d'immunité parlementaire pour l'un des six députés kurdes. (A.F.P., 21 mars; Gamk, 24 mars 1994), p.63, 98.

TURQUIE: DIYARBAKIR, LA POUVRIÈRE DU NOUVEL AN KURDE. Des renforts de l'armée turque ont été dépêchés dans le Sud-Est, région placée depuis huit ans sous état d'urgence, où la population kurde devait célébrer la nuit dernière le Newroz. (Libération, 21 mars 1994), p.64-65.

LE SUD-EST ANATOLIEN INTERDIT D'ACCÈS. Nouvel an kurde mouvement en Turquie et en Allemagne. (Le Soir de Bruxelles, 21 mars 1994), p.65.

38 POLICIERS BLESSÉS LORS DES AFFRONTEMENTS AVEC LES MANIFESTANTS KURDES À CHARLOTTENBURG. — VIOLENTES MANIFESTATIONS KURDES EN ALLEMAGNE. Plus de 90 blessés lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. (La Libre Belgique; Berliner Zeitung, 21 mars 1994), p.66, 67.

TURQUIE: PRESQU'UN COUP D'ÉTAT: Alors que les militaires n'arrivent pas emporter la victoire contre le PKK. : LA DÉMOCRATIE EST MENACÉE. (Focus, 21 mars 1994), p.67.

LE PKK RESPONSABLE DES BLOCAGES D'AUTOROUTES, SELON LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Le ministre allemand de l'Intérieur réclame l'expulsion d'activistes kurdes. (A.F.P., 22 mars 1994), p.68.

DES KURDES SE TRANSFORMENT EN TORCHES HUMAINES SUR LES AUTOROUTES ALLEMANDES. Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu mardi, à l'issue d'une opération concertée de blocages des autoroutes allemandes afin de protester contre la politique du gouvernement turc envers la minorité kurde et contre celle de Bonn accusée de soutenir Ankara. (A.F.P., 22 mars 1994), p.69.

MORT D'UNE DEUXIÈME KURDE QUI AVAIT TENTÉ DE S'IMMOLER PAR LE FEU. — Deux sympathisantes du PKK se sont immolées par le feu lundi, selon une organisation kurde. — PLUSIEURS AUTOROUTES BLOQUÉES PAR DES KURDES EN ALLEMAGNE. — Des Kurdes se transforment en torches humaines sur les autoroutes alleman-

des. — Actions de protestation contre les gouvernements turc et allemand. — LES MILITANTS KURDES BLOQUENT L'AUTOROUTE: CHAOS. — La colère suicidaire des Kurdes d'Allemagne. (A.F.P., 22 mars; 24 Heures; L'Humanité; France-Soir; Libération; Le Courrier Picard; Le Quotidien; Berliner Morgenpost; Corriere della Sera, 23 mars; InfoMatin; A.F.P.; Libération, 24 mars 1994), p.70, 71, 82, 83, 84, 89, 90, 97.

LA GUERRE IMPOSSIBLE À GAGNER DE LA TURQUIE. (The Washington Post, 9 mars 1994), p.69bis.

L'INSTITUT KURDE DE PARIS DEMANDE À ANKARA DE RÉPONDRE À LA PROPOSITION DU PKK CONCERNANT LA FÉDÉRATION. «Sincère ou non, le PKK ne revendique plus l'indépendance. K. Nezan mentionne le Turkish Daily News concernant la campagne anti-PKK de l'armée turque. (Turkish Daily News, 11 mars 1994), p.70bis.

MANIFESTATION DE KURDES DE TURQUIE SUR UNE AUTOROUTE DANOISE. (A.F.P., 22 mars 1994), p.72.

KURDES: UNE MANIF SUR LA CANEBIÈRE. (Le Provençal, 22 mars 1994), p.72.

LES FESTIVITÉS DE NEWROZ SE DÉROULENT CALMEMENT DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. — La Cour Constitutionnelle rejette la demande d'infirmer la décision de la levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes. — LES ALLEMANDS (les expulsés de la Turquie) DÉNONCENT LE MAUVAIS TRAITEMENT DE LA POLICE TURQUE. (Turkish Daily News, 22 mars 1994), p.74.

APRÈS LA VISITE DE M. JUPPÉ EN TURQUIE. Affinités particulières, et très électives, entre Paris et Ankara.

(Gamk, 23 mars 1994), p.75-76.

LA TURQUIE ÉCRASERA LE TERRORISME 'APRÈS CES ÉLECTIONS'. Concentration militaire dans le sud-est de la Turquie. (Turkish Daily News, 23 mars 1994), p.76.

TARIQ AZIZ, VICE PREMIER-MINISTRE IRAKIEN MARQUE PEU DE PROGRÈS LORS DE SA VISITE À L'ONU. — Le calme de Newroz pourrait signaler une faible participation aux élections dans le Sud-Est. (Turkish Daily News, 23 mars 1994), p.77.

BONN VEUT EXPULSER LES MANIFESTANTS KURDES. (Turkish Daily News, 23 mars 1994), p.77.

KURDISTAN TURC: Immunité parlementaire de l'un des sept députés kurdes inculpés a été restaurée par la Cour Constitutionnelle. (Libération: Le Figaro, 23 mars 1994), p.78.

LES AUTORITÉS TURQUES DÉMENTENT «L'ARRESTATION» D'OBSERVATEURS EUROPÉENS PRÈS DE DIYARBAKIR. (A.F.P., 23 mars 1994), p.79.

DES JEUNES SOCIALISTES ALLEMANDS PRO-KURDES MENACENT D'EXÉCUTER UN CHIEN. Une responsable régionale du mouvement de jeunesse social-démocrate (Juso) a menacé mercredi dans une interview d'empoisonner un chien pour attirer l'attention sur la situation de la population kurde, au lendemain d'une journée de violentes manifestations des Kurdes d'Allemagne. Cette menace occupe les gros titres des quotidiens populaires, qui publient la photo du chien. (A.F.P., 23 mars 1994), p.79.

TURQUIE: ARRESTATION DE SEPT ÉTRANGERS DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, TRAVAILLANT POUR UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE BRITAN-

NIQUE, ont été arrêtés mardi dans le sud-est de la Turquie par les forces de sécurité turques, selon leurs collègues et le Centre d'information du Kurdistan à Londres. (A.F.P., 23 mars 1994), p.80.

DÉCOUVERTE DUN CHARNIER CONTENANT 11 CADAVRES DE KURDES DISPARUS EN 1988, lors d'une campagne menée par le régime de Bagdad, a été retrouvé près de Souleimanieh (nord de l'Irak sous contrôle kurde), ont indiqué à l'AFP des parents de ces disparus. (A.F.P., 23 mars 1994), p.80.

KURDISTAN TURC: ANKARA CHOISIT À NOUVEAU LA MANIÈRE FORTE. — Le lancement d'une vaste offensive de printemps contre les combattants kurdes de PKK. — Dans la sale guerre que se livrent l'armée et les rebelles kurdes, Ankara a décidé d'augmenter le contingent de soldats dans le Sud-Est anatolien alors que l'économie du pays est en pleine crise. (Le Journal de Genève, 23 mars 1994), p.81-82.

TÉLÉVISION: FRANCE 2. PROCHE-ORIENT: LE FEU QUI COUVE. Reportage choc de Michel Honorin sur quelques conflits aux frontières entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et les Kurdes. — De l'usage des «brasiers». — VOYAGE DANS LA POUDRIÈRE KURDE. (Le Figaro; L'Humanité; Le Soir de Bruxelles, 23 mars 1994), p.84, 88.

PASQUA EXPULSE TROIS KURDES VERS LA TURQUIE. (L'Humanité, 24 mars 1994), p.88.

UN IMPORTANT DIRIGEANT DU PKK SE SUICIDE POUR ÉCHAPPER À L'ARMÉE TURQUE, selon le ministère de l'intérieur à Ankara. (A.F.P., 24 mars; Libération, 25 mars 1994), p.90, 98.

LES MILITAIRES SONT DÉTERMINÉS À ÉCRASER LA RÉBELLION

PAR LA FORCE. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1994), p.91-92.

KOHL MENACE LES SYMPATHISANTS DU PKK/ Le chancelier allemand précise que l'on ne saurait abuser de l'hospitalité allemande. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1994), p.92-93.

EN COLÈRE CONTRE L'ONU, SADDAM DÉPLACE SES TROUPES VERS LE NORD. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1994), p.93.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA GRANDE BRETAGNE RISQUE SA CARRIÈRE POLITIQUE LORS DE L'INTERROGATOIRE SUR L'«IRAQGATE». (*Turkish Daily News*, 24 mars 1994), p.94.

A CIZRE, ANKARA TRIE LES KURDES... Dans l'ancien fief du PKK désormais «pacifié», nombre d'habitants ont été contraints à l'exode. Et remplacés par 20 000 Kurdes acquis au régime turc. (*Libération*, 24 mars 1994), p.96.

L'IRAN LIVRE DES REBELLES DU PKK À LA TURQUIE. (*Gamk*, 24 mars 1994), p.98.

TURQUIE: OFFENSIVE ANTI-KURDE. (*Témoignage*, 25 mars 1994), p.98.

RHÉTORIQUE ANTI-KURDE. Le ministre Eberhard Diepgen opte pour la ligne dure. — Les manifestations kurdes tout au long de la journée en Allemagne. (*Die Tageszeitung*, 24 mars 1994), p.99.

QUO VADIS, MEDIA ? La raison et l'éthique doivent prendre place dans l'agenda. Si l'on ne repense pas sérieusement le rôle de la presse, nous continuerons à acheter les journaux non pas pour la vérité mais les mensonges. Or, chaque citoyen mérite de connaître la vérité. C'est un fait que des secteurs influents de la presse turque

ne veulent pas se rappeler. (*Turkish Daily News*, 25 mars 1994), p.100-101.

SELON NIHAT MENTESE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, 25 milliards de dollars ont été dépensés pour la campagne contre le terrorisme. (*Turkish Daily News*, 25 mars 1994), p.101.

LES KURDES SOUS «LA LOI DES CHARS». Au moment même où la Cour de sûreté de l'Etat ordonnait la mise en prison de six députés kurdes, Alain Juppé, en visite officielle à Ankara après celle de François Léotard, n'hésitait pas à déclarer que Paris «soutiendrait la candidature turque à l'Union européenne, choix qui créé des affinités avec la France». Ces propos ont été suivis de l'expulsion par les autorités turques du Kurdistan, de 70 ressortissants allemands, dont le journaliste Günter Wallraff. Ils voulaient assister aux festivités du *Newroz*, le nouvel an kurde. (*La vie Ouvrière*, 25 mars 1994), p.102.

LE PROBLÈME KURDE A FAILLI GÂCHER LA VISITE DE JUPPÉ. (*Turkish Daily News*, 25 mars 1994), p.103.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ENVISAGE DE PRENDRE DE NOUVELLES MESURES. — Élections municipales en Turquie: Avenir politique de Çiller en jeu. (*Süddeutsche Zeitung*, 25 mars 1994), p.104.

DES ARMES EUROPÉENNES CONTRE LES KURDES. Les députés sociaux-démocrates allemands du SPD ont demandé un embargo sur les armes vers la Turquie en raison de la situation dans le Kurdistan. (*Gamk*, 25 mars 1994), p.105.

QUATRE KURDES S'IMMOLENT EN ALLEMAGNE. Bonn veut prendre de concert avec Ankara des dispositions d'expulsion contre ceux qu'il

considère comme des auteurs de troubles. (*Le Nouveau Quotidien*, 25 mars 1994), p.105.

RÉALITÉ DU KURDISTAN. A Ankara on ne badine pas avec la loi. La loi ! Celle de la terreur que l'on voit régner dans ce que l'on nomme pudiquement les provinces de l'Est où vivent ceux que la dictature militaire appelait, il n'y a pas si longtemps, les Turcs des montagnes pour leur refuser de s'appeler des Kurdes, sur leur terre, le Kurdistan. (*Révolution*, 26 mars 1994), p.106.

CINQUANTE-SIX REBELLES KURDES ET DEUX MILITAIRES TURCS TUÉS EN DEUX JOURS. (*A.F.P.*, 26 mars 1994), p.106-107.

LES TURCS RENOUVELLENT DIMANCHE LEURS CONSEILS MUNICIPAUX. — Municipales sous le contrôle des armes dans le Sud-Est. — UN TESTE POUR LE GOUVERNEMENT ÇILLER: Élections locales en Turquie. — DOUBLE TEST CE WEEK-END. — Un scrutin municipal imposant pour Mme. Çiller et pour le Sud-Est. — TURQUIE: LE COMBAT DES CHEFS. Inquiets de la crise sociale et du «terrorisme», les électeurs feront un choix national. Le Premier ministre, Mme Çiller, et le chef de l'opposition, M. Yilmaz, sont aux aguets. — LA TURQUIE SE REND AUX URNES DIMANCHE. (*A.F.P.*; *Le Soir de Bruxelles*; *La Libre Belgique*; 24 Heures; *Le Figaro*, 26 mars; *A.F.P.*, 27 mars 1994), p.107-108, 109, 110, 115.

14 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET PLUS D'UNE VINGTAINE D'AUTRES BLESSÉES DANS UNE EXPLOSION DANS LE VILLAGE KOÇAGILI DANS LA PROVINCE DE SIRNAK. (*A.F.P.*, 27 mars 1994), p.110, 112.

LE SUICIDE DU COMMANDANT DU PKK, MUSLIM DURSUN (alias

Dr. Baran) est confirmé. — La Turquie arrête Murat Fani, Kurde expulsé par l'Allemagne. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1994), p.111.

17 REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 28 mars 1994), p.111, 112.

LES MANIFESTATIONS KURDES NE PARVIENNENT PAS À OBTENIR LES RÉSULTATS ESCOMPTÉS EN ALLEMAGNE. — Une boutique turque est incendiée à Bremen. — Alpaslan Türkes, chef du MHP (extrême-droite) propose le transfert des Turcs au Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 26 mars 1994), p.113.

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES QUI DEVRAIENT DÉTERMINER L'AVENIR DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE DROITE-GAUCHE AU POUVOIR DEPUIS HUIT MOIS, se sont déroulées dimanche en Turquie sans incident notable, en dépit des menaces proférées par la rébellion séparatiste kurde. (*A.F.P.*, 27 mars 1994), p.114.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DÉBUTENT DANS LE CALME EN TURQUIE. — Municipales: succès pour Mme. Çiller, mais spectaculaire percée islamiste. (*A.F.P.*, 27 mars; *A.F.P.*, 28 mars 1994), p.115, 116.

LE PREMIER MINISTRE TURC DEVRAIT PASSER PAR UNE DIFFICILE CONSULTATION ÉLECTORALE: Islamistes, Kurdes et militaires. Trois obstacles pour Çiller. — LES TURCS TESTENT ÇILLER LORS DES ÉLECTIONS. — La Turquie a deux faces: L'une incluant des valeurs sociales et pacifiques de l'Europe, l'autre brutale, celle qu'on rencontre dans le sud-est du pays. (*Corriere della Sera*, 27 mars; *The European*, 25-31 mars 1994), p.118.

13 PERSONNES TUÉES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN dont neuf rebelles du Parti des Travailleurs du

Kurdistan dans un véhicule qui a sauté sur une mine. (*A.F.P.*, 27 mars 1994), p.119.

LES TURCS, LES KURDES ET LES ALLIÉS. (*International Herald Tribune*, 28 mars 1994), p.119.

CRASH DANS LE SUD-EST: LES AVIONS BOMBARDENT LES VILLAGES, 14 civils sont tués. 77 séparatistes tués en deux jours. — Les Kurdes en marche pacifique après l'avertissement de l'Allemagne. (*Turkish Daily News*, 28 mars 1994), p.120.

PARIS ET BAGDAD PRÉPARENT L'APRÈS-EMBARGO. Soutenus par une partie du gouvernement Balladur, les partisans d'une normalisation avec l'Irak multiplient les contacts entre les deux pays. (*Libération*, 28 mars 1994), p.121.

LES VILLAGEOIS S'INTERROGENT SUR LES MOYENS DE S'OPPOSER AU GOUVERNEMENT. Jusqu'à maintenant 900 villages et hameaux ont été évacués dans le sud-est. (*Turkish Daily News*, 29 mars 1994), p.122.

CRISE ÉCONOMIQUE ET GUERRE AU KURDISTAN. — Turquie: des municipales sous tension. — LE GOUVERNEMENT DE T. ÇILLER AFFRONTÉ UNE VAGUE DE VIOLENCE. Des actes de violence ont été signalés dans plusieurs régions. Les autorités ignorent s'ils sont liés aux élections. — LE SUCCÈS DU PARTI ISLAMISTE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES. — La croissance du parti islamiste de Turquie. — LE PARTI ISLAMISTE ARRIVE EN TÊTE À ISTANBUL. (*Ouest-France*; *Le Courrier*, 28 mars; *The New York Times*; *The Wall Street Journal*; *International Herald Tribune*, 29 mars; *Le Monde*; *InfoMatin*, 30 mars 1994), p.124, 126, 130, 133.

L'IRAK ADOUCIT SA POLITIQUE

CONTRE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ: Bagdad accordera deux mois avant de décider ce qu'il fera pour mettre un terme aux sanctions. (*Turkish Daily News*, 29 mars 1994), p.125.

LE PKK REVENDIQUE UN ATTENTAT À LA BOMBE À ISTANBUL. Les élections communales en Turquie se sont globalement déroulées dans le calme. Quelques incidents, cependant, au Kurdistan. (*24 Heures*, 28 mars 1994), p.125.

VISITE DE WILLY CLAES À ANKARA. De bonnes relations belgo-turques, mais des malentendus. (*Le Soir de Bruxelles*, 29 mars 1994), p.126.

LE GRAND BOND ÉLECTORAL DE L'ISLAM SOCIAL. La proximité du Refah avec les déshérités a payé, lors des municipales turques. Dans son fief de Konya, l'opposition laïque dénonce «ces laboratoires de la Charria». — LE PREMIER MINISTRE RÉSISTE BIEN AUX MUNICIPALES. Mais le grand vainqueur du scrutin pourrait être le parti islamiste de Necmettin Erbakan. — Les premiers résultats des municipales semblent marquer un succès inattendu de Mme. Çiller. (*Libération*; *La Libre Belgique*, 29 mars; *Le Monde*, 28 mars 1994), p.127, 128.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST SOMMÉ DE S'ENGAGER DANS LA QUESTION KURDE. L'immolation de cinq militants kurdes a profondément marqué l'opinion allemande. Le conflit en cours dans l'est de la Turquie n'est plus, outre-Rhin, une guerre civile parmi tant d'autres. (*Le Nouveau Quotidien*, 29 mars 1994), p.129-130.

COMMERCE POUR DES MILLIARDAIRES AVEC L'IRAK. L'ONU est inquiet. Plus de 50 bateaux de produits exportés vers l'Irak. (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 mars 1994), p.131.

LE PREMIER MINISTRE ÇILLER SE SENT RASSURÉ. La polarisation après les élections municipales. (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 mars 1994), p.132.

UNE ORGANISATION NÉERLANDAISE DÉNONCE LES MANIPULATIONS DES ÉLECTIONS, MAIS OMET DE MENTIONNER LES MENACES ET LES ATTAQUES DU PKK. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1994), p.133.

TURQUIE: LA DISCRIMINATION QUI FRAPPE LES DEMANDEURS D'ASILE NON EUROPÉENS LES MET EN DANGER. (*Amnesty International*, 30 mars 1994), p.134-136.

LE PREMIER MINISTRE TURC ÇILLER DEMANDE LA CRÉATION D'UN BLOC POUR EMPÊCHER LES EXTRÉMISTES (parti islamiste). (*International Herald Tribune*, 30 mars 1994), p.136.

AMNESTY INTERNATIONAL ACCUSE LA TURQUIE DE METTRE EN DANGER LA VIE DES DEMANDEURS NON-EUROPÉENS D'ASILE POLITIQUE. — Le DEP explique que la moitié des électeurs du Sud-Est a boycotté les élections municipales. — W. CLAES, MINISTRE BELGE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CONTINUE À S'OPPOSER À L'INTERDICTION DU PKK. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1994), p.137.

...ET ANKARA PASSE À LA PROSPÉRITÉ. Le Parti pro-islamiste gagne la mairie d'Ankara. — POUSSÉE ISLAMISTE EN TURQUIE. — LA RÉCOLTE INTÉGRISTE. — Les islamistes turcs réussissent une percée. (*24 Heures*, 29 mars; *Turkish Daily News*, 30 mars; *Le Monde*; *L'Humanité*, 31 mars 1994), p.138, 141; 142-143.

LES KURDES DE TURQUIE ONT FAVORISÉ LA POUSSÉE ISLAMISTE. (*A.F.P.*, 30 mars 1994), p.139.

AU MOINS 20 CIVILS SONT TUÉS LORS DES BOMBARDEMENTS DES VILLAGES KURDES LE WEEK-END. (*Turkish Daily News*, 31 mars 1994), p.140-141.

QUINZE VILLAGEOIS ONT ÉTÉ TUÉS ET UN AUTRE BLESSÉ MERCREDI SOIR DANS LA RÉGION DE SIRNAK QUAND LE MINIBUS QUI LES TRANSPORTAIT A SAUTÉ SUR UNE MINE POSÉE PAR DES REBELLES KURDES, A RAPPORTÉ L'AGENCE TURQUE ANATOLIE. (*A.F.P.*, 31 mars 1994), p.141.

TURQUIE: DES OBSERVATEURS INTERNATIONAUX DÉNONCENT LES CONDITIONS DU SCRUTIN MUNICIPAL. (*A.F.P.*, 30 mars 1994), p.142.

The Kurdish question, particularly that of Northern Kurdistan, is gradually becoming an international one; public opinion around the world follows it closely.

This means that we are at the stage where a solution must be sought. To reach this point our people in Northern Kurdistan had to tolerate much suffering, accept sacrifices and pay a high price in order to be able to express its national awakening and carry out a legitimate national liberation struggle, under the leadership of our party.

The Turkish government's approach has constantly been to deny the existence of the problem, and in order to justify this denial, it negates the existence of a historical reality. Any resistance to the Turkish Republic's attitude has been savagely and ruthlessly crushed. Our people's demand for liberty has been ignored, and combatted by a bloodbath.

In spite of a growing awareness on the part of international public opinion, the attitude of certain European States, far from helping resolve the problem, has in fact aggravated it. The support given to the Turkish Republic only encourages it to continue its «special warfare» against and its massacre of our people.

Moreover, our party, which is supported by millions (of Kurds) and which is the valid representative in any settlement, has been called a «terrorist movement», with incomprehensible logic and in the name of economic and political interests. Also, the notions that the «the PKK is not in favor of a solution», or that «the PKK refuses any approach other than the creation of an independent state», are pure invention, with no basis in fact. Many times, particularly in the press conferences given during

Translation of the press release (in Turkish) of the Kurd-A Agency (Kurdish-German Press Agency), March 13, 1994

A MESSAGE FROM A. OCALAN GENERAL SECRETARY OF THE PKK

«We are ready for a bilateral cease-fire followed by talks under international supervision».

KURD-A/Brussels, 13-3-1994. On the second day of the Conference on Northern Kurdistan (translator's note: of Turkey) being held in Brussels, a message from the General Secretary of the PKK, Abdullah Ocalan, was read by his spokesman Kani Yilmaz.

Here is the text of the message sent to our agency:

• TO THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON NORTHERN KURDISTAN •

the cease-fire (March-April 1993), I have tried to inform public opinion that we are not at all closed to seeking solutions, and that it is the Turkish Republic which rejects all proposed solutions. But allegations such as these are deliberately and continually repeated. That is why, on the occasion of your Conference, I think it is worth while reminding you, very clearly, of our position:

1. We are open to all proposals for a solution and to any initiatives in this direction taken by States or international organizations.

2. I would like to state as clearly as possible that we absolutely do not have the partition of Turkey as our goal, and the propaganda which says that we do, does not reflect our reality.

3. I would like to state that, if talks with the Turkish government are started up with a determination to succeed, with a view to permitting our people to express its legitimate demands within a dialogue and in a democratic framework, we will take

part in it. From the beginning, we have not opposed concrete proposals for solutions. We are ready to discuss all alternatives, including a federation proposal.

4. If a bilateral cease-fire under international supervision, followed by talks in pursuit of a settlement, are started up, we will take part in them and not create any obstacles.

5. Finally, and most important, I commit myself to accepting any decision on possible solutions adopted by your conference. I declare moreover that if the way is cleared for a political settlement and free political action, I will act to end the armed struggle definitively.

As you see, in no way are we seeking a solution by armed struggle alone. It is the Turkish Republic which compels us to it, which obliges us to defend our national existence, which in its intransigence believes it will realize its aims by «special warfare», and which has cruelly imposed a reign of terror on our country and our people.

Annexe

Traduction du communiqué en turc de l'Agence Kurd-A
(Kurdisch-Deutsche Presseagentur), 3 mars 1994

UN MESSAGE D'A. OCALAN SECRETAIRE GENERAL DU PKK

"Nous sommes prêts à un cessez-le-feu bilatéral suivi de pourparlers sous la surveillance internationale"

KURD-A/Bruxelles, le 13.3.1994. Au cours de la deuxième journée de la Conférence sur le Kurdistan du Nord (NdT de Turquie) qui se tient à Bruxelles, un message du secrétaire général du PKK, Abdullah Ocalan, sera lu par son porte-parole Kani Yilmaz.

Voici le texte de ce message communiqué à notre agence :

"A LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE KURDISTAN DU NORD"

La question kurde, en particulier celle du Kurdistan du Nord, atteint progressivement le stade de l'internationalisation; l'opinion mondiale s'y intéresse de près.

Ces développements indiquent que nous sommes arrivés à la phase d'une recherche de solution. Pour en arriver là, notre peuple a dû, dans le Kurdistan du Nord, faire face à de grandes souffrances, consentir des sacrifices et payer un prix élevé pour manifester, sous la direction de notre parti, son éveil national et mener pour sa liberté une très légitime lutte de libération nationale.

L'approche de l'Etat turc a été de nier constamment l'existence de ce problème, et pour justifier cette négation, de tenir pour inexistantes les réalités historiques. Toute contestation de cette approche de la République turque a été écrasée d'une manière sauvage et impitoyable. La revendication de liberté de notre peuple a été ignorée et combattue dans un bain de sang.

Malgré l'intérêt croissant de l'opinion mondiale, les approches de certains

Etats européens, loin d'aider au règlement du problème, contribuent en fait à son aggravation. Les soutiens accordés à la République turque ne font qu'encourager celle-ci à poursuivre sa guerre spéciale et ses massacres contre notre peuple.

Par ailleurs, notre parti, qui est soutenu par des millions (de Kurdes) et qui est le véritable interlocuteur d'un règlement, a été, selon une logique incompréhensible et au nom des intérêts économiques et politiques, qualifié de "mouvement terroriste". De même, la thèse selon laquelle "le PKK n'est pas partisan d'une solution" ou "le PKK refuse toute approche autre que celle de la création d'un Etat indépendant" est une pure invention ne reposant sur aucun fondement. A maintes reprises, en particulier dans des conférences de presse données lors du cessez-le-feu (de mars-avril 1993), j'ai essayé d'expliquer à l'opinion publique que nous ne sommes pas du tout fermés à la recherche de solutions et que c'est la République turque qui rejette, d'un revers de la main, toutes les propositions de solutions. C'est à dessein que ce genre d'allégations sont constamment entrete-

nues. De ce fait, et à l'occasion de votre conférence, je trouve utile de vous rappeler d'une manière très nette notre position :

1. Nous serions ouverts à toutes les propositions de solution et aux initiatives entreprises en ce sens par des Etats ou des organisations internationales.

2. Je voudrais dire de la manière la plus claire que nous n'avons absolument pas pour objectif la partition de la Turquie et que les propagandes faites en ce sens ne reflètent pas notre réalité.

3. Je voudrais indiquer que si un processus de pourparlers avec l'Etat turc en vue de permettre à notre peuple d'exprimer ses revendications légitimes par le dialogue et dans le cadre de la démocratie était amorcé avec la volonté d'aboutir, nous y souscririons. Depuis le début, nous ne nous sommes pas opposés à des propositions concrètes de solutions. Nous sommes prêts à discuter de toutes les alternatives, y compris celle d'une solution fédérale.

4. Si un processus de cessez-le-feu bilatéral sous surveillance internationale, suivi de pourparlers pour la recherche d'un règlement était lancé, nous y souscririons et n'y ferions aucune obstruction.

5. Enfin, et c'est le plus important, je m'engage d'ores et déjà à accepter les décisions concernant des solutions éventuelles, adoptées par votre conférence. Je déclare de plus que si le terrain est préparé pour un règlement politique et pour des activités politiques libres, j'agis pour mettre définitivement un terme à la lutte armée.

Comme vous le voyez, nous ne cherchons aucunement une solution dans la seule lutte armée. C'est la République turque qui nous y contraint, qui nous oblige à défendre notre existence nationale, qui par son attitude intransigeante croit réaliser ses buts par la guerre spéciale, qui par une pratique très cruelle fait régner la terreur dans notre pays et sur notre peuple.

• • •

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

Turkey's secret war against Kurds

Jonathan Rugman takes a harrowing journey through Turkey's embattled Kurdish communities. Photographs by **Roger Hutchings**.

SMOKE was rising from the Kurdish hamlet of Celebi as we walked towards it. A thin layer of snow was hardening on the surrounding fields, and the sky was bleeding red from a winter sunset.

When we drew nearer we could see that all the houses had been destroyed by fire. They were still smouldering. One man, sifting through the ashes of his smoking home with a spade, said everyone else had fled. 'The Turks beat us and kicked us, then they burnt the houses down,' he added before returning, almost robotically, to his digging.

In a clandestine journey through south-east Turkey — which since last autumn has been too dangerous to travel around freely — we found a landscape of burnt villages and a fearful population caught in one of the most violent and under-reported conflicts in the Middle East. In Celebi, as everywhere else, locals watched to ensure Turkish soldiers were not on our trail before coming out of hiding.

Once they were convinced we were alone, several other Kurds who witnessed the destruction of Celebi trudged over the hills from a neighbouring village to join us. 'We'll tell you what happened, but don't use our names,' said one. 'If the Turks know our names, they will take us to prison or kill us here.'

Human rights groups say more than 800 villages have been

attacked and emptied by Turkish soldiers since 1990. It is impossible to confirm the figures because of the dangers of travelling in a region bristling with security forces and Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas fighting for a Kurdish state. Outrages are committed by both sides. Last year the rebels forced more than 30 off-duty Turkish soldiers from a bus and massacred them. Twenty people died in another PKK attack last month.

Evidence we collected during our journey suggests the 150,000-strong Turkish security force in the mainly Kurdish provinces of the South-East has been given *carte blanche* to combat the Kurdish insurrection in ways far beyond any acceptable notion of anti-terrorism.

In the cities, hundreds of Kurds have been murdered with no proper investigation into their deaths. In the countryside, thousands of Kurds are being evacuated from their homes in such a cruel and sinister manner that the term 'ethnic cleansing' does not seem out of place.

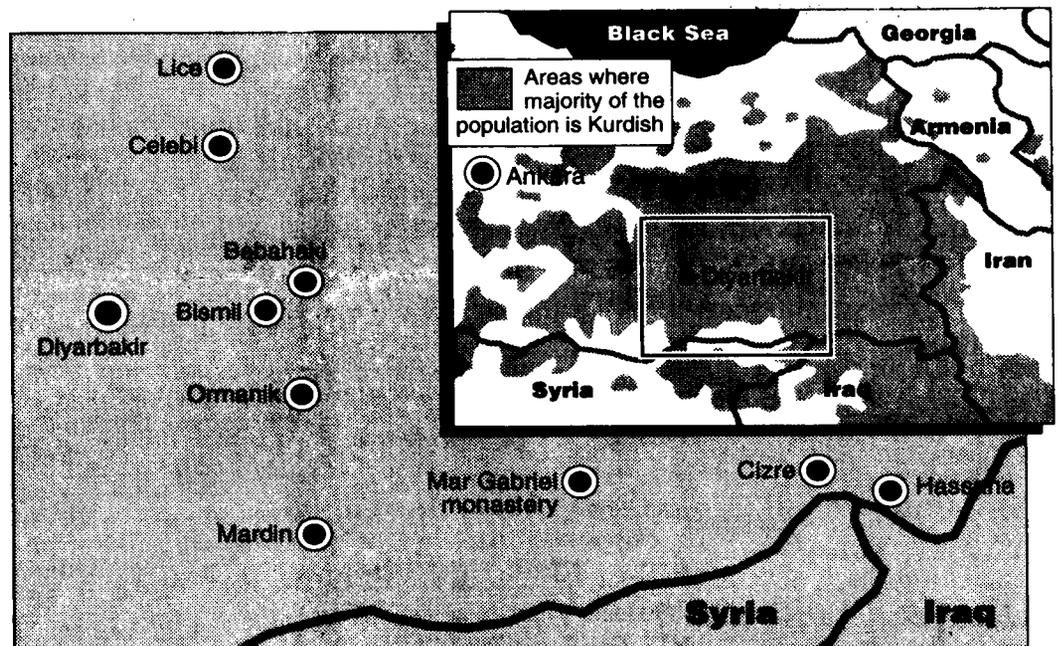
In the past six months, south-eastern Turkey has become so tense that few Western journalists have visited rural areas. Our seven-day journey was made mostly through the back roads, avoiding roadblocks and police stations. The Turks expelled British trades unionists investigating conditions in the region in November, while two Turkish reporters kidnapped by the PKK a fortnight ago have not been seen since.

This in a country that has the second largest army in Nato and which applied for European Community membership in 1987. It plays a key strategic role in preventing the spread of conflict in the Balkans and the Caucasus, and in protecting Iraqi Kurds from Saddam Hussein.

The Prime Minister, Tansu Ciller, says she embraces her country's estimated 10 million Kurds 'like a mother', while her government refutes any suggestion soldiers are terrorising Kurdish villages or operating death squads. But Turkish human rights groups say 55 people were killed in mysterious circumstances last month alone. A further 10 people 'disappeared' in police custody, the majority in the South-East. Writers and lawyers have been imprisoned for their views. Ciller's alleged maternal instincts make villagers in Celebi furious: 'If Mrs Ciller was my mother she wouldn't burn my house down,' said one.

About 300 Turkish soldiers arrived in Celebi five days before we got there. They were angry because the 40 villagers had refused to become *korucus* or vil-

We found a landscape of burnt villages and a fearful population caught in one of the most violent conflicts in the Middle East and certainly the most under-reported.



lage guards, local militia paid to keep out rebels. After burning down the houses, the soldiers set the tobacco warehouse alight, reducing its contents to a giant open-air ashtray. Then they killed the village poultry and had a barbecue, before leaving the Kurds searching in the dark for the charred remnants of their livelihood.

Not surprisingly, refugees from Celebi support what they call the 'outside people' — the PKK. These villagers are not young Marxist radicals with hatred in their eyes, the type seen marching with banners and chanting 'Kurdistan' on the streets of London, Paris or Berlin. They are old men and women, tired of threats and beatings, often unable to stop their enraged children from leaving for the mountains to join the 'outside people' and their fight against Turkey.

Sixteen Celebi men have joined the PKK in the past decade. A further eight are serving prison sentences in Turkish jails for feeding the rebels. 'We happily fed the outside people,' admitted one Kurdish farmer, saying he used to see PKK rebels climbing down from their mountain hideouts. 'The soldiers threaten us, but the outside people are never unkind.'

THE Kurds of Celebi are staying with friends nearby, but will soon begin migrating to the city, joining thousands of other refugees living in muddy shanty towns around the south-eastern regional capital, Diyarbakir.

Several families we visited there were living 10 to a room. While the women baked bread in makeshift, scrap-metal ovens, the men crowded round with stories of how the Turks razed their villages. 'They beat everybody, they blindfolded us and when we opened our eyes we could see our houses burning,' said a farmer who left his village in Silvan province last November. His 14-year-old nephew had tried looking for work on a building site, moving from Diyarbakir to the coastal town of Mersin last month. Police arrested him on suspicion of being a PKK guerrilla and, after beating him, drove him out of town.

The exiled villagers live off money saved from selling their livestock. When that runs out they do not know what to do.

Most of them cannot speak Turkish. Their children cannot go to Turkish schools because the parents either cannot afford state identity cards or are too frightened to apply for them.

'We were accused of giving food to the outside people, but

we never saw them,' said Naim Abdullah, a walnut farmer from Alacikoy, in Kulp province. His burnt village is too far away for him to commute, so his crop has been abandoned.

'Many times we fed the PKK,' said another man. 'When they arrived in our village we had no choice. The PKK don't do anything for us, but the government doesn't either.'

At first glance, Babahaki, just over an hour's drive from Diyarbakir, seems a model Kurdish settlement. The women sit outside their doorways, chatting among themselves as they pick cotton from harvested buds, while racks of tobacco leaves dry in the winter sun.

But several buildings are blackened by fire, and three months ago about half Babahaki's 100 residents fled when two Turkish teachers — Numan Konakci and his wife — were murdered. Central to the government's campaign to discredit the PKK are its claims that the rebels are killing teachers and burning schools. More than 50 teachers have allegedly been killed and more than 300 schools burnt down. But those who stayed behind in Babahaki tell a different story. The village is situated in wide, open country on the Tigris plain, far from the safety of

the rebels' mountain bases. A local woman who knew the teachers well is convinced they were murdered by security forces, not the PKK.

The Konakcis were from western Turkey, but popular in Babahaki. Numan Konakci had taught there for five years, even learning Kurdish.

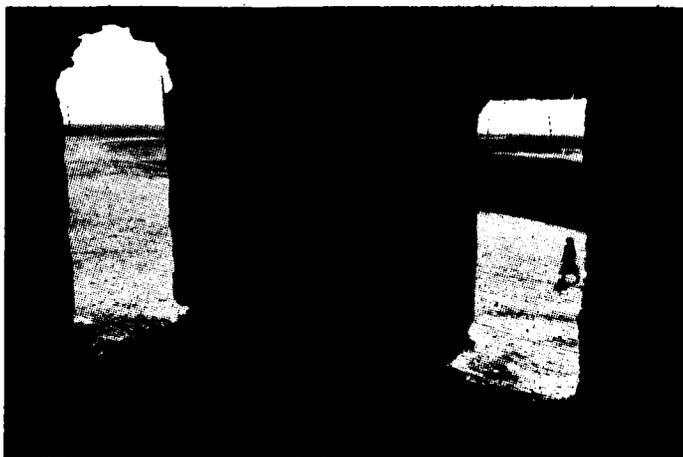
Someone in the village must have told the Turks of this happy experiment in co-habitation. A week before they were murdered, the Turkish soldiers came to the village to question the couple, telling them to spend more time in their own home and not to mix with 'Armenians' — a term of abuse for Kurds. When the soldiers arrived a week later, to find the teachers dead, they beat the village headman and clubbed his son-in-law to death. 'Shall we kill everybody or burn the village?' a Turkish commander was heard asking on his military radio. Several houses and the tobacco warehouse were set alight, and one man taken away for questioning was allegedly stripped naked and tortured.

Babahaki school is now padlocked. Kurds who have stayed on are adamant that government forces wanted an excuse to evacuate the village.

'We never helped the PKK,' insisted a teenage boy. 'We never



Survivors of terror: Kurdish villages have become places of fear and desperation for those who have seen their homes destroyed and friends and families killed and displaced.



Burnt out: Remains of a tobacco store in Babahaki village.

even saw them here. We just want to be left alone.'

Seven miles away, in the town of Bismil, the refugees have set up home in crowded basements. Locals say the population has swollen from the official 40,000 to perhaps twice that. Over a surreptitious cup of tea, the brother of a dead PKK member told us that last month 2,000 Kurds had been rounded up in front of a mosque, with 25 taken for questioning by the security forces. 'The PKK are the symbol of our freedom,' he said, pointing out that in Turkey it is forbidden to make a political speech in Kurdish or learn Kurdish in school.

FURTHER north, in the town of Lice, it was hard to find anyone brave enough to talk. Last October, Turkish security forces allegedly rampaged through the town, destroying buildings and killing about 15 people in revenge for a PKK attack.

'Speak Turkish to the people, not Kurdish, do you understand?' said a police officer during our brief detention at the town police station. A motto was nailed to the wall — 'Policemen are as just as judges and as loving as mothers' — but several letters had fallen out of place. The minaret across the road was peppered with bullet holes, and the surrounding mountains crackled with the sound of gunfire.

One building on the town square had been reduced to rubble, but only one man in the crowded teahouse opposite would say why. 'The government did it after a Turkish soldier was killed,' he said.

Local elections take place across Turkey next month. In Lice, as in most Kurdish towns, democracy is unlikely to have its day. Spies are everywhere

(plainclothes policemen followed us out of town) and all national political party offices are closed because of a PKK ban. The Kurdish politicians popular in Lice dare not campaign and may not stand for election, since more than 50 Kurdish political activists have been shot dead across the region in the past three years.

The final destination for south-east Turkey's displaced people may be Istanbul or the Mediterranean coast. For most, the first port of call is Diyarbakir. Home to about a million people, it is the largest Kurdish city in south-eastern Turkey. But there is no safety in numbers. On the streets, in the markets and beside the old city walls, at least one person is murdered every day — more than 10 murders were reported last week alone.

Three years ago there was perhaps one shooting a month. The official explanation for the increase is that Islamic Hizbollah (Party of God) fundamentalists or the PKK are at work. Neither admitted last week's killings. Many Kurds claim state-run death squads or *contra* are responsible, assassinating political targets, killing at random, maintaining their grip through fear. 'I would like to complain about the police, but I can't,' said one man recovering from a bullet wound. He said he had no known enemies, that he saw no reason to be part of some feudal or religious inter-Kurdish conflict.

Most damning is that the murders happen in a city full of police and soldiers. There have been arrests, a few people have been charged, but the killings continue unabated. According to Kurdish journalists, the bodies are often quickly buried by officials and labelled as 'terrorists' before their families can see them.

There is little sense of outrage.

Kurds in Diyarbakir prefer keeping their heads down. They cannot read about the situation in the self-censored national press because the PKK has banished Turkish national dailies from the city. Only police stations sell newspapers now. The pro-PKK *Ozgur Gundem* ('Free Agenda') has also vanished from Diyarbakir. Ten of its journalists are missing or dead, another 10 are in police custody. The only safe way for Kurdish journalists in Diyarbakir to see their newspaper is to have it faxed from Istanbul.

The town of Cizre near the Iraqi frontier is often regarded as the front line of the separatist insurgency. Twenty-five Turkish tanks sit on a hillside outside the town: in the distance are the snow-capped Cudi mountains, where the rebels often hide.

Amazed that we had evaded military patrols, a journalist told us 20,000 civilians had left Cizre in the past year, after tanks and rockets were used against residential areas in reprisals for PKK attacks against government buildings. Thirty-five civilians, he said, were killed last month.

Police torture is standard, he said. Earlier this month the body of a religious cleric, Abdulbedir Duman, was returned to his family. There was no hair left on his head, but there were marks indicating where electric terminals had been attached.

A few miles east of Cizre lies evidence that the Turkish campaign is not aimed solely against the Kurds. Two hundred Christians lived in Hassana village until last November, when they were expelled by Turkish security forces. The Aramaic-speaking Syrians have been in the region since the time of Christ, but now there are fewer than 5,000, half as many as three years ago.

'Don't even try going near Hassana,' said a religious leader at the Syrians' 1,600-year-old Mar Gabriel monastery. The monastery was bombed just before Christmas and the monks say they are powerless to stop the exodus of frightened Christians.

PKK atrocities do happen. On the dirt-track leading from the Kurdish village of Ormancik, near the town of Mardin, we saw two tractors pulling trailers piled high with family possessions. 'Nobody will live here again,' — it's finished,' said a man driving away with everything he could carry.

The PKK had attacked Ormancik last month, killing 20,

burning buildings and slaughtering livestock, because several men had agreed to become state village guards. Two of them were among the dead.

BUT even the survivors of Ormancik find it hard to determine which is the lesser evil — the Turkish forces or the PKK. 'We are trapped,' said a Kurd grieving over the death of both parents. 'You have to become a village guard because the Turks force you.' The moral dividing line, distinguishing state justice from separatist terror, has become so blurred that Kurds caught in the middle do not know which way to turn.

Back in Diyarbakir, Turkish special forces patrol the streets wearing sun glasses and jeans, bearded state gunmen who offer no reassurance that there is any difference between the security forces and the PKK.

We drove into the city's biggest military base. Helicopters were taking off and landing, row upon row of tank transporters were waiting to be dispatched to the battlefield. Things were going well in south-eastern Turkey, a government official told us. More PKK had been killed in the past two years than in the eight-year period before that — 3,000 dead in 1993 alone; 14,000 'collaborators' had been arrested.

'It's impossible that the government would burn down Kurdish houses,' the Turkish official said. 'If villagers give the terrorists food nothing will happen to them.' He added genially that if he were in a Kurdish villager's shoes, he would probably offer a guerrilla a glass of whisky.

On a wooded hillside outside Diyarbakir is a summer house built for Turkey's soldier-statesman, Mustapha Kemal Ataturk. Seventy years ago, he took on the task of welding the multi-ethnic subjects of the old Ottoman empire — Turks, Kurds, Greeks, Armenians and others — into a modern nation. In front of his summer house is a bust of the man, inscribed with one of his slogans. 'The love of your country is a wind that protects you from every kind of evil.'

'Yes, we want to stay part of Turkey,' says Vadettin Kaplan, a Kurdish farmer who abandoned his burnt village for the squalor of a Diyarbakir refugee camp two months ago. 'But if you treat us like this, maybe we will go and join the outside people in the mountains. What do you expect?'

This girl is the victim of a secret war waged by a British ally applying to join the European Union



Ruined land: A girl who has fled her home in south-east Turkey where the security forces are conducting a brutal anti-Kurd campaign./Photograph by Roger Hutchings of Network Photographers, who last week won a first place in the World Press Photo contest.

SUNDAY 13 FEBRUARY 1994

THE OBSERVER

KURDISTAN

femina MARS 1994

UN PEUPLE EN OTAGE

Les Kurdes d'Irak n'ont plus grand-chose à se mettre sous la dent et sur le dos. Et leur Etat fantôme, étranglé par le blocus et menacé aux frontières, n'est même pas reconnu.

Delbar a 12 ans, un corps frêle, les omoplates saillantes. Elle promène sur la vie et son village de grands yeux de biche que traverse souvent une lueur de malice. Lorsqu'elle danse, à la maison et seulement pour ses voisines qui l'accompagnent de leurs chants rythmés, elle est irrésistible de grâce et de sensualité.

Mais c'est encore une enfant qui aime se blottir dans les bras de ses grandes sœurs — elle en a six qui ont entre 16 et 22 ans. Elle est très fière de son cahier, rempli d'une écriture fine et régulière. C'est tout ce qu'elle possède, avec sa robe en coton léger et une paire de souliers d'été.

Delbar vit en Irak, à Deraluk, un village de montagne situé à quelques kilomètres de la frontière turque. Les hivers sont longs et très enneigés. Plusieurs fois par jour, la petite fille brave la neige et le froid glacial dans ses petits souliers légers pour aller puiser l'eau du fleuve. Chez elle, il n'y a pas d'eau courante ni de sanitaires.

A midi, sa mère, une belle et grande femme aux allures de madone de la Renaissance italienne, prépare le riz pendant qu'une de ses sœurs pétrit la pâte à pain. C'est ce qu'on mange midi et soir, tous les jours de la semaine: du riz et du pain, parfois accompagnés des baies que les enfants arrachent aux maigres buissons ou de petites pommes acides qui font grincer des dents.

Deux ans ou presque après l'élection du premier Parlement kurde indé- ●●●

pendant, constitué le 19 mai 1992, le Kurdistan irakien est en pleine pénurie. L'électricité produite en Irak est coupée depuis des mois dans la moitié du pays et rationnée dans l'autre moitié. On s'éclaire à la lampe à pétrole, dont on use avec parcimonie. Enfants et adultes n'ont rien à se mettre sur le dos et grelottent sur le seuil des maisons mal chauffées par un vieux poêle central. A dix kilomètres de là, c'est la guerre. On entend l'écho des bombardements turcs contre les villages frontaliers, soupçonnés de servir de base aux peshmergas (rebelles) du PKK, et les décharges des kalachnikovs dans les fourrés.

Le pays souffre de l'embargo que l'ONU impose à l'Irak. Les camions turcs passent tout de même la frontière, chargés de nourriture et de marchandises qu'ils vendent aux Kurdes à des prix astronomiques, puis regagnent la Turquie après avoir fait le plein de pétrole. Au marché d'Arbil, la capitale de ce Kurdistan qui n'est encore qu'un Etat fantôme, un pot de miel vaut la moitié du salaire d'un enseignant, une aspirine, le quart. Encore faut-il avoir un salaire...

La doctoresse Kurdistan (oui, c'est son nom!) constate, amère, que la santé de la population se détériore. Les patientes de cette doctoresse chrétienne établie à la limite de la vieille ville d'Arbil présentent toutes les mêmes maladies: «*Typhoïde, brucellose, malaria pour les adultes, diarrhées et vomissements pour les enfants.*» En cause, le manque d'hygiène: «*Ils boivent l'eau du fleuve, à l'endroit même où les égouts se déversent.*»

Les femmes enceintes souffrent de carences alimentaires, d'anémie et mettent au monde des enfants malades. «*Quand je leur dis de manger de la viande, elles me regardent, désespérées. La viande est hors de prix, tout comme les médicaments qui ont échappé à l'embargo. Aujourd'hui, il n'y a que les peshmergas qui gagnent un salaire correct.*» (Environ quinze fois plus qu'un enseignant, mais il faut dire que la plupart d'entre eux meurent jeunes...) Le Dr Perwin, une doctoresse musulmane qui

«Un flacon de sirop pour la toux et deux boîtes d'aspirine, c'était tout ce que j'avais à offrir aux malades.»



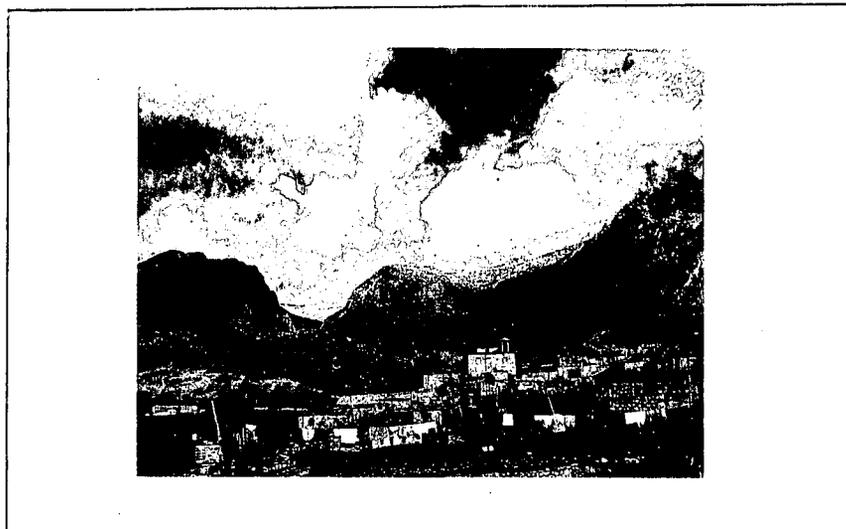
Le Gouvernement kurde a sa prison de femmes et ses minorités exploitées, les chrétiens assyriens, des montagnards tisserands. A droite, le village musulman de Deraluk.



...passe à l'hôpital sept jours sur sept, confirme: «Dans le dispensaire où je travaillais précédemment, j'avais trois cents malades, et pour seuls médicaments un flacon de sirop pour la toux et deux boîtes d'aspirine. Les patients auxquels je prescrivais une ordonnance me répondaient que s'ils avaient de l'argent pour s'acheter des médicaments, ils ne seraient pas ici. A la fin, ils s'en prenaient à moi.» Ce médecin s'inquiète devant la montée des troubles psychiques. La vie est devenue trop dure. Les gens ne supportent plus. Les hommes qui gouvernent et administrent ce territoire peu fertile et privé d'infrastructures sont presque tous d'anciens combattants. Les islamistes, eux, sont exclus du Parlement. Mais ils profitent de la crise pour s'implanter dans une population dont les traditions et l'esprit n'avaient jusque-là rien d'intégriste. Ils distribuent de l'argent aux plus pauvres et ouvrent des maisons pour les étudiants. Seule condition pour bénéficier de ces bienfaits: le voile pour les filles, la barbe pour les garçons. L'Iran et ses intégristes sont aux portes, pressés de changer la physionomie du pays.

De leur côté, les organisations féminines (dont l'une est d'ailleurs islamiste) s'efforcent de venir en aide aux femmes dans le besoin: «Les veuves ou celles dont le mari a disparu doivent apprendre un métier», dit Marsi, l'infatigable secrétaire de Zhinan (Femmes en ancien kurde), une association implantée dans plusieurs villes. Zhinan a ouvert à Arbil une école d'artisanat et un cours d'alphabetisation. Marsi montre avec fierté les cinq machines à coudre qui viennent d'arriver, des coucoux qu'on

trouve en Europe sur les marchés aux puces. «Nous avons créé une classe de vingt élèves; nous comptons fabriquer des vêtements pour les enfants et les pauvres.» Autres projets: la production d'objets artisanaux pour l'étranger et un atelier de tissage de tapis qui perpétue le savoir-faire local — Arbil était un important centre de production de kilims kurdes avant que les deux usines ne ferment, faute d'électricité.



Zhinan édite aussi un petit journal polycopié, le premier «magazine féminin» du Kurdistan. Au sommaire, les activités de l'association, des nouvelles de l'étranger, des dessins humoristiques illustrant les difficultés de la ménagère et les conflits entre hommes et femmes, et une tribune réservée aux lettres, poèmes et dessins de lectrices, dont les lignes naïves disent le besoin d'exister, de s'exprimer...

Tandis que la jeune Marsi, 30 ans, mère d'un enfant, détaille avec enthousiasme les projets de l'association, Halim, la plus vieille du groupe, prépare le thé. «J'étais forte avant, j'avais des dents, dit-elle en cachant sa bouche. L'exode m'a tout pris, mari et jeunesse.» Puis elle s'assoit en tailleur et sort une cigarette d'une poche cachée dans sa longue robe noire: «Je fume de temps à autre, lorsque je me sens triste», dit-elle en aspirant la ●●●

fumée, le regard rêveur. A elle seule, Halim résume les qualités de la femme kurde — endurance, hospitalité, pudeur des sentiments — et sa destinée souvent tragique.

Les organisations féminines cherchent aussi, sans grand succès, à améliorer le sort de celles qui croupissent, souvent arbitrairement, en prison.



Dans la prison centrale d'Arbil, une trentaine de femmes sont entassées à l'intérieur d'une pièce de trente mètres carrés environ, qui cache ses sanitaires derrière un rideau. Deux d'entre elles ont eu la permission de garder leurs enfants. Pas de matelas, pas de couvertures. Les femmes sont accroupies à même le sol, inactives dans la semi-obscurité. Arian, 18 ans, raconte: «Mon mari et moi avons quitté Mossoul pour nous installer à Sulaymanyah. Et on nous a accusés d'être des espions. Je suis ici depuis deux mois.» Et Kadija: «Une querelle a éclaté entre mon mari et mon fils. Ce dernier a pris un fusil et a tué son père. Deux de



Filature à Ber Seve, village chrétien. A gauche, la petite Delbar et sa mère. Ci-dessous, Marsi et Halim présentent une broderie réalisée par les membres de l'association féminine Zhinan.

mes fils sont en prison. Je suis ici depuis plusieurs mois.» Aucune des détenues n'a d'avocat, car il n'existe pas de défenseur d'office. Les prisonnières en attente de jugement et celles qui purgent leur peine sont logées à la même enseigne, toutes peines confondues.

Hero Khan Talabani est une des femmes fortes du pays. Epouse d'un des deux leaders du nouveau Kurdistan, elle a combattu entre 1979 et 1991 dans les montagnes et a connu l'exil. Aujourd'hui, cette peshmerga devenue députée affiche un optimisme circonstancié. Non, la guerre n'est pas finie, dit-elle, «il y a encore des attentats. Mais des attentats, il y en a partout...» Oui, les islamistes gagnent du terrain, mais «si les femmes portent le voile, c'est pour cacher leurs vieux habits usés...». Et, sur l'avenir du pays: «C'est à l'étranger que notre sort se décidera...»

Le Kurdistan n'est effectivement pas maître de son destin. Bombardé au nord par la Turquie, à l'est par l'Iran, infiltré par les provocateurs de Saddam

Hussein, privé d'électricité et de vivres, ce prétendu Etat n'est même pas reconnu officiellement par l'Occident. Certes, Saddam Hussein n'a plus le droit de faire voler ses avions au-dessus du territoire kurde, mais c'est une bien mince protection. L'indépendance dont jouit le Kurdistan est fictive.

Et l'unité reste à faire dans ce territoire que se partagent différentes ethnies. Les Kurdes ont désormais eux aussi «leurs minorités» avec lesquelles ils doivent compter. La plus importante, ce sont les chrétiens assyriens, qui siègent au Parlement avec les deux principaux partis kurdes (le KDP et le PUK). Présents depuis cinq mille ans dans le bassin mésopotamien, ils se sont réfugiés dans les montagnes à la chute de leur empire, en 605 après J.-C. Fiers de leurs traditions et de leur langue, ils parlent et écrivent l'araméen et tissent la laine de chèvre dont sont faits les uniformes des peshmergas. Tous les chrétiens assyriens ont épaulé le kalachnikov dans les montagnes de Zagros. Ils ont lutté aux côtés des Kurdes et ont payé le prix de leur insoumission: près de deux cents de leurs villages ont été détruits.

Pour l'instant ils parlent à voix basse, mais

ils parlent... des querelles naissantes avec les Kurdes pour des questions de territoire, du conflit avec les musulmans, qui n'existait pas au moment fort de la lutte. Ils ont formé leur parti et ils occupent au Parlement quatre des cinq sièges réservés aux chrétiens.

Les chrétiens des autres tendances et ethnies se partagent le cinquième siège, et leur situation n'est guère plus enviable que celle des Assyriens. «Nos droits ne sont pas respectés, clame haut et fort le mari de la doctoresse Kurdistan, dont la famille est installée depuis toujours dans la puissante enclave chrétienne d'Enqawah. Les musulmans occupent nos terres, et lorsque nous nous plaignons à la police, nous n'obtenons aucune réponse. Il n'y a plus d'autre loi que celle des armes. Même les médecins ne sont pas respectés. On essaie de leur voler leurs installations. C'est arrivé à un collègue de ma femme, qui a été tué dans son cabinet.»

Pour cette raison, la doctoresse Kurdistan ne garde que le strict nécessaire chez elle. Elle voudrait quitter ce pays dont elle porte le nom, s'installer en Turquie ou ailleurs, car elle est certaine que la situation ne peut qu'empirer. Mais son mari garde l'espoir: «Notre pays est riche, il suffirait d'effectuer de nouveaux forages et de construire des centrales électriques. Malheureusement, ça n'intéresse personne. L'ONU, ou plutôt les Etats-Unis, ne veulent rien changer à la situation, ce qui les intéresse, c'est de contrôler ce territoire.» Sur ce point, tous, chrétiens ou musulmans, sont d'accord.

Bien des Kurdes voient dans l'exil la seule issue. Ceux qui en ont les moyens achètent de faux passeports, paient grassement un passeur qui les aidera à traverser la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie, afin d'acquiescer, en Europe ou ailleurs, le statut rêvé de réfugié politique. Les autres restent, et leurs enfants sont de plus en plus nombreux

**Pas de matelas
ni de couverture
dans la prison
d'Arbil, où trente
femmes sans
défense vivent
dans la promiscuité.**

à se disputer une place sur les trottoirs des cités comme cireurs de chaussures, vendeurs de cigarettes ou autres babioles...

Qu'en sera-t-il dans deux ou trois ans? Qu'en sera-t-il de Delbar l'hiver prochain?

Texte et photos
FULVIA ALBERTI

femina 17

Voyage au cœur du Kurdistan

Dix millions de Kurdes, soit 90 % de la population, vivent dans les montagnes du Kurdistan turc. Leur problème : trouver leur place et leur unité. Leur préoccupation : maintenir leur culture dans le respect de leurs traditions sur un territoire revendiqué par les Turcs. De Diyarbékir à Zahou, le voyage de notre envoyé spécial.

«Cette terre est turque»

Nous arrivons à Diyarbékir, la capitale de ce vaste territoire que les Kurdes de Turquie revendiquent. Dès l'atterrissage, à l'aéroport, on a l'impression d'être observés. On compte par dizaines les militaires, les agents de police en uniforme et les agents de la sécurité qui, même en étant habillés en civil, réussissent mal à cacher leur véritable identité. Il suffit d'être étranger pour attirer immédiatement leur attention ; dès lors, ils ne vous lâchent plus. Si, dans l'enceinte de l'aéroport, on est surveillé avec discrétion, à l'extérieur les contrôles sont beaucoup plus sévères.

Les journalistes étrangers qui arrivent à Diyarbékir par avion, pour ensuite poursuivre leur voyage vers l'enclave kurde dans le territoire irakien, sont signalés dès leur départ d'Istanbul ou d'Ankara. Sauf exception, il ne leur est pas autorisé à s'arrêter dans les villages tout au long du parcours. Pas question, évidemment, de prendre des

photos ni de bavarder avec les habitants. Sur la route reliant Diyarbékir à Zahou, la première citadelle sous la férule des Kurdes irakiens, les postes de contrôle sont très fréquents. Tous les 10 kilomètres environ il faut s'arrêter et répéter la même «cérémonie».

Les militaires arrêtent tous les véhicules, sauf les voitures officielles, afin de les fouiller de fond en comble et de vérifier les documents des passagers. Un des soldats s'approche avec la mitrailleuse pointée sur la voiture ; il est couvert par ses camarades postés à quelques mètres de distance. Une mitrailleuse est montée sur un trépied au bord de la route asphaltée, un soldat, couché à terre, garde le doigt sur la détente ; l'atmosphère est de ce fait encore plus tendue. Plus haut, sur les collines qui dominent la route, un autre groupe de militaires surveille le chemin.

Nous sommes au cœur du Kurdistan turc. Tout au long de la route qui mène à la frontière du Kurdistan irakien, les mêmes contrôles, la même scène. Le chauffeur kurde qui nous accompagne est habitué à tout cela. Deux fois par semaine au moins il emprunte ce chemin pour accompagner au-delà de la frontière les journalistes et les visiteurs étrangers. «Nous vivons sous la menace de leurs fusils depuis des décennies, dit-il, dans un très mauvais anglais. Nous nous y sommes désormais habitués. C'est seulement de cette façon que les Turcs se sentent en sécurité sur notre territoire. Sans leurs fusils ils savent qu'ils ne pourraient pas rester ici plus d'une minute.»

Sur les montagnes et les collines qui dominent la route poussiéreuse reliant Diyarbékir à Zahou, les soldats turcs ont inscrit, à distance plus ou moins régulière, des slogans panturcs de dimension gigantesque. «Cette terre est turque» est la phrase la plus fréquente. Plus qu'une affirmation, ces slogans sonnent comme un avertissement. Un avertissement à plus de 10 millions de Kurdes qui constituent 90 % de la population de cette partie du ter-

les nouvelles d'arménie - numéro 9 - mars 1994

Frontière irakienne, tous les véhicules sont fouillés de fond en comble et tous les documents des passagers sont vérifiés.



MAX FERRERO/LINEA PRESS

ritoire turc. La présence massive des soldats, qui ressemble beaucoup à une occupation, sert à rappeler aux Kurdes que ces inscriptions sur les montagnes sont loin d'être des slogans simples et innocents.

«La politique actuelle du gouvernement turc, poursuit notre chauffeur, ne se distingue pas beaucoup de celle imposée à l'époque par la force des baïonnettes des soldats d'Atatürk. Pour eux, nous sommes les "Turcs de la montagne", c'est-à-dire des citoyens de second ordre qui, suivant les exigences de leur politique intérieure et surtout extérieure, peuvent jouir de certains droits. C'est le cas, par exemple, du droit de parler le kurde entre les quatre murs de notre maison. Parfois, nous le faisons en risquant la Cour martiale et, parfois, comme c'est le cas maintenant, sous une forme légale.»

En chemin, nous nous arrêtons pour déjeuner dans un petit local. Ici, personne ne parle le turc. La langue officielle de cet endroit géré par Rachid est le kurde, même si ses hôtes ont des accents très variés. Des mots turcs, persans et arabes se mélangent dans l'air, dévoilant clairement la provenance de chacun des hôtes de Rachid. Notre entrée dans le lieu fait cesser une discussion très animée. Dans le silence le plus absolu, tous les regards sont fixés sur nous : «N'y faites pas attention, dit notre accompagnateur en souriant ici, personne ne fait confiance au prochain. Tout inconnu peut être un espion. Et les espions ne sont pas toujours turcs ; ils peuvent être iranien, irakien, syrien ou même kurde. Chez nous, ajoute-t-il avec un certain sarcasme, il est conseillé de ne jamais se réunir à trois, car le troisième est certainement un espion envoyé par quelqu'un.»

Quelques secondes de présentation suffisent pour que l'atmosphère redevienne animée. Nous ne sommes pas des «espions» et cela suffit pour rompre la glace. Les hôtes présents essaient même de nous entraîner dans leur discussion.

«... Notre principale faiblesse, à nous les Kurdes, dit un enseignant de Diyarbékir, c'est que nous vivons divisés à l'intérieur des frontières de quatre Etats différents par leur culture et par leurs traditions politiques. Chacun de nous est conditionné par la culture et par les événements politiques de l'Etat où il vit. A cela, il faut ajouter les divisions politiques et stratégiques qui règnent dans n'importe quel mouvement national. Tout cela nous rend vulnérables, au point que souvent nos structures politiques et sociales sont manipulées par un de ces Etats en lutte éternelle contre les trois autres.»

Il suffit de parcourir une trentaine de kilomètres pour



que la réalité confirme ce que vient de nous dire l'enseignant de Diyarbékir. Le poste frontière du côté kurde est contrôlé par les pechmergah (guérilleros) kurdes irakiens. Aucun contrôle excessif. Leur commandement leur a déjà envoyé nos noms. Dernière recommandation : «Ne faites pas confiance aux pechmergah que vous trouverez tout le long de la route jusqu'à Zahou. Ils ne sont pas des nôtres, ce sont des hommes du PKK.»

Effectivement, nous avons été arrêtés à un poste de contrôle improvisé par des pechmergah du PKK, mais ils nous ont laissés passer sans problème. A Zahou, un médecin français nous a confirmé que les relations entre les deux groupes ne sont pas très bonnes et que les cas

Pour les réfugiés kurdes, un seul souhait : vivre en paix en conservant leur langue, leur culture et leur identité nationale.

d'affrontements armés ne sont pas rares. «Nos frères venant de Turquie, dit Kak Rahman, responsable des milices de Zahou, sont les bienvenus sur notre terre. Nous sommes prêts à partager avec eux le peu que nous avons, mais ils ne peuvent pas transformer notre patrie en une base pour leurs actions militaires contre l'armée turque. Ils doivent respecter nos règles, au moins sur nos territoires.»

Chez les réfugiés kurdes provenant des régions de Diyarbékir et de Van, hébergés par leurs frères à Zahou, le PKK et son chef Apo jouissent d'un soutien considérable, même si beaucoup parmi ces gens ont désormais renoncé, définitivement, à l'idée d'indépendance : «Nous voulons vivre en paix, dans les frontières de la Turquie et nous demandons seulement au gouvernement d'Ankara de respecter nos droits fondamentaux, comme celui de parler notre langue, de conserver notre culture et notre identité nationale.»

Nous retrouvons le même soutien conditionnel dans les milieux intellectuels kurdes de Diyarbékir. Beaucoup de ces intellectuels et notables de la bourgeoisie kurde, tout en refusant de s'identifier à la ligne du PKK, lui reconnaissent le mérite d'avoir fait bouger les choses.

«S'il n'y avait pas eu la guérilla des pechmergah du commandant Apo, dit un homme d'affaires de Diyarbékir, qui, pour des raisons évidentes, a voulu garder l'anonymat, aujourd'hui nos droits auraient été complètement bafoués, comme ce fut le cas dans les années 80. Certes, on ne peut pas tout obtenir par les kalachnikovs et les bombes, mais jusqu'à présent il y a peu de place pour un

paysans haïssent les pechmergah du PKK tout autant que les soldats turcs. «Les pechmergah, nous raconte un paysan, se comportent de manière encore pire que les soldats. Ils pensent qu'on leur doit tout parce qu'ils ont entrepris de défendre la cause commune. Si nous refusons de leur donner à manger et de les héberger, ils sont même capables de tuer quelqu'un pour effrayer les autres. Les soldats turcs font la même chose quand ils viennent dans nos villages pour recueillir des renseignements sur les pechmergah. Eux aussi, ils emprisonnent ceux qui ne collaborent pas. Nous sommes pris entre deux feux.»

A Istanbul, les activistes kurdes, tout en avouant un changement d'attitude de la part du nouveau président Démirel, ne cachent pas leur inquiétude au sujet de la politique très subtile du gouvernement visant à vider la région de sa population kurde. En s'appuyant sur certains documents de l'ONU, les activistes kurdes font remarquer que rien que pour la construction du fameux barrage Atatürk, qui a rendu fertiles 73 km² de terre en Anatolie, 200 000 Kurdes ont été contraints d'abandonner leurs villages. «Mais, le risque majeur, dit un député kurde, est que ces zones soient repeuplées à nouveau par des communautés agricoles formées par des réfugiés provenant de Bulgarie et des anciennes républiques soviétiques.»

D'Istanbul, les militants kurdes portent également de lourdes accusations contre leurs frères irakiens et surtout contre Jalal Talabani, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan. Selon eux, Talabani aurait l'intention de transformer l'enclave kurde à l'intérieur du territoire ira-

kien en une région autonome qui se soumettrait au protectorat d'Ankara. Du moins, c'est ce que le leader kurde aurait dit, selon des «indiscrétions» recueillies à Istanbul, au président turc Demirel, au cours de leur dernière rencontre : «Je ne sais rien de cette proposition, nous a déclaré İlnur Cevic, éditeur de *Turkish Daily News* et conseiller personnel de M. Demirel, mais si cela était vrai, je n'y trouverais rien de bizarre. Jalal Talabani est un homme pragmatique et il sait

A Istanbul, les activistes kurdes ne cachent pas leur inquiétude au sujet de la politique très subtile du gouvernement visant à vider la région de sa population kurde.

Ahmad Rafat
Traduit de l'italien par H. Kéchichian

«Jusqu'à présent, il y a peu de place pour un dialogue sérieux entre les forces politiques kurdes et le gouvernement turc.»



Avril 1991 : Camps de réfugiés kurdes à la frontière irako-turque.

bien qu'un Kurdistan indépendant ne peut qu'être un rêve irréalisable. Il pourrait choisir entre Damas, Bagdad, Téhéran et Ankara. Et je crois qu'il ne se tromperait pas en optant pour Ankara, qui offre non seulement davantage de garanties démocratiques, mais aussi une solidité économique et d'excellentes relations avec l'Occident, ce que les autres pays ne sont pas en mesure de lui offrir.»

dialogue sérieux entre les forces politiques kurdes et le gouvernement turc.»

Le plus invraisemblable, c'est que là où la guérilla du PKK rencontre le moins de soutien, c'est dans les petits villages semés le long de la frontière avec l'Irak et l'Iran. Là, les

TURQUIE

Têtes de Turc

Les autorités s'acharnent sur les immigrés clandestins ainsi que sur les demandeurs d'asile iraniens et irakiens.

Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty, a écrit le 25 janvier au Premier ministre turc Tansu Ciller à propos des mauvais traitements infligés à des ressortissants étrangers lors d'opérations menées dans les rues d'Istanbul contre l'immigration clandestine. Plusieurs centaines d'étrangers originaires pour la plupart d'Afrique et des Caraïbes et qui avaient été arrêtés pour infraction à la législation sur l'immigration, ont été maintenus au secret pendant de longues périodes, dans des conditions inhumaines.

Le 23 octobre 1993, un groupe d'environ cent cinquante prisonniers a été transféré dans un camp de réfugiés des Nations Unies situé dans la province de Sivas, puis dans un ancien camp de réfugiés à Silopi, province de Sırnak, dans le sud-est de la Turquie. Les autorités ont indiqué aux détenus qu'ils seraient retenus dans ce camp tant qu'ils n'auraient pas organisé leur départ de Turquie en avion - ce que la plupart ne sont pas en mesure de faire. Un certain nombre de prisonniers se sont évadés, mais quarante seraient toujours dans

le camp où ils vivent dans des tentes, sans chauffage ni nourriture (autre que celle qu'ils peuvent acheter).

Ces dernières semaines, les autorités turques ont expulsé des demandeurs d'asile iraniens dont les dossiers étaient en cours d'examen par le HCR. Un grand nombre d'Irakiens - 200 selon certaines sources - parmi lesquelles figuraient des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus comme tels par le HCR, ont également été rassemblés par les autorités turques au motif qu'il s'agissait d'immigrants «clandestins» et refoulés vers l'Irak. Cette situation provoque une profonde inquiétude quant à la protection des demandeurs d'asile.

turkish daily news

Friday, April 1, 1994

Governor says Iran delivering terrorists 'dead or alive'

'People have withdrawn support from PKK'

Turkish Daily News

ANKARA- The governor of the eastern province of Ağrı said on Thursday that Iran was cooperating with Turkey against separatist terrorists and delivering them "dead or alive" to Turkish officials after military operations.

Ağrı governor Doğan Hatipoğlu told the semiofficial Anatolia news agency that militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) were infiltrating into Turkey over the Iranian border but that lately modern physical barriers put up on the border and better security measures had reduced this traffic. Noting that they had a dialogue with Iran on security issues, Hatipoğlu said "we have seen this dialogue work out. Iran was previously claiming that the PKK did not exist in its territory but

changed this view after talks and seeing documentation. Now they are also struggling against the PKK with their own forces.

They have returned some terrorists either dead or alive." Hatipoğlu said Turkey was extremely pleased over Iran's attitude and called on other neighboring countries to take a similar approach as well.

Meanwhile, officials in Şırnak province said on Thursday that the number of people killed when a passenger minibus hit a mine on a bridge in southeast Turkey on Wednesday had reached fifteen.

The officials said the vehicle was on a country road bridge near the town of Idil, in Şırnak province, when it hit the mine. They said the mine was planted by PKK militants and one person was wounded.

PKK declares boycott of the local elections

Places all contestants and voters among targets

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on Tuesday declared a boycott of the upcoming March 27 local elections and said that all political parties, candidates and electors who take part in the polls will be targets for the organization.

The statement came during an attempt at the Turkish parliament to strip seven Kurdish-origin parliamentarians of their immunity and put them on trial for speeches they made on the Kurdish issue on various occasions.

The decision was announced on behalf of the PKK by its European spokesman Kani Yilmaz, also known to be the political advisor to PKK leader Abdullah Öcalan.

Yilmaz told the Turkish service of the British Broadcasting Corporation (BBC), that the PKK had decided to boycott the election process entirely. He also added that the organization expected everyone to obey this decision or be included among its targets.

Last week, after a two day meeting of its party assembly, the Kurdish-based Democracy Party (DEP) declared

it had withdrawn from the elections but said this was not a boycott. DEP chairman Hatip Dicle later told journalists that although there was no talk of boycott, the party's devoted electors would not consider voting for "establishment parties."

The TDN reported then that the second stage of the DEP withdrawal would be a PKK boycott, acting for the DEP without putting the party in an even more vulnerable situation. Under these conditions, say observers, the risks of holding local elections in the troubled Southeast region is higher than ever.

Security forces are expected to take extraordinary measures now to secure electoral safety. But there are also claims that in certain settlements, troops have ordered civilians to vote only for the Nationalist Movement Party (MHP).

Observers believe these developments, along with the PKK boycott, have seriously undermined the credibility of the local polls and have now raised questions as to whether the ballots will reflect the will of the people.

Turkish envoy Unan goes to Moscow as separatist Kurds ask Yeltsin for support

Turkish Daily News

ANKARA- As a Turkish envoy headed for Moscow on Tuesday to hold talks with Russian officials, a Kurdistan Workers' Party (PKK) sponsored Kurdish initiative appealed to President Boris Yeltsin in a letter to establish relations with the "Kurdish movement."

In a separate statement, a spokesman for the PKK in Moscow opted for further Russian support saying that an independent Kurdish state established within Turkey would act as a guardian of Russian borders.

These two developments, both of which are irksome for Turkey, came as Turkish Foreign Ministry Deputy Undersecretary Bilgin Unan arrived in Moscow. Unan was scheduled to hold talks with his Russian counterpart Anatoli Adamshin and will be meeting with Foreign Minister Andrei Kozyrev today.

Diplomatic sources said the meeting with Adamshin, which was part of the ongoing diplomatic consultations between Turkey and Russia, was scheduled before Moscow hosted the Kurdish Conference last week.

"Nevertheless, it will not be wrong to assume that we will bring up our displeasure over the fact that Moscow hosted such a conference," a Turkish diplomat, who asked not to be identified, told the Turkish Daily News.

Unan and the Foreign Ministry were not aware on Tuesday of further developments in Russia's Kurdish ties.

The London-based Arabic Al Hayat newspaper broke the news this morning that as Unan arrived in Russia, the Kurdish Conference had sent Yeltsin its letter appealing for that country to establish relations with the "Kurdish movement" for Russia's benefit.

The letter stressed that the interests of Russia and those of the Kurds were the same and that the "national Kurdish movement" needed to be supported, Al Hayat said.

Meanwhile, the Russian newspaper Rabochaya Tribuna on Tuesday published an interview with Cemal Kadir, identified as the representative of the Kurdistan National Liberation Front (ERNK) in Moscow. The ERNK, responsible for various armed attacks in Turkey, is described by the PKK as its "popular front." Kadir told the newspaper that an "independent Kurdish state will soon emerge in Turkey" and accused Ankara of carrying out "the worst kind of genocide against the Kurds... even worse than Bosnia."

He described the ruling regimes in Turkey, Iraq and Iran as enemies of the Kurds but emphasized that "Syria is the only country in which the Kurdish issue is treated in a democratic way."

He also said that it was in the interest of Russia "to support the war which the Kurds are fighting to establish their own national state."

He added this state would be "an additional guarantee to protect the borders of Russia and other members of the CIS." The ERNK was the organizer of last week's conference which strained ties between Ankara and Moscow, but the meeting was reportedly sponsored by

the Russian Ministry of Nationalities. In a closing document, the conference proposed the beginning of Kurdish language broadcasts on Moscow radio and the creation of a special center where specialists on the Kurdish issue would work and be trained.

Upon learning of the conference in Moscow from a TDN report, Ankara confronted Russia last week and formally asked for an official explanation.

Although Russia's Ambassador to Ankara Albert Chernishev assured Turkey that his country "had no ties whatsoever with the terrorist organization," Ankara remained uneasy, given the fact that a Russian ministry was involved in sponsoring the conference.

"We have not yet received an official reply from Moscow regarding the conference," a Turkish diplomat told the TDN on Tuesday, adding that Turkey's ambassador to Moscow, Ayhan Kamel, had written an extensive report on the conference.

Unan is now expected to stress to the Russians "the importance Turkey attaches to its good-neighborly relations with Russia" but note that Ankara "expects its neighbors to refrain from appearing to support any action that aims at territorial integrity of Turkey."

Diplomatic sources said the meeting would not be limited to bilateral relations, but would also take up developments in the Balkans and Caucasia, both trouble-spots where the two countries have different affiliations.

The presence of Alev Kılıç, the Foreign Ministry's deputy director-general of bilateral ties with the Balkans, and Selim Karaosmanoğlu, the deputy director of ties with Caucasia, indicates that the two items will be discussed extensively. Turkey held talks last week with Serbians and Armenians, both allies of Russia.

Russia is trying to broker a cease-fire between Armenia and Azerbaijan which was expected to go in force yesterday. Unan's meeting with Adamshin follows a technical-level conference between Turkey and Russia in Ankara which Turkish officials described as "explaining and not negotiating" regulations on passage through the Turkish straits.

Three terrorists, 10 soldiers die in Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- A total of 14 people, including 10 soldiers, a civilian and three terrorists, lost their lives in clashes in the Şenkaya district of the Eastern province of Erzurum, authorities reported Wednesday.

They said security forces trying to pinpoint the whereabouts of 70 terrorists of the Kurdistan Workers' Party (PKK) were involved in daylong clashes with the gunmen.

Parliament to discuss deputies' immunity

Turkish Daily News

ANKARA- The lifting of the legislative immunity of the seven deputies will be discussed in Parliament today. The recommendation, put to Parliament by the Joint Constitutional and Justice Commission, concerns Chairman of the Democracy Party Hatip Dicle; four of the party's deputies, including Leyla Zana; an independent deputy and the infamous Hasan Mezarci, the Welfare Party deputy who has been the centre of a political row with his anti-Atatürk and anti-secular remarks.

The joint committee has asked that the immunity of these deputies be lifted, so that they may be tried in a court of law for their conduct, which allegedly threatened the sovereignty of the Turkish state.

The request to lift Hasan Mezarci's immunity is based on the fact that he made defamatory remarks about Atatürk, the founder of the Turkish Republic.

During a session in Parliament the deputies in question will be allowed 10 minutes to defend themselves.

They will retain their parliamentary membership even if their immunity is lifted. In the event that they are found guilty after they have been tried, a separate procedure will be needed to expel them from Parliament.

Alınak ends hunger strike

Turkish Daily News

ANKARA- A former pro-Kurdish Democratic Party (DEP) deputy who began a hunger strike seven days ago to protest what he claimed was the domination of Parliament by the military and giant corporations, ended his strike yesterday.

Mahmut Alınak, now serving in Parliament as an independent deputy, claimed that the strike helped to sensitize the public about the country's problems but, unfortunately, did not make much of an impact on the political parties.

The former DEP deputy only gave up the protest action after being warned by his doctor that he would face serious health problems if he continued.

During a press conference held in Parliament, Alınak said that the government was under the control of the Office of the Chief of Staff and large corporations.

He added that the public was being duped into thinking that their elected officials were running the country, when, in fact, they have no control over the decision making process.

turkish daily news

Thursday, March 3, 1994

Three terrorists were shot in various locations while seven soldiers were killed when the militants ambushed them.

Three soldiers died when they were buried under an avalanche.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MARCH 1, 1994

UN Is Told of Iraqi 'Reign of Terror'

GENEVA (IHT) — In unusually blunt language, a UN human-rights monitor, Max van der Stoep, accused the regime of Saddam Hussein on Monday of a continuing "reign of terror" against the people of Iraq, replete with "executions, torture, illegal detention, restrictions on travel and press freedom as well as abuse of the rights of women and children."

At the annual session of the 52-nation Commission on Human Rights in Geneva, Mr. van der Stoep, a former Dutch foreign minister, painted a bleak picture of human deprivation, notably in the Kurdish regions of the north and the southern marshland, where the government's reclamation projects threaten a quarter of a million Shiite Iraqis with starvation.

The report, commissioned by the United Nations a year ago, says the Kurdish minority remains subjected to an economic blockade by Baghdad and survives on international aid, which covers only 7 to 10 percent of daily food requirements.

Seeking Testimony on Loans to Iraq, U.S. Gives Immunity to Bank Official

By Ronald Smothers

New York Times Service

ATLANTA — A federal judge has granted immunity from prosecution to a convicted official of an Italian bank to prompt his testimony to a grand jury here, the banker's lawyer said.

Judge G. Ernest Tidwell of U.S. District Court signed an order granting immunity to Christopher P. Drogoul, 41, a major figure in a case involving billions of dollars in U.S. government-guaranteed loans to Iraq made by Mr. Drogoul's former employer, the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro.

There has been speculation that many of the loans, fraudulently obtained under a program to help countries pay for agricultural exports, may have been diverted to Iraqi weapons use in the years before the Gulf War, when the Bush administration was encouraging support of Iraq.

The impaneling of a grand jury would mark a new phase in the long-running bank fraud case. Over the last three years, there have been allegations that top officials in the United States and in Italy, where the government controls BNL, knew about the purpose of the loans and tried with some success to limit earlier investigations to Mr. Drogoul and five other, lower-level bank employees.

Earlier, Mr. Drogoul pleaded guilty to lying to bank regulators and to wire fraud, and is now in prison. Several other co-defendants were also convicted of crimes while working at the bank.

Some members of Congress, as well as two federal judges who have been involved in aspects of the case, have expressed the opinion that higher-ups at the bank in both in the United States and Italy had, in the judge's words, "clearly facilitated" Mr. Drogoul's crimes.

Robert M. Simels, Mr. Drogoul's lawyer, said he believed that the grand jury was looking at the failure of Atlanta-based prosecutors to aggressively pursue higher-ranking people.

"Two judges have concluded that Rome headquarters knew, or should have known, about the loans and that the federal government's role in this was greater than anyone thought," he said.

"It would seem that the Justice Department has now concluded that there was an incomplete investigation and this is a rebuke of the actions of the the U.S. attorney's office in Atlanta."

Levée d'immunité pour quatre députés turcs d'origine kurde

Le Parlement turc a levé hier l'immunité parlementaire de quatre députés turcs d'origine kurde inculpés de « séparatisme » et d'« atteinte à l'intégrité de l'Etat ». Il s'agit de Hatip Dicle, Orhan Dogan, Sirri Sakik, respectivement président et membres du Parti de la démocratie (DEP) prokurde, 17 sièges sur 450 au Parlement) et Mahmut Alinak, ancien membre démissionnaire du DEP. Les deux premiers ont été placés en garde à vue à leur sortie du Parlement. Les quatre hommes, pourraient être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat où ils seraient passibles de la peine de mort conformément au code pénal turc.

Cette mesure parlementaire intervient cinq jours après la décision du Parti de la démocratie, bien implanté dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, de se retirer des élections municipales nationales du 27 mars. Cette formation politique est elle aussi poursuivie par la Cour constitutionnelle pour séparatisme. Elle est accusée par l'armée et les milieux conservateurs d'être le « porte-parole au Parlement » des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mènent depuis 1984 une rébellion armée dans le Sud-Est anatolien.

S.Etr.

LIBÉRATION — 3 mars 1994

PERSPECTIVES

Boycott kurde en Turquie

■ La principale force politique kurde en Turquie, le Parti de la démocratie (DEP), a annoncé le 25 février sa décision de ne pas être présente aux élections municipales qui se dérouleront le 27 mars à travers tout le pays. Depuis plusieurs semaines, ses candidats étaient soumis à de fortes pressions. « Près de 70 membres du parti ont été victimes d'attaques armées » en deux ans, a affirmé son président, Hatip Dicle, accusant l'Etat de ne rien faire pour les protéger. Et les tensions se sont accrues ces dernières semaines, notamment après l'explosion d'une bombe à Tuzla, dans une banlieue d'Istanbul, qui a fait cinq morts. Un attentat revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), guérilla sécessionniste kurde. Quelques jours plus tard, une bombe explosait à son tour au siège du DEP à Ankara, faisant un mort parmi les militants.

Le retrait du DEP de la compétition électorale est diversement interprété. Fuite devant le verdict populaire selon le premier ministre Tansu Ciller ou abandon sous la pression de l'Etat, selon le parti, qui a la

ferme conviction que les élections ne pourront pas se dérouler démocratiquement dans son fief, au sud-est de la Turquie, région majoritairement kurde.

Même si personne ne prononce le mot de boycott, Hatip Dicle affirme qu'aucun de ses militants ne votera pour un « parti du système », le 27 mars. Et certains candidats des formations traditionnelles s'attendent à leur tour à subir des pressions visant à les pousser à se retirer des élections dans le Sud-Est. À l'automne dernier, le PKK avait « interdit » les activités de tous les organes de presse et de tous les partis politiques dans cette région.

Les déclarations de Hatip Dicle ont toutefois suscité des critiques à l'intérieur de son parti. Certains dirigeants veulent adopter une ligne nettement opposée à toute violence et chercher une réponse aux problèmes des Kurdes dans le système actuel. La décision du retrait des élections a été prise à 10 voix contre 26.

Claude ORTACQ
(À Istanbul)

LA CROIX — 2 mars 1994

Turkish Probe March 3, 1994

17

Human Rights Diary

Ismail Beşikçi is tried by the Ankara State Security Court for two of his books where the prosecutor has accused the writer of separatist propaganda. The prosecutor demands a 10-year prison sentence and asks for Beşikçi to be fined TL 200 million for encouraging separatism. Beşikçi, testifying at the trial, says it is irrelevant whether he is convicted or not. "The fact that such trials can take place in Turkey and individuals are denied the right to express their views freely is a disgrace," he says.

(Cumhuriyet, Feb. 25)

Terrorists of the Kurdistan Workers' Party (PKK) raid a hamlet near Tatvan township in the eastern province of Bitlis and gun down five villagers including a woman.

(Cumhuriyet, Feb. 25)

Unidentified gunmen add two more murders to the mystery killings in Diyarbakır. The two sons of a vil-

lage prefect, identified as Mahmut Tekeş, are gunned down in the Fatih district of this southeastern provincial capital.

(Cumhuriyet, Feb. 25)

The Ankara State Security Court opens a case against Mehmet Bayrak, a writer and publisher, for his book "The Kurds and Their National Democratic Struggle." The prosecutor says that in his book, Bayrak has claimed there is a Kurdish problem in Turkey and that he has approached the issue in a colonialist manner.

(Cumhuriyet, Feb. 27)

Human Rights Association (IHD) President Akın Birdal criticizes the authorities for failing to capture the killers of seven IHD members and executives and says this only encourages new attacks on members of the association.

(Cumhuriyet, Feb. 27)

Helsinki Watch: Censorship by Assassination Continues

Helsinki Watch continues to publish critical reports about the human rights situation in Turkey. In its latest report dated February 1994 the organization charges that the assassination of journalists and distributors is continuing in Turkey as a form of "censorship" and says the Turkish government has made no serious effort to investigate these killings and prosecute those responsible.

In its report, Helsinki Watch says 32 journalists and distributors have been murdered in Turkey since February 1992 and calls this "a systematic campaign to silence the press." Helsinki Watch urges the Turkish government led by Prime Minister Tansu Çiller to take immediate steps to investigate the assassinations and prosecute those responsible "to the full extent of the law."

Helsinki Watch urges the U.S. government and the international community to examine the killings and to openly press Turkey to investigate these cases and prosecute the killers.

However, the report laments that deaths have increased during the rule of the coalition governments set up by the True Path Party (DYP) and the Social Democrat People's Party (SHP) since November 1991. It says "more than three times as many journalists have been killed since the present government came to power, than in the previous 10 years."

The first coalition was set up by Süleyman Demirel. Later when he became president in May 1993, Tansu Çiller took over as prime minister and a second coalition government took office. The second government is regarded as a continuation of the first. Helsinki Watch says the coalition government has been extremely unsympathetic to

the plight of the reporters. It points out that on Aug. 11, 1992, then-Prime Minister Demirel said: "Those killed were not real journalists. They were militants in the guise of journalists. They kill each other." The organization reports most of the journalists are killed in southeastern Turkey.

It says most of the assassinations have followed a pattern: a journalist or distributor is shot in the back of the head, death-squad style, by unknown assailants. It says most of these victims are believed to have been killed by a

"counter-guerrilla" force. It also says others have reportedly been killed by the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization or by Hizbullah, an Islamic fundamentalist group. Helsinki Watch says it is shocked to report that no one has been convicted for any of these killings. "With few exceptions, the Turkish government has failed even to investigate these deaths."

Helsinki Watch reports that in 1994 the only journalist to be killed in Turkey was Ruhican Tul, a young journalist who worked for the Turkish Daily News. It says Tul's death did not fit the previous pattern; he was not targeted, but was one of the three people killed in bombings of buses leaving Ankara on Jan. 14, 1994. Helsinki Watch said the PKK claimed responsibility for the killings.

The organization lists Uğur Mumcu, Kemal Kılıç, İhsan Karakuş, Ferhat Tepe and Muzaffer Akkuş as the five journalists who were slain in 1993. It reports 10 newspaper vendors were killed during the same period.

The report also says Aysel Malkaç, a reporter from pro-Kurdish Özgür Gündem, was abducted in broad daylight on Aug. 7, 1993 and has not been heard of since.

19

24 HEURES

JEUDI
3 MARS 1994

REGION
LAUSANNE

Six ans d'espoir qui s'use pour un requérant d'asile kurde

Ahmet Güven devait être renvoyé en Turquie demain avec sa famille. Le Canton lui accorde un sursis.

« Vous avez devant vous un homme brisé », a tenu à préciser le pasteur Daniel Corbaz, médiateur Eglise-Réfugiés, en présentant, hier, Ahmet Güven. C'était inutile, tant ça se voyait. Une heure durant, ce requérant



PAR
Christian CHEVOLET

kurde installé dans le canton depuis six ans est resté le visage crispé, les lèvres immobiles, les yeux absents.

A quoi pensait-il, Ahmet Güven? A ses trois enfants de respectivement 13, 6 et 3 ans? A sa benjamine, opérée du cœur à six mois? A sa femme, enceinte d'un quatrième enfant, et qu'un médecin a jugé — certificat à l'appui — incapable de voyager sans danger pour la grossesse? Ou à ses deux frères, assassinés en Turquie il y a trois ans?

A tout ça, vraisemblablement. Mais aussi et surtout à cet avion dans lequel la Berne fédérale lui a ordonné de monter avec toute sa famille, demain à 10 heures. Vol SR 925, destination finale: Izmir. Pas loin du Kurdistan, qu'il a fui parce qu'il s'y sentait en danger. Hier, il a seulement murmuré, très, très doucement: « Je ne veux pas, je ne veux pas y retourner... »

Ahmed Güven n'est bien sûr qu'un requérant parmi des milliers d'autres à qui l'on refuse le droit d'asile. Mais son histoire suisse a duré six ans. « Six ans pour que le dinosaure administratif prenne sa décision, a rapplé le pasteur Corbaz. Six ans d'ulcère d'estomac, six ans d'espoir qui s'use, six ans de peur qui rongent petit à petit... » Seul son dossier — quinze centimètres d'épaisseur — tient la comparaison.

Fait nouveau

Il y est inscrit que M. Güven a demandé l'asile en 1988, et qu'il lui a été refusé quatre ans plus tard. Jusque-là, un parcours bien banal. Mais voilà, en 1991, ses deux frères sont assassinés dans leur Kurdistan natal: c'est pour le moins un fait nouveau. Le Département des finances fédérales, alors représentant du gouvernement, ne le nie pas; il écrit donc à l'Office fédéral des réfugiés (ODR), le 21 mai 1992, pour lui demander, vu que « la police turque a effectivement assassiné deux frères d'Ahmed Güven » (n.d.l.r.: extrait retranscrit mot pour mot), de revoir sa décision. Ce ne sera pas fait.

SOS Asile-Vaud s'en mêle. Il demande des comptes à qui de droit. Il ne les obtiendra qu'un an plus tard: on ne revient pas sur la décision initiale. Incompréhensible.



Hier, Ahmet Güven a seulement murmuré, très, très doucement: « Je ne veux pas, je ne veux pas y retourner... »

Blaise Kommann

sible. On insiste, par le biais d'une dénonciation qui obligera le Conseil fédéral lui-même à trancher. Il le fera en début de cette semaine: c'est non, une fois encore. Les assassinats n'ont pas fait le poids face à quelques contradictions répétées ici et là. La procédure de renvoi peut débiter.

Question d'éthique

Le chef de la police et de la justice vaudoise Claude Rucy a décidé hier après-midi de la bloquer

net: « Berne a certes pris sa décision, mais je ne renvoie pas une femme enceinte avec un certificat médical. Simple question d'éthique. » Le canton avait déjà demandé un permis humanitaire, il lui a été refusé. M. Rucy a étudié la possibilité de poser l'ultime recours: l'admission provisoire. Il sait que les chances sont minces. Ahmet Güven et sa famille ne sont donc qu'en sursis. L'espoir à peine revenu va à nouveau s'user.

C. C. □

Fleurs de mort

*Au Kurdistan irakien, dix millions de mines antipersonnel tuent et estropient les civils. En France, au fond des fournils, le pain n'est plus ce qu'il était, mais Pierre Bonte se charge de nous en faire retrouver le goût...
Le grave et le léger, cette semaine dans « Envoyé spécial ».*



HANDICAP INTERNATIONAL

Un enfant kurde irakien victime de la « guerre des lâches ».

C'EST une petite chose ronde et banale, comme une fleur de plastique. Une fleur mortelle. C'est une mine antipersonnel. Il en existe cent millions dans le monde, qui tuent cent cinquante personnes par semaine et en mutilent plusieurs milliers d'autres. En quinze ans, elles ont fait un million de victimes.

Au Kurdistan irakien, cinq ans après la fin du conflit Iran-Irak, cette arme perverse et légère continue de tuer les civils. La guerre après la guerre... Les grandes plaines désertiques et pelées de la région sont truffées de la plus dangereuse d'entre elles, la B-69, qui répond au doux nom de « Valmara ».

Le reportage de Roger Finnigan et Mike Shrimpton suit les pas d'un ancien militaire britannique, Rae McGrath, qui a créé et implanté dans huit pays le Groupe consultatif de

prévention et de déminage : « Un jour, quand j'étais en Afghanistan, je suis tombé sur un jeune berger qui venait de sauter sur une mine. Sa chair n'était plus que bouillie. C'était horrible. J'ai décidé qu'il fallait faire quelque chose. »

Rae McGrath et ses collègues forment sur place des équipes chargées du déminage mais ils apprennent également à la population à détecter les explosifs et à les signaler. « Il faut notamment faire un gros travail auprès des enfants : dans cette région extrêmement pauvre, qui pâtit à la fois de l'embargo imposé à l'Irak depuis la guerre du Golfe et de l'embargo intérieur imposé aux Kurdes par le gouvernement, un des seuls moyens de survivre est de récupérer le métal sur les décombres de la guerre. C'est souvent le travail des enfants. Ces petits objets en plas-

tique, qui traînent partout, sont devenus tellement banals qu'ils les utilisent pour se fabriquer des jouets : ils s'en servent pour faire des roues pour leurs carrioles. »

Tous n'ont pas la chance de tomber sur une mine neutralisée. Ainsi cette petite fille dont le bras et la jambe gauches ne sont plus que des moignons : « Elle était sortie jouer avec ses camarades », raconte sa mère. L'enfant sourit à la caméra.

« C'est un métier difficile, dangereux. » Les gestes sont précis, précautionneux. Tant que le détonateur n'est pas neutralisé, la mine peut exploser à tout moment. « Mais nous ramenons à la vie ces villages qui sentent la mort, c'est très satisfaisant. » Pourtant, Rae McGrath est amer et choqué. Parce que la plupart de ces mines sont fabriquées en Europe : « Celles qui infestent la région sont italiennes, par exemple. » Parce que l'ONU a fait des mines antipersonnel un problème prioritaire mais ne s'est pas donné les moyens d'agir : « Un million et demi de dollars, venant des Etats-Unis et de l'Union européenne, sont consacrés chaque année au déminage. C'est totalement insuffisant. »

Le plaisir des cinq sens

C'est avec son inimitable et savoureux style « France profonde » que, de son côté, Pierre Bonte part en croisade pour nous faire retrouver le « goût du pain ». Car baguettes, miches, épis, campagne, blanc, seigle ou bâtard, nous en mangeons de moins en moins. 325 grammes par jour et par habitant il y a quarante ans, 160 grammes aujourd'hui. Pourtant, comme le dit Charles Barrier, restaurateur à Tours, « Le pain, c'est un plaisir des cinq sens ».

Plaisir des yeux, d'abord : c'est l'image fabuleuse, saisie par la caméra de Didier Dahan, d'une miche en train de lever, comme une alchimie au fond du four. Ensuite, l'odeur, chaude, avec juste ce qu'il faut d'amertume. Puis le toucher, et l'écoute : ce craquement de croûte, à quoi on reconnaît, selon le chef Joël Robuchon, qu'un pain est bon ou non. Enfin, le goût... Laissons le mot de la fin à Philippe Viron, meunier à Chartres : « Le pain, c'est la vie, au fond. »

FABIENNE DARGE

The Clues Point To Iraq

By Laurie Mylroie

WASHINGTON — Now that the prosecution has secured guilty verdicts again the four defendants in the World Trade Center bombing, when will the Clinton administration address the issue of state sponsorship?

Two figures indicted in the case are fugitives. Both of them entered the United States on Iraqi passports, and one is now in Baghdad.

There may be no smoking gun in this case, but the circumstantial evidence points to Iraq.

One of the two missing suspects, Ramzi Ahmed Yousef, is considered the mastermind in the trade center bombing. In the spring of 1992, he

left Iraq and traveled to Pakistan via Jordan. He flew from there to New York City on Sept. 1, 1992, gaining entry on an Iraqi passport by requesting asylum. He quickly became the organizer of the plot.

Abdul Yasin is the second fugitive. He, too, entered the United States from Iraq in the fall of 1992. He was born in the United States but grew up in Baghdad.

Mr. Yasin was picked up by FBI agents on March 4, 1993, the day they arrested Mohammed Salameh, the Palestinian who repeatedly returned to a rental agency to collect a refund for the van used in the bombing (which he claimed was stolen). The FBI found him in an apartment previously used by Mr. Salameh, who is one of the four convicted men.

Mr. Yasin provided the FBI useful information. He said he had helped teach Mr. Salameh to drive the van that carried the bomb, and he showed investigators the Jersey City apartment that was used to test the bomb's chemical mixture. But he fooled his interrogators about his intentions; that is why court papers referred to him as a "confidential informant." The Newark FBI let him go. The next day he flew to Baghdad.

The State Department is offering a \$2 million reward for information leading to Mr. Yasin's arrest. In congressional testimony last week, Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs Robert Pelletreau confirmed Mr. Yasin's presence in Iraq. Yet the Clinton administration has yet to ask the Iraqi government to return him. Mr. Pelletreau declined to elaborate, except to say that the matter was in the hands of law enforcement officials.

"The majority of senior law enforcement officers in New York believes Iraq was involved," according to a source familiar with the case.

Egyptian intelligence believes that Iraq was behind the bombing. One suspect fled to Egypt and, while in custody there, told authorities about the two Iraqis.

Doesn't all this amount to a significant circumstantial case against Iraq? If the two fugitives were Libyan or Iranian and the capital of refuge was Tripoli or Tehran, wouldn't there be a strong presumption of state-sponsored terrorism?

Most of this information is already public, but it has received little attention. The prosecution presumably

wants to underscore its success while avoiding the subject of the fugitive who tricked the FBI. And the Clinton administration is happy to bask in the reflected glow of the prosecution's triumph.

If it appeared that Saddam Hussein was behind the bombing and the U.S. government had succeeded only in bringing the least significant of the culprits to justice, the congratulatory mood would quickly fade.

This American approach to terrorism sets a dangerous precedent. The World Trade Center bomb was the largest terrorist bomb ever exploded in the United States. If the government ignores those behind the bombing and settles for convicting a handful of taxi drivers, does it not invite state sponsors of terrorism to commit violence on American soil?

The objection may be raised that there is not yet any conclusive proof of Iraqi involvement in the bombing. Fine. Then why doesn't Washington begin by asking Baghdad to return Mr. Yasin for trial in America?

The writer is a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy. She contributed this comment to the International Herald Tribune.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0330 4 I 0227 IRK /AFP-AF76

Irak-Kurdes

Deux gardes de l'ONU blessés lors d'un attentat dans le Kurdistan d'Irak

ERBIL (Irak), 9 mars (AFP) - Deux gardes de l'ONU, des femmes, ont été blessées mercredi lors d'un attentat qui les a visées à Souleimanieh, dans le Kurdistan d'Irak sous contrôle des formations kurdes d'opposition, a-t-on appris auprès de l'ONU.

La voiture à bord de laquelle se trouvaient les deux gardes de nationalité tchèque a été la cible d'une attaque à l'arme automatique dans le centre de cette ville kurde du nord de l'Irak, a-t-on précisé de même source. Les assaillants n'ont pas été identifiés.

Environ 200 gardes de l'ONU s'étaient déployés dans le Kurdistan d'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, et sont chargés de protéger l'acheminement de l'aide et le personnel humanitaire.

Depuis l'été 1992, ils ont été la cible d'une série d'attaques à la bombe et à l'arme automatique, attribuées par les autorités kurdes (non reconnues internationalement) aux agents du pouvoir central à Bagdad.

Depuis le début de 1994, huit embuscades ont eu lieu contre des gardes de l'ONU dans le Kurdistan d'Irak, et une a visé une organisation humanitaire allemande, sans faire de victime, a-t-on appris auprès de l'ONU. Depuis un an, les organisations de l'ONU ont pris des mesures spéciales pour la sécurité de leur personnel.

ls/at/bm

AFP 091550 MAR 94

Suite à l'interdiction de se rassembler à Saint-Josse

LE SOIR DE BRUXELLES

9 mars 1994

Kurdes « expulsés » vers Zaventem ?

Entre Turcs et Kurdes, la tension monte à nouveau à Bruxelles. Mais il reste de l'espoir.

De vendredi à dimanche prochain, une centaine de Kurdes militant pour les droits de l'homme et l'indépendance du Kurdistan devraient se réunir en Belgique. Leur colloque, organisé par l'Association *Medico International*, basée à Francfort, et le *Kurdistan Human Rights Project* de Londres fait grand bruit dans les médias depuis quelques jours. Et pour cause : chacun se souvient des manifestations violentes qui avaient animé les premiers jours de l'an, avec l'arrivée de 200 marcheurs kurdes à Saint-Josse. Or, c'est justement à Saint-Josse que ces deux organisations ont prévu de se réunir, dans les locaux de l'hôtel Sheraton, place Rogier.

Voici trois semaines environ, les responsables du ministère de l'Intérieur et des Affaires étrangères avaient été informés de ce projet par ses auteurs (qui avaient déjà réservé leurs chambres et leurs salles de rencontre à l'hôtel). Des réunions de coordination s'étaient même déroulées au ministère de l'Intérieur et les deux comités organisateurs annonçaient l'arrivée d'une

petite centaine de militants kurdes (de Belgique, d'Allemagne, de Hollande et de Grande-Bretagne) et de près de 200 invités. Mais ces réunions s'étaient soldées, semble-t-il, par une sorte de « constat d'échec ».

Le droit constitutionnel de réunion et de manifestation doit être respecté en Belgique, nous dit-on au ministère de l'Intérieur, mais il est évident qu'un tel rassemblement, en ce lieu, menaçait également l'ordre public. Nous avons donc informé les organisateurs que nous ne pourrions accepter un tel risque et qu'ils seraient sages d'envisager un autre lieu de rassemblement.

DES RISQUES INQUIÉTANTS

A la fin de la semaine dernière, il semblait acquis que la réunion kurde se tiendrait bien au Sheraton de la place Rogier. Des réunions de coordination furent donc organisées entre les services de police et de renseignement d'une part, les Affaires étrangères ainsi que l'Intérieur d'autre part. Certaines informations concrètes, sans être alarmantes, inquiétèrent les autorités publiques. La gendarmerie et la Sûreté craignaient que des extrémistes turcs se saisissent de cette rencontre comme ils l'avaient fait en janvier. Ils redoutaient aussi que des groupes de casseurs (manipulés par des mouvements d'extrême gauche, très actifs ces derniers jours) se joignent au « mouvement ».

En fin de semaine, le gouverne-

ment annonçait qu'il était inopportun que cette réunion se tienne à Saint-Josse et recommandait au bourgmestre de prendre les mesures utiles au maintien de l'ordre. Guy Cudell, bourgmestre de Saint-Josse, ne se faisait pas prier longtemps. Lundi après-midi, il prenait un arrêté interdisant les manifestations et les rassemblements de plus de 3 personnes sur la voie publique ainsi que dans les lieux accessibles au public. Une délicate décision... qui porte atteinte au droit constitutionnel de réunion et assimile les locaux d'un hôtel à un lieu public ? *C'est un grand hôtel, explique Guy Cudell, qui comporte de nombreux lieux publics : sa réception, ses couloirs, son bar... Il est évident que l'arrivée de personnes débattant du problème kurde en cet endroit crée un risque réel. Nous ne voulons pas nous exposer à de nouveaux incidents.*

A ZAVENTEM, D'ACCORD

Sous la pression, la direction du Sheraton finissait, elle aussi, par céder. Hier, elle informait ses clients kurdes qu'elle dénonçait les réservations, et ce dans l'intérêt de l'ordre public (comme l'avait souhaité le ministre de l'Intérieur) ainsi que dans l'intérêt de ses clients et de ses installations. Toutefois, le Sheraton proposait à ses hôtes de se « rabattre » sur ses installations de Zaventem et se déclarait même disposé à les y transporter en bus.

En fin de journée, on observait un véritable black-out sur l'affaire au ministère de l'Intérieur. Il semble cependant qu'on n'y avait reçu aucune réponse de la part des organisateurs kurdes du colloque. Trois hypothèses étaient envisagées : 1) les Kurdes viennent à Bruxelles et s'y font repousser; 2) ils acceptent de se réunir à Zaventem et le problème est réglé; 3) ils annulent leur rendez-vous.

Dans l'expectative, les forces de l'ordre se préparent au pire et envisagent autant des réactions violentes de la communauté turque que des actions kurdes (entre autres contre les hôtels Sheraton du pays). Il est ainsi probable que le stationnement sera interdit, ce week-end, aux abords de l'hôtel. Dans la communauté turque de Bruxelles, une certaine tension se fait jour progressivement mais elle n'est pas jugée alarmante et divers représentants de l'ambassade de Turquie tentent, jusqu'à présent, d'y « calmer le jeu ». Réaction d'une association d'immigrés turcs qui tente d'échapper au débat politique et préfère l'anonymat pour l'instant : *Les incidents de janvier et ces nouvelles tensions sont graves. Elles risquent de faire croire que la communauté immigrée exporte ses problèmes nationaux sur le territoire belge et de faire ainsi le jeu de l'extrême droite. En cette période d'élections, c'est triste et inquiétant.*

ALAIN GUILLAUME

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0163 4 I 0265 TUR /AFP-EX12

Turquie-Irak

Début de la réunion quadripartite sur l'Irak du Nord

ANKARA, 10 mars (AFP) — La Turquie, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, membres de la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe, ont ouvert mercredi matin à Ankara des discussions sur la mission de la force multinationale alliée de l'opération "Provide Comfort II" de soutien aux Kurdes d'Irak.

De hauts fonctionnaires des diplomaties turque, américaine, française et britannique, respectivement Ozdem Sanberk, Steve Oxman, Denis Bauchard et Michael Burton, participent à cette réunion, destinée à faire le point sur les activités de la force aérienne multinationale déployée depuis juillet 1991 sur la base turque d'Incirlik près d'Adana (sud), a-t-on appris de sources proches des délégations.

C'est la seconde réunion de ce genre depuis décembre 1992 sur la force multinationale, composée d'unités aériennes américaines, françaises et britanniques, soutenues logistiquement par l'aviation turque.

La réunion devait également porter sur les derniers développements en Irak du nord, zone frontalière avec la Turquie et sous contrôle des Kurdes d'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

(Des concentrations de troupes et d'artillerie ont été observées ces trois derniers jours le long de la ligne de démarcation avec la partie du nord de l'Irak, a-t-on appris mercredi à Erbil auprès des forces alliées et kurdes.)

La force aérienne alliée avait été constituée en juillet 1991 après le retrait des unités terrestres alliées de l'Irak du Nord.

CE/hc/PHT/br

AFP 101108 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0164 4 I 0195 IRK /AFP-EX18

Irak-Kurdes

Les Kurdes irakiens font passer des tests du SIDA aux voyageurs

ZAKHO (Irak), 10 mars (AFP) - Les autorités kurdes contrôlant le nord de l'Irak ont indiqué jeudi qu'elles ont commencé à effectuer des tests du SIDA sur les voyageurs entrant dans leur région, dans un geste destiné à contrer des accusations de Bagdad.

Les tests sont effectués au seul point d'entrée officiel dans le Kurdistan d'Irak, le poste frontalier avec la Turquie d'Ibrahim Khalil près de Zakho (nord de l'Irak).

Depuis deux semaines, les officiers des douanes prennent des échantillons de sang des étrangers comme des Kurdes irakiens qui transitent par ce point de passage, à l'exclusion des membres du personnel de l'ONU et des organisations humanitaires.

L'administration kurde irakienne entend ainsi "répondre aux accusations du gouvernement irakien qui prétend que les voyageurs entrant dans le nord de l'Irak répandent le SIDA dans le pays", a indiqué l'office de presse du gouvernorat de Dohouk, dont dépend Ibrahim Khalil.

Selon des sources des Nations unies à Dohouk, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fourni 15.000 tests de SIDA.

ls/lba/lch/br

AFP 101109 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0387 4 I 0336 TUR /AFP-HI55

Turquie-Irak-Kurdes

Les alliés en faveur de la poursuite de "Provide Comfort II"

ANKARA, 10 mars (AFP) - La Turquie, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, partenaires dans l'opération "Provide Comfort II" d'aide aux Kurdes irakiens, se sont déclarés jeudi à Ankara en "faveur de la poursuite" de l'opération, tout en soulignant qu'elle "ne pourrait durer éternellement".

Les représentants des quatre pays partagent l'avis que le mandat de la force multinationale basée en Turquie pour surveiller l'Irak du nord "doit se poursuivre, les conditions ne s'étant pas améliorées dans la région, mais que sa mission ne peut durer éternellement", a déclaré le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères M. Ozdem Sanberk, à l'issue d'une réunion quadripartite.

C'est la deuxième réunion de ce genre depuis décembre 1992 sur la force multinationale, dont la durée de stationnement sur le sol turc a été renouvelée en janvier pour six mois, avec possibilité de prolongation, pour la surveillance du ciel nord-irakien interdit à tout vol de l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle.

Dans un communiqué, les quatre diplomates ont réitéré l'attachement de leurs gouvernements à "l'intégrité territoriale de l'Irak" et à la "normalisation de la situation dans ce pays par une solution négociée démocratique dans le respect des droits des communautés (arabe, kurde, turcomane, syriaque, caldéenne, notamment) qui y vivent".

Les parties turque et française ont estimé qu'une "amélioration de l'attitude de Bagdad" concernant le respect des résolutions de l'ONU était notable depuis environ un an et "méritait d'être prise en compte" dans l'approche du problème irakien, a-t-on appris de source diplomatique.

Les parties américaine et britannique ont estimé pour leur part, selon cette source, que cette amélioration montrait que les "sanctions commencent à porter leurs fruits et que ce n'est pas le moment de les assouplir tant qu'entière satisfaction n'était pas obtenue".

YM/bw

AFP 101652 MAR 94

reder

agence AFP le 10/03 à 13h 14mn

Le parti kurde appelle son électorat à boycotter les municipales

ANKARA, 10 mars (AFP) - Le Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges au parlement sur 450) a appelé jeudi son électorat du sud-est anatolien à "s'abstenir" de voter aux municipales du 27 mars et ainsi "donner une leçon aux autres partis du régime qui réprime" cette population depuis des années.

Cet appel a été lancé par le vice-président du DEP, Kemal Bilget, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du conseil exécutif du parti.

Rappelant la décision du DEP le 25 février dernier de se retirer des municipales, "la situation dans la région ne permettant pas le déroulement d'élections en toute liberté", M. Bilget a précisé que c'était un appel lancé "dans la conviction que l'électorat est conscient de ce qui se passe dans la région" à majorité kurde.

Il a en outre renouvelé le souhait de son parti de voir relâcher sans tarder les six députés du DEP encore détenus après la levée la semaine dernière de leur immunité parlementaire pour "séparatisme". Huit députés, sept d'origine kurde et un radical islamiste, avaient été privés de leur immunité les 2 et 3 mars par l'assemblée nationale. Six d'entre eux, cinq du DEP et un indépendant, sont toujours en garde à vue à Ankara.

L'interrogatoire de ces députés a commencé mercredi et pourrait durer jusqu'au 16 mars, date légale d'expiration de leur garde à vue, a-t-on appris par ailleurs auprès de la présidence du DEP. Les députés détenus "envisageraient une grève de la faim au cas où leur détention se prolongerait au delà de la fête de fin du Ramadan qui commence dimanche", selon la même source qui a précisé "qu'aucune décision n'avait encore été prise en ce sens".

Un envoyé spécial de l'Union Européenne, Marc Galle, de nationalité belge, en visite privée à Ankara, aurait assisté à une partie de l'interrogatoire des députés qui refuseraient de parler devant la police, "pour protester contre la façon dont ils ont été arrêtés", a-t-on par ailleurs appris de source kurde digne de foi à Ankara.

Des responsables du DEP se sont en outre entretenus mercredi avec le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain Steve Oxman des derniers développements concernant le problème kurde en Turquie, selon les mêmes sources. M. Oxman se serait contenté "d'écouter" les représentants du DEP, "sans faire de commentaire".

YM/HC/pht T

AFP 101216 GMT MAR 94

reder

agence AFP le 10/03 à 16h 42mn

Les alliés en faveur de la poursuite de "Provide Comfort II"

ANKARA, 10 mars (AFP) - La Turquie, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, partenaires dans l'opération "Provide Comfort II" d'aide aux Kurdes irakiens, se sont déclarés jeudi à Ankara en "faveur de la poursuite" de l'opération, tout en soulignant qu'elle "ne pourrait durer éternellement".

Les représentants des quatre pays partagent l'avis que le mandat de la force multinationale basée en Turquie pour surveiller l'Irak du nord "doit se poursuivre, les conditions ne s'étant pas améliorées dans la région, mais que sa mission ne peut durer éternellement", a déclaré le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères M. Ozdem Sanberk, à l'issue d'une réunion quadripartite.

Les diplomates ont également fait le point sur les activités de la force aérienne multinationale déployée depuis juillet 1991 sur la base turque d'Incirlik près d'Adana (sud).

C'est la deuxième réunion de ce genre depuis décembre 1992 sur la force multinationale, dont la durée de stationnement sur le sol turc a été renouvelée en janvier pour six mois, avec possibilité de prolongation, pour la surveillance du ciel nord-irakien interdit à tout vol de l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle.

Dans un communiqué, les quatre diplomates ont réitéré l'attachement de leurs gouvernements à "l'intégrité territoriale de l'Irak" et à la "normalisation de la situation dans ce pays par une solution négociée démocratique dans le respect des droits des communautés (arabe, kurde, turcomane, syriaque, caldéenne, notamment) qui y vivent".

Le texte estime que la partie nord-irakienne, sous contrôle kurde, "ne doit pas servir de refuge pour les rebelles kurdes de Turquie", appelant les parties concernées à "respecter ce principe".

Les parties turque et française ont estimé qu'une "amélioration de l'attitude de Bagdad" concernant le respect des résolutions de l'ONU était notable depuis environ un an et "méritait d'être prise en compte" dans l'approche du problème irakien, a-t-on appris de source diplomatique.

Les parties américaine et britannique ont estimé pour leur part, selon cette source, que cette amélioration montrait que les "sanctions commencent à porter leurs fruits et que ce n'est pas le moment de les assouplir tant qu'entière satisfaction n'était pas obtenue".

Concernant l'effet négatif sur l'économie turque de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak en août 1990 après l'occupation du Koweït par les troupes irakiennes, les diplomates français, américain et britannique se sont déclarés "conscients de celui-ci", indique le communiqué.

La partie turque a réitéré au cours de la réunion son "souhait de voir réactiver le commerce frontalier et le double oléoduc irako-turc fermé depuis août 1990, a indiqué en outre M. Sanberk. Les quatre parties concentreront, selon lui, leurs efforts pour une solution de ce problème particulier, dans le cadre des sanctions onusiennes à l'égard du régime de Bagdad.

YM/mb T

AFP 101544 GMT MAR 94

reder

agence AFP le 10/03 à 08h 45mn

Concentration de troupes gouvernementales irakiennes près du Kurdistan

Par Lissy SCHMIDT

ERBIL (Irak), 10 mars (AFP) - Des concentrations de troupes irakiennes ont été observées ces trois derniers jours le long de la ligne de démarcation avec la partie du nord de l'Irak sous contrôle kurde, a-t-on appris mercredi auprès des forces alliées et kurdes.

Le "ministre" des Affaires militaires de l'administration kurde irakienne qui contrôle cette région depuis 1991, Djabbar Ferman, a indiqué à l'AFP que des troupes et de l'artillerie avaient été concentrées tout près de la ligne de démarcation au sud du 36^e parallèle.

Au nord de cette ligne, les forces armées kurdes ont observé des concentrations de membres de tribus armés, en particulier près de la capitale de cette région, Erbil (800.000 habitants).

La région située au nord du 36^e parallèle a été interdite de survol à l'aviation irakienne par les alliés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) en mars 1991 pour protéger, selon eux, les populations kurdes de la répression du régime de Bagdad, dans la foulée de la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

"Dans la zone d'exclusion aérienne, l'Irak n'oserait pas attaquer la région sous contrôle kurde avec son armée, et donc, il se sert de miliciens", a affirmé M. Ferman. Selon lui, la présence de ces miliciens est "un signe que l'Irak fait vraiment le calcul d'attaquer".

Le régime de Saddam Hussein essaie de détourner l'attention de sa population des conditions politiques et économiques catastrophiques et cherche à fournir une occupation à son armée, ont estimé plusieurs membres du "gouvernement" kurde (non reconnu par la communauté internationale).

M. Ferman a exclu l'idée d'une attaque des Kurdes irakiens contre l'armée gouvernementale. "Les alliés nous ont dit qu'ils n'interviendraient pas si les Kurdes attaquaient les premiers", a-t-il souligné. Ce point a été confirmé de sources alliées.

La ligne de démarcation longue de 500 km entre la région sous contrôle kurde, qui comprend près des deux-tiers du territoire kurde irakien, et le reste du pays, dont les champs pétrolifères autour de la ville de Kirkouk, a été fixée à l'automne 1991 à l'issue d'un soulèvement des Kurdes contre le régime de Bagdad.

La zone d'exclusion aérienne imposée par les Alliés ne couvre pas toute la région contrôlée par les Kurdes: ainsi, Souleimanieh (600.000 habitants) est située au sud du 36^e parallèle.

ls/fb/lba t

AFP 100747 GMT MAR 94

• Le Monde • Jeudi 10 mars 1994

IRAK

Le rapporteur spécial de l'ONU accuse Bagdad de « crimes contre l'humanité »

GENÈVE

de notre correspondante

« L'organisation politico-légale de la République d'Irak constituée par elle-même une cause systématique de violation des droits de l'homme. » Telle est l'une des conclusions de l'enquête que Max Van der Stoel (Pays-Bas), rapporteur spécial désigné par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, vient de rendre publique.

Bagdad s'étant opposé à son entrée sur le territoire irakien, le rapporteur et son équipe de fonctionnaires du Centre des droits de l'homme de l'ONU ont néanmoins pu recueillir de très nombreux témoignages - notamment ceux des victimes d'exactions ayant réussi à fuir le pays - dans la région des marais, limitrophe de l'Iran et à la frontière turque.

Il a pu également, notamment grâce à des complicités kurdes, mettre la main sur une énorme documentation (écrits, photographies, vidéocassettes), 18 tonnes au total, qui correspondent à des millions de documents dénonçant des exécutions sommaires et extrajudiciaires, la pratique systématique de la torture et d'autres « traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Des textes législatifs autori-

sent, voire encouragent, les assassinats, tel ce décret qui garantit l'impunité à tout homme qui tue « mère, sœur, tante, nièce ou cousine » ayant commis un « acte immoral », étant entendu que le partenaire masculin de l'acte incriminé peut également être exécuté. Ni le sexe ni l'âge ne constituent des circonstances atténuantes. C'est ainsi qu'une instruction de la direction de la sécurité publique du gouverneur de Dohouk ordonne de rechercher et d'arrêter une fille kurde de neuf ans, accusée d'avoir « rejoint la clique des rejets de la trahison »; en attendant sa capture, ses « biens, meubles et immeubles » (une poupée, peut-être) ont été confisqués.

Brutalités

Parmi les quelques documents reproduits dans le rapport, il en est d'une brutalité inimaginable. Telle cette circulaire signée d'Ahmed Hussein, chef du département des affaires présidentielles, qui ordonne que les condamnés à mort dont la sentence a été commuée en prison à vie exécutent eux-mêmes ceux de leurs camarades qui n'ont pas été jugés dignes de cette faveur. Une autre décision, signée par Saddam Hussein en personne, prescrit que les membres des

unités chargées de poursuivre les déserteurs, « obligés de faire usage de la force et accusés de ce fait de blessures physiques ou de dommages matériels », ne peuvent subir aucune sanction légale ni être jugés.

M. Van der Stoel regrette de n'avoir jamais reçu de réponse aux nombreuses questions posées année après année au gouvernement irakien, à part l'affirmation de ce dernier selon laquelle « tous ces documents sont des faux », y compris « tous les documents futurs »...

Le rapporteur de l'ONU estime que certains actes dont l'Irak s'est rendu coupable sont non seulement des violations des droits de l'homme, mais aussi des « crimes contre la paix » (telle l'invasion du Koweït), des « crimes de guerre » (atrocités commises au cours des guerres contre l'Iran et contre le Koweït), et même des « crimes contre l'humanité ». Il rappelle, sur ce dernier point, l'usage de gaz asphyxiants contre des populations kurdes. La responsabilité de ces crimes incombe en premier lieu, selon lui, au président Saddam Hussein et à son cousin Ali Hassan El Majid, ministre de la défense.

ISABELLE VICHNIAC

L'HUMANITÉ

10 MARS 1994

Bruxelles, ville fermée aux Kurdes

Les Kurdes vont-ils perdre la bataille de Bruxelles? De vendredi à dimanche deux associations, le Kurdistan Human Right Project (basé à Londres) et Medico International (à Francfort) veulent réunir un colloque à Bruxelles. Objet : débattre de la situation au Kurdistan. Les Kurdes avaient jeté leur dévolu sur le Sheraton. La direction de l'hôtel donna son accord, mais le Sheraton se trouve sur le territoire de Saint-Josse. C'est dans cette commune qu'au début de l'année avaient éclaté de vifs incidents lors d'une marche de manifestants kurdes venus d'Allemagne. Ils avaient été pris à partie par des « Loups gris » turcs (extrême droite). Cette fois, paraphrasant Rossellini, le gouvernement belge proclame « Bruxelles ville fermée ». Avec pourtant une porte de sortie : le Sheraton abritera le colloque dans son établissement de Zaventem, près de l'aéroport. La raison d'État est plus expéditive qu'accueillante.

De notre correspondant particulier
PIERRE ANDRE-CHANZY

LA LIBRE BELGIQUE - 10 MARS 1994

Colloque kurde : ce sera Zaventem

Les participants siégeront au Sheraton de l'aéroport

Les participants du colloque sur le Kurdistan organisé par Medico International et le Kurdistan Human Rights Project (KHRP) se réuniront finalement le week-end prochain au Sheraton de Zaventem et non pas au Sheraton de la place Rogier à Saint-Josse comme initialement prévu.

Ce colloque devait se tenir du

11 au 13 mars dans la commune bruxelloise de Saint-Josse, non loin des quartiers à forte concentration turque et kurde où des incidents avaient opposé ces deux communautés lors du week-end de Nouvel An. Les incidents avaient éclaté après l'arrivée dans une salle de Saint-Josse d'une « marche pour la paix » organisée par

quelque 200 intellectuels kurdes pour dénoncer la politique d'Ankara dans le Kurdistan turc.

LE NIET BELGE

La tenue du colloque du 11 au 13 mars à Saint-Josse avait été évoquée vendredi au Conseil des ministres. Il y avait eu accord au Conseil, à l'insistance des ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, pour dire que cette réunion devrait plutôt se tenir ailleurs qu'à Saint-Josse, voire au-delà des 19 communes, avait indiqué lundi le porte-parole du Premier ministre. Dans le même sens, le bourgmestre de Saint-Josse avait pris lundi

un arrêté d'interdiction de la Conférence sur le territoire de sa commune.

Les organisateurs de ce colloque, qui se tiendra donc finalement à Zaventem à la date initialement prévue, ont souligné mercredi que ce congrès était essentiellement académique et pluraliste. On y attend notamment la venue d'Elena Bonner, la présidente de la Fondation Sakharov. Les participants se consacreront surtout aux violations des droits de l'homme au Kurdistan, en Turquie mais aussi dans les pays voisins où vivent des communautés kurdes. (D'après Belga)



Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées hier après-midi sur l'esplanade des Invalides, à Paris, pour exiger la libération des députés kurdes arrêtés la semaine dernière en Turquie. La manifestation était organisée par plusieurs associations parmi lesquelles le MRAP, S.O.S.-Racisme, le Parti communiste français, la fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand. On notait la présence du député communiste Louis Pierna et de la présidente du groupe communiste au Sénat, Hélène Luc. Une délégation devait être reçue en soirée au ministère des Affaires étrangères.

Turquie

Menace mortelle au Kurdistan

Le soutien apporté par la France et l'Allemagne à la répression de la population kurde dénoncé à Paris.

LA Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et la fondation France-Libertés organisaient, jeudi matin, une conférence de presse avec un député kurde du DEP (Parti de la démocratie), dont six collègues ont été arrêtés la semaine dernière à Ankara après la levée de

leur immunité parlementaire. M^{me} Mitterrand, qui devait assister à cette conférence, était partie pour une « tournée européenne » destinée à obtenir que les gouvernements européens fasse pression sur Ankara pour obtenir la libération des parlementaires.

Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, dont l'épouse, Leyla Zana, fait partie des parlementaires arrêtés, et Sedat Yurtdas, député du DEP, ont insisté sur la gravité de la situation au Kurdistan et sur les menaces qui pèsent sur tous les députés du DEP. Le 22 mars, a

annoncé Sedat Yurtdas, la Cour constitutionnelle se prononcera sur la demande d'interdiction du DEP introduite par le gouvernement turc. « Si le parti est interdit, nous perdrons tous automatiquement notre mandat et serons arrêtés et poursuivis au même titre que nos autres collègues. » Ils sont accusés d'« atteinte à l'intégrité du territoire et risquent la peine de mort au titre de l'article 25 du Code pénal », a-t-il dit.

A propos des élections locales prévues pour le 27 mars, il a indiqué que le DEP avait décidé de le boycotter après que tous

ses candidats déclarés et 300 de ses candidats potentiels eurent été arrêtés au cours des semaines précédentes.

M^r Jacoby, pour la FIDH, a souligné : « L'arrestation des députés n'est pas un fait isolé. Il fait partie d'une vaste offensive destinée à éradiquer non seulement la lutte armée du PKK, mais aussi toute alternative démocratique. Deux gouvernements portent une lourde responsabilité dans cette aggravation de la situation : le gouvernement allemand et le gouvernement français. En interdisant des organisations kurdes et en opérant des rafles, ils ont donné un signal au gouvernement turc lui indiquant que la voie était libre pour accentuer la répression. »

Ségolène Royal, député socialiste, qui se trouvait à Ankara au moment de l'arrestation des députés kurdes, a fait une courte apparition lors de cette conférence de presse. Comme on lui demandait si, dans de telles conditions, le voyage officiel que doit effectuer Alain Juppé en Turquie le 16 mars ne devait pas être annulé, elle a répondu : « Au contraire, il faut l'utiliser pour faire pression. » A la question : « Faut-il suspendre les ventes d'armes récemment signées », sa réponse fut évasive : « Ne nous lançons pas dans toutes sortes d'actions échevelées. »

Un point de vue que ne partageaient pas les députés et représentants kurdes présents, ni M^r Jacoby pour qui « la livraison d'armes sans restriction à la Turquie en ce moment est un pur scandale ».

A noter que le gouvernement d'Ankara vient de décider l'envoi de 150.000 hommes supplémentaires au Kurdistan où sont déjà stationnés 250.000 soldats.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

La Turquie condamnée à Strasbourg

Le Parlement européen a adopté jeudi, par 212 voix pour, 3 contre et 2 abstentions, une résolution par laquelle il condamne l'arrestation, le 2 mars, de 6 députés du DEP. Le texte « dénonce cette atteinte du gouvernement turc à la démocratie pluraliste et demande la libération immédiate des parlementaires arrêtés ». Il souligne que la politique de répression et l'interdiction pour les représentants élus

des habitants du sud-est de la Turquie de s'exprimer librement ne peut qu'encourager les Kurdes à soutenir le PKK.

Le Parlement européen « demande au gouvernement turc de reconnaître enfin les droits à l'autonomie du peuple kurde de Turquie ». Il « demande au Conseil et à la Commission d'utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour faire pression sur le gouvernement turc afin que

les députés arrêtés soient libérés et la levée de leur immunité annulée ». Il demande aussi l'envoi en Turquie « d'une délégation pour observer le déroulement des élections, dont la légitimité démocratique pourra être mise en cause si les membres de tous les partis démocratiques ne s'y présentent pas dans des conditions normales, sans être menacés des services spéciaux ».

LE NOUVEAU QUOTIDIEN
11 MARS 1994

L'Europe tance la Turquie

*Libération de députés
kurdes exigée.*

Le Parlement européen a demandé la libération immédiate de huit députés kurdes de Turquie, dont six appartiennent au Parti de la démocratie (DEP), dans une résolution commune adoptée hier. Le Parlement turc avait décidé le 2 mars de lever leur immunité parlementaire. De son côté, le DEP a appelé hier son électorat du sud-est anatolien à « s'abstenir » de voter aux municipales du 27 mars.

Par ailleurs, dix civils dont deux enfants ont été tués hier dans l'explosion d'une mine au passage de leur minibus dans le sud-est de la Turquie. Selon l'agence turque Anatolie, il s'agit d'une action des « terroristes », dénomination officielle des maquisards kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). AFP

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE
11 MARS 1994

Les élus des Douze au secours des chrétiens kurdes

Le Parlement européen, en adoptant une résolution des démocrates chrétiens et des Verts, a condamné hier les actes de violence à l'encontre de la minorité chrétienne restée au Kurdistan, qui se traduisent par l'assassinat de prêtres et des attaques contre les églises et les séminaires.

Les députés demandent à la Turquie d'agir pour que les unités paramilitaires protégées par son armée ne menacent plus les chrétiens kurdes et suggère aux Douze, et notamment à l'Allemagne, de délivrer des autorisations d'entrée nécessaires aux chrétiens du Kurdistan.

LE SOIR DE BRUXELLES - 11 MARS 1994

TURQUIE

Appels du DEP

Le Parti prokurde de la Démocratie (DEP, 17 sièges au parlement sur 450) a appelé jeudi son électorat, majoritairement kurde, du sud-est anatolien à « s'abstenir » de voter aux municipales du 27 mars et ainsi *donner une leçon aux autres partis du régime qui réprime cette population depuis des années.* Le DEP a décidé le 25 février de se

retirer des municipales, la situation dans la région ne permettant pas le déroulement d'élections en toute liberté. Le vice-président du parti a en outre renouvelé le souhait de son parti de voir relâcher sans tarder les six députés du DEP détenus depuis le 4 mars après la levée de leur immunité parlementaire pour « séparatisme ». Le Parlement européen a d'ailleurs dénoncé ces arrestations comme *une atteinte au gouvernement turc à la démocratie pluraliste.* (AFP.)

LA MARSEILLAISE — 11 MARS 1994

TURQUIE

Paris et Bonn encouragent la répression antikurdes

Deux députés kurdes ont participé à une conférence de presse hier à Paris. Ils ont fait un appel à soutenir leurs collègues emprisonnés. La France et l'Allemagne fournissent les armes dont se servent les forces turques au Kurdistan.

LA Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Fondation France-libertés organisaient jeudi matin une conférence de presse avec deux députés kurdes du DEP (Parti de la démocratie) dont six collègues ont été arrêtés la semaine dernière à Ankara après la levée de leur immunité parlementaire. Danielle Mitterrand qui devait assister à cette conférence, était partie pour une "tournee européenne" destinée à obtenir que les gouvernements européens fassent pression sur Ankara pour obtenir la libération des parlementaires.

Medhi Zana, ancien maire de Dyarbakir dont l'épouse, Leyla Zana, fait partie des parlementaires arrêtés, et Sedat Yurtdas, député du DEP, ont insisté sur la gravité de la situation au Kurdistan et sur les menaces qui pèsent sur tous les députés du DEP. Le 22 mars, a annoncé Sedat Yurtdas, la Cour constitutionnelle se prononcera sur

la demande d'interdiction du DEP introduite par le gouvernement turc. "Si le parti est interdit, nous perdrons tous automatiquement notre mandat et serons arrêtés et poursuivis au même titre que nos autres collègues. Ils sont accusés "d'atteinte à l'intégrité du territoire et risquent la peine de mort au titre de l'article 25 du code pénal", a-t-il dit.

A propos des élections locales prévues pour le 27 mars, il a indiqué que le DEP avait décidé de le boycotter après que tous ses candidats déclarés et 300 de ses candidats potentiels eurent été arrêtés au cours des semaines précédentes.

Maître Jacoby, pour la FIDH, a souligné : "L'arrestation des députés n'est pas un fait isolé. Il fait partie d'une vaste offensive destinée à éradiquer non seulement la lutte armée du PKK, mais aussi toute alternative démocratique. Deux gouvernements portent une lourde responsabilité dans cette aggravation de la situation: le gouvernement allemand et le gouvernement français.

La vente d'armes est un pur scandale

Ségolène Royal, député socialiste, qui se trouvait à Ankara au moment de l'arrestation des députés kurdes, a fait une courte apparition lors de cette conférence de presse. Comme on lui demandait si, dans de telles conditions, le voyage officiel que doit effectuer Alain Juppé en Turquie le 16 mars ne devait pas être annulé elle a répondu : "Au contraire, il faut l'utiliser pour faire pression." A la question : "Faut-il suspendre les ventes d'armes récemment signées", sa réponse fut évasive : "Ne nous lançons pas dans toutes sortes d'actions échevelées."

Un point de vue que ne partageaient pas les députés et représentant kurdes présents. A noter que le gouvernement d'Ankara vient de décider l'envoi de 150.000 hommes supplémentaires au Kurdistan où sont déjà stationnés 250.000 soldats.

**Françoise
GERMAIN-ROBIN**

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

GLGL

FRA0218 4 I 0204 IRK /AFP-CF75

Irak-Kurdes-Suède

Deux journalistes suédois blessés dans un attentat au Kurdistan

ERBIL (Irak), 14 mars (AFP) — Deux journalistes indépendants suédois ont été légèrement blessés dans un attentat à la bombe contre leur voiture dimanche au Kurdistan irakien (nord de l'Irak), a-t-on appris lundi auprès des forces de sécurité kurdes.

L'attentat s'est produit dans la ville d'Akra, située à une quarantaine de km au nord d'Erbil dans cette région autonome de fait depuis trois ans. Selon le responsable des forces de sécurité d'Akra, une bombe confectionnée avec du TNT avait été placée contre l'un des pneus arrière de la voiture des journalistes, dont l'identité n'a pas été précisée.

Le chauffeur de la voiture, un Kurde, a été arrêté mais aucun indice précis n'a encore été découvert, a-t-il ajouté.

Les deux Suédois envisageaient de passer un mois dans cette région qui a échappé après la guerre du Golfe (janvier-février 1991) à l'autorité de Bagdad pour passer sous contrôle des Kurdes autonomistes.

Plusieurs attaques contre des étrangers, travaillant notamment pour des organismes d'aide internationaux, se sont produites depuis deux ans, la plupart attribuées à des agents du gouvernement irakien.

ls/jcc

AFP 141344 MAR 94

LE POINT — 12 mars 1994

TURQUIE LE MAL KURDE

La Turquie ne plaisante guère avec l'ordre des frontières. Transgresser, ne serait-ce que par le verbe, cette loi édictée par Kemal Ataturk relève de la peine capitale. De cette intransigeance nationaliste, sept députés kurdes viennent de faire les frais. Les briseurs de tabou — six membres du parti DEP et un indépendant — ont été privés, le 1^{er} mars, de leur immunité, puis, pour six d'entre eux, incarcérés. Inculpés de « séparatisme » et d'« atteinte à l'intégrité de l'Etat », les détracteurs de la raison d'Etat risquent, châtiement des Jacobins, la peine de mort. Partisans d'une solution négociée, ces politi-

ciens kurdes inscrivent ainsi leur nom au tableau des dernières victimes de la stratégie jusqu'au-boutiste menée par M^{me} Tansu Ciller, le Premier ministre turc, soumise aux pressions des militaires. Sur le terrain, la guerre civile — dix mille morts en dix ans — se poursuit de plus belle entre une rébellion indépendantiste, le PKK, mouvement maoïste particulièrement sanglant, et les forces turques, qui ne s'encombrent guère de principes. Pris en otages entre violence et répression, de nombreux Kurdes portaient leurs espoirs sous la bannière du DEP, porte-parole de leurs doléances. Avec six députés embastillés pour péché d'irréductibilité, cet espoir s'est envolé. ■

OLIVIER WEBER

LA LIBERTÉ — 14 mars 1994

TURQUIE. Non aux propositions du chef du PKK

● Le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, a rejeté les propositions de négociation du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan, diffusées hier à Bruxelles. M. Ocalan s'était déclaré en faveur d'un cessez-le-feu bilatéral sous contrôle international, à condition que cette mesure soit suivie de négociations avec Ankara. Entré en vigueur le 20 mars 1993, il avait été rompu 80 jours plus tard avec un attentat du PKK à Bingol (est) dans lequel 33 soldats avaient été tués. AT5/AFP

Kurdistan de Turquie : une alternative à la guerre

Le sort des Kurdes de Turquie était au centre d'une conférence internationale, tenue ce week-end en Belgique.

UNE Conférence internationale sur la situation au Kurdistan de Turquie s'est tenue samedi et dimanche en Belgique. Initialement prévue au Sheraton de Bruxelles, elle a dû être transportée à celui de l'aéroport de Zaventem en raison des pressions exercées par les Etats-Unis et la Turquie sur le gouvernement belge.

But de cette réunion, la première du genre à laquelle participaient des historiens, juristes, experts internationaux et des parlementaires de plusieurs pays d'Europe : tenter de proposer une alternative politique à la guerre qui ravage depuis bientôt dix ans le sud-est de la Turquie, et qui a déjà fait plus de quatre mille morts, deux cent cinquante mille réfugiés et détruit deux mille

villages. Une alternative d'autant plus urgente que les choses s'aggravent encore : le gouvernement turc vient d'envoyer cent 150.000 hommes supplémentaires au Kurdistan, lance des raids aériens qui ont touché ces derniers jours jusqu'au nord de l'Irak, et vient de faire arrêter six députés kurdes du DEP (parti de la démocratie).

Face à cette escalade, le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), qui dirige la guérilla contre l'armée turque, avait annoncé de son côté une augmentation de ses effectifs de trente mille à cinquante mille hommes et menacé de s'en prendre cet été aux intérêts touristiques de la Turquie.

Le PKK propose cinq résolutions

L'événement essentiel de la conférence a donc été, hier matin, le message adressé par le chef du PKK Abdullah Ocalan, lu à la tribune par un représentant de son parti en Europe, Kani Yilmaz. Rappelant qu'il avait déjà observé il y a un an un cessez-le-feu unilatéral de deux mois rejeté par le gouvernement turc, Ocalan propose "un paquet de résolutions en cinq points" : "Nous acceptons toute initiative internationale en vue d'une solution politique"; nous ne voulons pas la division de la Turquie; nous sommes prêts à nous asseoir à la table des négociations avec le gouvernement turc et à examiner toutes les alternatives y compris celle d'une

fédération; en cas de cessez-le-feu bilatéral sous contrôle internationale et d'ouverture de discussions, nous nous engageons à ne pas entraver ce processus; nous nous engageons enfin à accepter toute résolution issue de cette conférence proposant une solution politique".

Un ton nouveau donc, qui met le gouvernement turc au pied du mur : s'il refuse la main tendue, il apparaîtra comme le seul fauteur de guerre.

Michelle Demessine, sénateur communiste du Nord, a exprimé la solidarité du PCF avec le peuple kurde et ses députés emprisonnés ou menacés de l'être. Elle a souligné la nécessité d'une solution politique et pour le gouvernement français celle de s'abstenir de vendre des armes à la Turquie.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0516 4 I 0228 CHY /AFP-FE33

Iran-Irak-kurdes

Attaque iranienne contre des villages kurdes du nord de l'Irak, selon le CNRI

NICOSIE, 14 mars (AFP) — Les forces iraniennes ont lancé des missiles contre des villages frontaliers kurdes du nord de l'Irak, sans faire de victime mais provoquant des dégâts matériels, a affirmé lundi le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI).

Selon un communiqué du CNRI parvenu à Nicosie, les forces du "régime des mollahs ont lancé vendredi des attaques aux missiles contre plusieurs villages frontaliers en Irak, détruisant les habitations de familles kurdes affiliées au Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI-opposition)".

Le PDKI, principal parti d'opposition kurde au régime de Téhéran, a des bases dans le Kurdistan irakien, notamment près de la frontière avec l'Iran. Les attaques n'ont pas été confirmées de source indépendante.

M. Massoud Radjavi, président du CNRI et chef des moudjahidine du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran basé en Irak, a dénoncé cette "attaque criminelle et terroriste", selon le communiqué.

Il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre urgemment des mesures "afin de prévenir le massacre du peuple iranien et la population du Kurdistan".

Le CNRI, fondé en 1981, regroupe les moudjahidine du peuple et des opposants iraniens qui leur sont proches.

tp/lc/mfo

AFP 142140 MAR 94

Il faut une solution négociée en Turquie

Conférence sur le problème kurde

LE SOIR DE BRUXELLES — 14 mars 1994

J'ai été témoin à Sirnak de l'extermination de femmes, d'enfants par l'armée. J'ai vu des villages kurdes bombardés au canon, des rebelles du PKK violés après avoir été tués, des cadavres dans des états horribles — résultat, m'a-t-on dit, de l'usage d'armes chimiques. L'homme qui parle était officier dans l'armée turque. Il s'est enfui et vit en exil.

Témoignages, analyses historiques et juridiques, avis quant aux solutions à apporter : la Conférence internationale sur le Kurdistan du Nord-Ouest — autrement dit le Sud-Est de la Turquie —, réunie ce week-end à Bruxelles à l'initiative du « Kurdistan human rights project » et de Medico international, a rappelé ce que nombre de juristes, de journalistes et d'associations humanitaires de tous horizons martèlent depuis longtemps déjà : avec la complicité de l'Occident, qui ne veut pas embarrasser un pays qui est à la fois un

allié politique, une source de profits économiques et un rempart contre l'intégrisme musulman, l'Etat turc mène contre sa population kurde une politique de répression systématique, bafouant ses droits culturels, limitant de fait sa représentation politique et la plaçant sous une administration militaire qui commet les pires excès, allant des arrestations arbitraires à la destruction de villages, en passant par la pratique à large échelle de la torture — Ankara a d'ailleurs été condamnée le 18 novembre par le Comité des Nations unies contre la torture.

La Turquie justifie cette option de la « main de fer » par le succès croissant que rencontre dans la population kurde le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, une guérilla séparatiste particulièrement violente. Mais, de l'avis de la plupart des spécialistes, ce sont les vexations quotidiennes et les exactions de l'armée qui ont poussé bien des

désespérés dans les bras du PKK. Et ce d'autant plus qu'Ankara fait obstacle aux partisans d'une solution pacifique. C'est le cas du quotidien « Ozgur Gundem » (voir en page 2) et du Parti de la démocratie.

C'est ainsi que le Parlement turc a levé, les 2 et 3 mars, l'immunité parlementaire de huit députés kurdes, dont sept du DEP, pour « propagande séparatiste ». Six d'entre eux ont été arrêtés et sont toujours détenus — selon leurs collègues, ils n'ont eu jusqu'ici aucun contact avec l'extérieur, pas même avec un avocat, alors qu'ils encourent la peine de mort.

Ankara semble vouloir poursuivre sur sa lancée : hier, le Premier ministre turc, Tansu Ciller, a repoussé une offre de cessez-le-feu et de négociations présentée par le chef du PKK, Abdullah Ocalan, dans un message lu à Bruxelles.

A. Gn

Sur les difficultés d'un journal turco-kurde.

■ Vous estimez que l'un des facteurs empêchant une solution du problème kurde est la méconnaissance de la population turque sur ce qui se passe au Kurdistan.

□ Oui, parce que la presse turque est devenue le porteur principal d'une idéologie officielle qui est basée sur la négation même de l'existence des Kurdes, et a fortiori de leurs droits. Une grande partie de l'opinion publique turque qui, à l'ouest du pays, est informée du problème kurde d'une façon unilatérale. Il y a soit désinformation, les faits sont dénaturés, soit passage sous silence de certains faits mettant en cause l'armée. En outre, la presse turque fait à la fois de la propagande raciste — les Kurdes sont décrits comme des gens sales et ignorants — et de l'incitation à la guerre, en faisant notamment l'éloge des « braves soldats qui envoient des terroristes au ciel ».

■ N'est-ce pas difficile à vivre pour vous, journaliste turc ?

□ Non. Je pense que le problème ne se pose pas en termes de nationalité mais d'éthique. Il suffirait à la presse turque de ne pas faire de désinformation pour servir une solution pacifique. Mais elle ne le fait pas. Parce qu'elle est très dépendante de l'idéologie monolithique de l'Etat et aussi, depuis ces vingt dernières années, du grand capital. La presse écrite, la télévision sont devenues les bulletins de publicité de grands groupes qui font passer leurs intérêts — augmenter le lectorat en permettant

Ragip Duran

Journaliste au quotidien kurde « Ozgur Gundem »

de gagner des voyages, des bijoux... — avant la qualité de l'information, la réalité.

■ Votre quotidien, kurde mais diffusé en langue turque, est à contre-courant...

□ Avec pour résultat que, depuis notre lancement en mai 1992, onze journalistes ont été assassinés. Nos amendes atteignent quatre milliards de livres turques (7,2 milliards de FB) et 400 ans de prison ont été requis contre nous. La diffusion du journal est interdite dans les régions kurdes par la police, illégalement. Et, dans l'ouest, il y a une telle atmosphère antikurde que le lecteur d'« Ozgur Gundem » est toujours suspect. C'est pourquoi, avec un potentiel de 100 à 120.000 lecteurs, notre journal vend quotidiennement à peine 20 à 25.000 exemplaires. En Europe, acheté librement, il est vendu à 10.000 exemplaires.

■ Subissez-vous d'autres vexations ?

□ On nous met des bâtons dans les roues sur le plan administratif. Par exemple, au moins 20 journalistes ont déjà rempli toutes les conditions pour obtenir leur carte de presse ; mais on les fait attendre. Ou encore nos correspondants ne sont pas invités aux conférences de presse, nous n'en sommes

avertis qu'indirectement. Malgré cela, notre information sur le Kurdistan est la meilleure — la police, les assistants du Premier ministre, le chef d'état-major ou le simple soldat en poste au Kurdistan nous lisent. Notre force d'information, c'est le soutien populaire : des gens qui ne savent ni lire ni écrire, lorsqu'il se passe quelque chose, ont pour premier réflexe de nous téléphoner.

■ Quelle est votre position vis-à-vis du PKK, la guérilla séparatiste ?

□ La solution que nous défendons est politique, basée sur des négociations et sur le silence des armes. Et la politique éditoriale générale d'« Ozgur Gundem » est d'essayer d'exposer, de dénoncer la violence, dans les limites de la loi — le PKK étant une organisation armée illégale, on ne peut pas écrire beaucoup sur lui sous peine de fermeture. Mais notre première réaction est souvent réservée lorsque des violences sont officiellement attribuées au PKK parce qu'il se peut qu'elles aient été commises par des protecteurs de village ou la contre-guérilla. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne les dénonce pas. Parfois à tort : lors de la première attaque de la ville de Sirnak, le journal a accusé le PKK. Et ce n'était pas lui. Mais le gouvernement cherche sans cesse à nous convaincre d'illégalité : le 10 décembre, il y a eu une descente à notre siège central d'Istanbul pour trouver des preuves de liens organiques entre le PKK et nous. La police n'a rien trouvé. Parce qu'il n'y a pas de liens organiques. Le seul point commun, c'est une volonté de sauvegarder l'identité kurde. Et sans doute aussi que certains de nos lecteurs ont un fils dans les camps du PKK. Mais que pouvons-nous y faire ?

Propos recueillis par
AGNÈS GORISSEN

Montag, 14. März 1994 ■ die tageszeitung

PKK macht der Türkei Friedensangebot

Auf Brüsseler Konferenz schlägt kurdische PKK-Guerilla der türkischen Regierung international überwachte Waffenruhe und Verzicht auf eigenen kurdischen Staat vor ■ **Aus Brüssel Thomas Dreger**

Wenige Tage vor dem kurdi- trollierten Waffenstillstand. - schen Neujahrsfest Newroz am 21. Grundlage für einen türkisch-kur- März und den türkischen Kommuni- dischen Frieden soll laut Öcalan- nalmahlen am 27. März hat die eine Resolution sein, die gestern von den rund 300 Teilnehmern ei- neren unter anderem von „medico in- ternational“ organisierten Kurdi- stan-Konferenz in Brüssel verab- schiedet werden sollte. An dem Treffen nahmen nicht nur Kurden, sondern auch Politiker aus West- europa, den USA und Südafrika teil; die Organisatoren haben im Vorfeld intensive Konsultationen mit der PKK-Führung geführt. Im vorliegenden Resolutionsentwurf werden EU, KSZE und UNO auf- gefordert, auf die türkische Regie- rung Druck auszuüben. Die Regie- rungen Deutschlands und der USA sollen ihre Waffenlieferun- gen an den Nato-Partner einfrie- ren und militärische und ökonomi- sche Sanktionen verhängen, so- lange die türkische Regierung ele- mentare internationale Verpflich- Öcalan einen international kon-

tungen ignoriere. Die PKK und die türkische Regierung werden auf- gerufen, Völkerrecht und Men- schenrechte zu achten. Die besondere Sorge der Kon- ferenzteilnehmer galt den am 27. März anstehenden türkischen Kommunalwahlen. Bei einem de- mokratischen Ablauf würde mit hoher Wahrscheinlichkeit im Süd- osten des Landes die kurdische „Partei d.: Demokratie“ (DEP) einen Erdrutschsieg erringen. Um dies zu verhindern, werden Partei- mitglieder von der Regierung sy- stematisch drangsaliert. Fünf DEP-Parlamentsabgeordnete sit- zen derzeit in türkischen Gefäng- nissen. Seit der Aufhebung ihrer parlamentarischen Immunität droht ihnen wegen „Separatismus“ die Todesstrafe.

Schon die Wahl des Konferenz- orts, eines Fünf-Sterne-Hotels in der „EU-Hauptstadt“ Brüssel, machte deutlich, daß als Adressat

der Resolution weniger die türki- sche Regierung als das westliche Ausland anvisiert war. Istanbul versuchte bis zuletzt, auf diploma- tischem Wege Belgien zu einer Annullierung der Veranstaltung zu bewegen. Bei der Stadtverwal- tung von Brüssel hatte es damit Er- folg: Kurzfristig mußte die Konfe- renz aus der Innenstadt an den Flughäfen ausgelagert werden.

Mit Kani Yilmaz trat erstmals bei einer internationalen Konfe- renz ein offizieller PKK-Vertreter auf. An seinem Revers trug er ein Schild mit der Aufschrift „Europa- vertreter der PKK“ und als Her- kunftsländ „Deutschland“ - unbe- einindruckt von der Tatsache, daß die Bundesregierung im vergange- nen November PKK-Aktivitäten verboten hatte. Ebenfalls aus der Bundesrepublik angereist war Udo Steinbach, Direktor des Deutschen Orientinstituts in Ham- burg. Der quasi als inoffizieller

Nahostberater des Bonner Außen- ministeriums agierende Steinbach bezeichnete Yilmaz' Rede als „posi- tiv“ und „etwas, das man auch in Bonn vorzeigen kann“.

Bereits vor einem Jahr hatte die PKK eine ähnliche Initiative ge- startet. Ein zum 20. März 1993 von Öcalan ausgereifter befristeter einseitiger Waffenstillstand hatte mit dazu beigetragen, daß beim vergangenen Newroz-Fest ver- gleichsweise wenige Tote zu bekla- gen waren. Die Waffenruhe war von der PKK am 8. Juni wieder aufgekündigt worden, weil die tür- kische Regierung keinerlei Anstal- ten machte, darauf einzugehen. Dieses Schicksal könnte auch der neuen Friedensinitiative beschie- den sein: Auf die Frage, was die PKK unternehmen werde, falls in Ankara nicht auf das Angebot aus Brüssel reagiert werde, sagte PKK- Sprecher Yilmaz lapidar: „Dann geht der Krieg weiter.“

Le Monde • Mercredi 16 mars 1994 •

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Iran : raidissement islamique

Confronté à une grave crise économique, le régime des mollahs recourt à la répression et au rigorisme moral et religieux

Depuis l'avènement de la République islamique en Iran en 1979, l'imam Khomeiny avait décidé que le dernier vendredi du mois du Ramadan serait « la journée al-Qods » (Jérusalem). Chaque année depuis quatorze ans, cette journée est l'occasion de conspuer l'Etat juif et les Etats-Unis et de les vouer aux gémonies. Après la tuerie d'Hébron, jamais peut-être autant que cette année l'occasion n'aura été aussi belle à saisir aux fins de divertir les Iraniens de tensions qui n'ont rien à voir avec le sort de Jérusalem ou des Lieux saints. Et les dirigeants iraniens s'en sont donné à cœur joie.

Ces tensions se sont exprimées de différentes manières. Il y a eu la tentative d'attentat contre le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani au mausolée de l'imam Khomeiny (*le Monde* du 5 février). Le même jour, des heurts ont opposé des forces de l'ordre à des manifestants dans la ville de Zahedan, dans la province du Sistan-Balouchistan. Selon l'opposition, des troubles auraient eu lieu dans d'autres régions. Le 2 mars, selon le quotidien *Keyhan*, deux bombes ont explosé à la mairie et à la mosquée de Zahedan - le gouvernement en a rejeté la responsabilité sur un mouvement extrémiste sunnite. Sans oublier les attentats qui, en janvier, avaient visé des ambassades occidentales à Téhéran et un autre, dont la cible a été, jeudi 10 mars, l'ambassade de Syrie et que les autorités ont imputé à un déséquilibre.

Que ces affaires soient liées ou non importe peu à la limite. L'alerte a été en tout cas suffisamment chaude pour justifier des décisions sans précédent depuis l'avènement de la République islamique. Dans un souci de plus grande efficacité et de célérité dans la répression, une partie des pouvoirs du Guide de la République, Ali Khamenei, le plus haut personnage de l'Etat, ont été transférés au ministre de l'intérieur. Ainsi, pour

une période de trois ans, M. Bécharati jouit, depuis février, des prérogatives de commandant en chef des forces de l'ordre (*le Monde* du 9 février), ce qui lui permet de disposer directement d'un appareil paramilitaire de quelque cinq cent mille hommes.

Selon une dépêche de l'agence de presse iranienne *Iran Press Service*, diffusée à Paris, pour la première fois, un officier de carrière, le général Morteza Rezai, vient d'être désigné chef du département de contre-espionnage des Gardiens de la révolution, ce qui est un pas important vers la « professionnalisation » de ce corps.

Conscient que la grave crise financière et économique que traverse le pays - du fait d'une politique de libéralisation chaotique engagée depuis quatre ans et aggravée par la chute des revenus du pétrole - risque d'entraîner des troubles sociaux graves - ce fut déjà le cas au printemps 1992 -, le régime se prépare donc à sévir, d'autant qu'il n'a pas réussi à créer un modèle de développement original et salvateur comme il prétendait pouvoir le faire.

La séparation hommes-femmes

En définitive, comme le souligne Fereydoun Khavand, maître de conférences à l'université René-Descartes, « l'expérience iranienne dans ses différentes phases ne diffère guère de celles vécues par d'autres pays en développement, bien que sa mise en application dans un contexte théocratique lui confère une certaine singularité » (1).

Pour l'heure, le pendule du balancier, qui depuis l'accession du président Rafsandjani au pouvoir en 1989 oscillait entre l'ouverture - qu'il préconisait lui-même - et le repli sur soi prôné par les plus conservateurs, semble s'être arrêté

du côté de ces derniers. M. Rafsandjani, qui depuis sa réélection en juin 1993 a déjà essuyé plusieurs camouflets, en a récemment reçu un autre, avec la démission forcée de son frère Mohamad Hachémi de ses fonctions de directeur général de la radio-télévision au profit d'un dur, Ali Laridjani.

Signe des temps, celui-ci avait déjà fait partie de l'équipe dirigeante de la radio-télévision au début de la révolution. Le ministre de l'intérieur a été lui aussi l'un des premiers apparatchiks du régime des mollahs. Tous deux, comme le nouveau ministre de la culture, Mostafa Mir-Salim, sont des proches du Guide, qui, de toute évidence, est en train de prendre le contrôle de tous les rouages de l'Etat. On lui attribue aussi le projet de se faire propulser, à terme, grand ayatollah, la plus haute autorité religieuse chiite.

La stratégie actuelle du pouvoir semble suivre deux axes : répression d'une part et rigorisme moral et religieux de l'autre, même s'il y a toujours certaines dissonances - à propos de l'affaire Salman Rushdie par exemple, le président du Parlement affirmant que Téhéran n'a demandé à personne de tuer Salman Rushdie, alors que les Gardiens de la révolution clamaient le contraire - et des incohérences : ce fut le cas à propos de la tentative d'assassinat de M. Rafsandjani, tantôt minimisée et tantôt présentée comme un véritable complot.

En attendant, c'est à un véritable « acharnement » - comme on le dirait d'une cure thérapeutique - idéologique que l'on assiste. Des « expériences » de séparation de plus en plus accentuée entre hommes et femmes sont imposées, au grand désespoir de ces dernières : une femme, Homa Drabi, ex-professeuse de psychologie à l'université de Téhéran, s'est récemment immolée par le feu pour protester contre la condition des femmes.

En dépit de la faillite évidente

d'une politique qui n'a pas réussi à étouffer la soif de libéralisme des Iraniens, la radio et la télévision d'Etat vont devenir, sur instruction du Guide, une « école de promotion de la religion et de la morale », et faire face à « l'agression culturelle » occidentale. Des antennes paraboliques sont saisies, mais devant le fait accompli irréversible de l'importation clandestine d'appareils vidéo, le régime vient de la légaliser. Cela ne veut pas dire qu'il baissera la garde concernant le contenu des cassettes. Cela ne veut pas dire non plus que des dizaines de milliers d'Iraniens cesseront d'acheter des cassettes illégalement importées. Et le fossé se perpétue, voire se creuse, entre ce que Fariba Adelkhah, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, décrit comme « le bas » et « le haut », « eux » (les mollahs qui dirigent) et « nous » (le peuple, la société) (2).

Il reste que le rigorisme idéologique et politique du régime ne saurait être la panacée à des problèmes économiques et financiers qui sont tout ce qu'il y a de plus concret. L'Iran a accumulé une dette extérieure estimée entre 20 et 30 milliards de dollars qu'il est incapable de rembourser. Le rial est en chute libre, du fait de la baisse de 30 % des revenus pétroliers. La question est posée de savoir si le régime n'opérera pas un retour à une économie davantage autarcique. Tous les mouvements d'opposition confondus donnent raison aux Etats-Unis - contre la plupart des Européens et des Japonais - lorsqu'ils affirment qu'il faut maintenir Téhéran en quarantaine. C'est ainsi, disent-ils, que sera accélérée la chute du régime.

MOUNA NAÏM

(1) Voir l'article « Iran : théocratie, réforme et ordre économique mondial », dans la revue *le Trimestre du monde*, numéro 25, 70 F.

(2) Dans *Thermidor en Iran*, éditions Complexe, 59F.

TÉLÉ K7 — 14 mars 1994



22.30 MAGAZINE

PREMIERE LIGNE

Sur plus de 1 000 km, la frontière qui sépare l'Irak, l'Iran et la Turquie constitue une vraie poudrière. Ecartelés entre de trop puissants voisins, les Kurdes tentent de survivre et d'acquérir une certaine autonomie.

15 millions de Kurdes sont condamnés à la survie dans une région écartelée entre l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran des Ayatollahs et une Turquie peu encline à la tolérance. Au Nord, ce sont les rebelles kurdes du PKK qui livrent une guerre larvée à la puissante armée turque. Parmi ces résistants des montagnes, beaucoup de femmes. Auparavant, les militants du PKK trouvaient refuge en Europe, et notamment en France, jusqu'à ce que Charles Pasqua décide l'arrestation d'une centaine d'entre eux. Une mesure qui faillit bien

transformer l'équipe de Michel Honorin en otages de la résistance kurde. Parallèlement à ces différents conflits qui opposent Kurdes contre Turcs, chiites contre sunnites, Iraniens entre eux ou islamistes contre infidèles, la contrebande trouve un terrain de prédilection le long de cette frontière montagneuse. Au centre, les Kurdes iraniens, persécutés par 200 000 Pasdarans iraniens, les gardiens de la révolution, sont réfugiés en Irak. Dans cette région, le gouvernement iranien, aidé par les deux millions de dollars fournis chaque mois

par l'Arabie Saoudite, soutient les partisans du Mollah Hosman, des intégristes islamistes radicaux. Plus au sud enfin, en territoire irakien, Massoud Radjavi et les moudjahidin du peuple sont en train de constituer l'Armée de Libération nationale iranienne, un formidable arsenal destiné à renverser, le jour venu, le régime islamique de Téhéran. En dix ans, les moudjahidin sont passés de la Kalachnikov à un véritable armement. Pas facile de démêler les fils de cet imbroglio politico-religieux. Un fait reste certain : cette frontière cumule tous les trafics et les petites guerres larvées qui, à terme, risquent d'aboutir à un conflit largement plus grave. Après cette incursion au Kurdistan, Michel Honorin se rendra à Hong-Kong et en Chine, promis à la réunification en 1997, puis à la frontière entre la Grèce, la Macédoine et l'Albanie, un autre point chaud du globe où s'exacerbe le nationalisme grec.

Jean-Philippe Renouard

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN — 15 mars 1994



PREMIERE LIGNE



mercredi 23
22,30

EN SUIVANT LA FRONTIÈRE

*Entre la Turquie, l'Iran et l'Irak,
la frontière de tous les dangers.
L'enjeu de bien des combats.*

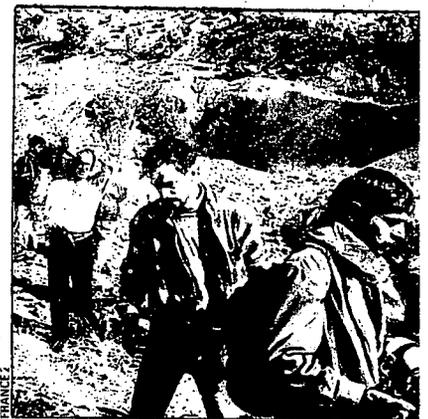
Du mont Ararat à Chatt-el-Arab mille kilomètres marquent la frontière iranienne. Une ligne de feu avec la Turquie et l'Irak. Journaliste et réalisateur à la télévision, Michel Honorin a choisi cette région souvent méconnue pour tourner un reportage sur la faculté inébranlable des hommes à ne pas se laisser opprimer et à lutter pour leurs droits.

Depuis quinze ans s'éternisent entre l'Iran, l'Irak et la Turquie de petites guerres larvées où des soldats de fortune se battent pour la liberté.

Kurdes contre Turcs, chiites contre sunnites, islamistes contre chiites. Ils sont maquisards kurdes en rébellion contre l'Etat turc, réfugiés politiques affrontant les pasdarans iraniens ou moudjahiddin mobilisés contre le régime des mollahs. Tous ont en commun un profond désir de voir leur peuple reconnu au niveau international et leur famille vivre dans une région en paix. Filles comme garçons, ils ont tout quitté pour se battre. Pour la cause.

En suivant la frontière, Michel Honorin et son équipe ont arpenté tous les champs de bataille pour comprendre ces armées de l'ombre qui peuvent d'un moment à l'autre transformer la «guéguerre» en véritable conflit. Pas aussi proche de nous que l'ex-Yougoslavie mais plus près que le Koweït.

♦ Carine Hahn



Tournée dans le Kurdistan.

INFOMATIN — 16 mars 1994

Les relations franco-turques en plein boom

■ Alain Juppé arrive aujourd'hui à Ankara ■ Au menu de cette visite, la Bosnie, les Kurdes, le Caucase et l'Europe.



Alain Juppé attendu aujourd'hui à Ankara.

Alain Juppé s'en vole cet après midi pour la Turquie. Les entretiens qu'il aura, au cours de cette visite officielle avec les responsables de ce pays, seront largement consacrés à la situation internationale. Et d'abord à la Bosnie. Solidaire des Musulmans des Balkans, l'opinion turque exerce de fortes pressions sur le gouvernement pour qu'il agisse en leur faveur.

La Turquie avait été le premier pays à reconnaître la Bosnie-Herzégovine. Elle a aussi pris position en faveur d'une intervention militaire des forces de l'Otan en Bosnie, puis pour la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes aux forces musulmanes. Aujourd'hui, elle propose d'envoyer sur place des Casques bleus, ce qui soulève quelques réticences.

D'autres dossiers devraient faire l'objet d'un échange de vues. Ankara suit de près la situation dans les républiques asiatiques de l'ex-URSS et, notamment, le conflit du Nagorny Karabakh qui oppose

l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Côté français, on évoquera la situation des Kurdes d'Irak, dont la protection par les Occidentaux à partir du territoire turc nécessite périodiquement un vote du parlement d'Ankara. La coopération entre la Turquie et l'Europe devrait également figurer en bonne place dans ces entretiens. Membre associé de l'UEO (Organisation de l'Union européenne), la Turquie souhaite une redéfinition de son statut qui permette une collaboration plus étroite avec cet organisme. Paris y est favorable. Les interlocuteurs turcs d'Alain Juppé ne manqueront pas non plus de poser le problème du protocole financier entre l'Union européenne et la Turquie, toujours bloqué du fait de l'opposition de la Grèce.

Une rencontre, à Istanbul, avec des hommes d'affaires français est également prévue au programme de M. Juppé. La France vient, depuis 1990, au premier rang des investisseurs étrangers en Turquie. Les échanges commerciaux ont été multipliés par trois entre 1986 et 1993. Plus discrètement, le ministre français pourrait aussi évoquer la répression dans le Kurdistan. Tout en redisant à ses interlocuteurs que la France est «attachée à l'intégrité territoriale de la Turquie».

Dominique Lagarde

LE MONDE — 16 mars 1994

IRAK : deux journalistes suédois blessés dans un attentat au Kurdistan. Une bombe de fabrication artisanale, placée contre l'un des pneus arrière de la voiture de deux journalistes suédois indépendants, a explosé, blessant légèrement ces derniers, ont indiqué lundi 14 mars les forces de sécurité kurdes. L'attentat a eu lieu dimanche dans la ville d'Akra, dans le Kurdistan irakien. L'identité des deux journalistes n'a pas été révélée. — (AFP.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS-16 mars 1994

Irak : des villages kurdes bombardés

Les forces iraniennes ont lancé des missiles contre des villages frontaliers kurdes du nord de l'Irak, sans faire de victime mais provoquant des dégâts matériels, a affirmé lundi le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI). Massoud Radjavi, président du CNR et chef des Moudjahidine du peuple, mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran basé en Irak, a dénoncé cette «attaque criminelle et terroriste». Il a rappelé le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures le plus rapidement possible.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0341 4 I 0227 FRA /AFP-WH70

Turquie-Kurdes

La Turquie accusée de mettre en place "une véritable terreur d'Etat"

PARIS, 17 mars (AFP) — La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) accuse le pouvoir en Turquie de "mettre en place une véritable terreur d'Etat" à l'encontre des populations kurdes en prenant "prétexte des violences du PKK (Parti des travailleurs kurdes), dans un pré-rapport publié à l'issue d'une récente mission en Turquie.

"L'action violente dans laquelle le PKK s'est engagé ne rencontre pas l'approbation de la majorité silencieuse du peuple kurde", estime la FIDH.

"Toutefois, le pouvoir turc prend prétexte des violences du PKK pour mettre en place une véritable terreur d'Etat à l'égard des populations civiles, des avocats, des politiques qu'il cherche à atteindre indistinctement comme susceptibles de constituer tous ensemble des agents du PKK", indique la Fédération.

Ce pré-rapport a été rendu public alors que le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé effectuait une visite officielle en Turquie, et après la levée de l'immunité parlementaire de plusieurs députés turcs d'origine kurde. Il a été établi par MM. Bernard Deleplace, membre du Conseil économique et social (CES) et Christian Charrière-Bournazel, avocat à la cour, qui se sont rendus en Turquie du 6 au 11 mars, notamment dans le sud-est (à majorité kurde).

Suiza pide a tres secuestrados por los kurdos que paguen los gastos

ANA FERNÁNDEZ, Ginebra

Los tres turistas suizos secuestrados el pasado verano en el Kurdistán de Turquía por el Partido de los Trabajadores de Kurdistán (PKK) tendrán que abonar al Gobierno federal helvético, en conceptos de gastos por su liberación y repatriación, 30.000 francos suizos (casi tres millones de pesetas).

El pasado octubre, un mes después de su liberación, el Gobierno hizo público que las gestiones diplomáticas y privadas emprendidas para obtener la liberación de los tres turistas, que habían ido al este de Turquía en busca de los vestigios del arca de Noé, había costado a las arcas suizas unos 8,5 millones de pesetas.

Los tres suizos van a tardar en olvidar las vacaciones de 1993. Al susto que en su momento les dio el PKK se añade el de la carta enviada por el Gobierno federal, casi seis meses después de su liberación, en la que se les reclama cerca de un millón de pesetas a dos de ellos, que habían regresado en avión, mientras que el tercero, que volvió en su propio vehículo, tendrá que abonar casi 900.000 pesetas.

Según un portavoz del Departamento Federal de Asuntos Exteriores, las familias de los tres rehenes dieron su acuerdo, cuando se iniciaron las gestiones para su liberación, para asumir una parte de los gastos: "De todas formas, tienen derecho a recurrir esta decisión", añadió. "Los tres turistas viajaron conscientemente a una zona de gran riesgo, por lo que es justo que asuman parte de los gastos. De otra manera, sería el contribuyente suizo quien tendría que pagar".

En la factura presentada al matrimonio Nico y Anna Pianta y a Giuseppe Rezzonico, todos ellos del cantón italiano del Tizino, sólo se incluyen los gastos de intervención, los transportes en

avión privado, utilizado para su repatriación, y los viajes de los dos parlamentarios que, a título privado, visitaron el Kurdistán para efectuar sobre el terreno las gestiones

oportunas para su liberación. El tiempo dedicado por los diplomáticos suizos en Turquía no está en la factura, precisó el portavoz.

gamk

16 MARS 1994

Mme Ciller ne veut toujours pas "négocier avec les terroristes"

En un an, la position du gouvernement turc n'a pas changé. "On ne négocie pas avec les terroristes", c'est en substance en ces termes que le Premier ministre turc Mme Tansu Ciller a rejeté dimanche les propositions de négociations du Chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, dit "Apo" diffusées le même jour à Bruxelles. M. Ocalan s'était déclaré en faveur d'un cessez-le-feu bilatéral sous contrôle international, à condition que cette mesure soit suivie de négociations avec Ankara. Il avait fait ces propositions dans un message diffusé à la

opérations militaires comme si de rien n'était contre les rebelles kurdes. Ce fut d'ailleurs l'argument utilisé par le PKK pour justifier sa rupture de la trêve unilatérale.

Cette fois, le PKK a pris ses précautions en appelant à une trêve bilatérale. Il promettait en outre dans son message d'ouvrir la voie à la fin définitive de la guerre armée, si une "base" est créée pour une "solution politique et des activités politiques libres". Dans un contexte marqué par l'intransigeance d'Ankara et la volonté turque d'en finir une fois pour toute avec la rébellion kurde, la réponse d'Ankara devait rester la même: Mme Ciller a déclaré dimanche après-midi à Istanbul que les "terroristes" ne peuvent pas être les interlocuteurs d'Ankara. "Il est impossible pour nous de nous asseoir à la table de négociations avec ces terroristes" a réitéré le chef de gouvernement devant la presse. La question se pose pourtant, depuis la levée de l'immunité parlementaire et l'arrestation de 7 députés kurdes du Parti de la Démocratie, siégeant au parlement turc, si le gouvernement turc recherche vraiment des interlocuteurs parmi les Kurdes et si Mme Ciller accepterait à sa table de négociation -ou à sa table tout court-, un Kurde quel qu'il soit. En s'en prenant aux parlementaires kurdes qui n'avaient été impliqués dans aucun acte de violence, quoique que disent les militaires, les autorités d'Ankara se privent d'interlocuteurs qu'elles prétendent chercher, et tendent à désigner sous l'étiquette de terroriste la communauté kurde tout entière.



"Conférence Internationale du Nord-Ouest Kurdistan" qui devait s'achever dimanche à Bruxelles.

Il y a presque un an, M. Ocalan avait décrété un cessez-le-feu unilatéral. Entré en vigueur le 20 mars 1993, il avait été reconduit mais rompu 80 jours plus tard, avec un attentat du PKK à Bingol à l'est de la Turquie dans lequel 33 soldats sans armes avaient trouvé la mort. Cette trêve n'avait pourtant jamais été prise en compte par les autorités turques qui avaient poursuivi leurs

PKK leader Ocalan's cease-fire call rebuffed by Turkish government

Analysts claim military preparations make it hard to respond to call

Turkish Daily News

ANKARA- A ceasefire call over the weekend by Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), has been dismissed by the government on the grounds that is no more than a "tactical move" which is "void of real content." The general reaction in Ankara to Öcalan's call has been that he is faced with serious difficulties on the military front and is trying to buy time for his organization before embarking on new attacks.

In a message sent on Sunday to a two-day Kurdish Conference organized in Brussels, Öcalan, indicated that "they would be open to all recommendations for a settlement whether these came from the state or from international organizations." Öcalan, whose organization has been waging a bloody separatist war in Southeast Anatolia, claimed "they did not have an absolute aim of dividing Turkey." He added that "propaganda" attributing this aim to them "did not reflect their true policy."

"I want to indicate that we would be party to any solution which is based on the notion of dialogue with the Turkish State, and which takes into consideration in a democratic manner the legitimate demands of our people, and which aims at attaining results to this effect" Öcalan said.

He added that they had from the beginning of this dispute been open to proposals for a settlement, and said "from the beginning we were ready to discuss any alternative including that of federation on this basis."

Öcalan went on to declare that "in the event of a mutual ceasefire to be monitored by international observers they would not be the side complicating matters."

"I am announcing that in the event that the basis for a political solution and free political activities is prepared, we will open completely the path to ending the armed struggle" Öcalan said in his message read out to the conference by Kani Yılmaz, the representative in Europe of the ERNK, a PKK affiliated organization.

The response to Öcalan's message in Ankara was short and dismissive. Analysts point out that both President Süleyman Demirel's and Prime Minister Tansu Çiller's reply to Öcalan's call was merely a repetition of a position held for years. Namely that "there can be no bargaining with terrorists," that "the roots of this terrorist organization will be wiped out" and that "they are only making this call for a ceasefire because they have been cornered."

Analyst also indicate that the timing of Öcalan's proposal for a ceasefire and a political solution makes it difficult for the government to respond positively to this call.

They cite the fact that there is talk of a wide ranging military operation against the PKK planned for the coming days, and probably for immediately after the local elections on March 27. They say this makes it more or less impossible for the government to even consider Öcalan's call.

Analyst also add that Öcalan's call itself "smacks of no more than a tactical move." They say this move appears to be planned to capitalize on the fact that Turkey is being cornered by the West following the lifting of the immunity of pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputies and their subsequent detention. Öcalan is clearly aiming to

tighten the political screw on Turkey even further because he knows the government in Ankara can not respond to his call in a positive manner.

There is also the view among analysts that Öcalan through this call of his is also signalling that he will be ordering an all-out attack in the coming days.

This view has it that Öcalan is opening the door to the argument that he has offered the hand of peace but that it was rebuffed by Turkey leaving him no choice but to fight on. There are also questions about whether there is any practicality to a ceasefire.

Especially when it is recalled that the PKK broke its unilaterally declared ceasefire last year by massacring unarmed soldiers in civilian garb hours after they had been discharged after completing their military service in the Southeast.

These questions mount when it is wondered how Öcalan can order an across-the-board ceasefire when it is known that there are large numbers of maverick elements within the PKK which looked on the previous ceasefire with great suspicion.

When it is considered that these elements are not after anything short of total Kurdish independence this also casts serious doubts on Öcalan's statement that they do not aim to divide Turkey and are basically after a political dialogue. As for the two-

day Kurdish conference in Brussels held on Saturday and Sunday the common view to come out of this was that there was the need for a democratic solution to Turkey's Kurdish problem.

The majority of foreign speakers addressing the conference place the blame for the continuing war with the PKK on Turkey. Analysts say this probably acted as a catalyst in prompting Öcalan to appear conciliatory and open to a dialogue in his call for a ceasefire and a political settlement.

Despite these political overtures, though, analysts say the signs now are that the sides are preparing to draw their swords and are predicting more violence in the coming days.

turkish daily news

Wednesday, March 16, 1994

LIBÉRATION — 17 mars 1994

MARC KRAVETZ

Où sont les frontières de l'Etat de droit?

Mardi, le porte-parole du Quai rappelait que la France était attachée à l'«Etat de droit». Ce n'était pas en général mais à propos de la visite en Turquie du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, commencée jeudi 16 mars et qui se poursuit aujourd'hui. Cette visite, suivant celle de François Léotard, ministre de la Défense, se place, comme on dit à l'heure des cocktails, dans le cadre des relations «excellentes» entre les deux pays.

La France est devenue le premier investisseur étranger en Turquie devant les Etats-Unis; 150 entreprises françaises y travaillent et nos usines d'armement placent des espoirs raisonnables dans l'avenir de la coopération franco-turque. Les sujets politiques d'intérêt commun ne manquent pas non plus, la Turquie entend jouer un rôle croissant dans les affaires balkaniques et ne cache pas sa sympathie pour les Musulmans de Bosnie, anciens vassaux de l'Empire ottoman. Ankara continue de préparer son dossier d'admission au sein de l'Union européenne et

s'apprête à intégrer l'Union douanière. L'ordre du jour des conversations d'Alain Juppé est donc chargé. Sans oublier l'«Etat de droit».

Durant les deux semaines qui ont précédé la visite de notre ministre en Turquie, six parlementaires kurdes étaient détenus au secret, interrogés en permanence par les policiers de la section antiterroriste, sans possibilité de communiquer avec un avocat. Ces six députés, plus deux de leurs collègues en liberté provisoire, avaient été déchus de leur mandat le 2 mars dernier. Sept sont accusés de «séparatisme»: Kurdes, ils ont discouru sur la «question kurde» en public; ils sont passibles de la peine de mort. Le huitième, islamiste, risque 20 ans de prison pour avoir dit que Mustafa Kemal - Kemal Atatürk - n'était pas son père, alors que la Constitution en fait le père de tous les Turcs.

De tout cela, on vous a parlé la semaine dernière. Il faut néanmoins y revenir, au risque de lasser, car s'il y avait urgence, elle n'est pas moins grande aujourd'hui. Urgence pour les Kurdes. Ur-

gence pour les Turcs et l'avenir de la fragile démocratie civile en Turquie. Urgence aussi pour une certaine idée des rapports entre morale et politique étrangère.

Jeudi, les six députés kurdes devaient être présentés à la Cour de Sécurité de l'Etat. Qui peut décider de les envoyer en prison ou de les remettre en liberté. Leur sort dépend pour beaucoup de l'attitude des pays occidentaux. Dont la France. Et puisque son ministre est justement à Ankara, on se dit qu'il ne peut décemment pas moins faire que son collègue diplomate américain, M. Oxman, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, qui a fait savoir récemment à la Turquie que Washington souhaiterait un traitement «politique» de la question kurde et, pour commencer, la libération des parlementaires. Mais peut-être ne faut-il pas rêver?

Avant de réaffirmer notre souci de l'Etat de droit, le ministère avait rappelé l'attachement de la France au respect des frontières de la Turquie et son soutien à la lutte contre le «terrorisme» du PKK. Cela, qui probablement irait sans dire, ne va non plus, dans le contexte, sans conséquence.

Quand les Américains expriment les mêmes préoccupations légitimes, ils les mettent en balance avec l'idée de la so-

lution politique. Cela dessine les termes raisonnables et réalistes d'une alternative au terrorisme et au danger éventuel qui pèserait sur l'intégrité territoriale de la Turquie.

Quand on se contente de rappeler en queue de phrase qu'on est soucieux de l'Etat de droit, c'est une manière de dire - respectueusement - à son interlocuteur qu'il peut faire ce qu'il veut - face à d'aussi grands périls - mais qu'on aimerait qu'il y mît les formes, autrement dit: que ça ne se voit pas trop. Du balladurisme appliqué aux relations internationales en quelque sorte.

Plus tard, bien sûr, si la situation dégénère un peu plus, si la violence s'étend à la mesure de l'impossibilité de toute expression démocratique, si à force de laisser aux militaires turcs le soin de gérer et d'appliquer leur propre vision de l'Etat de droit, ils décident de prendre une fois de plus l'avenir du pays en charge, si du coup, cette fois, on ne peut plus fermer les yeux, on dira qu'à l'époque on ne pouvait pas prévoir, qu'il fallait bien vendre nos hélicoptères et qu'on a fait ce qu'on a pu avec les moyens qu'on avait. Comme en Bosnie. Mais qu'on se rassure. Le Quai d'Orsay redira demain comme hier son attachement aux valeurs de l'Etat de droit.

ROUGE — 17 mars 1994

TURQUIE

● Fikret Bascayat

Un intellectuel turc est condamné à vingt mois de prison dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme ». Son acte « terroriste » est d'avoir écrit un livre sur l'évolution socio-économique de la Turquie depuis les années vingt. Fikret Baskaya, docteur en sciences économiques, professeur à l'université de

Bolu, recteur de l'université d'Ankara, est l'auteur de plusieurs livres dans ce domaine. Connue comme économiste marxiste, Baskaya traite aussi de la question kurde dans l'ouvrage incriminé, intitulé *la Faillite d'un paradigme. Pour une critique de l'idéologie officielle*. C'est d'ailleurs pour ce chapitre qu'il est condamné. Le tribunal de sécurité (militaire) a jugé qu'il faisait de la propagande contre l'unité de la nation et l'indivisibilité territoriale de l'Etat.

La répression frappe aujourd'hui toute personne qui ose aborder la question kurde autrement que ne le font les autorités. La condamnation de Baskaya montre que, malgré les affirmations officielles depuis l'abro-

gation des articles 141 et 142 du Code pénal, le délit d'opinion existe toujours en Turquie. Depuis la promulgation de la loi de « lutte contre le terrorisme » (12 avril 1991), journalistes et écrivains ont été condamnés à de lourdes peines de prison et d'amendes. Cinquante-et-un journalistes sont toujours détenus.

Fikret Bascayat envisage de faire appel à la Cour européenne des droits de l'homme, pour dévoiler les menaces de l'Etat turc et l'obliger à appliquer les conventions qu'il a signées, en particulier la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Correspondante

MERCREDI 23 MARS



Marché d'armes au Kurdistan, à la frontière iranienne.

Les « petites guerres »

« PREMIÈRE LIGNE »
F2, 22 h 30

Kurdes contre Turcs, islamistes contre infidèles, chiites contre sunnites, Iraniens entre eux. Ainsi vont les « petites guerres » de Michel Honorin. Elles ressemblent terriblement aux guerres tout court, à cette différence près qu'elles ne

disent pas leur nom et qu'elles durent plus longtemps, peut-être parce qu'elles tuent moins vite. Elles ravagent le Kurdistan, vaste zone aux frontières mal définies, à cheval entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et, dans une moindre mesure, la Syrie. Dans ces paysages de carte postale, où l'héroïne-base voyage à dos de mulet sans susciter d'émotion particulière chez

des douaniers habitués à fermer les yeux, on s'affronte le plus souvent à l'arme légère, kalachnikov ou mortier, la nuit de préférence. L'escarmouche est une routine. Pour la rompre, il n'y a que les raids de l'aviation turque qui lâche ses bombes au hasard de l'inspiration, sur les bases de la guérilla ou sur les villages supposés la soutenir, et les cérémonies des hommes d'Hassan Babakar, des islamistes durs, sinon purs, qui n'interrompent leurs coups de main que pour des séances d'insoutenable autoflagellation. On se perd un peu dans les alliances et dans les fronts, mais on en retient l'essentiel, à savoir que ce film peut durer quinze ans encore. Et puis, changement de décor. L'équipe d'Honorin débarque avec caméra et micros chez les partisans de Massoud Radjavi. Soutenus par Saddam Hussein, ils se fichent bien du peuple kurde, dont ils utilisent une partie du territoire comme champ de manœuvres en attendant de foncer sur Téhéran et d'y déboulonner les mollahs. Ils disposent de « moyens inimaginables pour une armée révolutionnaire », laisse tomber le commentateur tandis que défilent les images de chars T-72, d'orgues de Staline, d'hélicoptères et de soldats, hommes ou femmes en treillis impeccables. Dans un studio de radio-télévision high-tech, une combattante lit un communiqué ou un message personnel. On est très loin des amplis bricolés du PKK. Ici, on prépare le Blitzkrieg. Alors « la petite guerre » deviendra une vraie guerre, de celles qui font le « 20 heures » et qui provoquent des débats au Conseil de sécurité. On vous aura prévenus.

Alexandre BOUSSAGEON

Magazine. "Première Ligne" : "Brasiers : Turquie, Iran, Irak", un film de Michel Honorin - 22h30 - France 2

Aux frontières de la mort

A l'est du Tigre, plus loin que la Bosnie mais moins loin que le Koweït, du mont Arafat au Chatt al-Arab, quatre pays se partagent un millier de kilomètres de frontières. Turcs contre Kurdes, chiites contre sunnites, Iraniens contre Irakiens, islamistes contre infidèles : les petites guerres durent depuis quinze ans. Au nord, les maquisards du PKK, les « sentinelles de la montagne ». Des garçons et des filles qui ont abandonné l'université, le champ, l'usine, la famille pour arracher l'autonomie du Kurdistan. Ils ont reçu une formation marxiste-léniniste. Leur organisation rappelle les soviets de 1917. Il y a beaucoup de filles au maquis, de blondes

étrangères venues lutter pour la liberté de leurs « amis » et la victoire du socialisme. « Nous nous battons jusqu'à ce qu'un Kurde puisse dire qu'il est fier de l'être », dit le chef militaire de la région. Les contrebandiers, pour convoier l'héroïne, utilisent le même chemin que les rebelles pour effectuer leurs actions terroristes. Malgré la présence de l'avant-garde de l'armée turque, la frontière entre l'Iran et la Turquie reste incontrôlable. Au centre, les militants armés du PDKI combattent quelque 200 000 pasdarans iraniens. Bombardements quotidiens sur les villages kurdes. Des milliers de familles se sont installées dans l'errance et le provisoire. Base avancée de l'islamisme, les fidèles

du mollah Hosman, en partie financés par l'Arabie Saoudite, refusent le désarmement décrété en janvier. La plupart des partisans filmés au cours de ce reportage sont morts, depuis, au cours des combats.

Au sud, face aux divisions militaires iraniennes, l'Armée de Libération nationale iranienne de Massoud Radjavi. Des chars, une armée de pros. Les moudjahidine de Massoud préparent une offensive générale, à partir de l'Irak, contre le régime des mollahs. Des milliers d'Iraniens en exil se sont engagés dans la bataille, prévue pour le début de l'été. Un seul objectif : foncer sur Téhéran. Avec, pour conséquence possible, l'embrassement général de toute cette région frontalière et la transformation de ces guérillas en une seule guerre, une grande, une vraie. Sûrement pas la dernière.

Christine Deynard

NOUVEL OBSERVATEUR

17 MARS 1994

Seite 2 · Frankfurter Rundschau

Donnerstag, 17. März 1994, Nr. 64

AUS DEM AUSLAND

Türkei verstärkt Militärpräsenz in Kurdengebieten

Spannungen vor Newroz-Fest/Delegation aus Deutschland befürchtet Übergriffe von Sicherheitsorganen

Von Gerd Höhler und Helmut Lölhöfel

Mit wachsender Nervosität sieht man in der Türkei dem kurdischen Neujahrsfest Newroz am Montag entgegen. Presseberichte in Ankara zufolge wurden Militär und Gendarmerie im überwiegend kurdisch besiedelten Südosten um 90.000 auf 250.000 Mann verstärkt. An dem Festtag und bei den türkischen Kommunalwahlen sechs Tage später wollen auch deutsche Beobachter über die Einhaltung von Bürger- und Menschenrechten wachen.

ATHEN/BONN, 16. März. Im gleichen Maße, wie sich der Kurdenkonflikt über die vergangenen Jahre verschärfte, hat sich der Newroz politisiert. Er wird inzwischen von vielen im Südosten als ein Tag des Widerstandes verstanden, an dem die Kurden zunehmend selbstbewusst und kämpferisch jene ethnische und kulturelle Identität demonstrieren, die ihnen vom türkischen Staat seit Jahrzehnten abgesprochen wird.

Mit Schrecken denkt man an das Newrozfest des Jahres 1992 zurück, als es im Südosten zu blutigen Kämpfen kam und Hunderte von Zivilisten im Kugelhagel der Regierungssoldaten starben. Im vergangenen Jahr dagegen verlief der Newroz relativ ruhig. Das war vor allem der Waffenruhe zu verdanken, die Abdullah Öcalan, Chef der Guerillabewegung PKK, wenige Tage zuvor verkündet hatte. Aber der damalige Waffenstillstand, den die türkischen Politiker und Militärs nie akzeptierten, hielt nur acht Wochen. Nach dem Ende der Feuerpause verschärfte sich der Konflikt ständig, mehr als 4000 Menschen starben seither.

Mit ihrer Entscheidung, sieben kurdischen Abgeordneten die Immunität zu entziehen und sie vor Gericht zu bringen, wo ihnen die Todesstrafe droht, hat die türkische Regierung die gespannte Stimmung weiter angeheizt. Die sieben wurden am Mittwoch auf Anordnung des Staatssicherheitsgerichts in Ankara formal verhaftet. Zuvor waren sie in Poli-

zeigewahrsam. Nach Einschätzung von Beobachtern hofft Ministerpräsidentin Tansu Ciller, so die Chancen ihrer Partei bei den Kommunalwahlen am übernächsten Sonntag zu verbessern. Dabei nimmt Ciller aus wahltaktischen Gründen eine schwere Eskalation des Kurdenkonflikts in Kauf und strapaziert überdies die Beziehungen der Türkei zu ihren NATO-Partnern. Vor diesem Hintergrund empfinden es viele Kurden als Hohn, daß die Ministerpräsidentin am Montag ankündigte, der Newroz solle in den Rang eines offiziellen Feiertages erhoben werden — allerdings erst im nächsten Jahr.

Auch deutsche Beobachter befürchten „massive Übergriffe der türkischen Sicherheitsorgane“, wie Sprecher des Trägerkreises „Kurdistan: Schweigen tötet — Frieden jetzt“ und Sprecherinnen vom Bündnis 90/Die Grünen am Mittwoch in Bonn sagten. Sie kündigten eine von der Hilfsorganisation medico international in Frankfurt organisierte Reise ins türkisch-kurdische Gebiet an, zu der 280 Menschen

starten. Die Bündnis-Grünen schicken eine 60köpfige Gruppe mit Bundesvorsitzendem Angelika Beer und der Europa-Abgeordneten Claudia Roth in die Türkei. Auch einige Prominente wie die Ausländerbeauftragte von Bremen, Dagmar Lill, Landeskirchenrat Jörn-Erik Gutheil, Andreas Buro vom Komitee für Grundrechte und der Schriftsteller Günter Wallraff wollen sich an den kritischen Tagen in Türkisch-Kurdistan aufhalten.

Beer forderte zu „aktiver Einmischung“ und zu „zivilem Widerstand“ zugunsten der unterdrückten Kurden auf. Trägerkreis-Sprecher Manfred Stenner verlangte von der Bundesregierung, sie müsse „jetzt massiv auf die türkische Regierung einwirken, eine politische Lösung über Verhandlungen zu suchen“. Von der militanten Kurden-Organisation PKK könne „man halten, was man will, aber es ist eine Binsenweisheit, daß es ohne Verhandlungen dort keinen Frieden geben wird.“ Die Alternativen dazu seien militärische Eskalation und Völkermord.

Economy in Perspective

Trade Gap Widens By 61.4 percent in Jan.

The Turkish foreign trade deficit widened by 61.46 percent to \$838 million in January compared to the figures of the same period last year, official figures revealed last week. The State Institute of Statistics (DIE) disclosed that Turkish exports rose by 3.4 percent while imports jumped by 20.2 percent in the first month of the year. Exports went up slightly from last year's \$1.2 billion to \$1.3 billion this year, while imports dramatically increased from \$1.7 billion to \$2.2 billion this January. The trade deficit, already on a sharp rise since early last year, climbed by 61.46 percent from \$519 million last January to \$838 million in the corresponding period this year, according to the DIE figures. The economy's export-import ratio declined from 71.1 percent last year to 61.1 percent this year in January.

Foreign Debt Stock at \$65.8 Bn. in Sept. 93

The foreign debt figures as of September 1993 were finally revealed after a two-month delay due to the foreign borrowing efforts of the government. Searching for fresh funds to finance domestic payments the Çiller government has been trying for a long time to raise money on foreign markets through borrowing. Thus, it delayed the announcement of the September foreign debt figures. After the Treasury's postponement of the global bond issue worth \$750 million which was to be made in the leading capital markets of the world, the Treasury disclosed that Turkey's foreign debt had reached \$65.8 billion. The Treasury will announce the 1993 year-end foreign debt figures two weeks later.

Finance Ministry Prepares Economic Measures Package

The finance ministry has prepared a package of economic measures to be implemented after the March local elections. The measures are designed to bring about a recovery from the recent economic crisis. The ministry proposes to remove the monthly tax rebate system and replace it with an annual one. The annual tax rebate system was proposed once before but was turned down by President Süleyman Demirel. The budget would save TL 20 trillion with this system, the paper said. In addition the package will reduce public investment expenditures.

Export Incentive Package Approved By Cabinet

A new export incentive package was accepted last week at a Cabinet meeting. The package will come into effect after receiving presidential approval.

The new export incentives will include an "export return" system for agricultural products, research and development incentives for high-technology sectors, state participation in the construction of environmental facilities and measures for on-the-job training. The long-delayed investment and export incentive packages were dealt with in a very short period of time. In addition, the draft decree on investment incentives has reached its final stage. Treasury experts recently concluded their work on the investment incentives, which are now awaiting Cabinet debate.

Postponement of Global Issue Ruins Çiller's Hopes

Turkish Treasury Undersecretariat last week postponed a \$750 million bond issue due to uncertainties in U.S. capital markets. However, since interest rates in the U.S. capital markets have risen from 2.25 percent to 3.5 percent, foreign borrowing from this market has become very expensive for Turkey and the Treasury has postponed the bond issue. Çiller had pinned her "fresh fund" hopes on this issue, after the government lost domestic borrowing opportunities. Thus, Çiller's expectations of calming the foreign exchange crisis by borrowing from U.S. and European markets have come to nothing.

Turkey Poor In Investment

A World Bank report revealed that Turkey is among the countries with a low investment ratio. "Atlas 1994" survey puts Turkey into the last but one category among five groups classified by the World Bank. The last group includes African countries where investment/GDP (Gross Domestic Product) ratios are below 15 percent. Turkey's ratio is determined as 19 percent. South East Asian countries are included in the group with high investment ratios. Among them, Singapore has a 41 percent investment ratio, while Thailand has 40, S. Korea 39, Indonesia 35, and China and Malaysia 34 percent.

EU Customs Union Steering Committee Convenes In Ankara

Fifth meeting of the Customs Union steering committee convened last week in Ankara between representatives of Turkey and the European Union (EU). The EU delegation participated in the meeting of the steering committee under the chairmanship of Eberhard Rhein, the EU commissioner responsible for Mediterranean countries. The EU's Turkey representative, Ambassador Michael Lake, also attended the meeting. The steering committee has been convened to discuss Turkey's preparations for the proposed customs union with the EU, and the problems it is faced with. Turkey's textile policies, possible effects abroad of the proposed customs union, intellectual property rights and the coal and steel sectors are the items on the agenda for negotiation, Rhein added.

The Week in Perspective

MARCH 9 Expressing U.S. concern for the lifting of immunity of eight deputies, Assistant Secretary of State Stephen Oxman says a political solution for Turkey's Southeast problem was necessary. Oxman also condemns Kurdish terrorism and says Washington supports Turkey's territorial integrity.

- Due to the slump in the Turkish economy and unfavorable American response, the Turkish Treasury Undersecretariat postpones the sale of \$750 million bonds called "Global Issue" on the world's leading capital markets.

- Ten civilians are killed and 11 others injured when a minibus hits a land mine near the village of Yarimtas in the Southeastern province of Diyarbakir.

MARCH 10 Turkey says supplies of Russian natural gas through a pipeline passing through Ukraine, Romania and Bulgaria had come to a standstill.

MARCH 11 Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani meets with Turkish Gendarmerie Commander Gen. Aydın İter and four other generals in the Southeastern border town of Silopi.

- Republican People's Party's (CHP) Kars Deputy Atilla Hun resigns from his party. With Hun's resignation, the CHP's number of parliamentary seats drops to 18.

- President Süleyman Demirel accuses leaders and deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) of having ties with Kurdish terrorists.

- The Kurdish-based Democracy Party (DEP), six of whose MPs remain in detention, urges its supporters not to vote in local elections on March 27.

- The European Parliament calls for the immediate release of six Kurdish parliamentarians held on separatist charges. The Turkish Foreign Ministry says the European Parliament has shown prejudice against Ankara.

- Flow of Russian natural gas to Turkey resumes after an almost 24-hour cut which forced Turkish authorities to restrict its use, especially for industries.

- Four Greenpeace activists hanging by ropes from the Bosphorus Bridge in Istanbul unfurl a huge banner in protest against shipments of hazardous wastes through Turkish waters. "Stop death ships now" read the banner.

MARCH 12 Police arrest 37 suspected Kurdish terrorists on charges of killing five military students in a bomb attack at the Tuzla train station in Istanbul last month. The PKK claimed responsibility for the attack which also wounded 36 military students. Among those arrested was Cumali Karsu, who placed the explosive in

a garbage can, Istanbul's chief of security, Necdet Menzir, said in a statement. Karsu was later shown to the press and demonstrated at the bombing site how he planted the explosive.

- Iranian authorities return to Turkey 14 Kurdish militants who escaped into Iran during a shootout with Turkish troops at the border.

- German police clash with militants in Bonn as they try to stage a pro-Kurdish rally by starting to chant PKK slogans and unfurl militant flags.

- Security forces kill five suspected members of the urban terrorist group Dev-Sol (Revolutionary Left) in a clash near the northern coastal town of Ünye.

- Bosnian Serbs warn the United Nations that sending Turkish troops to Bosnia as peacekeepers would lead to escalation of the civil war even if they were deployed only on Muslim and Croat territory.

MARCH 13 A Greek Cypriot oil tanker and a freighter collide at the Black Sea entrance to the Bosphorus strait, sparking several explosions and a gigantic fire that illuminated the night sky. Twelve crew members are confirmed dead, 28 are injured and 14 are missing from both vessels, Istanbul Governor Hayri Kozakçıoğlu announces after the accident.

- A bomb explosion in the southern city of Adana injures 16 people including six soldiers. Eye witnesses say the bomb was left in a parcel outside the main post office of the city.

- Yüksel Çengel resigns as the Istanbul provincial chairman of the Social Democrat People's Party (SHP) after the party's Istanbul mayoral candidate, Zülfü Livaneli, declared he had to go. Livaneli earlier held a press conference saying the SHP leadership had promised Çengel would not lead the party if he became mayoral candidate for Istanbul. Livaneli claimed he did not want anything to do with people like Çengel who had been implicated in the Istanbul Water Works (ISKI) scandal. Ali Özcan is named Istanbul provincial chairman of the SHP to replace Çengel.

MARCH 14 Flaming oil burns for a second day in the Bosphorus strait after a collision between a tanker and a freighter set off a firestorm in the waterway splitting Istanbul. Some 18 hours after the blaze began, officials say there are 15 dead, 29 injured and 14 missing from a total of 58 crew members.

- Foreign Minister Hikmet Çetin says in a statement that the use of the straits for transporting oil represents potential tragedy. Saying that more than 50,000 vessels passed through the straits every year and that the number would increase, Çetin indicates that Turkey has to take steps to deal with the problem.

MARCH 15 Prime Minister Tansu Çiller says that she will declare Newroz a

Turkish Probe March 18, 1994

23

national holiday so that every Turkish citizen can celebrate it.

■ Greece sends notes to the United Nations, Britain and Balkan states to try to block any deployment of Turkish troops as U.N. peacekeepers in Bosnia.

■ A cease-fire call over the weekend by Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), is dismissed by the government on the grounds that is no more than a "tactical move" which is "void of real content."

MARCH 16 The U.S. dollar finishes at TL 23,000 after hectic trading in the first session since March 11 as the Ramadan break closed markets on both March 14 and 15. It jumps 12.2 percent from the March 11 close of TL 20,500 on Istanbul's free foreign exchange market.

■ The vital Bosphorus waterway remains closed even though tugs had towed a still burning oil tanker out of the strait into the Black Sea.

■ Six Kurdish MPs, who may be charged with crimes against the state, appear before the Ankara State Security Court after two weeks in detention. But after spending the whole day at the court, apparently without a decision being made, the MPs are taken back to the anti-terror department of Ankara police headquarters, where they have been held since their detention. The case continues.

■ Neither Turkish nor Greek troops should be deployed with U.N. forces in Bosnia, Sir Dudley Smith, a leading figure in the European Union's defense wing says.

■ French Foreign Minister Alain Juppe arrives in Turkey for talks expected to focus on the war in Bosnia and the protection of Kurds in north Iraq.

Human Rights Diary

Pro-Kurdish daily Özgür Gündem's Urfa correspondent Nazim Babaoğlu has disappeared. Babaoğlu apparently received a call from a person identified as Murat Yoğunoğlu in Siverek who asked him to come to the township. Babaoğlu left Urfa to go to Siverek on March 11 and has not been heard of since. Yoğunoğlu told police that he had not called Babaoğlu to come to Siverek.

(March 10, Newspapers)

The body of geology engineer Erdinç Başer, who left home to go to the military recruitment center in Ergani, was discovered on the Ergani highway. Başer was previously tried for his alleged links with the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) terrorist group and set free. (March 11, Newspapers)

The Istanbul State Security Court decided to close down the left-wing Emek magazine for a month for an article titled "The Working Turkish and Kurdish People" in a special edition. The editor of the magazine Garip Tore was sentenced to two years in prison and was fined TL 250 million. The publisher of the magazine was fined TL 100 million.

(March 11, Newspapers)

The Istanbul State Security Court orders the confiscation of the fourth issue of Newroz newspaper for making separatist propaganda.

(March 11, Newspapers)

Ahmet Karataş, the party assembly member of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) who is in custody for his alleged involvement in the bombings of the provincial headquarters of the True Path and Nationalist Movement parties in Ankara, is taken into custody after he becomes ill. Meanwhile authorities disclose that DEP Ankara Provincial Chairman Ramazan Bulut, who was sought by police for participating in a series of bombings in Ankara, was in fact under custody in prison in connection with other charges when the bombings took place.

(March 11, Turkish Daily News)

Panorama magazine's correspondent Nurdan Sözen is beaten and thrown out of a bus on her way from Zonguldak to Istanbul because the driver claims she was drinking alcoholic beverages during the holy month of Ramadan. (March 10, Newspapers)

The Istanbul State Security Court sentences writer İsmail Beşikçi to two years' imprisonment and fines him TL 250 million for his book "This Is What the Courts Led To." Beşikçi is already serving jail terms in the Ankara Central Prison for other books he has written. (March 11, Newspapers)

Writer Osman Aytar and Recep Maraslı are sentenced to two-year prison terms each and fined TL 100 million for their statements at a panel organized by the Human Rights Association (IHD) in 1992.

(March 10, Newspapers)

The State Security Court orders the detention of Yasar Kaya, the publisher of pro-Kurdish Özgür Gündem, for failing to attend five different court hearings on charges that the paper has been promoting separatism. Kaya flees Turkey.

(March 11, Newspapers)

A court orders the detention of writer Yalçın Küçük for failing to appear in court cases brought against him. Küçük is in France and will not return to Turkey.

(March 11, Newspapers)

The Istanbul State Security Court orders the confiscation of the Özgür Gelecek magazine for an article titled "The Attack against DEP Is a Dilemma for the Turkish Republic." (March 11, Newspapers)

The Ankara Prosecutor's Office has filed charges against two reporters, Abdülkadir Konuk and Besin Döner, of the newspaper Özgür Gündem. It was claimed that an article written by Abdülkadir Konuk included insults directed towards the chairman of the Nationalist Movement Party (MHP), Alpaslan Türkeş. If convicted, the journalists face five-year prison terms.

(March 10, Turkish Daily News)

● Vendredi 18 mars 1994 ●

France-Irak : la tentation du dialogue

A Paris, les signes se multiplient d'une volonté de renouer avec Bagdad, ce qui irrite Londres et Washington

Une délégation de députés irakiens conduite par le président du Parlement est attendue dans les prochains jours à Paris. Officiellement, elle vient participer à un forum interparlementaire qui se tiendra à l'UNESCO la semaine prochaine. Mais elle pourrait être reçue par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, Philippe Séguin et René Monory.

L'affaire serait mineure si elle ne s'inscrivait dans une « série » dont les épisodes traduisent de plus en plus une claire volonté politique, sinon du gouvernement, en tout cas de la majorité, de renouer avec l'Irak les fils d'un dialogue rompu depuis la crise du Golfe. Et si cette nouvelle orientation n'irritait pas au plus haut point les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui se contentent pour l'heure de la faire savoir par les voies diplomatiques.

Si l'objectif du dialogue avec les Irakiens avait été uniquement économique, dans la perspective d'une levée de l'embargo pétrolier d'abord, puis, dans un deuxième temps, des autres sanctions imposées par le Conseil de sécurité à Bagdad, on en serait resté aux discussions - engagées dès l'été 1991, selon l'hebdomadaire spécialisé *Middle East Economic Survey* - entre Total et Elf-Aquitaine, d'une part, et les autorités compétentes irakiennes, d'autre part; et aux contacts qu'un nombre de plus en plus grand d'entreprises françaises ont engagés avec l'Irak. Celles-ci ne sont du reste pas les seules. Italiens, Allemands, Britanniques et Américains en font autant.

Mais depuis mars 1993, ce sont les politiques qui sont entrés en scène en France, et cela se fait de plus en plus sans raser les murs. La logique est la suivante : il ne s'agit pas de se faire battre au poteau par les Anglo-Saxons, le jour où l'Irak sera à nouveau fréquentable.

Un hôte peu recommandable

Il y a d'abord eu, dès le printemps dernier, la constitution à l'Assemblée nationale d'un groupe d'amitié franco-irakien présidé par le député RPR Roselyne Bachelot. Puis il y a eu, en octobre, la visite à Paris du vice-premier ministre Tarek Aziz. La raison invoquée par le Quai d'Orsay était d'ordre humanitaire, des raisons impératives de santé. Ce qui n'avait pas empêché l'intéressé de fréquenter les meilleurs restaurants libanais de Paris, ni de rencontrer M^{me} Bache-

lot, ni surtout de s'entretenir avec le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua.

M^{me} Bachelot en avait profité pour solliciter la libération du ressortissant français Jean-Luc Barrière, prisonnier à Bagdad pour être entré illégalement en territoire irakien à partir du Koweït. Ce qui fut fait. Mais il aura fallu pour cela le déplacement à Bagdad, en décembre, non seulement de M^{me} Bachelot et de deux autres parlementaires, mais aussi de Serge Boidevaix, conseiller d'Etat en mission extraordinaire et ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Il s'en est fallu de peu, à la mi-février, que le gendre du président irakien ne soit hospitalisé en France. Paris avait donné son accord pour la délivrance d'un visa, mais les lenteurs administratives avaient forcé le malade à se faire opérer d'urgence d'une tumeur au cerveau à Amman. Un véritable coup de chance pour le gouvernement, car Hussein Kamel Hassan El Majid n'est autre que le père des programmes nucléaires, chimiques et bactériologiques irakiens. En clair, il est la cheville ouvrière de la puissance militaire irakienne tant décriée et l'un des plus proches du président Saddam Hussein.

Bien qu'il ait été effectivement malade, les autorités auraient difficilement pu invoquer à son sujet des raisons humanitaires, sauf à réussir à maintenir le secret le plus hermétique sur son séjour - un secret que l'opposition irakienne ne se serait pas privée de violer. Toujours est-il que le gouvernement semble soudain avoir pris conscience, avec quelque temps de retard, du faux pas qu'il était sur le point de faire. Il s'est empressé de retirer l'autorisation de visa, de sorte que M. El Majid n'a pas pu, comme il l'aurait souhaité, venir à Paris pour des soins complémentaires après son intervention chirurgicale.

Puis il y eut le passage, début mars à Paris, du directeur des relations internationales au ministère irakien des affaires étrangères, Riad El Kaissi, qui a été reçu au Quai d'Orsay par le directeur général d'Afrique du Nord-Moyen-Orient, Denis Bauchard, et par Jean-Pierre Laffont, chef du service des Nations unies et des organisations internationales. Sa visite de quelques heures a suivi de peu le séjour d'une délégation du ministère du pétrole de Bagdad, venue discuter avec Elf-Aquitaine et Total. C'était une première, puisque jusqu'alors les contacts se faisaient à Bagdad ou à Amman.

Le Monde

Maintien des sanctions

Sans oublier toutes les autres initiatives que prennent par exemple un organisme tel que le Mouvement chrétien V^e République ou le secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, Gilles Munier, ou encore le général Jeannou Lacaze. Il faut, explique M. Munier, que les choses évoluent au-delà des simples contacts. Sans faire de la « provocation », il faut passer à une nouvelle phase, par exemple obtenir l'ouverture d'une section des intérêts français à Bagdad.

M. El Kaïssi était venu sonder les Français sur les chances d'une levée de l'embargo pétrolier. Il est reparti les mains vides, affirme-t-on au Quai d'Orsay. L'Irak doit mieux faire, lui a-t-on dit en substance. Bagdad a fait des progrès, notamment en acceptant en novembre dernier le contrôle à long terme de son armement - seule condition *sine qua non* de la levée de l'embargo, si l'on s'en tient à une lecture juridique des résolutions de l'ONU. Mais cela ne suffit pas. Il faut que Saddam Hussein respecte toutes les résolutions de l'ONU et reconnaisse sans ambiguïté la souveraineté du Koweït et sa frontière internationale. Il faut aussi que le contrôle à long terme de l'armement soit mis à l'épreuve.

C'est ce que disent officiellement les autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, en fait, ils ne sont pas tous sur la même longueur d'onde. Paris voudrait qu'un signal positif soit adressé à Bagdad par le Conseil de sécurité, qui consisterait par exemple à établir un calendrier pour la période probatoire, à en préciser la date d'entrée en vigueur et celle de son expiration. Moscou et Pékin partageraient ce point de vue.

Non, rétorquent Washington et Londres, car cela permettrait à l'Irak de placer le Conseil sous pression, alors que c'est le contraire qui doit être vrai. Avec la Russie, l'Espagne et des membres non alignés du Conseil, Paris souhaiterait que la déclaration du président du Conseil de sécurité fasse allusion à la coopération de Bagdad avec la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, nous indique notre correspondante aux Nations unies Afsané Bassir Pour. Pour Washington et Londres, une telle mention pourrait signifier « un premier pas vers la levée de l'embargo pétrolier ». Les Etats-Unis et

Terrorist leader Abdullah Öcalan reported to be in Lachin

Turkish Daily News

ANKARA- Reliable Kurdish sources in the Middle East reported this week that outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan had moved out of Syria and was currently in Lachin, a part of Azerbaijan which is currently under Armenian control and also inhabited by Kurds.

The sources said Öcalan had travelled to Lachin earlier this month from his residence in the town of Kardaha in Syria's Latakia province. The PKK leader had been living for nearly a decade in Damascus and Syrian President Hafez Al Assad's hometown of Kardaha.

According to information received by the TDN, Öcalan is currently in contact both with Armenian officials and influential Kurdish circles in Lachin.

They said that he aims to establish a major training base in the Lachin corridor, which connects Nagorno-Karabakh with Armenia, opened by the Armenians in 1992 and since then the main artery supplying the enclave from Armenia.

The exact date of Öcalan's travel to Lachin was not made clear although it has been confirmed that he was

outside Syria earlier this month when Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani visited that country.

Despite Turkish press reports that Talabani had contacted Öcalan and was seeking to press him for a new cease-fire, sources said the PUK leader — who also travelled to Kardaha — did not find him there. Talabani has denied the reports saying he had no contact with Öcalan. In a meeting he held with Turkish gendarmerie commanders last week near the Iraqi border, Talabani informed Turkey of this as well.

The sources, who usually know of Öcalan's where-

abouts, told the TDN on Thursday that there was also speculation that the PKK leader had recently travelled to Russia.

Once the camp in Lachin is set up, they said, there could be more terrorist activity in eastern Turkey.

The PKK has in the past denied Öcalan's previous trips outside Syria.

The PKK's European representative and Öcalan's political advisor, Kani Yilmaz, said in January that he would even meet the press but no journalist has seen Öcalan for the past seven months.

Mayoral candidate shot dead

Reuters

DIYARBAKIR- A social democrat mayoral candidate and an electricity company worker were shot dead in separate attacks in the city of Diyarbakir in southeast Turkey, officials said on Thursday.

Muhyettin Ayata, 50, the Republican People's Party (CHP) candidate for mayor in one Diyarbakir district was killed and his wife and another relative were wounded when two unidentified gunmen attacked them on their way home late on Wednesday night. The gunmen escaped and there was no immediate claim of responsibility.

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has threatened to kill anyone standing for election in the mainly Kurdish

southeast in nationwide municipal polls due to be held on March 27.

The officials said an employee of the state electricity company, TEK, had also been shot dead by unidentified assailants on his way to work in Diyarbakir on Thursday morning. Scores of mystery murders have been committed in Diyarbakir this year, some blamed on the PKK and some on the underground Hizbollah group. Turkish officials deny accusations by Kurdish nationalists that the security forces are also involved. Nearly 11,000 people have been killed in Turkey since the PKK began its fight for an independent Kurdish state in 1984.

whelming majority in the Turkish Parliament voted in favor of lifting the immunity of the eight parliamentarians," said İsmet Birsnel, Turkey's ambassador to the Council of Europe in Strasbourg.

Birsnel told the Council's committee of permanent delegates that Turkey was battling against a severe case of terrorism, the Anatolia news agency reported from Strasbourg.

Birsnel said that about 150 deputies of Kurdish origin, who belonged to various parties and made up one third of Parliament, had voted for the lifting of the immunity of the eight deputies. "It was not the government but Parliament that voted for the lifting of their immunity," Birsnel said.

"The Turkish state is obliged to take effective measures against terrorism," Birsnel added. "This is one of the principles of the Council."

"The deputies, who are members of the Democratic Party (DEP), have boycotted the upcoming elections. This was suggested to them by the separatist PKK organization," Birsnel said, claiming that the party could not dare to display the true extent of its support by participating in the elections.

Turkey defends its case in Council of Europe

Turkish Daily News

ANKARA- Faced with harsh criticism for lifting the immunity of ethnic Turkish

deputies, Ankara sought to defend its case in the Council of Europe.

"It should not be forgotten that an over-

Turkish Daily News

ANKARA- On a landmark visit which brought all Turco-French issues to the table, French Foreign Minister Alain Juppe urged Ankara to "carry out a dialogue" to solve its problems. However, Juppe proved unwilling to elaborate further on the question of a dialogue. "The Turkish government knows whom to talk to," he responded to a question on a recent Parliament decision to strip ethnic Kurdish deputies of their immunity. "We have expressed to the Turkish authorities, in an atmosphere of cordiality, our belief that the conflicts should be solved through dialogue," he told reporters at Ankara's Esenboğa Airport before he departed for Istanbul.

In what appeared to be a move to start the talks on a positive note, Çetin thanked France for the support it gave for combatting the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

France banned PKK activities within its borders a few months ago.

However, Çetin also assured Juppe that the Turkish struggle against terrorism would remain within the supremacy of law and would respect human rights.

The statement was interpreted as an answer to an earlier statement by Juppe that he would "openly and sincerely" discuss with Çetin the Parliament decision to strip eight deputies of their immunity.

The democratic developments in Turkey in general and the lifting of the immunities of ethnic Kurdish deputies in particular was discussed extensively in the talks between Juppe and Turkish Prime Minister Tansu Çiller.

The issue was raised and thoroughly explained to Juppe by Çiller, said Volkan Vural, the prime minister's foreign policy adviser, after the talks.

"She told him that the ... incident arose from serious allegations that some MPs had links with a terror group," Vural told reporters.

Vural said Juppe had been "understanding" toward the Turkish obligation to fight terrorism and had "respect for Turkish territorial integrity."

"He has also noted that France took tough measures against PKK activities ... and his government had no position against the lifting of immunities, as this was a domestic affair of Turkey's," Vural said.

Juppe also stressed the Turkish stance against terrorism, discrimination and separatism in his talks with President Süleyman Demirel.

A statement from the president's press office said that Juppe had told the president that "he was sure that the DEP deputies under custody would freely use their right to a defense." Demirel assured Juppe that the "independent judicial institutions" would decide on the future of the deputies "without being subjected to any pressure."

The prime minister's chief adviser, Vural, noted that Juppe's earlier call to Turkey for "a solution through dialogue" was not discussed.

"We support the resolution of problems within the framework of dialogue," Juppe said on his arrival.

Diplomatic sources said Juppe, like visiting U.S. Assistant Secretary of State Stephen Oxman, had "extended hope for a political settlement, but did not specify what that could be." Juppe, in turn, said he

had brought a message from his Prime Minister Eduard Balladour to Çiller. Juppe said he had invited Çiller to France this summer which he said would be yet another landmark visit between the two countries.

Secularism

Turkey's and France's concern with rising fundamentalism, one of the important items on the agenda, was discussed in Juppe's talks with President Süleyman Demirel.

Juppe stressed that Turkey, a secular but predominantly Moslem country, constituted an important model.

Asked whether the Turkish model of secularism could provide a model for North Africa, Juppe said, "Turkey has demonstrated that Islam can be reconciled with democracy and secularism." He was reluctant, however, to comment on the fundamentalist rise in Turkey. "Secularism is Turkey's choice," he said. "I cannot comment on a domestic issue."

Turkey and Europe

The two countries also took up at length the relations between Turkey and the European institutions. France and Turkey agreed to set up a technical committee that would seek to iron out the difficulties that might arise during Turkey's attempts to establish a customs union with the European Union.

"I strongly believe that France may have an important role in the integration of Turkey into European institutions," Çetin said at the beginning of official talks.

Juppe, for his part, stressed that Turkey had "the full support of France" in its integration into European institutions.

French officials said Juppe would discuss

French proposals concerning Ankara's wish for a stronger role in the Western European Union (WEU), the military arm of the EU. Turkey is now an associate member of the WEU, but its bid for full membership to the European Union is frozen.

Çiller asked France to help Turkey in obtaining EU financial assistance to Turkey in the latter's attempts to establish a customs union, Vural said. Juppe promised to help in the release of the financial protocols which have been frozen due to a Greek veto.

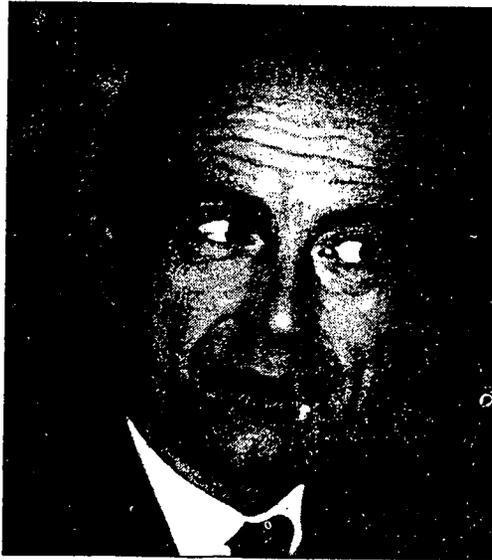
France, which will take over the EU term-presidency after Germany, will pay close attention to this issue, Juppe said.

International issues

Despite earlier signs that the two countries would launch a joint initiative on Nagorno-Karabakh, the initiative has not materialized, diplomatic observers said.

"France and Turkey may play a role in Karabakh," Juppe said. "We will continue our contacts on that."

Turkish officials have said they asked France to exert pressure on Armenia for its withdrawal from Azeri territory. On Bosnia, Juppe said his country had no objection to the presence of Turkish troops in Bosnia-Herzegovina. "But the decision is to be made by the U.N. secretary-general. We trust him to keep the balances in the region," he added.



French Foreign Minister Alain Juppe

turkish daily news

Friday, March 18, 1994

Juppe's visit gives momentum to ties

Turkey and France to set up a committee to iron out difficulties which might arise in establishing Turco-EU Customs Union

LIBÉRATION — 18 mars 1994

POINT DE VUE

Halte au feu

PAR BERNARD KOUCHNER ET BERNARD DORIN **

La Turquie est un grand pays, héritier d'une grande culture. Depuis l'indépendance des Etats turco-phones ex-soviétiques d'Asie centrale et son implication dans le drame de la Bosnie, elle apparaît en outre comme un pont entre l'Europe et l'Asie, entre l'Occident et l'Orient. Enfin, les valeurs du Kémalisme, dont la laïcité, la font respecter dans le monde entier.

Or, se peut-il que de tels atouts sur la scène internationale puissent être brusquement anéantis? Des informations convergentes et, hélas, très crédibles nous sont parvenues. Elles font état d'une décision imminente du haut état-major turc de «régler militairement de façon définitive» la rébellion kurde du PKK en Anatolie orientale.

Chacun sait ce que signifierait cette «solution finale»: la destruction totale du pays kurde et la mort de dizaines de milliers de civils innocents.

Nous ne pouvons absolument pas croire qu'un Etat qui frappe à la porte de l'Union européenne et qui aspire à faire partie d'une Europe démocratique attachée aux droits de l'homme,

aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'appête à pratiquer ce qui serait un génocide, qui lui fermerait définitivement les portes de l'Europe et le mettrait au ban des nations.

La Turquie doit maintenant nous prouver avec éclat que la démocratie qu'elle pratique n'est pas seulement une façade de respectabilité à usage externe, mais bien, comme le souhaitait le défunt président Ozal, une réalité. A cet égard, la mise en jugement des parlementaires kurdes qui risquent la peine de mort pour un prétendu «séparatisme» constitue déjà un sinistre présage!

En vérité, la Turquie est devant un choix: ou elle décide dans les heures qui viennent l'anéantissement de ses 14 à 18 millions de Kurdes, ce qui est militairement une tâche impossible et politiquement dévastatrice, ou elle choisit la paix. Le second choix la grandit, le premier la détruit.

Or, ses adversaires du PKK, qui ont répudié depuis longtemps l'étiquette «marxiste-léniniste» qu'on continue à leur attribuer pour les détruire plus impunément, sont prêts à la paix, fondée

sur une solution fédérale dans le cadre de l'Etat turc. Le chef du PKK vient de le réaffirmer de façon très officielle.

Dans ces conditions, nous lançons un appel solennel au gouvernement turc pour qu'il saisisse immédiatement cette chance de paix, la première qui s'offre depuis des années. Pour ce faire, il n'existe qu'un moyen: arrêter, pendant qu'il est encore temps, la main des militaires, décidés, semble-t-il, à provoquer l'irréparable.

Les dirigeants turcs ont suffisamment, et d'ailleurs justement, accusé l'Europe de laisser mourir les Musulmans de Bosnie pour que l'on puisse, avec la même raison, s'opposer à la destruction d'un peuple de l'islam, les Kurdes.

Les peuples turc et kurde sont deux peuples nobles qui peuvent et doivent vivre en paix dans le cadre d'un même Etat, à condition que soient respectées l'identité et la dignité des uns et des autres. Leur sort est aujourd'hui entre les mains du gouvernement d'Ankara. Il est encore temps d'appliquer le vieil adage latin: «*Cedant arma togae*».

Si une paix juste et durable se conclut, nous serons les premiers à saluer le courage des dirigeants turcs. Dans le cas contraire, qu'ils s'attendent à voir la Communauté internationale résolument sur leur chemin.

*Ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire

*Ambassadeur de France.

TURQUIE

Le pouvoir épinglé

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) accuse le pouvoir en Turquie de «mettre en place une véritable terreur d'Etat» à l'encontre des populations kurdes, en prenant «prétexte des violences du PKK (Parti des travailleurs kurdes), dans un pré-rapport publié à l'issue d'une récente mission en Turquie. «L'action violente dans laquelle le PKK s'est engagé ne rencontre pas l'approbation de la majorité silencieuse du peuple kurde», estime la FIDH. Ce pré-rapport a été rendu public alors que le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, effectue une visite officielle en Turquie.

France-Soir — 18 mars 1994

L'HUMANITÉ - 19 mars 1994

Soutien total d'Alain Juppé à Ankara

Le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé, s'est totalement rangé derrière la politique du gouvernement turc, à l'issue de la visite de deux jours qu'il vient d'accomplir à Ankara et Istanbul. «La Turquie moderne a choisi d'être un Etat républicain, laïque et démocratique», a dit Alain Juppé aux journalistes, avant de quitter Ankara. «Ce choix crée des affinités, particulièrement avec la France.» Il a annoncé que Paris soutiendrait la candidature turque à l'Union européenne. A propos du problème kurde, il a condamné le «terrorisme et le séparatisme». Interrogé sur l'arrestation de six députés kurdes, conduits en prison pendant sa visite et qui risquent la peine de mort, le ministre a dit qu'il s'était enquis du respect de leur droit à la défense auprès du premier ministre turc, Tansu Ciller, et qu'il avait «pris acte de sa réponse».

LIBÉRATION — 18 mars 1994

TURQUIE

La question kurde embarrasse Ankara

Alors que les six députés kurdes accusés de séparatisme ont été conduits en prison, le chef de la diplomatie française, en visite à Ankara, a rappelé son attachement au respect des droits de l'homme.

Ankara, envoyé spécial

Ni liberté préventive, ni même arrêts domiciliaires. C'est en prison que les six députés kurdes du DEP (Parti de la démocratie) accusés « d'atteinte à l'intégrité du territoire national » et de séparatisme attendront un procès où ils risquent théoriquement la peine de mort. La Cour de sûreté de l'Etat a décidé hier matin de suivre les requêtes exprimées la veille par le parquet. Hapit Dicle, le président du DEP, Leyla Zana et les quatre autres parlementaires connus pour leur militantisme en faveur de la cause kurde ont ainsi pris le chemin de la prison d'Ankara, après quinze jours de garde à vue passés dans les locaux de la police. L'instruction de leur dossier prendra de deux à trois mois.

« L'objectif du pouvoir est de les garder en prison le plus longtemps possible pour nous éjecter progressivement du jeu politique », dénonce Remzi Kartal, vice-président du DEP. La levée de l'immunité parlementaire de ces six députés avait été votée le 2 mars à une forte majorité par le Parlement turc, notamment grâce aux voix du parti du Premier ministre, Tansu Ciller, qui accuse le DEP d'entretenir des liens étroits avec le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) qui mène depuis dix ans une lutte armée contre l'Etat turc.

Cette affaire a remis au premier plan de l'actualité la question des droits de l'homme et le problème kurde. Ils ont beaucoup pesé sur la visite en Turquie du ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, qui a plusieurs fois évoqué ces thèmes durant ses entretiens à Ankara. « Nous avons exprimé notre souci que les droits de la défense puissent être exercés, et mes interlocuteurs m'ont dit que telle était leur intention », a déclaré le ministre. Dès son arrivée mercredi soir, il avait rappelé l'importance du respect des droits de l'homme, mais avait aussi manifesté sa compréhension pour un pays membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe qui joue, a-t-il expliqué, un rôle toujours plus important de par sa situation géostratégique: « Nous sommes attachés à l'unité et à l'intégrité de la Turquie en

tant qu'Etat et nation. Nous condamnons la violence d'où qu'elle vienne. Nous avons montré que nous ne sommes pas disposés à laisser notre pays se transformer en base arrière pour le terrorisme (allusion aux mesures prises par le gouvernement contre les résidents kurdes en France soupçonnés de liens avec le PKK, ndlr). Dans le même temps, nous sommes très attachés aux principes démocratiques, à l'Etat de droit et au respect des procédures judiciaires. Enfin, nous pensons que c'est toujours par le dialogue que les problèmes se règlent », a-t-il précisé.

Sur la question kurde, les autorités turques semblent avoir choisi la manière forte: l'élimination du « terrorisme » est le préalable à toute discus-

sion. « En jouant cette carte de la fermeté et en identifiant délibérément le problème kurde au PKK, le Premier ministre espère regagner le soutien de l'opinion publique turque et lui faire oublier les autres problèmes, mais c'est une politique extrêmement dangereuse », s'inquiète Yafuz Onen, président de la Fondation des droits de l'homme. Le DEP, en dépit de ses ambiguïtés, est pour le moment la seule représentation politique d'une spécificité kurde dans un pays où les 12 millions de Kurdes ont individuellement tous les droits, sauf celui de se revendiquer comme tels.

A cause des intimidations dont ont été victimes ses candidats (garde à vue, at-

tentats et même assassinats de seize cadres dont un député, abattus en huit mois), le DEP a décidé, le 25 février dernier, de ne plus se présenter aux élections municipales du 27 mars qui devaient être son baptême du feu électoral et où il espérait de bons résultats dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde. « Nous voulons une réelle égalité de droits entre Kurdes et Turcs, insiste Remzi Kartal, son vice-président, nous voulons, par des moyens pacifiques, que les Kurdes puissent s'exprimer dans leur langue, défendre leur culture, faire de la politique et se gouverner dans le respect de l'intégrité territoriale de la Turquie... »

Marc SEMO



Des réfugiés kurdes irakiens remontent vers le camp d'Isikveren, en Turquie, en avril 91.

la Grande-Bretagne lient également, au stade actuel en tout cas, la levée de l'embargo à la question du respect des droits de l'homme, notamment dans le sud, à majorité chiite, et le Kurdistan, dans le nord.

Ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que le Conseil reconduira, vendredi 18 mars, les sanctions imposées à l'Irak. En recourant depuis plusieurs jours au langage de la menace si l'embargo n'était pas levé, l'Irak n'a fait qu'aggraver son cas. Et Paris n'est pas prêt à croiser le fer avec les membres du Conseil de sécurité pour voler au secours du régime de Saddam Hussein. L'opposition irakienne n'en est pas moins très inquiète. Elle l'a encore dit dans un communiqué publié mercredi à Paris, qui demande au Conseil de sécurité de maintenir la pression sur le gouvernement irakien.

MOUNA NAÏM

LE NOUVEAU QUOTIDIEN

18 mars 1994

IRAK

«GÉNOCIDE» EN COURS

L'opposition irakienne s'est unie pour adresser une lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, dénonçant la passivité internationale face aux nouvelles «atrocités» commises dans le sud de l'Irak par le régime du président Saddam Hussein. Cette lettre affirme qu'un «génocide» est en cours dans les marais du sud du pays, où une offensive militaire de grande envergure a été lancée fin février.

L'ALSACE-MULHOUSE — 18 mars 1994

L'option turque de Paris

La France appuie l'ancrage européen d'une Turquie unie, alors qu'une procédure contestée vise des députés kurdes.

LA FRANCE «souhaite appuyer le choix qu'a fait la Turquie de s'ancrer à l'Europe» a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères M. Alain Juppé à l'issue de ses entretiens à Ankara avec notamment son homologue turc Hikmet Cetin.

«La Turquie moderne a choisi d'être un état républicain, laïque et démocratique, et ce choix crée des affinités particulières avec la France», a remarqué le ministre lors d'une conférence de presse marquant la fin de ses entretiens officiels en Turquie.

«Nous souhaitons que l'union douanière avec l'Union Européenne en cours puisse s'accomplir en 1995 et nous travaillerons ensemble dans ce but», a ajouté M. Juppé.

M. Juppé a en outre réaffirmé l'attachement de son pays à «l'unité de la Turquie», soulignant que «la France combat le terrorisme sous toutes ses formes». Il a rappelé que le gouvernement français avait pris des mesures contre le «terrorisme du PKK» (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que «son pays était attaché à la démocratie, l'Etat de droit et au respect des procédures», notamment en ce qui concerne les sept députés turcs d'origine kurde privés d'immunité parlementaire début mars et dont six ont été incarcérés hier pour «séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat».

«Nous avons exprimé notre souci pour que les droits de la défense (de ces députés) puissent être exercés. Il m'a été dit que c'était l'intention et j'en ai pris acte», a-t-il souligné. Concernant les relations bilatérales, le chef de la diplomatie française a précisé que sa visite avait été l'occasion «d'affirmer la volonté» du gouvernement français de donner aux relations franco-turques «le plus de chaleur et de consistance».

Dans le domaine culturel, rappelant que l'enseignement en langue française était en augmentation en Turquie, M. Juppé a promis des efforts pour que le turc soit davantage enseigné en France notamment après une décision de principe d'inscrire la langue turque parmi les langues vivantes enseignées par option dans le secondaire.

Arrivé mercredi soir, M. Juppé a été reçu hier par le président turc, M. Süleyman Demirel et le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, avant de se rendre à Istanbul qu'il quittera aujourd'hui. A Istanbul, le ministre visitera le lycée francophone Galatasaray, et rencontrera les milieux d'affaires turcs et français.

DÉPUTÉS INCARCÉRÉS

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a décidé hier l'incarcération pour «séparatisme» et «atteinte à l'intégrité de l'Etat» de six députés turcs d'origine kurde, dont cinq du Parti de la Démocratie (DEP), privés de leur immunité par le parlement au début du mois. La Cour a rendu ce verdict à la demande du parquet avant que le procès proprement dit ne commence, à une date encore indéterminée. Les députés incriminés seront donc derrière les barreaux pendant leur jugement. Les cinq députés du DEP (17 sièges sur 450), à savoir son président Hatip Dicle, Leyla Zana et Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sirri Sakik, ainsi que l'indépendant Mahmut Ailnak, avaient été déferés mercredi matin devant cette cour pour interrogatoire après une garde à vue d'environ deux semaines dans les locaux de la police.

Le procureur Nusret Demirel a demandé leur incarcération dans le cadre de l'article 125 du code pénal turc qui prévoit la «peine de mort» pour toute personne qui «agit» notamment pour «séparer une partie de l'Etat afin d'en fonder un autre».

L'HUMANITÉ — 18 mars 1994

Ankara

Le silence complice d'Alain Juppé

Hier matin, à Ankara, au moment même où Alain Juppé devisait avec le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, des vertus de l'«Etat de droit», une femme et cinq hommes, tous parlementaires, étaient conduits en prison. Avaient-ils pris les armes, appelé à l'insurrection, à la guerre? Bien au contraire, ces six élus de la Grande Assemblée de Turquie n'ont cessé depuis des mois d'appeler à la fin de la guerre au Kurdistan et à une

solution du problème kurde. C'est cela, l'impardonnable : avoir dit «urbi et orbi» qu'il existe un problème kurde et qu'il doit être résolu autrement que par le massacre de ceux qui se revendiquent de cette culture. Dire cela, en Turquie, c'est risquer la peine de mort.

L'emprisonnement de six députés pendant la visite d'Alain Juppé n'est pas le fait du hasard : le pouvoir turc a voulu faire enterrer son forfait par le représentant d'un Etat qui se prétend la patrie des droits de l'homme. Si M. Juppé ne trouve rien à redire, qui donc osera le faire?

Le même jour, à Paris, la Fédération internationale des droits de l'homme rendait public un rapport accusant le gouvernement turc de «mettre en place une véritable terreur d'Etat»...

Françoise Germain-Robin

18 März 1994

SPANDAUER VOLKSWELT

Mit Musik und Tanz ins Jahr 2606

Kurdisches Neujahrsfest Newroz erinnert an den Sieg gegen Unterdrückung

Mit Musik, Tanz und Gesang feiern Kurden am Sonntag, dem 19. März, das kurdische Neujahrsfest Newroz im Gotischen Saal der Spandauer Zitadelle.

Das Internationale Bildungs- und Beratungszentrum Hînbûn veranstaltet die Feier in diesem Jahr zum dreizehnten Mal. „Dazu sind alle Spandauer herzlich eingeladen“, erklärt Hînbûn-Mitarbeiterin Aso Agace. Newroz läßt sich aus dem Kurdischen mit „neuer Tag“ übersetzen. „Es ist der Silvesterabend der Kurden“, so Aso Agace.

Das Newroz-Fest hat seinen Ursprung in der kurdischen Mythologie: Der tyrannische Herr-

scher Dahak ließ junge Männer töten, um ihre Gehirne an seine Schlangen zu verfüttern. Ein Schmied, der die Grausamkeiten nicht mehr ertrug, rief das Volk zum Aufstand auf. Unter seiner Führung töteten die Aufständischen Dahak und seine Schlangen. Seit über 2 000 Jahren feiern Kurden Newroz als Sieg gegen die Unterdrückung. „In der Türkei dürfen wir das Fest offiziell nicht feiern“, weiß Aso Agace, „im vergangenen Jahr rückten sogar türkische Panzer gegen tanzende Kurden vor.“

Die Hînbûn-Mitarbeiter mußten die Feier in diesem Jahr einen Tag vorverlegen, weil sie in Spandau keinen geeigneten Saal

finden konnten. Dennoch wollen sie am 19. März in der Zitadelle kräftig feiern.

Ab 17 Uhr entführt „Knubbelkrud“ Renate Groenewegen die kleinen Gäste in phantastische Märchenwelten. Um 18 Uhr präsentiert der Hînbûn-Frauenchor Neujahrslieder. Die Tanzgruppen des Bildungs- und Beratungszentrums wollen den Gotischen Saal gegen 19 Uhr mit Kerzen erleuchten. „Licht und Feuer sind in der kurdischen Mythologie Symbole für Freiheit“, erläutert Aso Agace. Anschließend spielen die kurdischen Musikgruppen „Koma Dilan“ und „Koma Newroz“ zum Tanz auf. M. Schulze

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0122 4 AI 0328 EXT /AFP-ID95

Télévision-Reportage

France 2: "Brasiers, Turquie, Iran, Irak" 23 mars 22h30

PARIS, 19 mars (AFP) — A la frontière iranienne, la Turquie, le Kurdistan et l'Irak, les rebelles kurdes de Turquie, les extrémistes islamiques, partisans du Mollah Hosman et de l'Armée de Libération nationale iranienne de Massoud Radjavi, mêlent trafics et guérillas ("Brasiers, Turquie, Iran, Irak", sur France 2, 23 mars à 22h30).

Michel Honorin a rencontré à la fin 93, à la frontière entre l'Iran et la Turquie, les maquisards du PKK, parti des travailleurs Kurdes. Quelques milliers de guérilleros kurdes luttent depuis quinze ans pour l'autonomie du Kurdistan contre l'armée turque dans ces montagnes. Beaucoup de "rescapés du naufrage du communisme international" ont rejoint le maquis aux côtés des Kurdes pour défendre leur cause. Sur ces hauts sommets s'organise un trafic incessant, de drogue notamment, et d'héroïne en particulier, à dos de mules de l'Iran vers la Turquie.

Au centre, au carrefour du Kurdistan, de l'Iran et de l'Irak, se tient le dernier poste Kurde, où les militants armés du PDKI, près de trois mille extrémistes partisans du Mollah Hosman, financés par l'Arabie Saoudite, combattent quelque deux cent mille Pasdarans iraniens. Les armes se vendent comme des petits pains: 320 F la Kalachnikov, 2 F la fusée anti-char, 6 F la grenade.

Au sud, sur plus de cinq cent kilomètres, les rebelles au régime iranien se concentrent en armée de libération nationale de Massoud Radjavi. Le groupe de partisans s'est transformé en véritable appareil de guerre de plusieurs milliers d'hommes et de femmes dont l'entraînement militaire prépare à l'objectif final: une offensive générale sur Téhéran.

Le film de 70 mn de Michel Honorin est le troisième de la série "Frontières", dans le cadre de l'émission "Première ligne", après "Etats-Unis, Mexique" et "Pologne, Allemagne". Le suivant, consacré à la Colombie, sera diffusé le 10 avril.

turkish daily news — Saturday, March 19, 1994 ■

Security Council split on how to treat Iraqi review

Division affects the five permanent members of the Council, with France, Russia and China advocating a change and the United States and Britain resisting it

Reuters

UNITED NATIONS- The Security Council was deeply divided on whether to put in a good word for Baghdad's cooperation to date on dismantling its weapons of mass destruction.

The Council in midweek agreed to maintain sanctions against Iraq but split over a statement on the embargo that would have also acknowledged Baghdad's progress on arms destruction. The division affected the five permanent members of the Council with France, Russia and China advocating a change and the United States and Britain resisting it.

"There was no consensus on the formula," said Council President Jean-Bernard Merimee, France's ambassador. Discussions will continue tomorrow and "hopefully there will be a consensus," he said.

France and its backers want to amend the standard statement issued after each 60-day review of the sanctions, imposed shortly after Iraq invaded Kuwait in August 1990.

But the end result could well be no statement, said Britain's ambassador Sir David Hannay.

The statement, which must be approved by all 15 Council members, carries no legal weight but discussions on it reflect a growing split on how to handle Iraq in the future. The Council will not consider lifting the oil embargo against Iraq until the U.N. Special Commission, in charge of removing all of Baghdad's weapons of mass destruction, has completed its work.

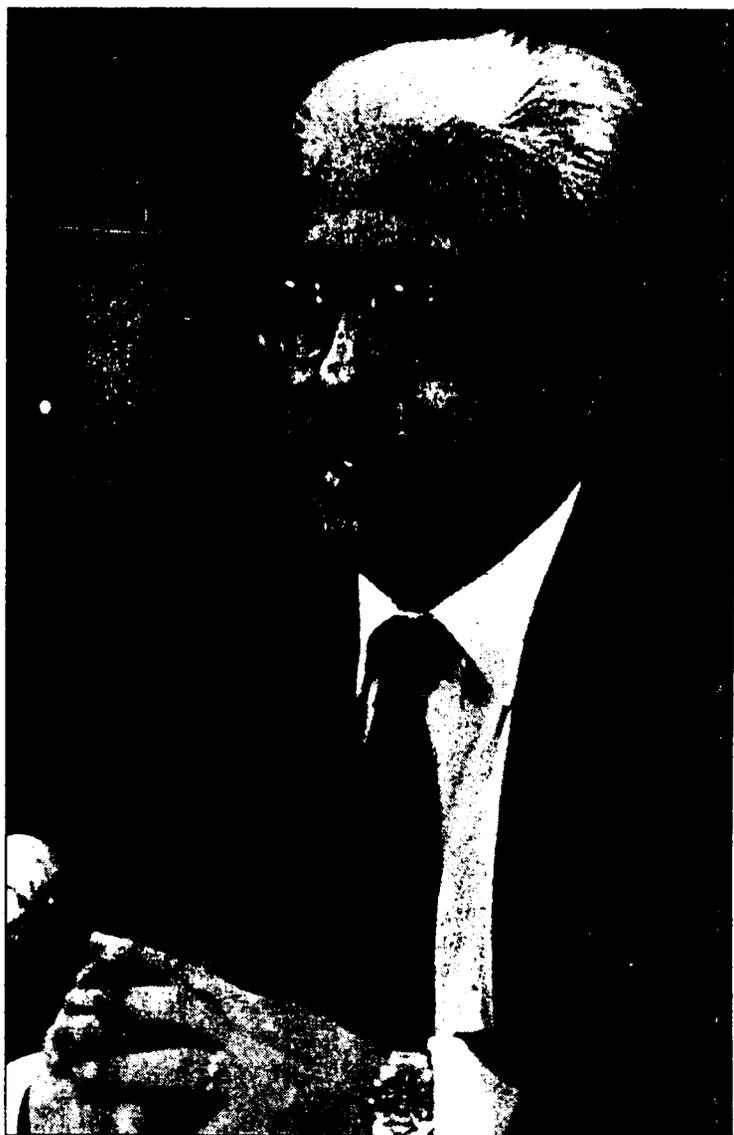
But divisions have been evident for months with key members balking at American and British hard-line positions on eventually lifting the oil embargo.

These nations want to give Iraq some encouragement to continue cooperating with U.N. inspectors, now in the last major phase of disarming Iraq. The United Nations is instituting a long-term monitoring programme of Iraq to make sure Iraq does not reacquire weapons of mass destruction. Some Council members, who might have backed France, were angered by a letter from Iraq's deputy prime minister Tariq Aziz, currently in New York lobbying Council members. The letter threatened further unspecified action unless there is movement toward lifting the oil embargo.

Aziz also accused the Special Commission of dragging its heels and of failing to announce a date for the start of implementation of long-term monitoring of Iraqi facilities capable of use for both civilian and military purposes. "It was a very unfortunate letter and I think everyone agrees with that," Hannay said. The oil embargo is linked to compliance on Security Council weapons demands. Most Council members, including France, will probably also insist that Iraq recognise Kuwait before the embargo is eased.

But the United States, backed in part by Britain, wants many other issues linked to lifting Iraqi exports, not contained in a 1991 Gulf War ceasefire resolution.

Rolf Ekeus, head of the U.N.



Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz

Special Commission on Iraq's weapons of mass destruction, said that the latest round of technical talks with Iraq will likely end late Friday or early today.

"We just exchanged views. It was a part of the ongoing dialogue between us," Ekeus told reporters as he left the Iraqi residence here after meeting with Aziz. "I think we will try to conclude (the technical talks) tomorrow."

Ekeus said the commission was

still working in order to resolve the two key issues of accounting for Iraq destroying its weapons and the ability of the commission to verify that Iraq cannot acquire prohibited weapons again.

Ekeus said there would be no document, or communique, at the end of the talks with Iraq and did not indicate when he would meet with Iraqi officials again. He said he did not expect to meet Aziz again during this round of talks.

Juppe: When Europe speaks with one voice, the world must listen

turkish daily news — Saturday, March 19, 1994

By Ibrahim Holozlu

Turkish Daily News

ISTANBUL- "Europe has reached the point of being the biggest economy in the world, and when it speaks with a single voice, attention has to be paid to it," said French Foreign Minister Alain Juppe at a meeting of the Turkish-French Business Council held at the Marmara Istanbul Hotel.

Juppe, who has been on an official visit to Turkey, noted during the same speech that relations between the two countries were very good during this period and in recent years France had become the country which had made the most foreign investments in Turkey.

Reminding his audience of leading Turkish businessmen that Turkey had years earlier preferred Europe and that there had been great strides made in this direction, he continued, "Turkey has given priority to Europe in its foreign policy. Western Europe cannot close its doors and keep its well-being to itself. It especially has to broaden itself vis-a-vis Eastern Europe. The management of this and timing are important. On this subject Turkey's position is a special one. We must proceed to the ultimate goal immediately. First of all the customs union between Turkey and the European Union (EU) has to be secured. In addition we must try to open up the financial protocols which have gotten stuck. France will help Turkey on this matter." Referring to the Maastrich Agreement, which was voted on a year ago when it seemed as if the building of Europe was stuck and suspicions concerning this were born, Juppe added, "The problems which have arisen in agriculture policies, the monetary crisis which exists in Europe and the lack of means to struggle with the developments in the former Yugoslavia have created a lack of trust in the EU. Today still we note very important steps in the construction of the EU although they have not been overwhelmingly positive. In the territories of the former Yugoslavia the cease-fire which exists at the moment has resulted from the initiatives of the EU

countries. In addition the signing of the GATT Agreement is the result of the EU bringing its strength to bear on it. These developments show that when Europe speaks with a single voice, the world has to pay attention."

Stressing that the negotiations for expanding the EU had been positive and that Austria, Sweden, Norway and Finland would join the EU at the beginning of 1995, the French foreign minister went on to say that other countries which wanted to join the EU had to meet certain criteria. But he also said that at the same time that the Union was expanding it had to institute a new reform. For instance in recent months the EU had developed a more active defense policy and taken important steps in terms of military cooperation.

He also suggested that it was time to look again at NATO. "We want to develop the Western European Union (WEU) into a joint defense organization." Pointing out that once again Europe had acquired a new liveliness, Juppe noted that as the 21st century approaches, Europe was in a position of strength and readiness to meet problems.

Admitting that Turkey had problems just as other countries did, Juppe said: "France trusts in Turkey. It has trust in Turkey's past, present and future. I believe that Turkey has a determining role to play as an exemplary nation in the region from the point of view of its potential economic strength and politics. For this reason France wants to develop further its relations with Turkey."

When asked about Turkey's sending troops to Bosnia-Herzegovina, the foreign minister said: "Turkey is pursuing a position which is directed at ensuring moderation and peace to the furthest extent possible in the lands of the former Yugoslavia. At this time it is necessary to increase the strength of the United Nations forces. However, it is at the U.N. general-secretary's discretion to do this and decide on which forces will be from which country. France has no objection to Turkey joining the U.N. peace force."

Security precautions for the Newroz celebrations

Security has been stepped up for eight Eastern provinces

Turkish Daily News

ANKARA- Security forces are getting jittery about possible outbreaks of violence in the eastern Anatolian region during the Newroz celebrations. Security measures have been intensified for the eastern provinces of Erzurum, Erzincan, Ağrı, Kars, Muş, Bingöl, Tunceli, Ardahan and Iğdır. Reports from the region say that the security forces are educating people about terrorist activities and are advising them to avoid falling into the terrorist trap. Officials have been saying that Newroz celebrations will not be restricted except for demonstrations and protest marches.

In addition to the security personnel present in the region, a number of special defence teams have been formed in some of the provinces and townships.

While the local authorities in most of the provinces are

feeling nervous, the governor of Kars, Hüseyin Atak is confident that there will be no incidents in his province. Muş governor Ahmet Refik Tekerek cautioned people that Newroz should not be exploited, saying "people using the celebrations as an opportunity to work against the interests of the state will have to deal with the security forces and they will not be allowed to carry out such tasks."

The Director General of Police, Mehmet Ağar said that the security measures are routine and that he does not expect any significant events during the festive season. He praised the efforts of the security forces to curb terrorism in the region and said that separatist PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party), which has been running a long term terror campaign, has no longer the strength to carry out terrorist activities during Newroz.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0358 4 I 0414 RFA /AFP-KF96

Allemagne-Turquie

Plusieurs délégations allemandes et suisses interdites de Nouvel An kurde

BONN, 19 mars (AFP) - Les autorités turques ont interdit à plusieurs délégations allemandes et suisses composées d'au moins 121 personnes qui voulaient étudier la situation des droits de l'homme dans le sud-est anatolien à l'occasion du Newroz, le Nouvel an kurde, de gagner la région, a-t-on appris samedi en Allemagne.

Des membres d'une délégation composée de 63 Allemands, dont une responsable social-démocrate (SPD, opposition), Mme Angelika Graf, ont été battus et maltraités lors de leur passage à l'aéroport de la préfecture de Van, a indiqué une source kurde à Francfort, le Bureau de coordination de Newroz. Un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères a indiqué pour sa part qu'un groupe de plus de 50 Allemands n'avaient pas pu quitter l'aéroport et a dû reprendre un vol pour Ankara où elle devait arriver dans la soirée.

Le bureau de coordination de Newroz affirme par ailleurs que 15 Allemands originaires de Hanovre et de Brunswick (nord) sont sur le point d'être refoulés à l'aéroport d'Ankara et que 20 autres en provenance de Francfort (ouest) ont été interpellés à Diyarbakir (est de la Turquie) où la police les ont placés en observation.

Selon la même source, 23 Suisses sont bloqués dans leur hôtel à Van. Deux militants turcs des droits de l'homme qui voulaient leur rendre visite ont été arrêtés.

Un député allemand, Mme Angelika Beer (Alliance 90/les Verts) a notamment été interpellé, a-t-on indiqué de même source. Le journaliste Guenter Wallraf, auteur notamment d'un livre à succès "Tête de Turc", des représentants du parti Alliance 90/les Verts, de l'église évangéliste et de la Fédération des syndicats allemands (DGB) font partie également des délégations.

Selon le bureau de coordination de Newroz, ces délégations craignent des attaques de l'armée turque contre des civils kurdes dans la nuit du Newroz, le 21 mars, et avant les élections communales turques du 27 mars.

Des affrontements ont eu lieu entre forces de l'ordre et rebelles kurdes pendant le Nouvel An kurde au cours des dernières années. Les 300.000 hommes soldats turcs déployés dans la région ont reçu cette année le renfort de 150.000 hommes, a-t-on indiqué de source kurde.

Le gouvernement d'Ankara a appelé le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) à ne pas faire de la fête du Nouvel An kurde une manifestation séparatiste.

jlp/bs/mfo

AFP 192027 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0002 4 I 0275 TUR /AFP-KV52

Turquie-Allemagne

53 Allemands renoncent au nouvel an kurde par solidarité avec des compagnons de voyage kurdes

ISTANBUL, 19 mars (AFP) - Cinquante trois ressortissants allemands et quatre Turcs d'origine kurde résidant en Allemagne sont arrivés samedi soir à Istanbul après avoir tenté sans succès de pénétrer dans la ville de Van, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, où ils voulaient observer la fête du Newroz, le nouvel an kurde.

Un membre du groupe d'Allemands, une syndicaliste qui a voulu garder l'anonymat, a déclaré à l'AFP que la police turque avait tenté à l'aéroport de Van de s'emparer des quatre Kurdes et que les Allemands s'y étaient opposés. Devant l'insistance de la police et "craignant pour la sécurité" de leurs

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

quatre compagnons, les 53 Allemands ont décidé de retourner en Allemagne, via Ankara et Istanbul, a-t-elle ajouté.

Le groupe, qui est composé essentiellement de syndicalistes et de quelques journalistes, souhaite tenir une conférence de presse dimanche à Istanbul mais ignore s'il y sera autorisé. L'écrivain Guenter Wallraf ne faisait pas partie de ce groupe, a constaté un journaliste de l'AFP. Il se trouve toutefois en Turquie, a indiqué la syndicaliste.

(Un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Bonn avait indiqué auparavant que Guenter Wallraf faisait partie du groupe.)

Des mesures de sécurité renforcées ont été prises dans le sud-est anatolien à l'approche du Newroz, le 21 mars, fête qui a souvent donné lieu, notamment en 1992, à des affrontements armés entre forces de l'ordre et rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste et interdit).

KG/HC/mfo

AFP 200001 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0368 4 I 0342 TUR /AFP-KI34

Turquie-Allemagne

Plus de 70 Allemands éloignés du sud-est anatolien

ANKARA, 19 mars (AFP) - Plus de 70 ressortissants allemands ont été éloignés samedi par les autorités turques de deux villes du sud-est de la Turquie à majorité kurde, où ils voulaient assister au Newroz, le nouvel an kurde, et la plupart étaient samedi soir en cours d'expulsion de Turquie, a-t-on appris de sources informées à Ankara.

Un premier groupe, une délégation de 56 personnes, a été refoulé de Van vers Ankara, puis Istanbul, d'où il doit reprendre dimanche un avion pour l'Allemagne, a-t-on indiqué de mêmes sources.

(Un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères avait indiqué plus tôt dans la journée à Bonn que ce groupe, bloqué plusieurs heures à l'aéroport de Van, était composé notamment du journaliste Guenter Wallraf, et de représentants du parti Alliance 90/les Verts, de l'église évangéliste et de la Fédération des syndicats allemands.)

De sources informées à Ankara, on a ajouté qu'un second groupe, de 17 personnes, également de nationalité allemande, a été refoulé de Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est, vers Ankara. Ce groupe, arrivé dans la capitale turque dans la soirée, a aussitôt pris un autocar pour Cizre, autre ville du sud-est, coeur traditionnel de la célébration du Newroz, a-t-on encore indiqué.

Des mesures de sécurité renforcées ont été prises dans le sud-est à l'approche du Newroz, le 21 mars, fête qui a souvent donné lieu, notamment en 1992, à des affrontements armés entre forces de l'ordre et rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste et interdit).

Le Newroz tombant cette année à une semaine d'élections municipales, toute la région du sud-est est sous l'étroite surveillance des forces de l'ordre turques mais aussi des défenseurs des droits de l'homme.

Le gouvernement turc avait indiqué qu'il n'accepterait pas d'"observateurs" étrangers en tant que tels à l'occasion de ces élections, mais que n'importe qui pourrait visiter le pays "à titre individuel".

HC/mnv/mfo

AFP 192104 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0142 4 I 0216 TUR /AFP-IL79

Turquie-attentat

Attentat à la grenade à Diyarbakir: 17 blessés

ANKARA, 19 mars (AFP) — Un attentat à la grenade contre les locaux du Parti populiste social démocrate (PPSD, centre-gauche, partenaire de la coalition au pouvoir) à Diyarbakir, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a fait 17 blessés dans la soirée de vendredi, a-t-on appris samedi de sources bien informées.

L'attentat a été commis par deux personnes dont une a été arrêtée, a-t-on appris de même source.

Cet attentat, qui n'a pas été revendiqué, est attribué au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui avait mis en demeure début mars les partis politiques et les électeurs du sud-est de boycotter les élections locales du 27 mars et de suspendre toute activité politique dans la région sous peine de représailles, a-t-on indiqué de sources policières.

Les locaux du Parti de la Juste Voie (PJV, centre-droit, l'autre partenaire de la coalition gouvernementale) et du Parti de la Mère Patrie (PMP, centre-droit, premier parti d'opposition) avaient été l'objet d'attentats du même genre, après la menace du PKK contre les activités politique.

Un candidat du Parti républicain du Peuple (PRP, centre-gauche) à Kayapinar, dans la même région, avait été tué jeudi par des inconnus.

KG/jcc

AFP 191153 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0338 4 I 0203 RFA /AFP-KD31

Allemagne-Kurdes

Plusieurs blessés au cours d'une manifestation de Kurdes à Berlin

BERLIN, 19 mars (AFP) — Plusieurs personnes ont été blessées samedi à Berlin au cours d'une manifestation de 2.000 Kurdes, ont annoncé les organisateurs.

Au moins trois manifestants ont été brûlés par des cocktails molotov, a précisé le comité des étudiants de l'Université technique, l'un des organisateurs. Des policiers ont également été blessés au cours d'échauffourées, a-t-on indiqué.

Quatre manifestants ont été appréhendés.

La manifestation était dirigée contre l'Etat turc et les participants scandaient notamment comme slogan: "halte au génocide", "les armes allemandes hors du Kurdistan".

Par ailleurs, quelque 500 Kurdes ont bloqué pendant trois heures une autoroute près d'Augsbourg (sud), a annoncé la police. Ils entendaient protester contre l'interdiction d'une fête qu'ils voulaient organiser en ville. Les autorités avaient estimé que cette manifestation couvrirait en fait une réunion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne.

Trois policiers ont été blessés en tentant de dégager la voie pour la circulation et plusieurs personnes ont été interpellées.

jlp/sb/mfo

AFP 191947 MAR 94

UN Security Council differs on Iraq, Russia publicizes split

US Ambassador Madeleine Albright says Iraqi Revolutionary Guards massing against Kurds

Reuters

UNITED NATIONS- Iraq has divided the Security Council so deeply that the 15-member body was unable to agree on a public statement on Baghdad's compliance with 1991 Gulf War cease-fire terms.

But whether discussions in the council this past week will help Iraq get sanctions on its oil exports lifted is doubtful. The United States remained firm that Iraq had to comply with more than narrow legal requirements in a 1991 post-Gulf War resolution to get the embargo eased.

And unless the five permanent members of the council are united, the sanctions imposed in August 1990 after Baghdad's troops invaded Kuwait, will remain in place indefinitely. No council member advocated lifting or easing sanctions before U.N. inspectors complete a programme to ensure Iraq does not reacquire weapons of mass destruction. The surveillance measures are not expected to be in place for months. But France, China, Russia sought to encourage Iraq to continuing cooperating with U.N. arms officials by

acknowledging Baghdad's progress to date in a statement. The United States and Britain, the other two permanent members of the council, refused.

In the end the 15-member body council for the first time in three years did not issue any statement on its

60-day regular review of Iraqi sanctions, a clear sign of the growing split on how to handle Iraq in the future.

Russia went public and read a press statement

advocating lifting the oil embargo once disarmament requirements are met. Ambassador Yuli Vorontsov also urged the U.N. Special Commission, dismantling Iraq's weapons, to set a timetable to complete its work.

But Vorontsov, reflecting the opinion of most council members, insisted that Iraq should immediately "recognize the sovereignty and the borders of Kuwait."

France and China had taken similar positions in council consultations late last year and Brazil has followed suit. Resolution 687, adopted by the council at the end of the 1991 Gulf War, ties exports from Iraq to weapons requirements while imports to Iraq depend on compliance with a host of other council demands.

Russia, France, China and Brazil want the council to abide by the resolution. The United States, backed in part by Britain, says Iraq must show a pattern of compliance on a variety of issues so that the council can have confidence it won't rearm once oil sanctions are lifted.

To bolster the U.S. argument, Ambassador Madeleine Albright told the council in a closed session that Iraq was massing Republican Guards in Kurdish areas in the north and was putting its forces on a higher state of alert. But neither she nor her spokesman could give further details.

Iraq's deputy prime minister Tariq Aziz was in New York for the week lobbying Security Council members. Iraqi officials have also visited various capitals of council members, including Paris, Moscow and Abuja in Nigeria.

Aziz was leading a high-level technical team to discuss the continuing disarmament process and convince the U.N. Special Commission to move faster.

turkish daily news

Sunday, March 20, 1994

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0207 4 IA 0214 RFA /AFP-MT91

Allemagne-Turquie-presse

Une équipe de télévision allemande affirme avoir été maltraitée en Turquie

BONN, 20 mars (AFP) — Une équipe de télévision allemande du producteur Spiegel-TV a été maltraitée, menacée et expulsée dimanche de la ville turque de Tatvan, au Kurdistan, où elle tournait un reportage sur la campagne électorale, a indiqué Spiegel-TV.

Selon un fax authentifié envoyé de Diyarbakir par les trois journalistes de l'équipe, les Allemands ont d'abord été pris à partie par un groupe d'hommes mené par le candidat local du Parti de la Juste Voie (PJV) au pouvoir à Ankara.

Ce dernier les aurait menacés en disant: "Si vous ne quittez pas la ville tout de suite, nous vous tuons. Vos reportages sur les droits de l'homme, à vous autres journalistes étrangers, énervent la population".

Les trois journalistes ont ensuite été agressés physiquement, leur matériel partiellement détruit et leurs films arrachés. Selon Spiegel-TV, des policiers en civil ont participé aux incidents, et ont notamment empêché des policiers en uniforme d'intervenir pour porter secours aux Allemands.

Les journalistes, menacés de mort, se sont réfugiés dans un hôtel. Sur la route de Diyarbakir, ils affirment encore avoir été retenus deux heures à un poste de police.

cpb/chm

AFP 201602 MAR 94

Alain Juppé pousse la Turquie au dialogue avec les Kurdes

Le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé a exhorté jeudi 17 mars, les dirigeants turcs à rechercher une solution politique au problème kurde. En visite officielle en Turquie, M. Juppé a souligné que la France était opposée à toute forme de séparatisme qui serait une menace pour la stabilité de la région. S'adressant aux journalistes à l'aéroport d'Ankara, il a également ajouté que la

France condamnait le « terrorisme » et qu'elle estimait que le problème kurde devait être réglé par le dialogue.

Prié de préciser à quels Kurdes il pensait en parlant de dialogue, le ministre français Juppé a répondu, sans parler explicitement du PKK, que la Turquie savait parfaitement à qui parler. Il a ajouté que, lors de ses entretiens avec le président Demirel et le premier ministre Ciller, il avait soulevé le cas des six parlementaires kurdes dont l'immunité a été levée et qui font l'objet d'une instruction pour crimes contre l'Etat. - (Reuter.)

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0088 4 I 0398 IRK /AFP-LS29

Irak-Kurdes

Barzani: l'Irak se venge sur les Kurdes car il est impuissant contre l'ONU

SALAHEDDINE (Irak), 20 mars (AFP) - Le chef kurde irakien Massoud Barzani a accusé dimanche les autorités de Bagdad, qui ont stoppé l'approvisionnement en carburant du Kurdistan irakien, de vouloir se venger sur les Kurdes de leur impuissance face à l'ONU.

L'arrêt des livraisons "pose un problème très sérieux à la région contrôlée par les Kurdes" dans le nord de l'Irak, a déclaré à l'AFP le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dans son quartier-général de Salaheddine.

Il a dénoncé le gouvernement irakien "qui veut se venger sur les Kurdes de la prolongation de l'embargo" car, selon lui, Bagdad "n'a pas le pouvoir de faire quelque chose contre les Nations unies".

L'Irak a interrompu l'approvisionnement en carburant de la région administrée depuis 1991 par les opposants kurdes au régime de Saddam Hussein, à la suite de la prolongation vendredi, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de l'embargo économique contre l'Irak.

Le prix de l'essence a été multiplié par trois dans le Kurdistan irakien depuis l'entrée en vigueur de cette mesure samedi matin, et le trafic routier s'est considérablement ralenti.

M. Barzani, qui est membre du "Conseil présidentiel" kurde irakien, a souligné que l'embargo contre l'Irak, maintenu depuis l'invasion du Koweït en août 1990, "cause également des dommages économiques importants à la région kurde".

Néanmoins, aussi longtemps que le gouvernement irakien ne se soumettra pas aux exigences de la communauté internationale, "les Kurdes supporteront ces dommages", a-t-il dit.

M. Barzani a appelé la communauté internationale à apporter "en premier lieu une assistance économique" à la région kurde, trois ans après le soulèvement qui avait suivi la guerre du Golfe et entraîné l'éviction, grâce à une protection aérienne occidentale, des forces gouvernementales de la région.

M. Barzani s'est par ailleurs déclaré "prêt à jouer un rôle dans un processus qui conduirait à une solution politique du problème kurde en Turquie", si jamais "il était convié à le faire".

Selon lui, une solution en Turquie "doit inclure le peuple kurde et ne peut pas l'ignorer".

M. Barzani est l'un des deux principaux dirigeants kurdes irakiens, aux côtés de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

ls/jcc

AFP 201037 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

GLGL

FRA0109 4 I 0194 TUR /AFP-MA27

Turquie-Kurdes-Iran

14 maquisards du PKK livrés aux autorités turques par l'Iran

ISTANBUL, 20 mars (AFP) - Quatorze maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) qui s'étaient réfugiés en Iran pour échapper à une opération de l'armée turque, ont été livrés à la Turquie par les autorités iraniennes, a annoncé dimanche dans un communiqué le ministre turc de l'intérieur M. Nahit Mentese.

Cinq de ces combattants étaient blessés, selon le communiqué qui précise que les Iraniens ont également rendu les cadavres de deux autres. Ces maquisards avaient récemment fui vers l'Iran depuis la région du mont Ararat (région frontalière entre la Turquie, l'Arménie et l'Iran), ajoute-t-on.

"Par ce geste, les autorités iraniennes ont démontré leur résolution dans la lutte commune contre l'organisation séparatiste", a déclaré M. Mentese.

En outre, 78 rebelles ont été tués, 82 autres arrêtés par les forces de l'ordre en une semaine dans l'est et le sud-est anatolien, a-t-on indiqué de même source. Cent trois personnes ont été également arrêtées pour avoir abrité les "terroristes" lors de ces opérations.

KG/jcc

AFP 201217 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0156 4 I 0208 TUR /AFP-MI29

Turquie-Kurdes

18 rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ISTANBUL, 20 mars (AFP) - 18 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors d'accrochages dans l'est et le sud-est anatolien, a-t-on appris dimanche de sources officielles.

7 membres d'un groupe de PKK, infiltré en Turquie depuis l'Irak du nord, ont été tués dans la région de Cukurca (sud-est) frontalière avec l'Irak, a annoncé dans un communiqué la super-préfecture de Diyarbakir, citée par l'agence Anatolie.

11 autres rebelles ont été tués dans les régions de Cemisgezek (est) et Silopi (sud-est), a ajouté la super-préfecture, qui coordonne la lutte contre le PKK.

78 rebelles kurdes avaient été tués par les forces de l'ordre en une semaine dans l'est et le sud-est anatolien, avait indiqué dimanche le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese.

Les forces de l'ordre turques dans le sud-est anatolien à majorité kurde ont été renforcées pour le nouvel an kurde, le Newroz (lundi).

La rébellion armée du PKK, déclenchée en 1984 contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a fait plus de 11.000 morts, dont des militaires, rebelles et civils.

kg/jcc

AFP 201355 MAR 94

A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P.

FRA0302 4 I 0295 RFA /AFP-NL19

Allemagne-Kurdes

Plus de 90 blessés et 24 arrestations au cours de deux manifestations kurdes en Allemagne

BONN, 20 mars (AFP) - Plus de 90 personnes ont été blessées et 24 arrêtées au cours de deux manifestations kurdes qui se sont déroulées samedi soir à Berlin et à Augsburg (sud de l'Allemagne), a annoncé dimanche la police.

Près de Augsburg, quelque 500 Kurdes ont bloqué pendant trois heures une autoroute dans les deux sens, a ajouté la police. Ils ont incendié des pneus sur la chaussée et renversé une dizaine d'autobus et de voitures. 47 policiers ont été blessés en essayant de les déloger, dont trois grièvement, ainsi que deux manifestants. Les troubles se sont ensuite étendus au centre-ville d'Augsbourg. La police a arrêté 17 personnes.

Les manifestants entendaient protester contre l'interdiction d'une fête qu'ils voulaient organiser en ville. Les autorités avaient estimé que cette manifestation couvrirait en fait une réunion du PKK.

A Berlin, 800 personnes selon la police et 2.000 selon les organisateurs se sont réunies devant l'Université technique pour protester contre la politique d'Ankara au Kurdistan. Les affrontements contre la police ont commencé lorsqu'un groupe de manifestants a déployé un drapeau du PKK. La police a chargé ce groupe qui était armé de cocktails molotov. 38 policiers ont été blessés, dont cinq ont dû être hospitalisés. Deux manifestants au moins souffrent pour leur part de brûlures. Sept personnes ont été arrêtées.

Ces manifestations ont été organisées deux jours avant le Nouvel An kurde, le Newroz qui est fêté le 21 mars, et peu avant les élections communales du 27 mars. Le Newroz a souvent donné lieu, notamment en 1992, à des affrontements armés entre forces de l'ordre et rebelles du PKK.

jlp/bw

AFP 201812 MAR 94

A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P.

FRA0346 4 I 0229 RFA /AFP-NT05

Allemagne-Kurdes

Plusieurs blessés au cours d'une nouvelle manifestation kurde en Allemagne

WIESBADEN (Allemagne), 20 mars (AFP) - Plusieurs personnes ont été blessées dimanche à Wiesbaden (ouest) au cours d'une manifestation de soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), alors que plus de 90 personnes avaient déjà été blessées la veille à l'occasion de deux autres manifestations de ce type en Allemagne.

Selon la police, les blessés sont des sympathisants du PKK, interdit en Allemagne, et des policiers. Plusieurs Kurdes ont été interpellés et des couteaux et des cocktails molotovs saisis.

Les manifestants, environ 400 personnes, ont mis le feu à un wagon et incendié des pneus devant la gare de Wiesbaden, a ajouté la police. Les dégâts sont évalués à plusieurs centaines de milliers de deutschemarks.

Samedi, plus de 90 personnes ont été blessées et 24 arrêtées au cours de deux manifestations kurdes qui se sont déroulées dans la soirée à Berlin et à Augsburg (sud).

Près de Augsburg, quelque 500 Kurdes ont bloqué pendant trois heures une autoroute dans les deux sens, incendiant des pneus et renversant une dizaine d'autobus et de voitures. 47 policiers et deux manifestants ont été blessés. La police a arrêté 17 personnes et a l'intention d'entamer des poursuites pour troubles de l'ordre public contre 516 autres.

jlp/chb

AFP 201918 MAR 94

FRA0365 4 0 0139 FRA /AFP-NW59

Kurdes-manif

Manifestation à Strasbourg à l'occasion du Nouvel An kurde

STRASBOURG, 20 mars (AFP) - Plusieurs centaines de Kurdes - 500, selon les organisateurs - ont effectué une marche aux flambeaux en famille, dimanche soir, dans les rues de Strasbourg, à l'occasion du "Newroz", le Nouvel An kurde, a-t-on constaté.

Les manifestants ont défilé sans incident dans le centre-ville en réclamant notamment "l'autodétermination du Kurdistan" et en scandant des slogans contre les "massacres" au Kurdistan et demandant "la solidarité internationale".

La veille, la communauté kurde avait fêté le Nouvel An dans une salle des Fêtes de Strasbourg.

Pour les organisateurs, le "Newroz", "symbole de victoire et de libération", est "le point de départ de la longue marche du peuple du Kurdistan vers sa libération".

dro/mst
AFP 201947 MAR 94

Le Monde

● Dimanche 20 - Lundi 21 mars 1994

TURQUIE : le pouvoir accusé de mettre en place « une véritable terreur d'Etat ». - Dans un pré-rapport publié au terme d'une mission en Turquie, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a affirmé, jeudi 17 mars, à propos de la guérilla dans le sud-est anatolien, à majorité kurde que « l'action violente dans laquelle le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste] s'est engagé ne rencontre pas l'approbation de la majorité silencieuse du peuple kurde. Toutefois, le pouvoir turc prend prétexte des violences du PKK pour mettre en place une véritable terreur d'Etat à l'égard des populations civiles, des avocats, des politiques qu'il cherche à atteindre indistinctement comme susceptibles de constituer tous ensemble des agents du PKK ». - (AFP)

L'Alsace - 20 mars 1994

Défilé pour le Nouvel an kurde

Hier vers 19 h, environ 200 Kurdes de Mulhouse ont défilé dans le centre-ville, pour fêter le Nouvel An kurde, le Newroz, malgré l'interdiction décrétée par le Préfet. Ils se rassemblèrent place Franklin, pour emprunter ensuite l'avenue de Colmar, l'avenue Kennedy, la rue Pierre Curie et rejoindre leur point de départ, avant de se disperser à la requête de la police nationale. Ils portaient leurs couleurs, des costumes traditionnels ainsi que des torches symbolisant le feu de la liberté dans la coutume kurde. Peu après 20 h, le rassemblement s'est dissout dans le calme.

Ouest France - 20 mars 1994

Faible Turquie

 La France ayant d'autres chats à fouetter, la visite qu'Alain Juppé a effectuée ces jours derniers en Turquie sera passée totalement inaperçue. Il n'en était pas moins important que le ministre des affaires étrangères y aille tenir à la fois un langage d'ouverture et de fermeté.

La Turquie fait partie de ces pays auxquels l'opinion ne s'intéresse guère, si ce n'est pour ses richesses touristiques, ou pour son football. Même la véritable guerre qui est menée contre la rébellion kurde dans le sud-est du pays - 10 000 morts en dix ans - provoque peu d'émotion. Pourtant depuis trois ou quatre ans, ce pays s'est imposé comme une clé à la charnière de l'Europe, de l'ex-mouvance soviétique, du Proche-Orient, et de l'Asie.

Cette situation géographique, fondement du destin de l'empire ottoman, retrouve aujourd'hui sa portée politique. Retourné vers l'ambition d'Etat-nation, républicain et laïc dans la filiation d'Atatürk, Ankara a travaillé à s'ancrer à l'Occident. Membre de l'OTAN - Ankara en a donné les gages à Washington durant la guerre du Golfe - il a posé sa candidature à la Communauté

avant bien d'autres qui l'y précéderont. Mais, depuis, la désintégration de l'empire soviétique a ranimé les complicités religieuses et culturelles qui unissent les Turcs aux Républiques d'Asie centrale; et l'explosion de la Yougoslavie a réactivé des solidarités musulmanes... et les rivalités avec la Grèce.

Dans ce maelström, Ankara peut devenir un interlocuteur incontournable, mais aussi dilapider ses atouts : à lui de définir clairement ses orientations, et de se donner les moyens de tenir sa place. Sa position fait sa force comme sa faiblesse; un chercheur, Semih Vaner a pu écrire joliment : « La Turquie fait davantage figure d'île que de pont ». Certes, la détermination européenne de la Turquie semble intacte. Mais M^{me} Ciller, le premier ministre, ne parvient pas à stabiliser une économie désorganisée par des années d'incompétence et de clientélisme.

Et surtout, l'hypothèque kurde pèse sur la respectabilité du régime, mais aussi sur l'avenir même de la démocratie : l'armée, « garante » de l'héritage d'Atatürk, veille aux portes du pouvoir, alors même que la coalition gouvernementale vacille. Dans ce contexte, les élections municipales de dimanche prochain constituent pour la Turquie une échéance lourde de conséquences. ■

L'EST REPUBLICAIN - 20 mars 1991

Le nouvel an kurde symbole de résistance

Le Newroz célèbre habituellement la victoire historique des Kurdes sur un tyran irakien. Aujourd'hui cette fête marque la résistance à l'Etat turc qui poursuit ses persécutions.



Souvenir d'une victoire historique, le nouvel an kurde est devenu un jour symbole de résistance.

(Photo Michel BEKHIRA)

La place Maginot était hier à 19h, le théâtre du rassemblement de la communauté kurde de Nancy.

Des hommes, des femmes et des enfants qui ont quitté leur région d'origine pour former une société loin des combats, empruntaient la rue Saint-Jean pour faire demi-tour devant la cathédrale et revenir à leur point de départ.

Il s'agissait pour cette diaspora de respecter la tradition du Newroz que les kurdes considèrent comme

leur nouvel an. Leur calendrier prévoit d'ailleurs qu'ils se trouvent déjà en l'an 2.806. En effet, si les chrétiens voient le début de leur histoire dans la naissance du Christ, les kurdes font débiter la leur 612 plus tôt.

A cette date, la légende dit qu'un humble forgeron est allé tuer le tyrannique empereur d'Irak dans son palais, libérant du même coup son peuple de l'oppression dont il souffrait.

Des slogans contre le gouvernement turc

Vécut comme le souvenir d'une victoire, ce jour particulier normalement respecté le 21 mars, est devenu un symbole de résistance.

Le défilé organisé hier par l'association franco-kurde et le comité de soutien au peuple kurde ne laissait aucun doute sur la nature de la ma-

nifestation. Les slogans montant des rangs demandaient une énième fois l'arrêt de l'action du gouvernement turc contre la minorité vivant à l'Est du pays.

La situation ne semble pas aller dans ce sens puisque le 10 mars, six députés kurdes, membres d'un parti reconnu, étaient arrêtés à la sortie de l'assemblée nationale après la levée de leur immunité parlementaire.

Frédéric CLAUSE

SVENSKA DAGBLADET • Söndagen den 20 mars

Risk för nya attacker mot kurder

Dags för Turkiets regering att leva upp till sina löften, menar Anita Klum

Imorgon, måndag, inleds firandet av Nevruz, det kurdiska nyåret. För två år sedan utförde turkiska säkerhetsstyrkor blodiga attacker mot kurder vid denna tid och risken är nu stor för liknande angrepp, särskilt som regimen befarar ökat stöd för kurdiska partier i kommunalvalen den 27 mars.

Dessa händelser får inte upprepas – vi måste alla göra vår röst hörd för att kurderna i Turkiet ska slippa drabbas av godtyckligt förtryck från arméns och säkerhetsstyrkornas sida.

Kränkningarna av de mänskliga rättigheterna i Turkiet har ökat under de senaste åren. Övergreppen sker främst i landets sydöstra, kurdiska, delar där undantagstillstånd råder. Människor mördas eller "försvinner", fångar torteras på polishäkten, yttrandefriheten för journalister och advokater begränsas på ett brutalt sätt.

Övergreppen utförs av säkerhetsstyrkor, men också av PKK-medlemmar i samband med strider med regeringsstyrkor. Turkiets regering lovade redan 1991 att tortyren i landets fångelser skulle stoppas och att situationen för de mänskliga rättigheterna skulle förbättras. Man sade att "alla polisstationer ska få väggar av glas – ett nytt Turkiet".

I detta "nya" Turkiet torteras och mördas människor bland annat därför att de, av rädsla för repressalier från PKK, inte samarbetar med regeringsstyrkorna i upprättandet av lokala miliser med uppgift att bekämpa gerillan. Vid säkerhetsstyrkornas råder i kurdiska byar föses invånarna ihop, varpå de tvingas att ligga stilla på marken medan de utsätts för förolämpningar.

Tortyr vanligt

Olika former av tortyr är också vanligt. Under de senaste månaderna tycks det ha blivit rutin att soldaterna bränner ner kurdiska byar efter råder i syfte att tvinga byborna därifrån. I området väster om Eruh i Siirtprovinsen har säkerhetsstyrkor utfört en rad angrepp sedan den 6 januari.

De byar som har drabbats är Taskonak, Demirbögaz, Geliosman, Çetinkaya, Çelik och Payamh. Byborna kontaktat om hur Hizni Yilmaz, bror till Taskonaks byäldste, sköts ihjäl sedan han hade tagits till fånga i en grotta där han hade gömt sig. Hans döda kropp slängdes i lågorna i ett brinnande hus. Mumtaz Kaçar sköts ihjäl då hon försökte gå i vägen för militärpoliserna som höll på att döda hennes boskap.

Resul Sakar råkade också illa ut då han på vaga grunder anklagades för samröre med gerillan. Han var ordförande i socialistpartiets lokalavdelning, som bland annat verkade för kurdernas rättigheter, tills det förbjöds i juni 1992. En natt i november 1992 väcktes han och släpades iväg från sitt hem i Cizre i sydöstra Turkiet av soldater. Hans son följde efter ut på vägen men vände om när han hörde pansarfordon komma. Resul Sakars kropp hittades på morgonen. Han hade blivit skjuten i ryggen med 15 skott. Under 1993 och hittills under 1994 har antalet människor som "försvunnit" i Turkiet ökat markant, särskilt i de sydöstra delarna.

Grova mänskiorättsbrott

Övergreppen i Turkiet sker i ett alltmer brutaliserat politiskt klimat, där också PKK gör sig skyldigt till grova mänskiorättsbrott, bland annat mord på civilpersoner. Det förhållandet att PKK begår övergrepp i stor skala kan dock aldrig ursäktas säkerhetsstyrkornas urskillningslösa och laglösa framfart mot människor som själva inte propagerar för våld. Inför risken för en ytterligare stegring av våldet är det viktigare än någonsin att uppgifter om förhållandena i Turkiet kommer fram i ljuset.

Inom ESK, Europeiska säkerhetskonferensen, ökar medvetenheten om situationen i Turkiet. Uppgifter från Amnesty International har flera gånger förnekats som "grundlösa" av den turkiska regeringen, men såväl Europeiska kommittén för förhindrande av tortyr som FN-kommittén mot tortyr har konstaterat att tortyr används systematiskt på polisstationer i landet.

Turkiet försöker, med sikte på EU-medlemskap och integrering med Europa, att framstå som en demokratisk rättsstat, som tvingas ta i med hårdhandskarna mot en grupp terrorister som strävar efter att splittra landet. Man försöker sälja bilden av sig själv som ett skydd mot muslimsk fundamentalism, som en "buffert" mellan väst och öst.

Tystnad i väst

Den relativa tystnad som finns på officiell nivå från Europa och USA när det gäller situationen för de mänskliga rättigheterna i Turkiet kan tyda på att det synsättet delas på vissa håll i väst. Handelskäl och det faktum att Turkiets armé är den näst största inom Nato kan också förklara varför man inte tar bladet från munnen, trots övertygande bevis om omfattande övergrepp.

Dessa skäl är oacceptabla – de kan aldrig godtas som ursäkter för ett utbrett förtryck som drabbar mängder av oskyldiga människor. Genom tystnaden blir vi själva medskyldiga. Uppgifterna om kränkningar av de mänskliga rättigheterna tillbakavisas givetvis av myndigheterna.

Turkiet respekterar visst grundläggande fri- och rättigheter, säger Turkiets ambassad i Stockholm i ett pressmeddelande. Om "tryckfriheten" heter det: Den existerande tryckfriheten i Turkiet skiljer sig ej från den tryckfrihet som existerar i väst. Detta kan lätt kontrolleras genom att läsa en dagstidning. Och: Problemet är inte tryckfriheten utan det faktum att de som begår brott enligt turkiska brottsbalken skall ställas inför rätta.

Journalister mördas

Det finns andra sätt att bedöma tryckfriheten i ett land än att läsa en tidning. Man kan till exempel läsa rapporter som dokumenterar att sex journalister på tidningen Özgör Gündem har mördats under de 18 månader som tidningen kommit ut. Tiotals av tidningens anställda greps i december. Fahri Ferda Cetin, som är tidningens utgivare, uppgav att han torterades på polisens högkvarter i Istanbul – hans armar spändes fast, och han fick elchocker i fötterna och könsorganen.

För en tid sedan upphävdes immuniteten för sex parlamentsledamöter som tillhör det lagliga partiet DEP, som förespråkar kurdiskt självstyre. De anklagas för "separatism", vilket enligt den turkiska strafflagen kan leda till dödsstraff.

Det är nödvändigt med insatser på alla nivåer för att motverka förtrycket. Vi kan alla göra något: ta reda på fakta, ifrågasätta regeringens version av våldets orsaker och sprida uppgifter om de verkliga förhållandena bakom propagandan. Den kurdiska befolkningen har rätt att fira nyår och delta i kommunalvalen utan att riskera att utsättas för trakasserier, tortyr och mord.

Turkiets premiärminister Tansu Çiller var på besök i Sarajevo i början av februari. Då sade hon: "Världssamfundets mål bör vara att skilda kulturer och religioner ska leva tillsammans."

Det är dags för Turkiets regering att leva upp till sina löften.

ANITA KLUM

Artikelförfattaren är generalsekreterare för svenska Amnesty International.

Monday, March 21, 1994

turkish daily news

*CPJ condemns attacks on Turkish journalists***Special report claims even translators get into trouble***'It would be wrong to assume that press conditions are improving'***U r A k n c***Turkish Daily News*

WASHINGTON, D.C.- A new worldwide survey of attacks on journalists in 1993 spotlights the difficult conditions suffered by many Turkish journalists last year. "Attacks on the Press in 1993," a 260-page survey just published by the Committee to Protect Journalists (CPJ), includes a special report on Turkey penned by Yalman Onaran, the New York bureau chief of the Turkish weekly *Nokta*. The report describes in detail the murder, kidnapping and intimidation of scores of Turkish journalists in 1993 including such well-known cases as the attack on Aziz Nesin in Sivas, the murder of Uğur Mumcu and the murder of reporters working for *Özgür Gündem*, a pro-Kurdish and pro-PKK daily. "In 1992, CPJ documented 11 murders of journalists in Turkey — the highest toll ever there and more than in any other country that year," Onaran says. "In 1993, the committee confirmed four deaths of journalists in circumstances that appeared related to their journalistic work. But it would be wrong to assume that press conditions are improving. "Many journalists were imprisoned for alleged crimes related directly to their writing. Scores of publication were shut down by court order. Publishers paid thousands of dollars in fines. Hundreds of cases against news organizations remained pending in courts."

Onaran notes that although "the Turkish press has become more diverse, colorful, aggressive and outspoken" in 1993, it also paid a price.

Even though pro-Kurdish publications are allowed to exist they are "targets of government prosecution because they are perceived

as supportive of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a separatist war." In this effort to control the flow of news, the militantly pro-Kurdish daily *Özgür Gündem* stands out as having received its share of attention: "Özgür Gündem has been the main target of an undeclared government campaign to silence opposition to its policy regarding the Kurdish problem. There are currently 246 cases pending against the newspaper... The courts have already sentenced the newspaper's former editors to a total of more than 13 years in prison and \$250,000 in fines. They also ordered that the paper be closed for five months."

PKK's response to the killings, kidnappings and harassment of *Özgür Gündem* staff did not make the situation any better. The report notes that "the PKK's recent ban on Turkish journalists in the region has caused the coverage of the conflict to deteriorate further... The PKK banned distribution of Turkish newspapers in the region as well."

Anti-Terror Law and different standards

The much debated Anti-Terror Law is seen as the legal tool which journalists — especially those with a leftist bent — are prosecuted with. "Kurdish and left-wing publications are prosecuted regularly under the infamous Anti-terror Law, which makes illegal the spreading of separatist propaganda or "insulting the prophet (Mohammed)." On the other hand, an ultra-religious press flourished undisturbed by government prosecutors because the government uses different standards for far right publications."

Insulting the military

"Another section of the Anti-Terror Law makes it a crime to insult the military. Many left-wing publications have been prosecuted under this clause... (Even such a prominent and mainstream journalist as) Mehmet Ali Birand ... was summoned in January to testify about his features on draft resisters and charged with 'insulting the military.'"

Translators as scapegoats

Foreign journalists fare better. They can travel freely in the Southeast, for example, "especially if they have informed the PKK beforehand of their visit... Turkish authorities do not bother foreign journalists if they have proper credentials.

However, Turkish translators accompanying foreign journalists are not immune from trouble. Often, they end up in custody once articles by the foreign journalist they accompanied are published and reprinted by the Turkish press."

The Special Report is followed by seven pages of chronological case studies of Turkish journalists who were imprisoned, attacked, kidnapped or killed in 1993.

The report devotes major sections to journalists suffering a similar fate in Africa, Latin America, Eastern Europe, Middle East, Asia and the United States. The preface by Charlayne Hunter-Gault summarizes the guiding spirit behind this project: "What is most disturbing about these attacks is that a crack-down on the press is often the first signal of a broader assault on human rights."

CPJ's honorary chairman is Walter Cronkite, CBS News. Its board of directors includes such stars of the American media as Tom Brokaw, NBC News; Janet Kramer, *The New Yorker*; Anthony Lewis, *The New York Times*; David Marash, ABC Network; Dan Rather, CBS News; Mary McGrory, *The Washington Post*; Walter Isaacson, *Time Magazine*; Terry Anderson, *The Associated Press*; Charlayne Hunter-Gault; MacNeil-Lehrer Newshour; etc.

Monday, March 21, 1994

turkish daily news

Newroz demonstrations in Germany turn violent

The Associated Press

BERLIN- Over 80 German police were injured in battles with Kurds, who were demonstrating for an independent homeland during the Kurdish New Year festival, police said on Sunday. The clashes took place on Saturday in Berlin and in Bavaria. At least two Kurds were injured in Berlin when their clothes caught fire due to the use of firebombs, police said. In Bavaria, several hundred Kurds blocked the

Augsburg-Stuttgart autobahn, bringing traffic to a complete halt for nine hours. Police had to use water cannons finally to clear the expressway at 10:00 p.m. There also were street battles in Augsburg, where courts had banned a Kurdish demonstration on the grounds that it had been called by the outlawed Kurdistan Workers' Party, the PKK. Police said 47 policemen were wounded during the clashes in Bavaria.

The German government declared the PKK illegal last year, after Kurdish demonstrators attacked Turkish diplomatic and business centers throughout Europe as part of their campaign for autonomy.

In Berlin, 38 police were hurt — five of them seriously enough to be hospitalized — in clashes with the Kurds, who threw firebombs and stones, according to reports from the police. Seven demonstrators were arrested and will face prosecution on charges of rioting.

Military operations continue

Turkish Daily News

ANKARA- Interior Minister Nahit Menteşe said that 14 terrorists, and the bodies of two more, have been returned to Turkey by Iranian officials. The men had fled to Iran during the operations in Iğdir and Ağrı, the Anatolia news agency reported. Menteşe said in a written statement that great achievements had been made in the struggle against terrorism and that the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) had been severely damaged by recent military operations.

Menteşe said that in last week's operations 78 terrorists had been killed and 82 captured and added:

"Thanks to the decisive policies, both at home and abroad, followed by the government since coming to power, great progress has been made in the fight against terrorism."

In the provinces of Erzurum, Kars and Ardahan, 53 terrorists were killed and 66 captured, in Ağrı two were killed and 19 captured, in Tunceli 12 killed, in Muş three killed, in Kahramanmaraş eight killed, in Iğdir 16 captured and in İçel 36 terrorists were captured, making a total of 160. Five terrorist hideouts were discovered and 103 people were arrested for giving aid to terrorists.

Menteşe said "By returning the terrorists, the Iranians have once more demonstrated their willingness to cooperate in the struggle against the PKK."

Three rocket launchers, 20 rockets, 28 rifles, five pistols, 22 grenades, documents, food, clothing and medical equipment were seized during the operations.

Interior Minister Menteşe said that with the support of the legislature, the judiciary, the executive, the media and the public, the issue of terrorism would be erased from the agenda and that the peace and trust deserved by the people would be established for good.

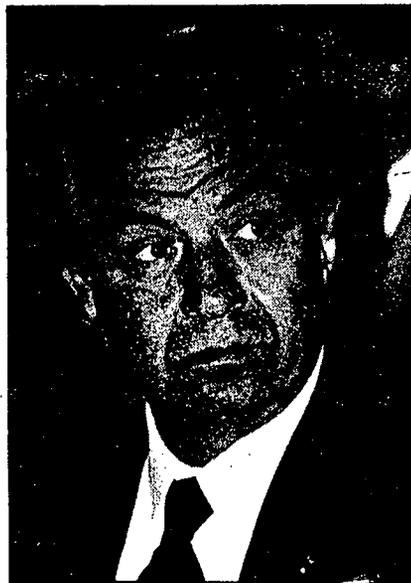
It was said that security precautions were tightened due to the upcoming elections and the Newroz celebrations. In a statement from the Emergency Rule Region Governor's office the deaths of 18 terrorists in clashes with security forces in the provinces of Hakkari, Şırnak and Tunceli were reported.

One of the dead was reported to be a high ranking member of an outlawed leftist organization who had escaped from Nevşehir prison some time ago.

Two children named Sadullah Gökyavaş and Nihat Aydın were killed in an explosion in a village in Bingöl. It was said that the explosion might have been due to a mine or bomb left by soldiers. The mayor of

Bingöl, Selahattin Kaya confirmed the news. The soldiers had apparently dug a trench while they were in the area and had afterwards left. The explosion took place while the children were playing.

The bodies of the children were taken to Bingöl but it was reported that there was trouble at the scene of the autopsy.



Interior Minister Nahit Menteşe

Germans barred from Newroz celebrations and expelled

Turkish Daily News

ANKARA- About 80 German nationals have been detained in various eastern and southeastern provinces and will be expelled, the Turkish Daily News was told Sunday.

Police barred 60 Germans, who had travelled to the southeastern city of

Van for the Newroz festivities, from entering the city on Saturday and ordered them to fly to Istanbul, said a Western diplomat, speaking on condition of anonymity.

Other Germans were detained in several southeastern cities and townships.

The Germans are local politicians, members of the Green party, and trade unionists.

The government also barred any official foreign teams from travelling to Turkey to observe the local elections on March 27.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0269 4 I 0201 RFA /AFP-QS32
 Allemagne-Turquie

Les députés SPD en faveur d'un embargo sur les armes vers la Turquie

FRANCFORT (Allemagne), 21 mars (AFP) — Les députés sociaux-démocrates allemands (SPD) demandent un embargo sur les armes vers la Turquie en raison de la situation dans le Kurdistan, a déclaré lundi le président de la commission du parti d'opposition sur les Kurdes au Bundestag, Mme Uta Zapf. "Nous n'avons aucune possibilité de nous assurer que les armes (fournies par l'Allemagne à l'armée turque) ne sont pas utilisées par le gouvernement d'Ankara contre les Kurdes", a dit à la radio de Hesse Mme Zapf, dont le parti est donné en tête des élections générales d'octobre prochain par les sondages. "Il est donc nécessaire d'arrêter toute livraison d'armes en Turquie", a-t-elle ajouté.

Plusieurs centaines de manifestants ont manifesté samedi et dimanche en Allemagne en faveur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, interdit en Turquie et en Allemagne) et contre la livraison d'armes allemandes à la Turquie. Plus de 90 policiers et manifestants ont été blessés au cours de ces manifestations à Berlin, Augsburg et Wiesbaden. Au moins 24 personnes ont également été arrêtées.

jlp/jlb/phb
 AFP 211059 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0450 3 I 0275 RFA /AFP-BX00
 Allemagne-Kurdes add

Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu (additif)

BONN — Dans le centre de Hambourg (nord), des pneus ont été incendiés par une cinquantaine de manifestants qui portaient des banderoles réclamant "la fin du massacre au Kurdistan" et "l'arrêt de l'aide militaire à la Turquie". Onze d'entre eux ont été interpellés, selon la police locale.

Quelque 200 personnes ont bloqué à la mi-journée l'autoroute reliant Berlin à Potsdam (ex-RDA) en s'asseyant sur la chaussée et en mettant le feu à des pneus, selon une source policière.

Cette action vise à protester contre "l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du Nouvel an kurde", a affirmé une porte-parole des manifestants qui demandent également au gouvernement allemand de suspendre sa coopération avec le gouvernement d'Ankara.

Une opération similaire a eu lieu dans la région de Cologne où des barrages ont été érigés en trois endroits.

Plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés au cours du week-end lors de violentes manifestations de Kurdes à Berlin, Wiesbaden et Augsburg où une autoroute avait été bloquée pendant plusieurs heures. Les manifestants dénonçaient la politique d'Ankara au Kurdistan.

Environ 550 informations judiciaires contre des Kurdes ont été ouvertes après les violentes manifestations. Le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther s'est prononcé mardi pour l'expulsion rapide vers la Turquie d'une grande partie des activistes kurdes qui ont participé à ces actions.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a été interdit en Allemagne le 26 novembre dernier.

mlm/chm

AFP 221801 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0248 4 I 0131 CHY /AFP-QK23

Chypre-Kurdes

Assassinat du président d'un comité de solidarité avec le Kurdistan

NICOSIE, 21 mars (AFP) - Un Chypriote, président d'un comité de solidarité avec le Kurdistan, a été assassiné dimanche soir à Nicosie par deux inconnus qui ont réussi à s'enfuir, a-t-on indiqué lundi de source officielle.

Selon un porte-parole gouvernemental, Théophilos Georgiadès, 37 ans, rentrait chez lui en voiture vers 22H15 locales (21H15 heure de Paris) lorsque les deux inconnus lui ont tiré cinq balles dans la tête devant son domicile. La victime a succombé avant d'arriver à l'hôpital, a-t-on précisé de même source.

Le porte-parole du gouvernement Yannakis Cassoulides a déclaré à la radio, qu'il "s'agit d'un crime politique, exécuté probablement par des agents turcs".

ag/fb/phb

AFP 210958 MAR 94

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE — 21 mars 1994

Nouvel an kurde à Strasbourg

Quelque 400 Kurdes de Strasbourg ont participé, hier vers 19h à une marche aux flambeaux dans les rues pour célébrer la fête du Newroz, le nouvel an kurde. Cette fête du «nouveau jour», symbolise le retour du printemps mais aussi, comme le soulignent les organisateurs, «le point de départ de la longue marche du peuple du Kurdistan vers sa libération». Un symbole très présent lors de cette marche où la foule a repris différents slogans en faveur de l'indépendance du Kurdistan.

Les participants ont terminé leur marche par un rassemblement devant la cathédrale au cours duquel ils ont déposé leurs flambeaux pour en faire un feu de joie.

MARCH 22, 1994

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY,

Kurd Supporter Slain in Nicosia

The Associated Press

NICOSIA — A prominent campaigner for Kurdish independence in eastern Turkey was shot and killed outside his home here, the police said Monday.

Theophilos Georgiades, 37, a member of the Greek Cypriot Kurdish Solidarity Committee, was slain Sunday night, the police announced.

Witnesses reported seeing a motorcycle with two people on it flee the scene, the police said. No arrests were reported.

A Cyprus government spokesman blamed Turkish secret services for the slaying.

Mr. Georgiades worked for the government's Press Information Office and specialized in Turkish and Kurdish affairs.

FRANCE-SOIR - 21 mars 1994

TURQUIE 18 rebelles du PKK tués

L'armée turque a tué 18 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) hier lors d'accrochages dans l'Est et le Sud-Est anatoliens. La rébellion armée du PKK, déclenchée en 1984 contre le pouvoir central d'Ankara dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a fait plus de 11 000 morts, dont des militaires, rebelles et civils.

L'HUMANITÉ — 21 mars 1994

Démocrates allemands expulsés de Turquie

Plus de 70 ressortissants allemands ont été expulsés samedi par les autorités turques de deux villes du sud-est de la Turquie à majorité kurde, où ils voulaient assister au Newroz, le nouvel an kurde. Un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères a indiqué que ce groupe était composé notamment du journaliste et écrivain Günter Wallraff, et de représentants du parti Alliance 90/les Verts, de l'Eglise évangéliste et de la Fédération des syndicats allemands.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0721 4 I 0204 RFA /AFP-UX13

Allemagne-Kurdes

Plusieurs milliers de manifestants pour le Nouvel an kurde

BONN, 21 mars (AFP) — Plusieurs milliers de Kurdes ont défilé lundi soir dans plusieurs villes d'Allemagne, notamment à Berlin, Hambourg et Kiel (nord) à l'occasion du "Newroz", le Nouvel an kurde, a-t-on appris de sources policières.

Un millier de personnes ont participé à une manifestation à Berlin pour protester contre la répression du peuple kurde en Turquie, entourées par un important dispositif policier, a indiqué un porte-parole de la police locale.

Des manifestations rassemblant, selon la police, un millier de participants ont également été organisées à Kiel et Hambourg (nord). D'autres défilés, avec quelques centaines de participants, ont également eu lieu à Siegen, Essen, Bielefeld et Bonn (ouest).

Les manifestations se sont déroulées dans le calme à l'exception d'un rassemblement à Hanovre (centre) où plusieurs personnes ont été interpellées pour avoir jeté des pierres en direction des policiers.

Des incidents avaient marqué au cours du week-end des manifestations de Kurdes à Berlin, Augsburg (sud) et Wiesbaden (ouest). Des poursuites judiciaires ont été entamées contre quelque 500 personnes.

mlm/mnv/mfo

AFP 212203 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0508 4 I 0249 TUR /AFP-SZ03

Turquie-Politique-Kurdes

Annulation d'une décision parlementaire levant l'immunité d'un député pro-kurde

ANKARA, 21 mars (AFP) — La Cour constitutionnelle turque a annulé lundi une décision du parlement qui avait levé, début mars, l'immunité parlementaire d'un député turc d'origine kurde du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde, 17 sièges sur 450 au parlement), a annoncé l'agence Anatolie.

Il s'agit de Selim Sadak, qui faisait partie d'un groupe de sept députés d'origine kurde dont six membres du DEP. L'immunité parlementaire de ces députés avait été levée pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat". M. Sadak avait été remis en liberté provisoire après interrogatoire au lendemain de son arrestation pour comparaître devant la justice en tant que prévenu libre.

La Cour constitutionnelle a en revanche rejeté le pourvoi formulé par un des avocats de ces députés pour l'annulation des décisions du parlement à l'égard de Hatip Dicle, président du DEP, Ahmet Turk, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Mahmut Alinak, membre démissionnaire du DEP, et Leyla Zana.

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara avait décidé, la semaine dernière, l'incarcération de ces députés aux termes de l'article 125 du code pénal turc qui prévoit la peine de mort pour toute personne qui "agit" notamment pour "séparer une partie de l'Etat afin d'en fonder un autre".

Ils avaient passé environ deux semaines en garde à vue dans les locaux de la police d'Ankara pour interrogatoire.

CE/chm

AFP 211640 MAR 94

LIBERATION — 21 MARS 1994

TURQUIE

Diyarbakir, la poudrière du nouvel an kurde

Des renforts de l'armée turque ont été dépêchés dans le Sud-Est, région placée depuis huit ans sous état d'urgence, où la population kurde devait célébrer la nuit dernière le Newroz.

Diyarbakir, envoyé spécial

« **O**n ne sait plus qui tue et qui sera tué, aujourd'hui chacun sait qu'il peut être une cible »: Rafik, kurde, ingénieur en bâtiment, s'est résolu à émigrer vers Istanbul. Comme bon nombre de ses collègues. « Ce sont les plus diplômés ou, à l'opposé, les plus pauvres, n'ayant rien à perdre, qui partent le plus facilement; notre société se meurt inexorablement prise dans un étau », renchérit Mahmut Ortakaya, président de l'Association des médecins, engagé depuis des années dans le combat pour les droits de l'homme. Dès la nuit tombée, chacun se retranche chez soi. La méfiance et la peur sont désormais le quotidien de la plupart des habitants de Diyarbakir, la « capitale » du sud-est de la Turquie à majorité kurde.

La région compte onze départements. Ils sont placés depuis huit ans sous le régime de l'état d'urgence pour lutter contre la guérilla des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste). Une « sale guerre » qui a fait plus de 10000 morts en une décennie. Le nouvel an kurde, le Newroz, est célébré selon la tradition, avec des feux et des danses dans la nuit du 20 au 21 mars. Il symbolise le premier soulèvement kurde contre la domination perse, en même temps qu'il fête le premier jour du printemps. Les Kurdes du sud-est de la Turquie le passeront terrés chez eux. Depuis trois ans, Newroz s'est transformé en journée de mobilisation pour le PKK qui veut démontrer son influence sur la population. Cette année le PKK semble vouloir miser sur l'affrontement militaire, contrairement à 1993 où il avait décrété un cessez-le-feu unilatéral. Il a appelé la population à rester chez elle, sauf là où auront lieu des manifestations encadrées par l'organisation.

Le gouvernement turc de Tansu Ciller propose de faire de Newroz, l'an prochain, une fête légale. Mais en attendant, il insiste sur la manière forte pour donner un coup final à une organisation qu'il accuse de « terrorisme » et dont il assure, contre toute évidence, qu'elle est en déclin. De nouvelles forces de gendarmerie et de l'armée ont été envoyées dans le Sud-Est. Ces renforts s'ajoutant aux quelque 250000 hommes déjà présents dans la zone. Le général Dogan Gures, le chef d'état-major, promet que les forces armées auront réussi d'ici le printemps, ou l'été au plus tard, à résoudre le problème. Il durcit le ton assurant qu'il ne s'agit plus seulement d'éliminer les « terroristes »



Sinrak, 16 juillet 1993. A la poursuite de rebelles kurdes, l'armée turque pilonne les collines.

mais de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui les soutiennent. Les deux camps sont donc plus que jamais arc-boutés sur des positions inconciliables. Et le Sud-Est s'enfoncé toujours plus dans la « sale guerre ».

Le jour appartient à l'Etat. La nuit aux rebelles du PKK. Aux coups de main des « terroristes » contre les représentants de l'Etat, forces de l'ordre ou simples instituteurs, répondent opérations de ratissage, gardes à vue massives, arrestations arbitraires. Plus les meurtres « commis par des inconnus », selon les autorités, mais que la rumeur publique attribue à la « contre-guérilla », c'est-à-dire à des tueurs couverts par les autorités ou des groupes islamistes radicaux comme le Hezbollah, plus ou moins infiltrés par la police. Journalistes, militants ou dirigeants politiques connus pour leur action en faveur de la cause kurde sont les premiers visés par ces « escadrons de la mort » à la turque: 55 assassinats « par des inconnus » en janvier, 39 en février et 510 pour toute l'année 93, selon les chiffres de l'Association des droits de l'homme.

« Les militaires ont reçu carte blanche et la situation dans le Sud-Est a encore empiré, mais l'Europe se tait, considérant le problème du point de vue de ses intérêts politiques, économiques et militaires », affirme Akim Birdal, président de l'Association des droits de l'homme. Son représentant à Diyarbakir, un avocat accusé comme quinze de ses confrères de servir de lien entre les militants emprisonnés du PKK et l'or-

ganisation, a dû fuir vers l'ouest de la Turquie. « Ce climat de terreur profite à l'Etat comme au PKK: il n'y a plus aujourd'hui d'espace politique pour la société civile et une vie démocratique », souligne un responsable kurde local du SHP, le parti social démocrate. Vendredi soir, une bombe a fait un mort et dix-sept blessés, dévastant le siège du parti à Diyarbakir, juste à côté du commissariat central. L'attentat n'a pas été revendiqué. Intimidation de la contre-guérilla ou avertissement du PKK ?

Le PKK veut en effet que la population boycotte massivement les élections municipales qui auront lieu le 27 mars et semble en passe d'atteindre son objectif. Pas de meeting. Peu de tournées dans les villages. Les permanences de tous les partis sont presque désertes. Le DEP, le petit parti nationaliste prokurde, dont six députés ont été déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat et incarcérés pour leurs liens supposés avec le PKK, avait déclaré forfait dès le 25 février après que 320 de ses candidats ont été placés en garde à vue. « Ces élections ne veulent plus rien dire dans la région car personne ne peut voter comme il le voudrait à cause de la peur », dénonce Emin Sever, kurde, député SHP de Hakkari. De plus l'affrontement entre l'Etat turc et le PKK risque de dériver vers un conflit national, voire ethnique, entre Turcs et Kurdes. Un conflit qui, jusqu'ici, n'avait jamais existé dans une République qui, selon le modèle jacobin, nie les Kurdes en tant que peuple, refuse un enseigne-

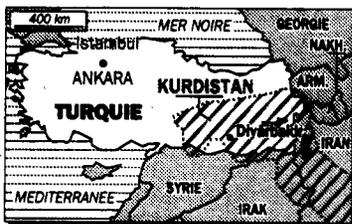
ment ou une télévision en langue kurde, mais reconnaît aux individus kurdes tous les droits des citoyens turcs.

«Je sens monter ce conflit entre communautés, et les choses peuvent rapidement arriver à un point de non retour», affirme Mahmut Ortakaya, qui souligne l'urgence d'une reconnaissance de la spécificité kurde dans une République Turque: «La meilleure garantie de l'unité d'un pays est dans le désir de ses habitants de vivre ensemble».

Marc SEMO

● 18 rebelles du PKK ont été tués par l'armée lors d'accrochages dans l'est et le sud-est anatolien, ont annoncé dimanche des sources officielles turques. Quatorze maquisards kurdes réfugiés en Iran ont par ailleurs été livrés à Ankara par les autorités iraniennes.

REPÈRES



LA TURQUIE

● **Superficie.** 779 452 km²

● **Population.** 57 millions, dont 17% de Kurdes vivant principalement dans le Sud-Est anatolien.

● **Langues.** Le turc (officiel) et le kurde. En 1991, l'usage de la langue kurde (qui reste prohibée dans les administrations, l'enseignement et au Parlement) est dépenalisé par la loi «antiterroriste» qui réintroduit les délits d'opinion concernant notamment la revendication de l'identité kurde.

● **Religions.** Musulmane en majorité (98%), mais aussi orthodoxe, juive et catholique.

● **Histoire.** La république de Turquie est proclamée en 1923. Elle renonce au califat en 1924 et devient un Etat laïque sous l'impulsion de son premier président, Mustafa Kemal Atatürk. En 1978, la loi martiale est imposée pour faire face aux tensions ethniques et religieuses qui embrasent le pays. Elle sera levée en 1984. En 1980, les militaires prennent le pouvoir. Les organisations kurdes sont dissoutes et démantelées. En 1983, les militaires transfèrent le pouvoir à un parlement élu. En 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé en 1974,

Le Sud-Est anatolien interdit d'accès Nouvel an kurde mouvementé en Turquie et en Allemagne

Le nouvel an kurde, le Newroz, traditionnellement fêté le 21 mars, a donné lieu à de violentes manifestations en Allemagne, samedi. Mais sur le terrain aussi, en Turquie, le week-end a été marqué par de très sérieux incidents.

Dix-huit rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par l'armée turque lors d'accrochages dans l'Est et le Sud-Est anatolien, a-t-on appris dimanche de sources officielles. Septante-huit rebelles kurdes avaient déjà été tués par les forces de l'ordre en une semaine dans la même région, avait indiqué le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese.

Les Kurdes doivent également faire face à la répression irannienne. L'Iran a livré aux autorités turques quatorze maquisards du PKK qui s'étaient réfugiés sur son territoire. *Par ce geste, les autorités iraniennes ont démontré leur résolution dans la lutte commune contre l'organisation séparatiste*, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur.

Les autorités turques ont en outre interdit à plusieurs délégations allemandes et suisses, composées de 121 personnes, d'aller examiner la situation des droits de l'homme dans le Sud-Est anatolien à l'occasion du Newroz. Une délégation allemande a été maltraitée et battue à l'aéroport de Van, une autre a été refoulée vers Ankara. Une vingtaine de Suisses ont été bloqués dans leur hôtel, toujours à Van, et des militants turcs des droits de l'homme, qui

venaient les rencontrer, ont été arrêtés.

Pendant ce temps en Allemagne, plus de 90 personnes ont été blessées et 24 arrêtées au cours de deux manifestations kurdes qui se sont déroulées samedi soir à Berlin et à Augsburg, a annoncé dimanche la police. Près d'Augsbourg, quelque 500 Kurdes ont bloqué pendant trois heures une autoroute dans les deux sens. 47 policiers ont été blessés en essayant de les déloger, dont trois grièvement, ainsi que deux manifestants. Les troubles se sont ensuite étendus au centre-ville d'Augsbourg. La police a arrêté en tout 17 personnes sur lesquelles elle a saisi trois cocktails Molotov ainsi que des maillots et des drapeaux aux couleurs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne. La police a ajouté qu'elle avait l'intention de déposer des plaintes pour troubles de l'ordre public contre 516 autres personnes. Les manifestants entendaient protester contre l'interdiction d'une fête qu'ils voulaient organiser en ville. Les autorités avaient estimé que cette manifestation couvrirait en fait une réunion du PKK.

A Berlin, 800 personnes selon la police et 2.000 selon les organisateurs se sont réunies pour protester contre la politique d'Ankara au Kurdistan. Les affrontements contre la police ont commencé lorsqu'un groupe de manifestants a déployé un drapeau du PKK. La police a chargé ce groupe qui était armé de cocktails Molotov. 38 policiers ont été blessés, dont cinq ont dû être hospitalisés. Sept personnes ont été arrêtées. (D'après AFP.)

Türkei versperrt Deutschen Zugang zu Kurdengebieten

Wachsende Spannungen vor Newroz-Fest

Von Corinna Jessen, Diyarbakir

Vor dem heutigen kurdischen Newroz-Fest herrschte am vergangenen Wochenende in der Türkei eine gespannte Lage.

Türkische Sicherheitsbehörden versperrten am Sonnabend einer Gruppe von Deutschen den Zugang in Kurdengebiete im Osten und Südosten des Landes. Die 53 Deutschen gehören zu insgesamt rund 350 Beobachtern aus der Bundesrepublik, die mit ihrer Anwesenheit Zusammenstöße zwischen türkischen Sicherheitskräften und Kurden verhindern wollen. Anlässlich des heutigen Newroz-Festes, das für die Kurden die Bedeutung eines Nationalfeiertages hat, werden blutige Auseinandersetzungen befürchtet.

Ohne weitere Erklärung sind die Deutschen und ihre drei Dolmetscher in der Stadt Van am Sonnabend fünf Stunden lang festgehalten worden. Erst nach drei Stunden konnten sie mit der deutschen Botschaft in Ankara Kontakt aufnehmen. Unter Prügel wurden sie schließlich zurück ins Flugzeug nach Istanbul gesetzt. Dort wollten man ihnen ebenfalls die Einreise verwehren. Die Delegation öffnete aber schließlich selbst die Nottüren des Busses, in dem sie auf der Landebahn stand. Nach weiteren fünf Stunden zäher Verhandlungen und mit Unterstützung des deutschen Generalkonsulats in Istanbul durfte die Abordnung schließlich in einem Istanbuler Hotel absteigen.

Wie Rudolf Birgel, entsandt von der Fachgruppe Journalistik der IG Medien der Berliner Zeitung mitteilte, werden die Betroffenen Strafanzeige gegen den stellvertretenden Gouverneur von Van, Beyazit Alkan, wegen Freiheitsberaubung und Körperverletzung stellen.

Das türkische Außenministerium hatte bereits letzte Woche klargestellt, daß ausländische Beobachter unerwünscht seien. Die Sicherheitskräfte wollen in der Region, in der seit 1984 kurdische Rebellen um Autonomie kämpfen, die angeblich bevorstehende militärische Großoperation wohl unter Ausschluß der Öffentlichkeit durchführen.

Bei zahlreichen Bombenanschlägen wurden am Wochenende in der Türkei mindestens 19 Menschen verletzt. Hinter den Attentaten vermu-

ten die Sicherheitsbehörden die militante Separatistenorganisation Arbeiterpartei Kurdistans (PKK). Bei Operationen der Armee im Südosten des Landes waren am Sonnabend mindestens 21 PKK-Rebellen und ein Soldat getötet worden.

Berliner Zeitung · Nummer 67

Montag, 21. März 1994

Kurde versuchte sich selbst zu verbrennen

38 Polizisten bei Randalen vor der TU verletzt

Bei einer Kundgebung von etwa tausend Kurden aus Anlaß ihres Neujahrsfestes sind am Sonnabend in Charlottenburg 38 Polizisten durch Steinwürfe verletzt worden.

Gegen 16 Uhr hatten sich mehr als tausend kurdische Türken vor der Technischen Universität (TU) in der Straße des 17. Juni versammelt. Eine ursprünglich im Foyer der TU geplante Veranstaltung zum heute beginnenden kurdischen Neujahrsfest „Newroz“ war bereits zuvor aus Furcht vor Ausschreitungen abgesagt worden. Zwei Musikgruppen spielten, ein Kinderchor trat auf, und eine Folkloregruppe tanzte.

Gegen 17 Uhr ließen jedoch etwa 20 Störer die Situation kurzfristig eskalieren. Sie versuchten, in das verschlossene TU-Gebäude einzudringen, um dort die Fahne einer Unterorganisation der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei PKK zu hissen. „Als ihnen dies nicht gelang, kletterten drei Männer aus dieser Gruppe auf das Vordach und befestigten darauf ein Transparent“, berichtet eine Pförtnerin der Hochschule. Daraufhin habe zunächst ein Trupp Polizisten versucht, dies gewaltlos zu verhindern. Plötzlich flogen Steine und Brandflaschen. Die Polizei setzte Knüppel ein. Nach etwa zwanzig Minuten waren die Krawalle beendet. Die Bilanz: 38 Polizisten wurden überwiegend leicht verletzt. Fünf Beamte mußten bis zum Abend in Krankenhäusern behandelt werden. Unter den Demonstranten soll es min-

destens drei Verletzte gegeben haben. Ein Mann hatte versucht, sich selbst zu verbrennen, andere hatten sich beim Hantieren mit Molotow-Cocktails in Brand gesetzt. Die Verletzten waren noch vor dem Eintreffen der Rettungswagen mit Privatautos weggefahren worden. Sieben Kurden wurden festgenommen. Gegen sie wurden Haftbefehle wegen schweren Landfriedensbruchs beantragt. An der TU gingen mehrere Scheiben zu Bruch.

Die Polizei lobte gestern das „durchgehend kooperative Verhalten“ der Veranstalter – dazu zählen der Allgemeine Studenten-Ausschuß (AStA) und die Kurdistan AG der TU. Sie hatten eine Menschenkette zwischen Randalierern und Polizei gebildet und dadurch eine Ausweitung der Gewalt verhindert. „Wir standen am Rand der Menge und haben die Auseinandersetzungen gar nicht bemerkt“, sagt Birgit Sch. von der Mediengruppe Kurdistan.

Gegen 18 Uhr zogen die Demonstranten dann von der Universität zur Gedächtniskirche. Mit Sprechchören forderten sie immer wieder „Stoppt den Völkermord“ und „Deutsche Waffen raus aus Kurdistan“ sowie eine Aufhebung des PKK-Verbots. Kurz vor 19.30 Uhr ging die Abschlußkundgebung auf dem Breitscheidplatz ohne weitere Zwischenfälle zu Ende. Rund 50 000 Menschen in Berlin, die offiziell als Türken gelten, zählen sich zur kurdischen Volksgruppe. **sn**

TÜRKEI

FOCUS

21. 03. 1994

Knapp am Putsch vorbei

Die Demokratie ist gefährdet, weil das Militär die Kurdische Arbeiterpartei nicht besiegen kann

Vom „kleineren Übel“ sprechen westliche Diplomaten in Ankara. Sie meinen die umstrittene Aufhebung der Immunität von sieben kurdischen und einem islamischen Abgeordneten durch das Parlament. Das größere Übel, angeblich in letzter Minute abgewendet: ein Militärputsch. Es wäre der vierte in 35 Jahren gewesen.

Generalstabschef Dogan Güres hatte mehrfach durchblicken lassen, daß der Geduldsfaden der Armeeführung dem Reißen nahe sei. In der Türkei versteht sich das Militär als Garant der territorialen Integrität des Landes und des laizistischen Reformwerks von Staatsgründer Kemal Atatürk.

Güres sprach von „Verrätern“ und einem „verlängerten Arm“ der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) in der Nationalversammlung. Das Faß zum Überlaufen brachte eine Äußerung des Chefs der kurdischen Demokratie-Partei (DEP) Hatip Dicle: Er bezeichnete einen PKK-Anschlag auf einen Bahnhof in Istanbul, bei dem fünf Kadetten ums Leben kamen, als einen „Kriegsakt im Rahmen des PKK-Krieges gegen den türkischen Staat“.

Die DEP-Abgeordneten wurden 1991 über die Liste der Sozialdemokraten ins Parlament gewählt. Die Diskussion über ihre politischen Querverbindungen ist nicht neu: Den Parlamentariern wird seit langem die „Verbreitung separatistischer Propaganda“ angelastet. Nicht zuletzt deshalb, weil sie eine klare Verurteilung des PKK-Terrors ablehnen.

Ankaras innenpolitisch bedrängte Ministerpräsidentin Tansu Çiller trat die Flucht nach vorn an. Sie gab den Weg frei, gegen einige radikale Abgeordnete vorzugehen.

Das hatte mehrere Gründe:

- Die Generäle mußten besänftigt werden. Sie schafften es nicht, die PKK im kurdisch bevölkerten Südosten zu zerschlagen.
- Die Regierungschefin wollte vom Scheitern ihrer bisherigen Wirtschaftspolitik ablenken. Erstmals seit Jahren wird von einer dreistelligen Inflationsrate gesprochen.
- Zur Verärgerung der Generäle sind Necmettin Erbakans Islamisten von der Wohlfahrtspartei im Aufwind. Bei den

Kommunalwahlen am 27. März werden ihnen gute Chancen eingeräumt, bis zu 20 Prozent der Stimmen zu gewinnen.

Kritik an der harten Gangart gegenüber den militanten Kurden gibt es in der Türkei kaum. Das Blutvergießen – knapp 11 000 Tote in zehn Jahren – hat die Kluft zwischen Türken und Kurden vertieft. Der Ruf „Kurden raus“ ertönt in vielen Städten der Westtürkei.

Viele gemäßigte Stimmen, vor allem in den Medien, stellen jedoch die Zweckmäßigkeit von Ankaras Konfrontationspolitik in Frage. Sie vermischen die ideenreiche Politik des verstorbenen Staatschefs Turgut Özal.

Die nächsten Akte des Dramas: Am 21. März feiern die Kurden ihr Unabhängigkeitsfest Newroz. Sie gedenken des sagenhaften Schmieds Kawa, der sich gegen die Fremdherrschaft auflehnte.

Sechs Tage später wird sich zeigen, ob die Kurden hinter den eingekerkerten Abgeordneten stehen: Die DEP fordert, die Kommunalwahlen zu boykottieren.

Ein Kommentator: „Dann wird der Bruch mit den Türken kaum noch rückgängig zu machen sein.“ ■

PENNY KOUNNA

LA LIBRE BELGIQUE — 21 MARS 1994

Violentes manifestations kurdes en Allemagne

Plus de 90 blessés lors d'affrontements avec les forces de l'ordre

Quelque 6.000 Kurdes se sont livrés dimanche à des actes de violence à Augsburg et sur une autoroute avoisinante à la suite de l'interdiction d'une manifestation par les autorités. Quarante-cinq policiers et deux pompiers ont été blessés à Augsburg et Berlin depuis samedi. Environ 30 Kurdes ont été interpellés.

A Augsburg, les manifestants, partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Allemagne), ont bloqué pendant trois heures une autoroute dans les

deux sens. Ils ont incendié des pneus sur la chaussée et renversé une dizaine d'autobus et de voitures. Quelque 47 policiers ont été blessés en essayant de les déloger, dont trois grièvement, ainsi que deux manifestants. Les troubles se sont ensuite étendus au centre-ville d'Augsbourg. La police a arrêté en tout 17 personnes.

COUVERTURE.

Les manifestants entendaient protester contre l'interdiction d'une fête qu'ils voulaient organiser en ville. Les

autorités avaient estimé que cette manifestation couvrirait en fait une réunion du PKK.

A Berlin, environ 800 Kurdes ont manifesté samedi soir pour protester contre la politique d'Ankara au Kurdistan. La police anti-émeutes a dû intervenir lorsque la manifestation a pris un tour violent.

L'Allemagne a interdit le PKK en novembre dernier au motif que ses membres recourraient à la violence pour atteindre leurs objectifs et menaçaient la sécurité intérieure du pays. Depuis les milliers de Kurdes, résidant en Allemagne, organisent des manifestations dans tout le pays. (AFP)

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0696 4 I 0304 /AFP-DUE9

Allemagne-Kurdes

Le PKK responsable des blocages d'autoroutes, selon le ministre de l'Intérieur

BONN, 22 mars (AFP) - Le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther a tenu mardi soir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne, pour responsable d'une opération concertée de blocages d'autoroutes au cours desquels trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu. M. Kanther, interrogé par la télévision publique allemande ARD, s'est déclaré "fermement convaincu" que le PKK, interdit depuis le 27 novembre, avait organisé les manifestations de mardi et celles du week-end, à Augsburg (sud), Wiesbaden (ouest) et Berlin.

"Je ne vois pas d'autre organisation en mesure d'envoyer dans les rues des centaines et des milliers de personnes. Je suis absolument certain que les actions sur les autoroutes, quelques jours plus tard, proviennent de la même organisation", a déclaré M. Kanther.

Le président du syndicat de la police allemande (GdP) Hermann Lutz a déclaré pour sa part, sur une radio privée, qu'il s'attendait à des attentats du PKK contre des Turcs mais aussi contre de hauts responsables politiques allemands dont M. Kanther.

Provoquant des dizaines de kilomètres de bouchons, un millier de Kurdes ont érigé des barrages et incendié des pneus mardi après-midi à travers toute l'Allemagne. Deux Kurdes se sont volontairement transformés en torches humaines en s'aspergeant d'essence sur une autoroute près de Langen, au sud de Francfort. L'un d'eux a été grièvement blessé, le second plus légèrement, selon la police, qui a interpellé une centaine de personnes.

Dans un acte similaire, un troisième Kurde a été grièvement blessé sur une autoroute au nord de Francfort, près de Giessen, où 90 manifestants ont été interpellés, selon la police locale.

mlm/bw

AFP 222330 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0265 4 I 0164 RFA /AFP-XT25

Allemagne-Kurdes

Le ministre allemand de l'intérieur réclame l'expulsion d'activistes kurdes

BONN, 22 mars (AFP) - Le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, s'est prononcé mardi pour l'expulsion rapide vers la Turquie d'une grande partie des activistes kurdes qui ont participé à la fin de la semaine dernière à des manifestations violentes en Allemagne.

Plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés au cours de violentes manifestations en particulier à Berlin, à Augsburg et à Wiesbaden. Plus de 550 procédures pénales ont été engagées contre les manifestants.

Les manifestants dénonçaient la politique d'Ankara au Kurdistan, certains déployant le drapeau du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), récemment interdit en Allemagne en raison de violences sur le sol allemand.

En revanche, les quelque 450.000 Kurdes d'Allemagne ont célébré lundi dans le calme leur nouvel an, le Newroz, à l'occasion de nombreuses festivités.

lp/php/br

AFP 221258 MAR 94

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRA0564 3 I 0568 RFA /AFP-CT96

Allemagne-Kurdes prev

Des Kurdes se transforment en torches humaines sur les autoroutes allemandes par Marie-Laure MICHEL

BONN, 22 mars (AFP) - Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu mardi, à l'issue d'une opération concertée de blocages des autoroutes allemandes afin de protester contre la politique du gouvernement turc envers la minorité kurde et contre celle de Bonn accusée de soutenir Ankara.

Provoquant des dizaines de kilomètres de bouchons, un millier de Kurdes, à travers toute l'Allemagne, ont érigé des barrages et incendié des pneus au lendemain du nouvel an kurde, le Newroz. Une centaine de personnes ont été interpellées, selon la police.

Deux Kurdes se sont volontairement transformés en torches humaines en s'aspergeant d'essence sur un tronçon d'autoroute près de Langen, au sud de Francfort. L'un d'eux a été grièvement blessé, le second plus légèrement, a indiqué un porte-parole du gouvernement régional de Hesse.

Dans un acte similaire, un troisième Kurde a été grièvement blessé sur une autre portion d'autoroute, au nord de Francfort, près de Giessen, selon la police locale.

Dans la soirée, une organisation kurde a annoncé que deux sympathisantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'étaient immolées la veille par le feu à Mannheim (ouest). L'une est "morte en martyre du peuple kurde" et l'autre est hospitalisée dans un état grave, selon l'organisation.

Mais la police a confirmé seulement que deux jeunes femmes non identifiées ont été découvertes brûlées par un promeneur. "Nous n'avons aucun élément pour croire qu'elles ont agi pour des motifs politiques", a précisé à l'AFP un porte-parole de la police.

Mesures

Dans le centre de Hambourg (nord), onze personnes ont été interpellées pour avoir incendié des pneus. Elles portaient des banderoles réclamant "la fin du massacre au Kurdistan". Quatre manifestants se sont arrosés d'essence et ont menacé de s'immoler par le feu.

Des blocages d'autoroutes ont également eu lieu près de Kiel (nord), Cologne (ouest) et près de Berlin. A Potsdam (ex-RDA), un porte-parole des manifestants a affirmé vouloir protester contre "l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du Nouvel an kurde" et "la coopération de l'Allemagne avec le gouvernement turc".

(Au Danemark, une trentaine de Kurdes de Turquie ont bloqué, mardi après-midi, pendant une vingtaine de minutes, une autoroute entre Copenhague et Holbaek, plus à l'ouest, en s'asseyant sur la chaussée, a indiqué la police).

(Les manifestants, qui ont été interpellés, entendaient également protester contre la politique de l'Etat turc à l'égard de la minorité kurde).

Au cours du week-end, plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés lors de violentes manifestations de Kurdes à Berlin, Wiesbaden et Augsburg. Environ 550 informations judiciaires contre des Kurdes ont été ouvertes.

Le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther s'est prononcé pour l'expulsion rapide vers la Turquie d'une grande partie des activistes kurdes qui ont participé à ces actions.

Mardi soir, il a convoqué pour mercredi une réunion extraordinaire avec les autorités des Etats fédérés, largement compétentes en matière de police, pour décider des mesures à prendre contre les auteurs de troubles.

Les Kurdes d'Allemagne sont estimés à 450.000.

mlm/chm

WEDNESDAY, MARCH 9, 1994

The Washington Post

AN INDEPENDENT NEWSPAPER

Kendal Nezan

Turkey's Unwinnable War

Hastily promoted from NATO's Cold War bulwark to democratic role model for parts of Moscow's once far-flung empire, Turkey is tearing itself apart in an escalating civil war. Now in its 10th year, Turkey's unwinnable war against its large Kurdish minority cries out for disinterested help from the United States and Ankara's European allies to favor a negotiated end to the violence and promote secular Turkey's strivings toward authentic Western democracy.

Seemingly only yesterday, the allies hoped Ankara would exercise a stabilizing influence in one of the world's most turbulent regions—bedeviled by wars in the Balkans and in the Caucasus and tensions involving Iran, Iraq and Syria. Today Turkey's friends timorously watch the debilitating violence in Turkish Kurdistan without speaking out for fear of provoking Ankara's notoriously thin-skinned establishment.

Privately, they wring their hands about the danger of spreading Islamic fundamentalism perversely encouraged by an increasingly intransigent military's efforts to crush the longest uprising in rebellion-strewn Kurdish history.

Publicly, the allies parrot Turkey's official line placing all blame on the outlawed Kurdish Workers Party, or PKK, denounced as mere terrorists—and Marxists at that. Behind such oversimplification lies a questionable Western conviction that silence is the price for Turkish cooperation in maintaining the allied air cover and humanitarian aid essential to protect Iraq's Kurds from Saddam Hussein's vengeance.

Around a quarter-million troops, gendarmes and often dragooned Kurdish village guards backed by armor, helicopter gunships and planes, operate in 30 percent of the country, extending far inland from Turkey's borders. Turkey's nutcracker tactics leave Kurds no apparent alternatives other than collaboration with the army, joining the guerrillas or emigration—and gradual Turkification—from their homeland to the cities of western Turkey.

Out of Turkey's estimated 15 million Kurds, 5 million to 6 million in the past decade fled to Ankara, Istanbul, Izmir and other western Turkish cities. Another 2 million sought refuge in the slums of Kurdish cities. The death toll doubled between 1992 and 1993 and since the rebellion's onset stands at 13,500, more than half of them civilian.

Mysterious death squads assassinated some thousand intellectuals and notables, apparently for favoring a peaceful solution to the war. The dead included 14 journalists, 66 leaders and one member of parliament belonging to the legal pro-Kurdish party called the People's Labor Party and its successor, the Democracy Party. Recently, seven Kurdish MPs were stripped of parliamentary immunity and arrested on charges of "separatist propaganda." They risk the death penalty for expressing political views if found guilty by the State Security Court under penal code Article 125. Ten other Kurdish MPs risk the same punishment if, as expected, the DP is banned.

The army's frustrations grow apace. Jets bomb and burn remote mountain

forests to deny sanctuary to well-ensconced rebels no longer dependent on bases in Iran, Iraq, Lebanon and Syria. Some Turkish military commanders quoted last November by the Turkish Daily News favored using chemical weapons to "definitively clean out" rebels in five inaccessible mountain ranges.

Routinely, Kurds have been killed for refusing orders to evacuate their villages or join the village guards. Government-controlled media automatically blame the PKK for such incidents, although it's often the security forces' handiwork. The PKK, too, has an unquestionable record of atrocities, including assassinating village guards and their families.

Sincere or not, the PKK says it no longer demands independence, and hints that it would settle for an American or Spanish-style federal system. Ankara has not honored such feelers with a response. By maintaining its seven-decade-old ban on using Kurdish in schools and broadcasts—and by threatening the Kurdish MPs, Turkey blocks expression of all peaceful Kurdish aspirations.

Even discreet American help in exploring a negotiated settlement smacks of interference in Turkey's internal affairs. But recall what happened next door. U.S. failure to deal with Kurds and other political opposition forces contributed to Islamic fundamentalism's advent in Iran and Saddam's continued presence in Iraq.

The writer is president of the Kurdish Institute of Paris.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0461 4 I 0184 RFA /AFP-IZ45

Allemagne-Kurdes

Mort d'une deuxième Kurde qui avait tenté de s'immoler par le feu

MANNHEIM (Allemagne), 22 mars (AFP) — Une jeune femme kurde qui avait tenté de s'immoler par le feu lundi en Allemagne à Mannheim (ouest) est morte mercredi des suites de ses blessures, a indiqué la police locale.

La jeune femme, 23 ans, dont l'identité n'a pas été communiquée, avait tenté de s'immoler par le feu dans un parc avec une autre Kurde, 28 ans, qui était morte sur le coup. Elles avaient été découvertes par un promeneur.

Le bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB) avait indiqué mardi qu'elles avaient voulu mourir "en martyres du peuple kurde", pour protester contre la politique de la Turquie et de l'Allemagne vis-à-vis des Kurdes.

La police de Mannheim avait indiqué n'avoir aucun élément laissant croire à une motivation politique.

Trois Kurdes avaient tenté mardi de s'immoler par le feu près de Francfort lors d'une opération concertée de blocages d'autoroutes dans toute l'Allemagne. Deux d'entre eux avaient été grièvement blessés et le troisième plus légèrement.

mlm/mb/mfo

AFP 231841 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0514 4 I 0256 RFA /AFP-CK37

Allemagne-Kurdes

Deux sympathisantes du PKK se sont immolées par le feu lundi, selon une organisation kurde

BONN, 22 mars (AFP) — Deux femmes sympathisantes du parti séparatiste kurde PKK se sont immolées par le feu lundi à Mannheim (ouest) pour protester contre la politique de la Turquie et de l'Allemagne vis-à-vis des Kurdes, selon le bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB).

Selon le KIB, l'une des femmes, prénommée Berivan, est morte "en martyre du peuple kurde" et l'autre, prénommée Ronahi, est hospitalisée dans un état grave.

Cette information a été diffusée quelques minutes après que les autorités allemandes eurent annoncé que trois Kurdes ont tenté de mettre fin à leurs jours par le feu lors de manifestations anti-turques sur des autoroutes.

La police de Mannheim a confirmé seulement que deux jeunes femmes non identifiées ont été découvertes brûlées, par un promeneur dans un parc naturel près de Mannheim. L'une est grièvement blessée et l'autre est décédée.

Toujours selon la police, la survivante aurait réussi à indiquer qu'elle souffre d'une maladie très grave. "Nous n'avons aucun élément pour croire qu'elles ont agi pour des motifs politiques", a précisé à l'AFP un porte-parole de la police.

Le KIB a publié mardi une lettre rédigée, selon lui, par les deux femmes avant leur geste suicidaire. Elles y accusent la Turquie de violences anti-kurdes, mais stigmatisent surtout l'attitude de l'Allemagne, considérée comme complice des atteintes aux droits de l'homme.

cpb/chm

AFP 221858 MAR 94

turkish daily news Friday, March 11, 1994

Kurdish Institute of Paris asks Ankara to 'honor' PKK's federation proposal

'Sincere or not, PKK says it no longer demands independence'

Nezan mentions TDN for its coverage of Turkish Army's anti-PKK campaign

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON, D.C.- The Kurdish Institute of Paris (KIP), in an op-ed piece published today in The Washington Post, has asked Ankara to lend an ear to the PKK's (outlawed Kurdistan Workers' Party) proposal to establish "an American or Spanish-style federal system": Sincere or not, the PKK says it no longer demands independence and hints that it would settle for an American or Spanish-style federal system. Ankara has not honored such feelers with a response.

Abdullah Öcalan — the leader of the PKK, which has been waging a bloody separatist war in southeast Turkey for the last 10 years — has already hinted at such a development by raising the issue of a "possible referendum" in an interview he gave to the pro-PKK Turkish daily Özgür Gündem on Feb. 10: "The [Turkish] state is engaged in an 'all or nothing' game... It is trying to reverse a possible referendum situation in Kurdistan." In his opinion article titled "Turkey's Unwinnable War," KIP President Kendal Nezan, appealed to the American public for a "negotiated end to violence" and warned of the consequences: "Even discreet American help in exploring a negotiated settlement smacks of interference in Turkey's internal affairs. But recall what happened next door. U.S. failure to deal with Kurds and other political opposition forces contributed to Islamic fundamentalism's advent in Iran and

Saddam's continued presence in Iraq."

"Now in its 10th year, Turkey's unwinnable war against its large Kurdish minority cries out for disinterested help from the United States and Ankara's European allies to favor a negotiated end to the violence and promote secular Turkey's strivings toward authentic Western democracy," Nezan said. He complained that "Turkey's friends timorously watch the debilitating violence in Turkish Kurdistan without speaking out for fear of provoking Ankara's notoriously thin-skinned establishment." Nezan went on to portray the hard alternatives "15 million Kurds" of Turkey are faced with: "Turkey's nutcracker tactics leave Kurds no apparent alternatives other than collaboration with the Army, joining the guerrillas or emigration — and gradual Turkification — from their homeland to the cities of western Turkey."

"Mysterious death squads assassinated some thousand intellectuals and notables, apparently for favoring a peaceful solution to the war." Nezan went on to detail the lifting of parliamentary immunities of "seven Kurdish MPs ... on charges of 'separatist propaganda'... They risk the death penalty for expressing political views if found guilty by the State Security Court under penal code Article 125. Ten other Kurdish MPs risk the same punishment if, as expected, the DEP (pro-Kurdish Democracy Party) is banned."

Talking about "an increasingly

intransigent military's efforts to crush the longest uprising in rebellion-strewn Kurdish history," the KIP president mentioned Turkish Daily News for reporting last November that "some Turkish military commanders ... (even) favored using chemical weapons to 'definitely clean out' (Kurdish) rebels in five inaccessible mountain ranges." In an effort to be balanced, Nezan also noted in passing that "the PKK, too, has an unquestionable record of atrocities, including assassinating village guards and their families." Coming a day after The Washington Times published a slightly edited version of the Congressional Record statement on the Kurdish problem in Turkey ("Democracy in Turkey Is in Danger") by Sen. Dennis DeConcini, Democrat of Arizona, the article has apparently increased the pressure on the Turkish Embassy in Washington to reply to the charges and defend the official view.

In his statement, DeConcini, who is also co-chairman of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), said that in his judgement sending CSCE human rights monitors to southeast Turkey was "warranted." Turkish Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir promptly rebutted DeConcini in a firm reply that we reported yesterday in TDN. At this time of writing, a reliable source told TDN that the embassy was already at work drafting a similar reply to Nezan.

A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P.

FRA0343 4 I 0181 RFA /AFP-AR89

Allemagne-Kurdes

Plusieurs autoroutes bloquées par des Kurdes en Allemagne

BONN, 22 mars (AFP) - Des manifestants kurdes ont bloqué mardi plusieurs autoroutes en Allemagne, près de Berlin, de Cologne et de Francfort (ouest), a-t-on indiqué de source policière.

Quelque 200 Kurdes ont notamment empêché à la mi-journée la circulation sur l'autoroute reliant Berlin à Potsdam (ex-RDA), en s'asseyant sur la chaussée et en incendiant des pneus, a indiqué un porte-parole de la police locale.

Cette action vise à protester contre "l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du Nouvel an kurde", a déclaré un porte-parole des manifestants, qui demandent également au gouvernement allemand de suspendre sa coopération avec le gouvernement d'Ankara.

Plusieurs dizaines de policiers ont été blessés au cours du week-end lors de manifestations de Kurdes à Berlin, Wiesbaden (ouest) et Augsburg (sud) où une autoroute a été bloquée pendant trois heures. Environ 550 informations judiciaires contre des Kurdes ont été ouvertes après ces manifestations.

mlm/mm/mf

AFP 221538 MAR 94

A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P. -- Agence France Presse A.F.P.

FRA0442 3 I 0256 RFA /AFP-BV39

Allemagne-Kurdes lead

Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu

BONN, 22 mars (AFP) - Trois Kurdes, qui participaient à des manifestations en Allemagne contre la politique du gouvernement turc, ont tenté de s'immoler par le feu mardi sur des autoroutes qu'ils bloquaient, dans une opération apparemment coordonnée, ont indiqué les autorités.

Deux manifestants transformés en torches humaines sur un tronçon d'autoroute près de Langen, dans la région de Francfort (ouest), ont été évacués par hélicoptère, a indiqué un porte-parole du gouvernement régional qui n'était pas en mesure de préciser leur état de santé.

Soixante-dix des 150 manifestants, qui ont bloqué ce tronçon d'autoroute en milieu d'après-midi pendant une heure trente environ, ont été interpellés par la police, selon la même source.

Une troisième personne a été grièvement blessée en tentant également de s'immoler par le feu lors d'une manifestation sur l'autoroute reliant Francfort à Giessen (ouest). Elle a été hospitalisée, a indiqué un porte-parole de la police locale.

Près de Kiel (nord), quelque 150 personnes, dont des femmes et des enfants, ont bloqué un échangeur autoroutier pendant une heure trente, mettant notamment le feu à des pneus, a indiqué un porte-parole de la police locale.

Des pierres ont été lancées en direction des policiers, selon la même source qui a précisé que les manifestants s'étaient ensuite rendus en direction du centre-ville où ils espéraient rencontrer un représentant du gouvernement régional.

mlm/chm

AFP 221753 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0492 4 I 0113 DAN /AFP-CF35

Danemark-Kurdes

Manifestation de Kurdes de Turquie sur une autoroute danoise

COPENHAGUE, 22 mars (AFP) — Une trentaine de Kurdes de Turquie ont bloqué mardi après-midi, pendant une vingtaine de minutes, une autoroute entre Copenhague et Holbaek (ouest de la capitale) en s'asseyant sur la chaussée, a indiqué la police danoise.

Les Kurdes ont refusé de répondre aux injonctions des policiers leur demandant de dégager l'autoroute, obligeant ces derniers à les déplacer un par un du lieu de la manifestation.

Les manifestants, qui ont été interpellés, entendaient protester contre la politique de l'Etat turc à l'égard de la minorité kurde dans ce pays.

SA/chm

AFP 221835 MAR 94

"Agir ici" met la pression

COMMENT sortir le Tiers-Monde du trou noir dans lequel il s'enfoncé inexorablement ? L'association "Agir Ici" expérimente une solution: pousser les élus français à établir de véritables relations de coopération avec eux.

Huit membres seulement, un nombre volontairement limité "pour une plus grande souplesse de fonctionnement", mais un réseau de plusieurs milliers de "signataires" potentiels, pétitionnant à tour de bras contre "l'exportation de médicaments dangereux" ou pour mettre en lumière "la guerre menée à la minorité kurde en Turquie".

Sur la trentaine de signataires

varois, ils sont quelques uns à s'être retrouvés la semaine dernière à la bourse du travail pour une "prise de contact".

"Nous écrivons souvent aux parlementaires du département pour leur demander d'agir. Certains, comme Hubert Falco, acceptent parfois de relayer nos propositions au Parlement".

Prochaine campagne de "lobbying" menée par "Agir ici": une tournée des agences de voyages. "Nous leur proposerons de glisser dans les billets d'avion à destination de la Thaïlande, des Philippines ou du Vietnam une brochure dénonçant le tourisme sexuel".

"Agir ici". Contact: 94.33.26.04. P.M.



LE PROVENÇAL - Marseille — 22 mars 1994

Kurdes : une manif sur la Canebière



Les kurdes ont à nouveau manifesté, hier soir, sur la Canebière, pour protester contre les mesures prises par la Turquie à l'encontre de leur peuple. Le gouvernement français, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a officiellement demandé au gouvernement turc d'ouvrir le dialogue en vue d'une négociation qui pourrait déboucher sur des accords de paix... (Photo Serge Assier)

Newroz festivities pass quietly in Southeast Turkey

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

DIYARBAKIR- Turkey's terror-ridden Southeast region yesterday celebrated the Spring festival of Newroz in an unusually calm and peaceful way. Heavy security measures and the obvious tolerance of local officials were topped by an announcement from Kurdish separatists calling on the people not to organize mass activities, leading to a peaceful, thought still tense, atmosphere.

Even chanting by maverick demonstrators on behalf of Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which has been waging a bloody separatist war in the region, was not interrupted by the security forces. As night fell and it appeared that there may be more demonstrations on behalf of the PKK and its leader, who is popularly known as Apo, the signs were that the security forces had strict instructions not to "aggravate the situation." On Monday morning Emergency Law Regional Governor Ünal Erkan said that Newroz, a day celebrated here as the Kurdish new year, would be "a day of peace and brotherhood."

He repeated that as long as the PKK did not exploit the celebrations or turn them into on political rally, there would be no problems.

Perhaps the most ironic aspect of this year's Newroz festivities was that the state has attempted to sponsor them in this troubled region. When in 1992 Newroz turned into a separatist rally, a total of 103 demonstrators were killed. Last year, owing to a unilateral cease-fire by the PKK, Newroz was celebrated in a relatively peaceful atmosphere.

This weekend, in an exclusive interview with the Turkish service of the BBC, PKK leader Abdullah Öcalan appealed to the Kurdish people to stay at home on the day of Newroz, not to open their shops and to refrain from mass activities. "We took this decision fearing a massacre," he said.

Although in many urban settlements the people refused to join in celebrations, they did not respect the PKK curfew. In Diyarbakir, the provincial capital of the Southeast, life continued normally.

Over the past week, Turkey has deployed about 150,000 troops in this region in preparation for what some officials claim to be "a his-

toric crackdown on the PKK."

The increase in troops, along with severe security operations, has frightened many of the local Kurds, who say they would not dare go out on the streets to celebrate.

Several attempts to light bonfires on side streets Sunday night, to mark the beginning of the festival, failed due to heavy rainfall. Meanwhile, police arrested two children equipped with handmade bombs. Three of Diyarbakir's most critical districts, Bağlar, Ali Paşa and Melik Ahmet, were subjected to a house-to-house search.

Checkpoints were put at all entrances of the city while troops were positioned on all main roads leading to nearby settlements. In the 12,000 towns and villages of the 13-province Emergency Law Region, there was a clear determination to prevent any illegal activity whatsoever.

It was evident that the local authorities wanted Newroz to be celebrated "in peace" but also, as Erkan put it, "in accordance with laws and customs."

One of the most interesting scenes on Sunday night was groups of policemen armed with A2-47 Kalashnikov rifles hanging posters on main walls, posters which declared Newroz as a "holiday" and which called on the people to celebrate it.

Yesterday morning Diyarbakir shop-owners hesitated to open their shops and there was little activity in the city center. About 150 journalists, including 96 foreigners, watched from rooftops to spot any smoke from Newroz fires. By the afternoon, all the shops were open and there was the usual activity on the streets. But it was also evident that no one, other than 8-10 year old children, aimed to attend celebrations.

As the day progressed around 600 demonstrators gathered in Diyarbakir's Mardin Kapi district. As a bonfire was made, some of the

crowd started chanting "Biji Kurdistan! Biji Apo!" (Long live Kurdistan! Long live Apo!). It was noteworthy that the security forces did not intervene. There was some speculation that such demonstrations could continue throughout the night. Again it was Ünal Erkan, the governor, who supervised some bonfires and who visited all neighborhoods.

"If they don't light the fire, I will" he told journalist as in nearby Cizre, a town known previously as a PKK stronghold, policemen and village guards danced around a bonfire.

"Newroz is no longer a critical day" Erkan, who himself joined in the dancing, proudly declared. "In fact, as you see, the people don't even want to celebrate it," he said.

Both he and officials here argue that it was only because the PKK exploited this day that violence was recorded in the past. The PKK for its part, has declared this week as the week of "Newroz resistance," and has threatened to escalate and expand guerrilla activities.

It has also said, however, that activities will be centrally organized and controlled.

Erkan argues this is not possible.

"They have received a great blow and although they may attempt hit-and-run attacks, they cannot succeed in any major activities," he says.

As for local sources, they believe the PKK is currently planning and timing its moves. There is fear and concern among everyone that it may attack and, once the attacks begin, this will also be the green light for Turkey's biggest military operation in the region.

There is concern on both sides of the conflict that, as of this month, more blood will be shed. Already some 11,000 people have been killed and neither of the sides appear to be any closer to finding a solution to the crisis than they were when it first started in 1984.

turkish daily news
Tuesday, March 22, 1994

Court rejects DEP appeals on lifting immunity

Turkish Daily News

ANKARA- The Constitutional Court on Monday rejected appeals by five pro-Kurdish Democracy Party

(DEP) deputies and an independent deputy against a parliamentary decision lifting their immunities, while it upheld the appeal of one deputy. The decision means the six deputies, who were formally arrested by the Ankara State Security Court on charges of acting against the State, will remain in jail pending their trial. The court said the appeal by DEP Deputy Selim Sadak was justified and reversed the parliamentary decision for the lifting of his immunity.

Sadak is not among the deputies in jail as a court in Izmit ordered his release pending his trial soon after the Parliament lifted his immunity.

The other DEP deputies, Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Sırrı Sakık and Orhan Doğan as well as independent deputy Mahmut Alınak who are held in an Ankara jail face charges punishable by death. They have been in custody since March 2 when Parliament lifted their immunities. They were formally charged and put in prison on March 17.

The DEP has withdrawn from the elections, saying its officials and candidates have been intimidated or detained. Several of its offices, including its Ankara headquarters, have been bombed. Prime Minister Tansu Çiller said on Sunday she had had no intention of pushing for the lifting of the immu-

nities of the deputies until the DEP decided to walk out of the elections. Çiller said she decided to punish the deputies when the DEP withdrew from the elections.

DEP Acting Chairman Remzi Kartal, reacting to the Constitutional Court ruling, said the Supreme Court felt that if it reversed the parliamentary decision to lift the immunities, it would create difficulties for the state and would have to face the wrath

of Parliament and the National Security Council. Kartal charged that, with its ruling, the Constitutional Court had joined the Parliament, National Security Council and State Security Court triangle...

Greek Cypriot PKK supporter killed

Turkish Daily News

ANKARA- Theofilos Georgiades, the spokesman for the so-called "Cyprus Committee for Solidarity with Kurdistan," was shot dead outside his home in Nicosia late on Sunday.

The Greek Cypriot administration was quick to claim on Monday that it suspected Turkish agents of being involved in the killing of an outspoken Cypriot critic of Turkish action against Kurds.

"Bearing in mind his position as spokesman of the solidarity committee and recent political assassinations in Europe of members of the Kurdistan movement, we believe this killing was one more attempt by the Turkish government to strike Kurdistan a blow," Greek Cypriot government spokesman Yiannakis Cassoulides said. "We strongly condemn Georgiades' death," he added.

In Ankara Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman strongly denied the allegation saying "it was unthinkable that the Turkish State would be involved in state terrorism." Officials

in Ankara said "it was hardly surprising that the Greek Cypriots would try and capitalize on something like this against Turkey."

Greek Cypriot police and officials expressed their belief on Sunday that the motives behind the death of 37-year-old Theofilos Georgiades, a father of three, were political, although they have not been able to provide any clarification of this suspicion.

"The killer was hiding outside the victim's house and fired five shots at close range. Neighbors say they heard a motorcycle leaving the scene shortly afterwards," a police source told Reuters.

"But other witnesses say they also heard a car fleeing the area seconds after the shots. We don't have a clear picture yet," the source added.

The killing took place on the eve of a panel discussion in Nicosia, organized by the Greek Cypriot solidarity committee, to mark the New Year known as Newroz which is also celebrated by the Kurds.

Greek Cypriot government spokesman Yiannakis Cassoulides, on Sunday

described Georgiades as "an active, passionate supporter of the Kurdish struggle for liberation," and said the killing was undoubtedly political.

In Brussels The National Liberation Front of Kurdistan (ERNK), an affiliate of the Kurdistan Workers Party (PKK) which is waging bloody separatist war in Turkey claimed the Turkish secret service killed Georgiades.

"Theofilos was assassinated by criminals attached to MIT (the initials of the Turkish Secret Service) and the military high command, and so the terror of the Turkish state knows no bounds," a statement faxed from the ERNK's headquarters. Georgiades, said to be "an outspoken critic of the Turkish government's action against separatist Kurdish militants," was reported as being fluent in the Turkish language and as being employed at the Turkish section of the Greek Cypriot Press and Information Office in Nicosia.

Georgiades was reported by Reuters as having "strong connections with Kurdish guerrilla leaders."

Germans complain of Turkish police mistreatment

*Compiled by TDN Staff from
Wire Dispatches*

ANKARA-The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) protested Monday against security forces obstructing foreign observers in eastern and south-eastern Turkey. Remzi Kartal, acting chairman of the DEP, said police action against the observers aimed at covering up the pressure against the people in the region.

"Obstruction of the delegations and journalists who have come from various countries in Europe confirms our allegations about state pressure.

Although the DEP has declared its withdrawal from the elections, we have already seen this sort of pressure and if we participated in the elections, pressure would escalate greatly," Kartal said, in a statement released by the DEP.

Meanwhile, members of a German political group travelling in insurgency-hit eastern Turkey said they had been harassed and roughed up by police, Reuters reported on Sunday.

German Social Democrat party official Angelika Graf said the group, numbering about 50 people, returned from the eastern city of Van on Saturday

because airport police wanted to question four Turkish Kurds with them.

The four were Turkish passport holders living in Germany and were translating for the Germans who were in Turkey on a private visit before the Kurdish Newroz New Year, Graf said. "We were kept waiting for five hours at the airport... We protected the translators with our bodies," Graf told Reuters in Istanbul after their return.

She said a policeman struck her with his fist during a scuffle at the airport. She said no one was hurt although some other members of the group also received blows.

"They were only asked to show their passports. This is normal procedure in every country," said Unal Erkan, emergency rule governor for 10 regional provinces including Van.

Many western journalists and politicians are in the mainly Kurdish-populated region before Newroz and nationwide local elections due on March 27.

War is raging in the East and Southeast between government forces and Kurdish rebels fighting for a separate state. International human rights groups have accused both sides of widespread human rights abuses in the war, which has killed more than 11,000 people since 1984.

APRES LA VISITE DE M. JUPPÉ EN TURQUIE**Affinités particulières, et très électives, entre Paris et Ankara**

"Affinités particulières", chaleur et consistance", "solidarité", le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, n'a pas été avare des épithètes les plus cordiales pour désigner les relations franco-turques durant une visite officielle de deux jours en Turquie de mercredi à vendredi la semaine dernière. S'il y avait eu quelques nuages par le passé entre Paris et Ankara, M. Alain Juppé, lors de ses entretiens avec le Président turc Suleyman Demirel, le Premier ministre Tansu Ciller ou encore avec son homologue Hikmet Cetin, s'est attaché à lever les dernières ambiguïtés et à confirmer l'excellence des relations entre les deux pays, en constants "progrès dans le domaine politique, mais aussi économique et culturel ces dix dernières années", a-t-il souligné dans un entretien au journal turc "Cumhuriyet"; le décompte, qui ignore les changements politiques intervenus en France, est en effet exact, si l'on fait remonter l'amélioration des relations franco-turques à la visite à Ankara de l'émissaire de M. Mitterrand, Étienne Manach, qui avait, dix ans auparavant, tenu à rassurer les autorités turques sur certaines prises de position, notamment sur le problème arménien, du gouvernement socialiste français de l'époque.

Cette période de méfiance réciproque semble bien révolue et il y a longtemps déjà que les responsables français ne boudent plus Ankara. M. Juppé est certes le premier chef de la diplomatie française à se rendre en Turquie depuis la visite en 1988 de Jean Bernard Raimond, son homologue à l'époque de la première cohabitation; mais les visites ont atteint un rythme de croisière, le point d'orgue étant le voyage du Président François Mitterrand, un certain 24 avril 1992... Dans ce climat de confiance retrouvée, la visite de M. Juppé, destinée à renforcer la coopération déjà très importante entre les deux pays, prenait donc un caractère, presque routinier et il s'agissait plus pour le ministre français de surenchériser dans le registre de l'entente bilatérale que de dissiper de vieux soupçons turcs.

A cet égard, les interlocuteurs turcs de M. Juppé auront été sans aucun doute satisfaits, sinon comblés, d'autant que sa visite intervenait à un moment pour le moins délicat de la vie intérieure turque, marquée depuis le début du mois par le débat sur la levée de l'immunité parlementaire et l'arrestation de sept députés d'origine kurde, à l'origine d'une vague d'indignation dans les capitales occidentales. Arrivé à Ankara le jour-même de la comparution des députés kurdes devant la Cour de Sûreté de l'État, M. Juppé, imperturbable dans son soutien à la Turquie, ne s'est fait que très timidement l'écho de ces protestations, qui n'ont pas vraiment influé sur le sort des députés incriminés: jeudi, pendant que le chef de la diplomatie française invitait les dirigeants turcs, sur le ton de la recommandation voire de l'encouragement fraternels, au "renforcement des valeurs démocratiques", en glissant le souhait que les "droits de la défense puissent être exercés", la Cour de Sûreté d'État d'Ankara décidait l'incarcération pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'État" des six députés kurdes. Elle rendait ce verdict à la demande du parquet avant même que le procès proprement dit ne commence, à une date encore indéterminée. Une décision qui augure bien mal des assurances turques dont a "pris acte" M. Juppé concernant les droits de la défense de ces députés qui risquent la peine de mort en vertu de l'article 125 du code pénal turc.

C'est dire que les satisfecits et autres encouragements adressés par M. Juppé ont été davantage entendus par les Turcs que l'"inquiétude" qu'il a manifestée, par ailleurs copieusement assortie du couplet classique sur "l'unité de la Turquie" et l'attachement de la France à la lutte contre le terrorisme. Les déclarations de M. Juppé n'étaient pas vraiment de nature à fléchir les dispositions des autorités turques, qui ont d'ailleurs pris soin d'afficher leurs distances par rapport à une affaire qu'elles renvoient devant la justice,

gamk

23 MARS 1994

"indépendante du pouvoir politique", comme dans toute démocratie qui se respecte, répètent-elles à l'envi.

Et il semble que M. Juppé veuille bien s'accommoder de cet argument de la séparation des pouvoirs politiques et judiciaires, pourtant pour le moins sujet à caution eu égard à l'évolution de la situation dans l'est de la Turquie, placé sous l'autorité directe de militaires qui tendent à éclipser le pouvoir politique de la gestion du dossier kurde. Prenant bien soin d'éviter toute tentation "moralisatrice", le ministre français s'est adressé d'égal à égal à la Turquie, un "pays moderne qui a choisi d'être un État républicain, laïque et démocratique", ce choix "créant des affinités particulières avec la France", avec laquelle "il partage les mêmes choix, la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme sur la base desquels tous deux ont adhéré au Conseil de l'Europe". Dans cette avalanche de "compliments, on avait bien du mal à faire la part d'un éloge des actuelles "vertus" de la Turquie et des souhaits et recommandations de la France pour une Turquie plus démocratique. Les propos lénifiants de M. Juppé, qui a rappelé que la France avait apporté sa quote-part à la lutte contre le "terrorisme du PKK", une allusion à l'opération policière dans les milieux activistes kurdes l'automne dernier en France, pouvaient dès lors être perçus comme un blanc seing accordé par la France à la Turquie dans son traitement du problème kurde.

Et si M. Juppé a malgré tout exhorté jeudi les autorités turques à un dialogue politique avec les Kurdes, tout en se refusant à nommer les protagonistes d'un tel dialogue, il est apparu nettement que la France ne souhaite pas voir le problème kurde, ni aucun autre, se dresser dans ses relations avec la Turquie. La mission de M. Juppé en Turquie était d'ailleurs sans équivoque; il s'agissait avant toutes choses de mettre en relief les atouts d'une coopération, non de susciter des pommes de discorde. Le soutien appuyé manifesté par le ministre français aux ambitions européennes d'Ankara, dont la France avait longtemps été considérée par la Turquie comme un obstacle à sa candidatu-

re à la CEE, en disant d'ailleurs long sur la réalpolitik observée à Paris. La France "veut soutenir la Turquie" dans ses efforts pour "affirmer son identité européenne", et "appuie son choix de s'ancrer à l'Europe" a ainsi déclaré M. Juppé à son homologue turc Hikmet Cetin. Plus concrètement, il a exprimé le souhait que "l'union douanière avec l'Union Européenne en cours puisse s'accomplir en 1995" en indiquant que la France et la Turquie "travaillent ensemble dans ce but". Le message du soutien de la France à la vocation européenne de la Turquie ne pouvait être plus clair: alors que l'Europe des Douze est en passe de devenir l'Europe des 16, avec l'adhésion prévue pour l'an prochain de la Norvège, l'Autriche, la Suède et la Finlande, dont les candidatures sont pourtant beaucoup plus récentes que celle de la Turquie, Paris tient à rassurer Ankara et lui rappeler que sa candidature n'a pas été oubliée. Préoccupé au même titre que les pays méridionaux de

l'Union Européenne, de l'arrivée de ces nouveaux venus nordiques dans une Europe où ils risquent de renforcer le pôle allemand, la France se sent d'autant plus tentée de marquer sa solidarité avec la Turquie que celle-ci est traditionnellement en phase avec l'Allemagne. Alors qu'Athènes, qui préside pour 6 mois l'Union Européenne, s'emploie à renvoyer aux calendes grecques la candidature turque, la France a beau jeu aujourd'hui, de se présenter comme l'avocat de la Turquie en Europe, même s'il cette insistance a quelque chose d'indécent, quand Ankara est par ailleurs pris à partie sur ses violations répétées des droits de l'homme.

Il est vrai que les hommes d'affaires français n'ont pas attendu ces marques politiques de sympathie pour faire des affaires en Turquie, où la France est aujourd'hui le premier investisseur, devançant même l'Allemagne. Un partenariat

économique qui n'oublie pas le secteur militaire, pour lequel le ministre français de la Défense, M. Léotard en personne, avait précédé M. Juppé à Ankara l'an dernier. C'est sur la base de cette solidarité européenne et méditerranéenne que veulent donc collaborer la France et la Turquie, soulignait M. Juppé. Cette coopération visé pourtant d'autres espaces, comme cette Asie centrale dont Ankara est pourtant marginalisée désormais par le retour en force de la Russie. Reprenant les thèmes développés par M. Mitterrand en 1992, M. Juppé a proposé à la Turquie l'aide de la France pour "faciliter la transition vers la démocratie et l'économie de marché" dans les pays de cette région où la Turquie est traditionnellement tenue pour une courroie de transmission de la modernité et de la démocratie. Des projets communs entre les compagnies françaises et turques en Asie centrale pourraient être réalisés à l'avenir, a espéré le chef de la diplomatie française.

Wednesday, March 23, 1994

turkish daily news

Turkey to crack down on terrorism 'after polls'

By Ismet G. Imset
Turkish Daily News

DIYARBAKIR- Over 250,000 Turkish troops are set to launch a historic military operation against Kurdish rebels in southeastern Turkey immediately after the March 27 local elections.

The operation, dubbed "operation cleansing" in 1991, was postponed at least three times before Prime Minister Tansu Çiller recently approved it.

Security forces said the main aim of the attack was to block logistical support to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and to deliver "the final blow" to the organization by August, just before the retirement of Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and other senior Turkish senior Turkish force commanders. The first stage, or "ground-breaking level" of the operation, has already been

completed over the past year, aiming to curb local sympathy and support to the PKK.

As part of this major plan, which resembles Turkey's past policies of repressing 28 separate Kurdish rebellions, a total of 900 villages in this troubled region have already been evacuated and burned down.

According to Kurdish sources close to the moderate Kurdistan Socialist Party (PSK), approximately 1.4 million Kurds living in this region have already been displaced.

"They will not survive this summer. They will be destroyed," Ünal Erkan, the emergency law governor, said this Monday while referring to the PKK.

PKK activities have since 1984 claimed over 11,000 lives in the Turkish Southeast referred to by the separatists as "northern Kurdistan."

According to sources close to the Ankara government, the proposal for the upcoming operation, which is expected to be launched next week, was first made to Mesut Yılmaz, who was prime minister of Turkey in 1991.

Yılmaz, now the chairman of the main opposition Motherland Party (ANAP), stalled his approval with an indirect refusal, owing mainly to the risks involved.

Sources say the proposal for a "regional cleansing" of "PKK militants and sympathizers" was later put to Yılmaz's successor Suleyman Demirel at the end of 1991, but although he rejected it twice, it was still put underway as a plan.

Speaking to TDN editors in 1992, Demirel had referred to his being ousted from power

twice over the past 30 years, saying he would "give all the authority the military needs."

"If your door is knocked on twice for authority and something happens only because you did not give it, you too would respond to demands the third time."

Since his statement, Turkish security forces have targeted four major settlements in this region with the aim of cleansing it of the PKK.

In 1992, the provincial center of Şırnak was pulled to the ground after an alleged PKK attack on local government buildings. After that incident, the towns of Çukurca, Cizre and Lice witnessed similar campaigns.

In the coming weeks, Turkey is to concentrate mainly on cutting logistic supply routes to the separatists, hitting the "mountain units" and arming local villagers against them. In many areas, villagers have been informed that they can either accept state-issued weapons to combat the PKK or will be regarded and treated as "members of PKK."

Sources say the military now has the full backing and authority to conduct operations in the region to "solve" the crisis. Local authorities reportedly regard the situation as a "Tansu Çiller-military" coalition "open card" to the Armed Forces.

As one military source puts it: "We promised to end terrorism this summer. We will certainly crush all of them."

Reports recently sent to Ankara by security officers here have it that "the backbone of the PKK has been broken" and it will now be crushed completely.

Iraq's deputy PM makes little progress in UN visit

turkish daily news

Wednesday, March 23, 1994

Reuters

UNITED NATIONS- Iraq's deputy prime minister ended his official U.N. visit by meeting U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali with little progress in sight on allowing Baghdad to sell oil again.

"I reminded him of U.N. obligations towards Iraq" as well as Iraq's obligations to the United Nations, Aziz said after the meeting.

The Iraqi minister has been in New York for a week along with a high-level technical team. He has lobbied

Security Council members and asked the U.N. Special Commission, in charge of dismantling Iraq's weapons of mass destruction, to speed up its crucial long-term monitoring program.

Aziz also chastised the United States and Britain without mentioning them by name, saying that certain council members who took a hostile attitude toward Iraq have to respect their own resolutions and not "use them as a political instrument." The Security Council last week not only maintained its sanctions against Iraq but was unable to agree on a statement complimenting Baghdad for its progress to date on destroying its nuclear, chemical, biological and ballistic weapons and accepting the monitoring program.

The program, to make sure Iraq does not reacquire new weapons, is the last major step in completing arms demands under an April 1991 Gulf War cease-fire Resolution 687.

Paragraph 22 of that resolution links weapons requirements to allowing Iraq to export oil again while imports of goods to Iraq are linked to a host of other council demands.

Sanctions were first imposed in August 1990, shortly after Iraqi troops invaded Kuwait.

"My main concern is lifting of sanctions according to Paragraph 22 in Resolution 687. We have done our best in implementing all our commitments according to the letter and spirit in Resolution 687," Aziz said.

Both the United States and Britain opposed a change in the council's formula while France, Russia and China, the other three permanent council members, advocated a change. Consequently the deeply divided council issued no statement. The United States, backed in part by Britain, also wants to see a pattern of compliance in Iraq, including human rights, before lifting the oil embargo.

In contrast, France, Russia and China insist that Iraq recognize Kuwait but otherwise want to stick to Paragraph 22 that ties weapons demands to lifting the oil embargo. Iraq has threatened to take action if some compromise were not in sight, but Aziz would not say what it was.

Newroz calm could signal low turnout in Southeast polls

PKK may seek to claim credit for low participation rate in the local elections

Turkish Daily News

ANKARA- The low turnout during the Newroz celebrations in southeastern Turkey, where the citizens heeded calls by the Kurdish militants to remain in their houses, also signaled the fact that the rate of participation in this weekend's local elections in the region may be low.

Observers said the fact that only children and security forces were present during the Newroz celebrations in the cities and townships of southeastern Turkey, while residents stayed indoors, was not a positive sign.

There were conflicting claims about the motives of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Some observers said the PKK had said it might continue its "guerrilla" activities during Newroz while it called the people of southeastern Turkey to stay at home. These observers said the PKK could not unleash its reign of terror in the region and in major cities thus receiving an "operational" blow, but that it had the political upper hand as it still managed to wield enough influence the keep people indoors.

Other observers, who also agreed that the PKK still managed to intimidate the people and force them to remain at home, said the Kurdish militants never intended to provoke any incidents during the Newroz festivities. They said the PKK would

launch hit-and-run terrorist attacks in the days to come.

These observers said the fact that there were no major terrorist incidents in the Southeast during and after Newroz on March 21 was not only the result of strict security measures taken by the police and the military forces but meant there was a serious deficiency in PKK military capabilities and strength. However all the observers agree that the PKK still managed to display some form of political influence by keeping people at home.

The observers say the PKK has warned everyone against voting on March 27 in the local elections. "If the people listen to the PKK as they did during the Newroz celebrations, then people may stay away from the polls on Sunday and thus the participation rate may be low," they say.

Security officials, who asked not to be named, say the PKK will try to display its military power by either attacking candidates participating in the mayoral elections in southeastern Turkey or will attempt acts of terrorism in Ankara or Istanbul to grab the headlines. They say they do not expect the PKK to do anything drastic as security measures will be at an all-time high. "The PKK wants people to stay away from the elections and create a victory saying this was a referendum," the officials say.

Bonn wants to deport Kurdish demonstrators

Compiled by TDN staff
from wire dispatches

BONN/ANKARA- German Interior Minister Manfred Kanther is urging regional authorities to expel militant Kurds who took part in violent demonstrations at the weekend in support of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Germany and Turkey.

German police unions joined Interior Minister Manfred Kanther on Tuesday in urging regional authorities to expel militant Kurds who took part in violent demonstrations over the past few days.

Police in Hanover said about 67 people were arrested on Monday evening in demonstrations marking the Kurdish New Year or Newroz, often a time of increased tension between Kurds and Turkish authorities in eastern Turkey.

"Almost 100 injured police officers, some of them quite seriously hurt — we cannot allow that to become commonplace," said Harald Thiemann, head of the DPOLG police union. "We must finally put an end to the way other countries' conflicts are pursued on the soil of their German hosts. Those who abuse this hospitality in such an outrageous manner have no business being here and must leave the country."

"Anyone who attacks police officers with Molotov cocktails, sets fire to railway wagons and blocks motorways for hours with burning tyres must not only be punished but deported as fast as possible," Kanther said in a statement late Monday. "A steady

fast democracy will not allow Germany to become the venue for foreign extremists' street battles."

Kanther said the latest violence proved he had been right last November to ban several Kurdish organizations including the PKK, whose 10-year guerrilla war for independence from Turkey has claimed nearly 11,000 lives in Turkey.

The police in Hanover said in a statement that several hundred Kurdish protesters bearing banners in support of the banned Kurdistan workers' Party (PKK) gathered in the town on Monday evening despite a ban on the rally.

When the demonstrators refused to disband, police broke the rally up by resorting to "simple bodily violence and a brief use of batons," the statement said. Six police cars were damaged when they were stoned by protesters calling for an end to Turkish suppression of the PKK's fight for an independent Kurdish homeland.

Thiemann said that Bonn and its NATO partners should put pressure on Ankara to ensure militant Kurds threatened with the death penalty in Turkey were not executed upon their return. "But in any case, it is no longer acceptable to German citizens and to the police that these extremists wage their war here at the expense of the police and under cover of human rights conventions," he said.

Last November, Bonn banned several Kurdish organizations including the PKK. Meanwhile it has been disclosed in Bonn that German Foreign Minister Klaus Kinkel sent a telegram to Ankara on Monday asking Turkish authorities to guarantee freedom of movement for observers after a German group trying to monitor human rights in Southeast Anatolia was temporarily

detained on Sunday. Bonn's foreign ministry said "it had received assurances that this would not happen again." Authorities believe the PKK organized two waves of attacks on Turkish property across Germany and western Europe last year, including a hostage-taking at Turkey's consulate in Munich and a firebombing in Wiesbaden which killed one Turk. Germany is home to more than 400,000 Kurds, the biggest community in Europe outside Turkey. Many have staged protests across Germany since the PKK was banned.

Meanwhile France's former foreign minister, Roland Dumas, arrived in Ankara on Monday evening on a fact finding mission regarding the deputies of the pro-Kurdish Democracy party (DEP) whose parliamentary immunity has been lifted and who are facing charges of treason which carry the death penalty. Dumas, a lawyer himself, had lunch on Tuesday with representatives of DEP and the lawyers of the deputies currently under detention. DEP officials also said he had sought to see the deputies in prison but had not received any response from Turkish authorities yet. Meanwhile DEP deputies Mahmut Kılınc and Zubeyir Aydar left for the United States on Tuesday for talks with the United Nations human rights commission and members of the U.S. Congress. Prior to departing from Istanbul's Atatürk airport the deputies told reporters that their aim in the United States would not be to complain about Turkey.

Kılınc and Aydar, who also had a brief meeting at the airport with Minister for State in charge of human rights, Mehmet Kahraman, said their aim would be to provide information on the latest developments in Turkey and about their friends who are under detention.

Wednesday, March 23, 1994

LIBÉRATION — 23 mars 1994

KURDISTAN TURC Immunité parlementaire rétablie

□ La Cour constitutionnelle de Turquie a rétabli l'immunité d'un député kurde, mais a confirmé la levée de celle de six autres parlementaires emprisonnés. Accusés d'entretenir des relations avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, ils sont passibles de la peine capitale.

LE FIGARO — 23 mars 1994

TURQUIE. L'immunité de l'un des sept députés kurdes inculpés a été restaurée par la Cour constitutionnelle, selon l'agence Anatolie. La cour dit avoir «rejeté» les objections présentées par le Parlement à l'encontre de Selim Sadak. Les six autres, qui doivent être défendus par l'ex-ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas, doivent toujours être jugés par une Cour de sûreté de l'Etat pour «séparatisme».

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0366 4 I 0341 TUR /AFP-HX41

Turquie-Kurdes

Les autorités turques démentent "l'arrestation" d'observateurs européens près de Diyarbakir

DIYARBAKIR (Turquie), 23 mars (AFP) - La super-préfecture de Diyarbakir (sud-est) a démenti mercredi "l'arrestation" mardi d'observateurs européens par les forces de l'ordre turques près du pont de Malabadi, à 110 km au nord-est de Diyarbakir, chef-lieu de la région, affirmant qu'ils avaient été invités à y passer la nuit pour raison de sécurité.

Une délégation de sept ou huit observateurs européens "a été en effet stoppée à un point de contrôle. Ses membres ont été priés d'y passer la nuit pour raison de sécurité. Ils ont été hébergés dans les locaux de la Direction des Eaux et ont poursuivi leur route dans la matinée vers Batman", a déclaré à l'AFP le bureau de presse de la super-préfecture, responsable des provinces sous état d'urgence du sud-est anatolien à majorité kurde.

Toute circulation est interdite dans la région après la tombée de la nuit. Deux journalistes turcs avaient été enlevés dans la région de Sirnak (sud-est de Diyarbakir) par les rebelles kurdes alors qu'ils voyageaient de nuit. Ils sont toujours détenus dans un camp du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui avait interdit en octobre toute activité politique et journalistique dans la région.

Le centre d'information du Kurdistan à Londres avait affirmé que le groupe d'observateurs, travaillant pour une délégation parlementaire britannique, avait été arrêté.

Toutefois, on a appris de sources bien informées que les nombreuses délégations européennes actuellement dans la région pour observer le nouvel an kurde (lundi dernier) et les élections municipales (dimanche prochain) sont bien sujettes à certaines tracasseries. Les forces de l'ordre turques, a-t-on précisé, ont retenu quelques-unes de ces délégations pendant des heures sur les principales routes de la région pour "vérification d'identité et des autorisations" que doivent obtenir la presse et les observateurs auprès de la super-préfecture.

YM/hc/mfo

AFP 231643 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0199 4 I 0221 RFA /AFP-FZ07

Allemagne-Kurdes

Des jeunes socialistes allemands pro-kurdes menacent d'exécuter... un chien

BONN, 23 mars (AFP) - Une responsable régionale du mouvement de jeunesse social-démocrate (Juso) a menacé mercredi dans une interview d'empoisonner un chien pour attirer l'attention sur la situation de la population kurde, au lendemain d'une journée de violentes manifestations des Kurdes d'Allemagne.

Cette menace occupe les gros titres des quotidiens populaires mercredi, qui publient la photo du chien. La responsable régionale, Nina Hauer, qui affirme qu'il s'agit d'une décision du comité directeur de sa fédération de Hesse du sud (centre), a été désavouée par les instances dirigeantes des Jusos.

Cette opération, selon elle, vise à démontrer que les Allemands s'intéressent plus au sort d'un chien qu'au destin tragique de milliers de Kurdes. La jeune femme affirme que les Jusos ne renonceront à leur projet que si le gouvernement régional de Hesse renonce à toute expulsion de militants kurdes vers la Turquie.

La menace a été prise au sérieux par l'un des dirigeants nationaux du parti libéral FDP (membre de la coalition au pouvoir), qui a déposé une plainte contre Mme Hauer pour "tentative de pression sur un organe constitutionnel", un délit passible d'une peine de prison de un à dix ans.

cpb/jcc

AFP 231201 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0140 4 I 0224 GRB /AFP-FH24
GB-Turquie

Arrestation de sept étrangers défenseurs des droits de l'homme en Turquie

LONDRES, 23 mar (AFP) - Sept défenseurs des droits de l'homme, travaillant pour une délégation parlementaire britannique, ont été arrêtés mardi dans le sud-est de la Turquie par les forces de sécurité, selon leurs collègues et le Centre d'information du Kurdistan à Londres.

Le Foreign Office a indiqué être averti de l'affaire mais ne pas disposer d'information de source indépendante.

Selon un membre de cette organisation humanitaire, travaillant également en Turquie, ses sept collègues auraient été interpellés par l'armée dans le village de Malabadi, à un trentaine de kilomètres de Diyarbakir, la super-préfecture qui a autorité sur les 13 provinces du sud-est anatolien.

Les personnes arrêtées, deux Britanniques, un interprète résidant en Grande-Bretagne, trois Irlandais et un Néo-Zélandais, travaillent pour le groupe parlementaire britannique des droits de l'homme.

La délégation est la dernière de plusieurs équipes d'observateurs enquêtant sur les allégations de massacres, d'arrestations, de destruction de villages pesant sur les forces de sécurité turques en réponse aux actions des séparatistes kurdes.

Des enquêteurs britanniques avaient été arrêtés pendant 26 heures dans la même région en novembre dernier.

bl/jcc
AFP 231022 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0186 4 I 0256 IRK /AFP-MJ21
Irak-Kurdes

Découverte d'un charnier contenant 11 cadavres au Kurdistan irakien

SOULEIMANIEH (Irak), 23 mars (AFP) - Un charnier contenant 11 cadavres de Kurdes disparus en 1988, lors d'une campagne menée par le régime de Bagdad, a été retrouvé près de Souleimanieh (nord de l'Irak sous contrôle kurde), ont indiqué jeudi à l'AFP des parents de ces disparus.

Des ouvriers ont mis au jour lundi le charnier, alors qu'ils effectuaient des travaux de reconstruction. Les parents ont indiqué avoir identifié les cadavres de leurs proches, qui avaient disparu en 1988.

Le régime du président Saddam Hussein avait mené de 1987 à 1990 une campagne destinée à briser la résistance kurde dans le nord de l'Irak, baptisée "Anfal". Plus de 4.000 villages kurdes avaient été détruits lors de ces opérations et des centaines de milliers de personnes déportées, dont une grande partie sont toujours portées disparues.

Une vaste opération de reconstruction des villages kurdes a démarré avec une aide internationale en 1991, lorsque les formations kurdes d'opposition ont pris le contrôle d'une partie du nord de l'Irak, à l'issue d'un soulèvement ayant suivi la défaite de l'armée de Bagdad dans la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

Six charniers contenant au total plus de 200 cadavres ont été retrouvés depuis septembre 1991 pour les seuls villages aux alentours de Souleimanieh, selon l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux principales formations d'opposition kurdes, dirigée par M. Jalal Talabani.

ls/jcc
AFP 241106 MAR 94

TURQUIE Le lancement d'une vaste offensive de printemps contre les combattants kurdes du PKK

Kurdistan turc: Ankara choisit à nouveau la manière forte

Dans la sale guerre que se livrent l'armée et les rebelles kurdes, Ankara a décidé d'augmenter le contingent de soldats dans le sud-est anatolien alors que l'économie du pays est en pleine crise.

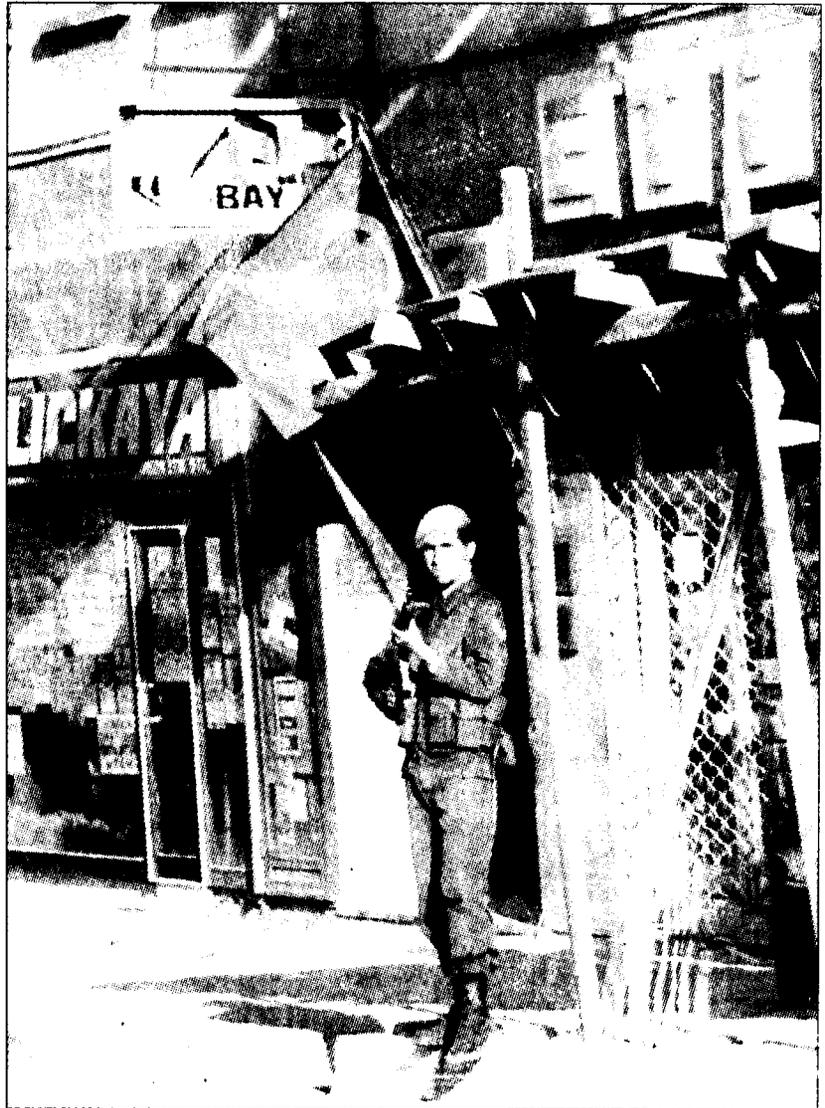
A la veille des élections municipales de dimanche prochain la Turquie s'enfonce dans la crise, tant politique qu'économique. Depuis 1960 quasiment tous les dix ans, l'armée turque sortait de ses casernes et renversait le pouvoir civil. Aujourd'hui, elle n'a plus besoin de déployer ses chars dans les rues d'Ankara et d'Istanbul. On assiste plutôt à une sorte de «18 Brumaire» feutrée. Si l'ancien président Turgut Ozal, décédé en 1993, avait su rogner la puissance de l'état-major, son successeur Suleyman Demirel s'est rallié à la manière forte de l'armée qui pense résoudre le problème kurde par la force.

Après avoir arrêté près de 300 candidats du Parti démocratique (DEP) ainsi que 6 députés du même parti, les autorités s'apprentent à lancer une vaste offensive de printemps au Kurdistan turc. Le chef d'état-major, le général Dogan Gures a d'ailleurs déclaré qu'il éliminerait les «terroristes» du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), mais aussi tous ceux qui les soutiennent. En clair cela veut dire que les populations civiles du sud-est peuvent s'attendre au pire.

Etat d'urgence

Depuis huit ans, ces 11 départements sont sous le régime de l'état d'urgence et le pouvoir civil n'a plus aucun contrôle sur cette région totalement livrée aux militaires d'Ankara. Aux 250 000 hommes quadrillant le Kurdistan, vient s'ajouter un renfort de 150 000 nouveaux soldats, soit 400 000 en tout. Un pareil déploiement coûte très cher alors que l'économie est en pleine crise. En trois mois la livre turque a perdu 44% de sa valeur. La dette extérieure dépasse les 60 milliards de dollars et l'inflation avoisine les 70%. La balance commerciale accuse un déficit de 13 milliards de dollars.

Pourtant civils et militaires s'enlisent dans cette sale guerre du Kurdistan qui a fait près de 10 000 morts en dix ans. Le chef du PKK, Abdullah Oçalan a pourtant proposé un cessez-le-feu le 12 mars dernier. Le Premier ministre, Tansu Ciller, a répondu qu'elle ne traiterait jamais avec les terroristes. Sans cette paix des braves, l'engrenage de la violence va aller en empirant. Bien qu'affaiblis, les guérilleros du PKK peuvent encore ré-



Keystone/AP

Un soldat des forces spéciales dans une rue vide de Sivas dans le sud-est anatolien.

pondre à l'offensive de printemps par une contre-offensive. La police turque s'attend aussi à une reprise des attentats à la bombe dans les grandes villes de l'ouest comme l'été dernier.

Dans de pareilles conditions, les municipales dans le sud-est du pays ne seront qu'une parodie. D'un côté le Parti de gauche kurde (DEP) est mis hors cir-

cuit par Ankara, de l'autre le PKK interdit aux partis turcs de présenter des candidats. La population kurde a aussi suivi les consignes du PKK de s'enfermer chez elle pour les fêtes du Newrod (le Nouvel An kurde) samedi dernier.

Le gouvernement étudie aussi un projet de loi antiterroriste qu'il souhaite soumettre prochainement au Parlement.

Il s'agit d'alourdir les peines déjà existantes et d'en créer de nouvelles. Toute personne ne dénonçant pas le PKK pourrait être assimilée à un terroriste. Pour l'instant ce projet est toujours à l'étude car les deux partis de la coalition ne sont pas d'accord sur son étendue. Les conservateurs du Premier ministre souhaitent qu'il ne touche que les milieux kurdes. En revanche les sociaux-démocrates voudraient l'étendre aussi aux milieux islamistes.

Ceux-ci ont le vent en poupe. Le Parti de la prospérité du docteur Erbakan est crédité d'un bon score pour les prochaines municipales en particulier dans ses bastions de l'Anatolie centrale. Même chez les Kurdes, les islamistes recrutent fortement. Coincés entre la vio-

lence de l'armée et celle du PKK, de nombreux paysans kurdes se réfugient dans la religion. Ce phénomène a déjà été constaté dans la diaspora.

Malgré les arrestations opérées en France et en Allemagne cet automne, les réseaux du PKK sont encore puissants. A Berlin et à Augsbourg les manifestations du Newroz se sont soldées par 86 policiers blessés et 24 arrestations. Le même jour des observateurs suisses et allemands n'ont pu se rendre au Kurdistan turc, les autorités d'Ankara l'ayant formellement interdit. Les escadrons de la mort peuvent ainsi agir en toute impunité loin des regards indiscrets. Membres des services secrets turcs, ils ont assassiné 510 civils kurdes en 1993. Enfin le jour du Newroz, ils ont tué à

Nicosie Théofilos Gorgiadis, président du comité chypriote de soutien au Kurdistan. Bref, tant sur le terrain qu'à l'extérieur la situation se dégrade de plus en plus.

Christophe Chiclet

Manifestations en Allemagne

Des manifestants kurdes ont bloqué mardi plusieurs autoroutes en Allemagne, près de Berlin, de Cologne et de Francfort. Cette action vise à protester contre «l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du Nouvel An kurde», a déclaré un porte-parole des manifestants. Ils demandent également au Gouvernement allemand de suspendre sa coopération avec le gouvernement d'Ankara. (AFP)

Des Kurdes se transforment en torches humaines sur les autoroutes allemandes

Actions de protestation contre les Gouvernements turc et allemand.

Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu hier, à l'issue d'une opération concertée de blocage des autoroutes allemandes afin de protester contre la politique du Gouvernement turc envers la minorité kurde et contre celle de l'Allemagne accusée de soutenir Ankara. Deux d'entre eux ont été grièvement brûlés. Provoquant des dizaines de kilomètres de bouchons, un millier de Kurdes à travers toute l'Allemagne ont érigé des barrages et incendié des pneus, au lendemain du Nouvel-An kurde, le Newroz. Une centaine de personnes ont été interpellées au total, selon la police.

Dans la soirée, une organisation kurde a annoncé que deux sympathisantes du PKK s'étaient immolées la veille par le feu à Mannheim. L'une est «morte en martyre du peuple kurde» et l'autre est hospitalisée dans un état grave, selon l'organisation. La police a

confirmé seulement que deux jeunes femmes ont été découvertes brûlées par un promeneur, sans pouvoir préciser les raisons de leur geste.

Les Kurdes d'Allemagne, dont le nombre total est estimé à 450 000, ont organisé à plusieurs reprises des actions spectaculaires au cours des derniers mois. — (afp)



Geste de désespoir sur une autoroute près de Cologne.

Keystone/EPA

24 Heures - 23 mars 1994

L'Humanité - 23 mars 1994

Trois Kurdes tentent de s'immoler par le feu

Trois ressortissants kurdes ont tenté de s'immoler par le feu, mardi en Allemagne, au cours de manifestations contre la politique répressive du gouvernement turc au Kurdistan. Les trois victimes, grièvement brûlées, ont été hospitalisées.

France Soir- 23 mars 1994

ALLEMAGNE Torches humaines

Trois Kurdes, qui participaient à des manifestations en Allemagne contre la politique du gouvernement turc, ont tenté de s'immoler hier

sur des autoroutes. Deux d'entre eux, transformés en torches vivantes, ont été évacués par hélicoptère sur Francfort. Un troisième a été grièvement blessé en tentant également de s'immoler par le feu, lors d'une manifestation sur l'autoroute reliant Francfort à Gies-sen (ouest).



Allemagne: trois Kurdes tentent de s'immoler par le feu

Trois Kurdes ont tenté hier de s'immoler par le feu en Allemagne alors qu'ils participaient à des manifestations contre la politique du gouvernement turc au Kurdistan et bloquaient des autoroutes près de Berlin, Cologne et Francfort. Deux manifestants ont été transformés en torches humaines sur une autoroute près de Langen, dans la région de Francfort, ont indiqué les autorités qui n'étaient pas en mesure de donner des précisions sur leur état de santé. Une troisième personne a été grièvement blessée après avoir également tenté de s'immoler sur l'autoroute reliant Francfort à Giessen. Lundi, deux sympathisantes du parti séparatiste PKK s'étaient déjà immolées à Mannheim, selon le bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB). L'une des femmes, prénommée Berivan, est morte, et l'autre, prénommée Ronahi, a été hospitalisée dans un état grave.

Sur leurs banderoles, les manifestants réclamaient « la fin du massacre au Kurdistan » et « l'arrêt de l'aide militaire à la Turquie » et protestaient contre « l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du nouvel an kurde », le Newroz. De son côté, le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, s'est prononcé hier pour l'expulsion rapide vers la Turquie d'une grande partie des activistes kurdes qui avaient participé le week-end dernier à des manifestations violentes, où plusieurs dizaines de policiers avaient été blessés à Berlin, Wiesbaden et Augsburg. Le PKK a été interdit en Allemagne le 26 novembre. D'après AFP

Des Kurdes se transforment en torches humaines sur les autoroutes allemandes



On estime à 450 000 le nombre des kurdes résidant en Allemagne, leurs manifestations spectaculaires attestent de leur désarroi.

Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu hier, à l'issue d'une opération concertée de blocages des autoroutes allemandes afin de protester contre la politique du gouvernement turc envers la minorité kurde et contre celle de Bonn accusée de soutenir Ankara.

Provoquant des dizaines de kilomètres de bouchons, un millier de Kurdes, à travers toute l'Allemagne, ont érigé des barrages et incendié des pneus au lendemain du nouvel an kurde, le Newroz. Une centaine de personnes ont été interpellées, selon la police.

Deux Kurdes se sont volontairement transformés en torches humaines en s'aspergeant d'essence sur un tronçon d'autoroute près de Langen, au sud de Francfort. L'un d'eux a été grièvement blessé, le second plus légèrement.

Dans un acte similaire, un troisième Kurde a été grièvement blessé sur une autre portion d'autoroute, au nord de Francfort, près de Giessen.

Dans la soirée, une organisation kurde a annoncé que deux sympathisantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'étaient immolées la veille par le feu à Mannheim (ouest). L'une est « morte en martyre du peuple kurde » et l'autre est hospitalisée dans un état grave, selon l'organisation.

Dans le centre de Hambourg (nord), onze personnes ont été interpellées pour avoir incendié des pneus. Elles portaient des banderoles réclamant « la fin du massacre au Kurdistan ». Quatre manifestants se sont arrosés d'essence et ont menacé de s'immoler par le feu.

Des blocages d'autoroutes ont également eu lieu près de Kiel (nord), Cologne (ouest) et près de Berlin. A Potsdam (ex-RDA), une porte-parole des manifestants a affirmé vouloir protester contre « l'attitude des autorités turques et allemandes à l'occasion du Nouvel an kurde » et « la coopération de l'Allemagne avec le gouvernement turc ».

Allemagne : des Kurdes tentent de s'immoler

Le Newroz, le Nouvel An kurde a tourné au tragique ces jours derniers en Allemagne. Une partie des quatre cent cinquante mille Kurdes vivant en Allemagne ont choisi cette date pour marquer leur opposition à la politique d'Ankara au Kurdistan.

Hier, trois d'entre eux, qui participaient à des manifestations, ont tenté de s'immoler. Deux manifestants ont été évacués par hélicoptère de l'autoroute près de Langen, dans la région de Francfort. Une troisième personne a été grièvement blessée lors d'une manifestation sur l'autoroute reliant Francfort à Giessen.

Avant ces incidents, le gouvernement allemand avait décidé de durcir sa position à l'égard de cette forte communauté étrangère. Le ministre de l'Intérieur a demandé hier l'expulsion rapide vers la Turquie d'activistes qui ont participé à la fin de la semaine à des manifestations violentes dans plusieurs villes du pays.

LE FIGARO- 23 mars 1994

DOCUMENT « Frontières », France 2, 22 h 30

Proche-Orient: le feu qui couve

*Reportage choc de Michel Honorin
sur quelques conflits aux frontières entre
la Turquie, l'Irak, l'Irak et les Kurdes.*

A n'en pas douter, un nouvel incendie généralisé couve au Proche-Orient, le long des frontières entre la Turquie, l'Irak et l'Irak. Ici, ce sont les Kurdes membres du PKK qui attaquent la Turquie, là les moudjahidin du peuple qui préparent l'attaque de l'Irak : en une heure, Michel Honorin, fidèle à son savoir-faire et à son talent, a réalisé un film choc sur ces brasiers.

Pourtant, il n'a pas étudié (ou présenté, puisque son document est plutôt une prise sur le vif qu'un exposé de géopolitique) tous les conflits. Il n'a pas abordé la guerre de l'eau entre la Turquie et la Syrie - le premier pays ayant, par ses barrages sur l'Euphrate - la possibilité de couper l'eau au second. Ni évoqué les conflits entre les Kurdes, le PKK, d'obédience communiste étant contesté par d'autres Kurdes opposés à sa dialectique. Ni, certainement faute de temps, rappelé combien certains Kurdes s'étaient acharnés sur les chrétiens et les Arméniens lors des massacres de 1915, ni combien les Kurdes d'Irak attaquaient régulièrement les fidèles du Christ du nord de l'Irak, n'hésitant pas à détruire leurs églises.

Kalachnikov pour 320 francs !

Qu'importe : c'est une émission réussie, un modèle de grand reportage. Très honnête. Le journaliste a vécu plusieurs jours, dans des conditions difficiles. Il a suivi les membres du PKK dans leurs actions contre l'État turc, lesquelles se soldent souvent par des attentats, non seulement contre l'armée ou la gendarme-

rie, mais aussi contre les civils. Michel Honorin montre l'endocritinement politique de ces hommes et de ces femmes et a filmé une séance où officie un commissaire chargé d'éduquer les consciences.

Comment le PKK finance-t-il sa guerre ? En partie par le trafic de drogue, répond Honorin. Les montagnes entre l'Irak (qui abrite les bases du PKK) et la Turquie sont très perméables. Le bonheur pour les contrebandiers : tout passe comme ils le veulent ou presque. Le journaliste a aussi visité une base d'islamistes purs et durs qui, pour affirmer l'existence d'Allah, n'hésitent pas à se mutiler devant la caméra. Transes et hystérie. Frissons...

Plus au sud, en Irak, le reporter a visité une région tenue par les Kurdes dans la plus parfaite autonomie. Depuis la fin de la guerre du Golfe, Saddam Hussein a dû abandonner une partie de ses prérogatives sur ce territoire. Bazar aux armes (une Kalachnikov pour 320 francs !), embryon d'un État.

Enfin, toujours en Irak, cette fois sous le contrôle étroit de Bagdad, voici l'armée des moudjahidin du peuple, organisation ennemie des mollahs de Téhéran, d'obédience marxiste (les nombreuses femmes engagées dans cette armée portent pourtant le tchador), dirigée par Massoud Radjavi. Équipement impressionnant : tanks et hélicoptères, séances d'entraînement. Préparatifs en vue de l'invasion de l'Irak islamique. Plus de rêve en Orient, mais le cauchemar.

Philippe CUSIN

L'HUMANITÉ- 23 mars 1994

France 2

De l'usage des « brasiers »

« BRASIER » Turquie, Iran, Irak », sous ce titre France 2 présente, ce soir à 22 h 30, un reportage de Michel Honorin qui nous conduit le long des frontières turco-iraniennes au nord et irano-irakienne plus au sud. Techniquement, du travail de grand professionnel. Cadres et images impeccables, paysages magnifiquement filmés.

Mais que nous montre-t-on, en fin de compte ? Surtout des guerriers, des armes en veux-tu en voilà, pour terminer en une sorte d'apothéose frelatée avec les interminables défilés de chars sur une base des Moudjahidin du peuple iranien, en Irak, où Saddam Hussein fournit des moyens considérables en armement à cette organisation d'opposants au régime de Téhéran.

Quoi d'autre ? Des prisonniers, misérables chez les Kurdes d'Irak où d'Irak, particulièrement bien « soignés » chez les Moudjahidin. Le reportage débute dans un camp militaire du PKK turc et se poursuit dans un hélicoptère de l'armée d'Ankara en patrouille... Tout cela est, paradoxalement, « bien léché », avec cette petite pointe d'exotisme, aujourd'hui bien fané, des misères du bout du monde.

Où est le peuple kurde ? est-on tenté de demander. Au Kurdistan irakien, les images qui frapperont le plus sont celles de Kurdes intégristes armés par l'Irak et l'Arabie Saoudite. Des images complaisantes d'automutilations commises par quelques fanatiques sont là pour nous inciter, en passant, à la peur de l'intégrisme musulman... Bien sûr, on ne nous explique pas que ces pratiques sont antérieures à la naissance de l'Islam.

Que reste-t-il de tout cela dans la mémoire du téléspectateur ? Le sentiment désagréable d'en savoir plus tout en n'en comprenant moins encore. Car enfin, ces « brasiers » ne sont pas nés de rien. Qui souffle sur le feu, fournit les armes, empêche toute solution pacifique ? Pas un mot, pas une image ne font état du « pourquoi » et du « comment ». Serait-il trop dangereux de faire appel à la réflexion ? Cela risquerait de pousser à l'action. « L'impuissance d'interdire à ces brasiers de s'enflammer... » Ce mot de la fin du reportage est révélateur de l'idéologie sous-jacente : celle de la langue de bois du repli sur soi, de la résignation, du « ne nous plaignons pas, chez nous ça ne va pas si mal que ça... » N'est-ce pas ainsi que la guerre en ex-Yougoslavie, surmédiatisée, a pu se développer dans le désarroi de l'opinion publique ? MICHEL MULLER

INFO-MATIN 24 mars 1994



Manifestations kurdes en Allemagne

Trois Kurdes ont tenté de s'immoler par le feu, alors que plusieurs centaines de militants kurdes ont bloqué des autoroutes allemandes et affronté les forces de l'ordre pour le quatrième jour consécutif, en demandant la création d'un État kurde indépendant.

„Unseren Kandidaten wird mit Mord und Entführung gedroht“

Die Türkei vor den Kommunalwahlen / Ein Gespräch mit dem stellvertretenden Vorsitzenden der prokurdischen Partei DEP, Bahattin Günel

Anfang März hob das türkische Parlament die Immunität von mehreren Abgeordneten der prokurdischen Demokratie-Partei DEP auf. Wegen ihrer politischen Haltung droht den Politikern nun ein Hochverratsprozeß und die Todesstrafe. Zwei Tage nach der Aufhebung der Immunität sprach Maggie Maxton mit dem stellvertretenden Vorsitzenden der DEP, Bahattin Günel. Der Politiker schildert die Verfolgung der DEP-Vertreter und das Verhältnis seiner Partei zur separatistischen Arbeiterpartei Kurdistans PKK. Die DEP hat inzwischen beschlossen, an den Kommunalwahlen am kommenden Sonntag nicht teilzunehmen. Wir dokumentieren das Gespräch gekürzt. Maggie Maxton ist Wissenschaftlerin an der Freien Uni Berlin.

Maggie Maxton: *Herr Günel, was bewog Sie dazu, sich als Türke in der Demokratie Partei DEP zu engagieren?*

Bahattin Günel: Als Sozialist bin ich davon überzeugt, daß es richtig ist, die heutigen Probleme in unserem Land im Rahmen einer solchen Partei auf der legalen demokratischen Ebene zu lösen. Die DEP wurde am 7. Mai 1993 gegründet. Von diesem Tag an versuchte die Partei, mit folgenden Hauptzielen Politik zu machen:

1) Die Partei geht davon aus, daß das kurdische Volk 70 Jahre lang auf der Grundlage der offiziellen Ideologie verleugnet, unterdrückt und ausgebeutet wurde und daß das Kurdenproblem auf demokratischem, friedlichen und legalen Weg gelöst werden muß. Ich denke, daß es ohne eine Lösung des Kurdenproblems in diesem Land keine Demokratie und Menschenrechte geben kann.

2) Seit dem Osmanischen Reich wurde Demokratie hier nie als Lebensweise praktiziert. Wir dagegen wollen die Demokratie zu einer Lebensweise machen.

3) Die Partei setzt sich dafür ein, daß die zunehmende Ausbeutung der Arbeiterklasse und der Werktätigen aufgehoben wird. Wie schon die HEP sieht sie den nationalen demokratischen Kampf des kurdischen Volkes und den ökonomischen und politischen Kampf der Arbeiterklasse in einem Zusammenhang, setzt sich für die Einheit aller demokratischen Kräfte ein und geht davon aus, daß die verschiedenen Probleme nur im Zusammenhang miteinander gelöst werden können. Trotzdem werden wir oft als eine Partei dargestellt, die sich einseitig und ausschließlich für die Kurdenfrage einsetzt.

Seit der Gründung der HEP (Vorläuferpartei der DEP; d. Red.) ist der türkische Staat erstmalig mit einer Partei konfrontiert, die sich ohne zu zögern gegen die offizielle Ideologie auflehnt. Die sich als linke bezeichnenden Parteien haben sich nie in letzter Konsequenz dieser repressiven und (die Kurden) verleugnenden Politik widersetzt. Dem Staat war klar, daß durch die HEP eine neue Phase eingeleitet wurde, und er versuchte, diese neue Bewegung zu ersticken. Eine Methode war, uns über die Medien mit dem „Schreckgespenst“ der PKK gleichzusetzen und uns von den anderen Kreisen, den fortschrittlichen linken, demokratischen Kräften und der Arbeiterklasse, zu isolieren.

Die Kommunalwahlen (vom 27. 3. 1994) gaben unserer Partei erstmalig die Möglichkeit, dem Volk direkt unsere Politik darzustellen. Aber der Staat hatte schon seine eigene Rechnung aufgemacht. Zunächst teilte der Generalstabschef der politischen Macht mit, daß im Osten und Südosten keine Voraussetzungen für eine Wahl gegeben seien und deshalb die Wahlen dort aufgehoben werden sollten. Er konnte die Politiker jedoch nicht dazu überreden, weil die Aussetzung der Wahlen in der Region eine Schwäche des Staates bedeutet hätte, nämlich daß der Staat in einer bestimmten Region nicht souverän ist. Deshalb lehnten die Politiker ab.

Außerdem hätte es ein weiteres Mal gezeigt, daß dieses Staatsgebiet faktisch geteilt ist.

Ja. Die zweite Methode war, die DEP von den Wahlen auszuschließen. Wir hatten eine Friedenskampagne eingeleitet. Ohne dies auf die geltenden Gesetze stützen zu können, wurde wegen einer Erklärung, die unser Zentraler Exekutivrat im Rahmen der Kampagne verfaßt hatte, ein Prozeß zur Schließung unserer Partei eröffnet. Das sollte uns dazu bringen, die Partei zu schließen und eine neue zu gründen. Gleichzeitig sollten unsere Anhänger denken, daß wir wegen der Schließung sowieso nicht an den Wahlen teilnehmen könnten, und sich deshalb anderen Parteien zuwenden.

Weil das auch nicht reichte und die DEP erklärte, daß sie sich an den Wahlen beteiligen würde, wurde zu einer dritten Methode gegriffen. V. a. im Osten und Südosten wurden die Vorsitzenden und Mitglieder aller unseren regionalen Unterorganisationen zum Rücktritt zu zwingen versucht. Wir haben Dokumente, Briefe des Kommandanten an Parteimitglieder und Vorsitzende sowie potentielle Kandidaten, in denen mit Anschlägen und Entführungen gedroht wird. Als sich trotzdem Kandidaten meldeten, gingen sie in die einzelnen Dörfer, aus denen wir Stimmen erhalten könnten, und drohten damit, das ganze Dorf zu verbrennen, wenn wir geschlossen gewählt würden, oder pro Stimme einen Menschen umzubringen.

Trotz alledem erklärten wir, daß wir an den Wahlen teilnehmen würden, auch wenn wir nur wenig Stimmen erhalten würden. Aber noch in der Nacht, nachdem

wir unsere Kandidaten der Öffentlichkeit vorgestellt hatten, am 13. Februar, wurden 320 Kandidaten von uns, darunter auch der Oberbürgermeisterkandidat von Diyarbakir, festgenommen. Sie wurden nicht nur gefoltert, sondern auch mit dem Tode bedroht, falls sie die Kandidatur aufrecht erhalten würden.

Schließlich wurden in Ankara auf unsere Bezirksbüros in Mamak und Yenimahalle, das Provinzbüro und zuletzt unsere Parteizentrale Anschläge mit hochexplosiven Sprengsätzen verübt. Der Anschlag auf unsere Zentrale erfolgte zu einer Zeit, als sich in dem Gebäude zwei Parlamentsabgeordnete, zwei stellvertretende Vorsitzende und zwei stellvertretende Generalsekretäre aufhielten, deren Tod bewußt in Kauf genommen wurde. Außerdem wurde nachts um halb eins ein Attentat auf unseren Generalsekretär verübt, das er nur zufällig überlebte.

Unter den beschriebenen Bedingungen hatte die DEP ja Schwierigkeiten, Kandidaten zu finden. Gilt das in unterschiedlichem Maße für einzelne Provinzen und Bezirke und wie ist das Verhältnis von angestrebter zu tatsächlicher Kandidatenzahl?

Wir hatten fast überall Probleme. Ich glaube, daß die DEP, wenn die Wahlen wirklich frei wären und der Wille des Volkes sich niederschlagen könnte, v. a. im Osten und Südosten überall mindestens 15 bis 20 Kandidaten gefunden hätte. Auch der Staat und die türkische Öffentlichkeit wissen, daß in der Region außer der DEP keine Partei erfolgreich wäre.

Wie groß war der Anteil der Kandidaten, die Sie unter den herrschenden Bedingungen finden konnten?

Wir hatten 70 Bürgermeisterkandidaten für große Zentren, zusammen mit den kleineren Kommunen 390. Unter normalen Bedingungen wären es 380 Kandidaten für große Zentren und 1800 statt 800 Kandidaten für die Stadträte gewesen. Die abgeschreckten Kandidaten dachten nicht nur an die Gefahr für ihr eigenes Leben, sondern auch an die Gefährdung ihrer Kinder und Verwandten sowie die Gefahr, daß ihre Dörfer abgebrannt werden könnten.

Wie groß ist der Anteil der Kandidaten, die nicht DEP-Mitglieder sind? Der Oberbürgermeisterkandidat von Diyarbakir war ja z. B. kein DEP-Mitglied.

Zirka die Hälfte der Kandidaten sind keine Parteimitglieder. Unser Verfahren der Kandidatenbestimmung unterscheidet sich von dem der anderen Parteien. Bei uns setzte die Parteizentrale die Kandidaten ein, richtete sich dabei aber nach den Vorschlägen der lokalen Parteiorganisation und sogar nach der Neigung der Bevölkerung. Für das Bürgermeisteramt von Diyarbakir hatten wir sieben Parteifreunde gefunden, darunter den Vorsitzenden der Ärztekammer und ein Mitglied der Kammer der Agraringenieure. In Diyarbakir gibt es eine Demokratische Plattform aus 42 Interessentengruppen und Vereinen, die außerhalb der Parteien Poli-

tik macht. Diese schlug in Abstimmung mit der Bevölkerung als Kandidaten den Direktor der Emlak Bank vor, der dann von uns auch übernommen wurde.

Am 16. oder 17. September traten einige Bürgermeister zur DEP über, so daß die DEP erstmalig Bürgermeisterämter hatte. Konnten sie ein neues kommunalpolitisches Verständnis umsetzen oder wurde ihnen die Chance gar nicht gelassen?

Die Freunde hatten überhaupt keine Chance, unser kommunalpolitisches Verständnis umzusetzen. Vom Tag ihres Übertritts an wurden die Rathäuser oder ihre Privatwohnungen beschossen oder sie selbst festgenommen oder verhört. Keiner unser 14 Bürgermeister konnte auch nur einen Tag in seinem Büro sitzen. Einer war der Bürgermeister von Lice, das abgebrannt und zerstört wurde. Die Bürgermeister von Silvan und Kozluk wurden sofort in polizeilichen Gewahrsam genommen.

Außerdem erhielten unsere Bürgermeister nach dem Parteiübertritt vom Staat keinen einzigen Pfennig an finanzieller Zuwendung. Der Bürgermeister von Kozluk sagte letztlich, daß, als die anderen Bürgermeister ihre Zahlungen für 1995 erhielten, er noch nicht einmal seine Restgelder von 1992 bekommen habe. So haben wir natürlich keine Chancen, Dienstleistungen zur Verfügung zu stellen. Der Bevölkerung in dieser Region geht es heute sowieso nicht so sehr um Dienstleistungen, sondern um Sicherheit für Leib und Leben, darum, nicht gefoltert, ermordet oder vertrieben werden. Deshalb haben wir zwar ein kommunalpolitisches Programm für die Region, aber das kann heute nicht umgesetzt werden.

Die SHP, die sich ja in vielen Punkten politisch von Ihnen unterscheidet, verfolgt eine ähnliche Politik der Dezentralisierung und Demokratisierung. Führen Sie darüber Gespräche?

Auf der Ebene der Erklärungen gibt es auch in der ANAP ähnliche Bestrebungen. Auf dieser Ebene können sie uns sogar voraussein. Aber man kann schwerlich daran glauben, daß diese Parteien Achtung vor dem Schutz des menschlichen Lebens haben. Wer dem Menschen

sein natürlichstes Recht, das Recht auf Leben, nimmt, kann schwerlich sagen: „Das Wasser des Menschen soll gesund und seine Straßen sollen sauber sein.“ An erster Stelle steht der Schutz des Lebens, dann kann man sich für menschliche Lebensbedingungen einsetzen.

Gab es negative Reaktionen auf den Beschluß der DEP, sich von den Wahlen zurückzuziehen? Es wurde doch zunächst auch diskutiert, sich nur von den Wahlen in Kurdistan zurückzuziehen.

Im Gegenteil, der allgemeine Eindruck ist, daß die Reaktionen positiv waren. Selbst Leute, die erst SHP wählen wollten, sagen nun, daß sie aus Protest gegen die Festnahmen unsere Haltung unterstützen wollen. Ich glaube, daß wir 60 Prozent unserer Wähler beeinflussen können. Die anderen 40 Prozent werden sich

aus Angst vor Strafen anders verhalten. Wir werden wohl auch in dieser Phase wenig Möglichkeiten haben, uns der Öffentlichkeit darzustellen. Wenn wir jedoch unsere Wähler erreichen, glaube ich, daß sie alle entweder boykottieren oder ungültig wählen. Am 9. März wird unser Parteikongreß über die weitere Haltung beschließen, und danach werden alle Parteiorganisationen dementsprechend Aktivitäten beginnen.

Ich glaube, daß dieser Protest wirksam sein wird, daß es uns gelingen wird, die türkische und die internationale Öffentlichkeit davon zu überzeugen, daß diese Wahlen nicht legitim sind. Vom ersten Monat an wird darüber diskutiert werden, ob diese Wahlen legitim sind, und die türkische Öffentlichkeit wird zunehmend zu der Erkenntnis gelangen, daß sie nicht legitim sind. Nicht nur wegen der Repression gegen uns, sondern auch aus folgendem Grund: Man kann sagen, daß die DEP die Partei ist, über die sich das kurdische Volk auf der legalen Ebene politisch ausdrücken kann. Wenn diese Partei nicht an den Wahlen teilnimmt,

Nur ganz kurz in der (kemalistisch-sozialdemokratischen) Cumhuriyet und der (linken) Aydinlik. Obwohl wir die rechtsgerichtete Struktur des Staates kennen, hielten wir in der Hoffnung auf einen Waffenstillstand an den Wahlen fest. Für den Fall, daß die repressive Haltung des Staates, die Morde und Drohungen weitergeführt würden, behielten wir es uns jedoch vor, uns notfalls noch am 26. März von den Wahlen zurückzuziehen. Trotzdem trafen wir alle Vorbereitungen für eine Wahlbeteiligung von Fahnen, Lautsprechern, Wahlbroschüren bis zu Bussen.

Der DEP-Abgeordnete Sirri Sakik soll am 3. 3. 94 gesagt haben: „Wir haben uns von den Wahlen zurückgezogen, um unser Volk zu schützen.“ Nach der DEP-Entscheidung zum Rückzug von den Wahlen ließ die PKK verkünden, daß sie diesen Entschluß richtig findet und zum Wahlboykott aufruft. Nun ist ja Wahlboykott in der Türkei verboten. Wird es nicht v. a. in den kurdischen Regionen starke Repressionen gegen diejenigen geben, die nicht zur Wahl gehen? Und wie wird dann Ihr Volk geschützt werden?

Die weiteren Entwicklungen werden noch diskutiert werden. Ich kann aber schon heute sagen, daß wir es nicht für sinnvoll halten, sich an illegitimen Wahlen zu beteiligen. Wir werden aber in jedem Fall nach Wegen suchen, die für die Menschen nicht schädlich sind, und keinen Druck auf die Leute ausüben, nicht zu wählen, wenn das eine Gefahr für ihr Leben bedeutet. Die PKK ist eine andere Partei mit anderen Methoden und fällt ihre Entscheidungen nach ihrem eigenen Politikverständnis.

Den Staat werden Sie ja wahrscheinlich schwer beeinflussen können. Aber Sie könnten ja über die Medien oder einen anderen Kanal einen Aufruf an die PKK machen.

Eigentlich müßte von uns genau das Gegenteil gefordert werden. Wir können die

dann können die Wahlen nicht legitim sein.

Es findet ja schon seit längerem ein Diskussionsprozeß innerhalb der DEP statt, ob es angesichts der Repression sinnvoll ist, sich an den Wahlen zu beteiligen, wobei die Mehrheit lange an einer Teilnahme festhielt. An welche nationalen oder internationalen Organisationen haben Sie sich in dieser Phase gewandt, um Unterstützung für die Durchführung von Wahlen in freier Atmosphäre zu erhalten? Welche Hilfe wurde Ihnen tatsächlich geboten?

Seit den ersten Anweisungen vom Generalstabskommando, also daß es keine Voraussetzungen für die Wahlen gäbe, dann daß die DEP von den Wahlen ausgeschlossen werden sollte, dann der Zusammenschluß aller anderen Parteien gegen die DEP, ahnten wir, daß wir sehr antidemokratischen Maßnahmen ausgesetzt sein würden. Trotzdem hatten wir noch Hoffnung auf die Veränderung während der Vorwahlzeit. Zusammen mit dem Beschluß, sich an den Wahlen zu beteiligen, rief unser Parteikongreß beide Seiten zu einem Waffenstillstand wenigstens während der Wahlzeit auf.

Meines Wissens wurde dieser Waffenstillstandsaufruf außer in der (prokurdischen) Zeitung Gündem kaum abgedruckt.

PKK schwer erreichen. Aber wir sind in den Metropolen als legale Partei im Rahmen der bestehenden Gesetze organisiert und müßten eigentlich Zugang zum Staat haben. Das ist auch unsere Pflicht, und wir versuchen bis zum letzten, etwas beim Staat zu bewirken. Die PKK hat sich dagegen mit ihren Methoden völlig außerhalb des Systems gestellt und entscheidet unabhängig vom Staat oder anderen Organen innerhalb ihrer eigenen Strukturen. Sowohl im Rahmen unserer Friedenskampagne als auch im Zusammenhang mit den Wahlen haben wir beide Seiten zum Waffenstillstand aufgerufen und gesagt, daß das Blutvergießen beendet und eine friedliche Lösung gefunden werden muß. Dabei wandten wir uns an beide Seiten, und genau deshalb wurde gegen uns ein Prozeß geführt, mit der Begründung, wir würden Staat und PKK gleichstellen. Hätten wir das vorher gewußt, hätten wir den Aufruf nur an den Staat gerichtet!

Kurz nachdem die DEP begonnen hatte, der Öffentlichkeit zu erklären, warum sie sich wegen der Repressionen von den Wahlen zurückziehen muß, erneuerte die PKK die Drohungen gegen türkische Parteien. Hat das negative Wirkungen auf das Anliegen der DEP?

Die PKK hat ihre eigenen Kriterien der Beurteilung was dem kurdischen Volk

schadet und was ihm nützt, und geht davon aus, daß ihr Kampf dem kurdischen Volk nutzt. Ich diskutiere jetzt nicht, ob das richtig ist. Aber wenn Sie uns als DEP nach der Entführung von Journalisten und dem Beschluß der PKK bezüglich der Schließung von Parteien fragen, haben wir immer gesagt, daß die bestehenden Probleme nicht mit Gewalt, sondern nur politisch gelöst werden können.

Aber die mit den Kurden sympathisierende Öffentlichkeit wurde negativ beeinflusst.

Das ist in folgender Hinsicht richtig: die mit uns sympathisierende türkische und internationale Öffentlichkeit hat nie richtig versucht, uns zu verstehen. Der Staat, unsere Probleme und z. T. unsere eigenen Unzulänglichkeiten verhinderten, daß wir uns richtig ausdrücken konnten. Allerdings hat die Öffentlichkeit auch nicht ausreichend hinterfragt, ob wir wirklich so sind, wie der Staat uns darstellt. Wir wurden immer einseitig als kurdische Partei oder sogar als legaler Arm der PKK gesehen. Wenn die Öffentlichkeit unsere Erklärungen richtig findet, sollten sie aufhören, ihre Solidarität mit uns immer von dem Verhalten der PKK abhängig zu machen. Dann sollen sie doch direkt die PKK kritisieren, aber nicht uns.

Die Repressionen des Staates gegenüber der DEP sind ja bekannt und dokumentiert. Der Staat fordert einerseits die Kurden auf, ihre Rechte nicht mit Gewalt, sondern mit demokratischen Methoden zu verteidigen, andererseits werden fast alle zivilen kurdischen Institutionen und Organisationen geschlossen. Am 2./3. März wurde schließlich sogar die Immunität von 7 kurdischen Abgeordneten aufgehoben. Das zeigt, daß der Staat den Kurden nicht viel Möglichkeiten, sich politisch auszudrücken, zugesteht.

Als DEP glauben wir immer noch daran, daß trotz aller Repressionen die Probleme politisch und auf legaler Ebene gelöst werden müssen. Aber wie lange wird das noch möglich sein, wenn irgendwann alle Menschen, die diese Haltung vertreten, ausgeschaltet werden oder unter Druck gesetzt werden? Es wird gefordert, auch die Immunitäten der anderen Abgeordneten aufzuheben. Bisher wurden 75 Parteifreunde von uns ermordet, trotzdem haben wir weitergemacht. Auch wenn alle unsere Abgeordneten oder wir selbst inhaftiert werden, lohnt es sich, sich weiter auf dieser Ebene zu engagieren. Das gilt jedoch nur solange, wie wir nicht nur wie der (kurdische) Außenminister Hikmet Çetin ein Aushängeschild sind, sondern eigene Lösungsvorschläge bringen. Solange uns diese Möglichkeiten nicht völlig genommen werden, werden wir uns in diesem Sinne weiter engagieren.

Bei der SHP, die sich als Teil der Regierung bis vor Kurzem nicht sehr positiv abgehoben hat, werden in der letzten Zeit einige neue Stimmen laut: Ihr Vorsitzender Karayalçın entdeckte — wenn auch sehr spät — die Existenz von entvölkerten Dörfern und sprach von der Gefahr eines „Putsches durch zivile Kräfte“. Außerdem stimmten fast alle SHP-Abgeordnete gegen die Aufhebung der Immunität. Deutet das Ihrer Meinung nach einen gewissen Wandel an?

Die Türkei erlebt zur Zeit die größte ökonomische und politische Krise ihrer Geschichte. Indem eine Koalition aus Parteien der gegensätzlich scheinenden politischen Spektren, rechten und linken Parteien gebildet wurde, sollte die Basis dieser beiden Spektren an die Regierung gebunden werden, um zumindest noch eine

Zeitlang das Kurdenproblem und die Probleme der Demokratie zu managen. Angesichts der Dringlichkeit der Probleme konnte dadurch jedoch nicht verhindert werden, daß tägliche Forderungen nach sofortiger Lösung der Probleme laut wurden. Die täglichen Kosten des Krieges sind vom Budget nicht zu bewältigen, verstärken die ökonomische Krise zunehmend und wirken sich speziell auf die ökonomische Situation der ärmeren Bevölkerung aus. Außerdem verstärkt der Krieg die Einschränkung der Demokratie.

Die Aufhebung der Immunität muß in diesem Zusammenhang nur als Tropfen, der das Faß zum Überlaufen brachte, betrachtet werden. Es geht hauptsächlich um die ökonomischen Kosten eines schmutzigen Krieges, der im Namen vom „Schutz des Staates, der Unteilbarkeit der Nation und der Demokratie“ geführt wird.

Welche Informationen haben Sie über die aktuelle Situation der festgenommenen Abgeordneten?

Bisher wurden die Abgeordneten nach unseren Informationen nicht physisch gefoltert. Abgesehen davon empfinden wir die Situation als psychische Folter an unseren Abgeordneten, aber auch an uns selbst. Die Festnahme an sich, die Tatsache, daß den Abgeordneten ihre Gürtel, Schnürsenkel und Krawatten abgenommen wurden, so als wenn sie Selbstmord begehen würden, die (mittlerweile aus diplomatischen Kreisen widerlegte) Behauptung, einige der Abgeordneten hätten im Ausland Asyl beantragen wollen, stellen eine gezielte Beleidigung dar, die wir als psychische Folter empfinden. Außerdem kann nicht ausgeschlossen werden, daß noch andere Dinge passieren, wenn unsere Abgeordneten wie angekündigt bei der Polizei keine Aussagen machen werden.

Wenn Tansu Ciller vor den Augen der gesamten Bevölkerung geweint hat, dann ist das m. E. ein Ausdruck des Drucks, der auf sie ausgeübt wird. Wie und von wem dieser Druck genau erfolgt, können wir nicht wissen. Vielleicht glaubt sie heute, daß sie unter diesem Druck falsch gehandelt hat, vielleicht wird sie auch weiterhin noch unter Druck gesetzt.

Wir müssen die kommenden Entwicklungen beobachten. Die Weltöffentlichkeit, die bisher die Situation in der Türkei einseitig mit den Augen des Staates betrachtete, scheint ihre Haltung zu überdenken und versucht, einen Beitrag zur Demokratisierung in der Türkei zu leisten. Wir versuchen, trotz all der Repressionen ruhig zu bleiben, und werden nie zu gewaltsamen Methoden greifen, um die Probleme zu lösen. Wenn allerdings der Druck des Staates noch weiter zunimmt, erklären wir schon heute, daß wir keine Verantwortung für zukünftige Entwicklungen übernehmen können.

Was erwarten Sie konkret von den türkischen Parteien einerseits und den europäischen Regierungen, Parteien und zivilen Organisationen andererseits?

Da wir diese Gefahren schon ahnten, haben wir seit Beginn der Wahlzeit die türkischen Menschenrechtsorganisationen.

Gewerkschaften und demokratischen Organisationen sowie die europäischen Regierungen und Menschenrechtsorganisationen aufgefordert, Wahlbeobachter zu schicken. Wir wissen, daß in Europa schon Delegationen gebildet werden. Aber der sonst so demokratisch wirkende Parlamentspräsident Cindoruk empfand diese Wahlbeobachtung als Beleidigung für die „demokratisch regierte“ Türkei. Auch in der Türkei wurden schon Delegationen gebildet.

Nachdem wir als DEP nicht mehr an den Wahlen teilnehmen, haben diese Wahlen ihre Legitimität verloren. Wir wollen mit diesem Beschluß einen Beitrag zur Demokratisierung leisten und wünschen uns von den europäischen Regierungen und

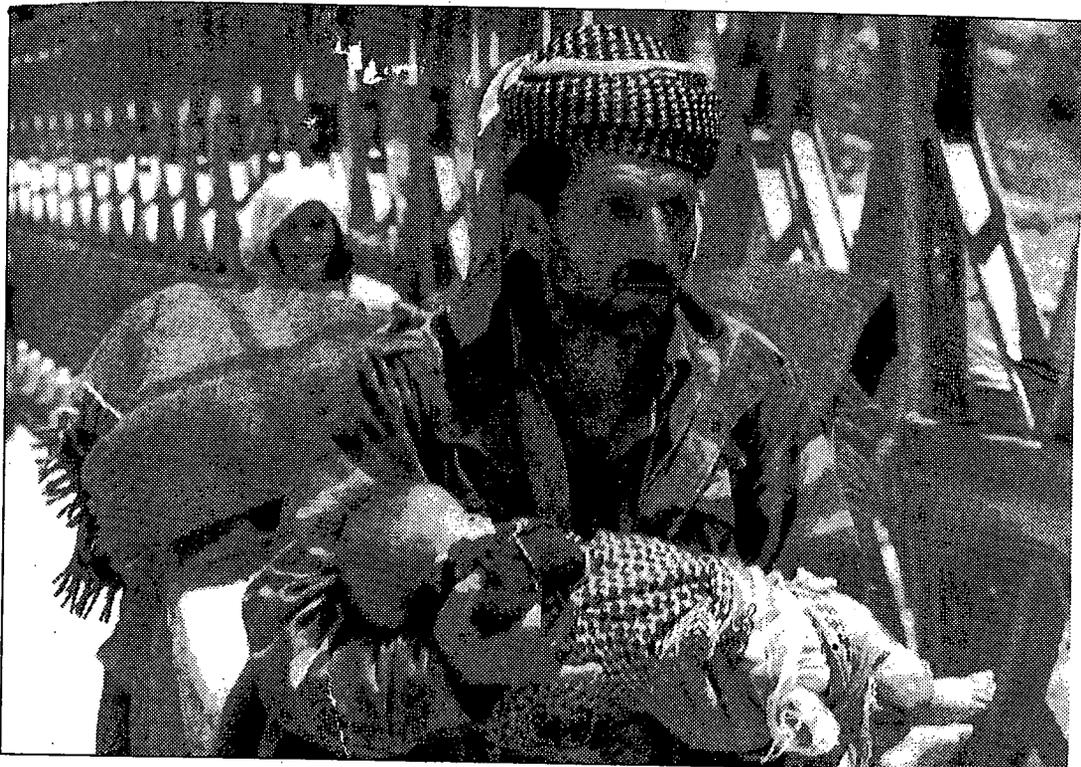
Organisationen, daß auch sie sich für einen Waffenstillstand, ein Ende des Blutvergießens und eine friedliche, demokratische Lösung einsetzen.

Wir wollen nicht, daß einzelne Individuen geschützt werden. Wir haben begonnen, uns auf der legalen politischen Ebene zu betätigen, obwohl wir wußten, mit welchen persönlichen Risiken das verbunden sein könnte. Auch heute fürchten wir uns nicht vor Prozessen, Inhaftierungen und Hinrichtungen, sondern werden unseren demokratischen Kampf fortsetzen. Wir haben nicht vor zu fliehen, sondern erwarten von den Europäern, daß sie erkennen, daß die Menschenrechtsverletzungen mittlerweile jedes Maß überschreiten, daß es in diesem Land keine Demokratie gibt, daß die Wahlen nicht legitim sind und

daß die DEP einen gerechten Kampf führt. Wir fordern kein Asylrecht oder persönlichen Schutz.

Das heißt, Sie wollen Unterstützung dafür, in diesem Land weiterhin auf der legalen Ebene politisch aktiv sein zu können.

Ja. Wir wissen nicht, was sich noch entwickeln wird. Heute sterben in diesem Land täglich 50—60 Menschen. Dieses Blutvergießen an Türken und Kurden, an Soldaten, Guerilleros und Dorfbewohnern muß beendet werden. Wir sind auch weiterhin dazu bereit, dafür einen hohen Preis zu zahlen, wenn das erforderlich ist. Daß unsere Abgeordneten festgenommen wurden, ist ja auch ein Preis. Aber das Sterben muß beendet werden.



LE SOIR DE
BRUXELLES
23 mars 1994

Voyage dans la poudrière kurde

« Pour beaucoup de Turcs comme pour les Iraniens, un bon Kurde est un Kurde mort. Et vice-versa ». Le reporter français Michel Honorin semble sûr de son fait. Il s'est immergé dans le peuple kurde aux quatre frontières-poudrières du Kurdistan originel partagé entre Turquie, Iran, Irak, Syrie. Pays qui régulièrement tentent de mater par la violence ces encombrants opposants, partisans armés du PKK et civils en exode permanent (photo AFP). « Brasiers : Iran, Irak, Turquie » débordé du cadre strict de la problématique kurde et s'embrouille un peu en chemin mais il attire notre attention sur ces populations opprimées. France 2, 22 h 25.

L'HUMANITÉ - 24 mars 1994

Pasqua expulse trois Kurdes vers la Turquie

Trois Kurdes habitant la Haute-Savoie ont été expulsés vers la Turquie, mardi. Vural Seker, Iman Seker et Semsettin Yildirim, entrés en France en 1989, demandeurs d'asile, ont été arrêtés lundi à la préfecture d'Annecy où ils se rendaient dans l'espoir de voir régulariser leur situation. Pour les services officiels, les trois hommes étaient des « clandestins potentiels » et leur expulsion a été décidée par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. On apprenait, d'autre part, qu'une délégation d'observateurs a été arrêtée mardi au Kurdistan de Turquie et retenue pendant vingt-quatre heures par la police turque. La délégation, composée de trois Britanniques, trois Irlandais et un Néo-Zélandais, tentait de se rendre à Siirt pour y vérifier des allégations de violation des droits de l'homme.

Militante Kurden blockierten Autobahn: Chaos

■ Reifen angezündet -
Autofahrer empört über die
Tatenlosigkeit der Polizei

Für zwei Stunden haben gestern nachmittag etwa 100 Anhänger der verbotenen (stalinistischen) „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK) die Autobahn zwischen Potsdam und Berlin an der Teltowkanalbrücke in der Nähe des früheren Grenzübergangs Drewitz blockiert. Dabei war es in erster Linie dem besonnenen Verhalten der Polizei zu verdanken, daß es zu keinen gewalttätigen Eskalationen kam.

Der Grund für die Zurückhaltung: „Mit Rücksicht auf Frauen und Kinder wurden die Personen zunächst nur in nachdrücklichen Gesprächen aufgefordert, die Autobahn zu verlassen,“ erklärte der Sprecher des Potsdamer Polizeipräsidiums, Geert Piorkowski.

Durch die Blockade, die um 14 Uhr begonnen hatte, kam es zu einem Verkehrschaos auf der Avus, in Babelsberg und Potsdam. Die aus Berlin stammenden kurdischen Demonstranten verbrannten auf der Fahrbahn vier Autoreifen.

Als die Beamten, darunter zur Verstärkung auch Berliner Polizisten, etwa 50 Randalierern vorübergehend die Pässe zur Feststellung der Personalien abgenommen hatten, drohte die Situation zeitweilig zu eskalieren: PKK-Anhänger fürchteten Festnahmen und drohten, ihre Autos anzünden zu wollen. In der Zwischenzeit hatte die Potsdamer Feuerwehr die brennenden Reifen gelöscht und beseitigt.

Gegen 16 Uhr forderte der Einsatzleiter, Polizeirat Gert Laube vom Schutzbereich Teltow, die Störer mit Nachdruck auf, in ihre Autos zu steigen und den Beamten zur Personalienfeststellung in das Potsdamer Polizeipräsidium zu folgen. Andernfalls werde er sie alle



Auch Kinder wurden von der stalinistischen PKK für die Blockade der Autobahn zwischen Berlin und Potsdam mißbraucht.

Foto: BM

festnehmen lassen. Eine Ankündigung, die Wirkung zeigte: Die Demonstranten beendeten die Blockade und stiegen in ihre Fahrzeuge.

Ihr Ziel hatten sie zu diesem Zeitpunkt ohnehin bereits erreicht: Zahlreiche Journalisten, darunter mehrere TV-Teams, waren erschienen, für Öffentlichkeit war gesorgt. Strafrechtlich erwarte die PKK-Anhänger zumindest ein Verfahren wegen Nötigung, kündigte Laube an. Das Potsdamer Innenministerium indessen glättete die Wogen am Abend: Die Einleitung solcher Verfahren werde „geprüft“.

Autofahrer auf der Autobahn von und nach Berlin fühlten sich bei der Aktion noch einmal an längst vergangene Zeiten erinnert, da die DDR willkürlich die Grenze schloß: Die meisten der wegen der Blockade mehr als zwei Stunden im Stau stehenden Autofahrer reagierten aufgebracht. Fahrlehrer René Kubsch: „Mich empört die Ohnmacht der Polizei, die es nicht verhindern kann, daß ein paar

Ausländer Berlin lahmlegen.“ Andere machten ihrem Ärger mit noch kräftigeren Worten Luft.

Die Blockade hatte auf der Avus zunächst einen Stau bis zur Spanischen Allee und dann bis zum Hüttenweg ausgelöst. Um ein Chaos zu verhindern, leitete die Polizei bereits am Funkturm den Verkehr um. Um 16.30 Uhr konnte die Avus wieder freigegeben werden.

Politiker haben die Aktion scharf verurteilt. Senatssprecher Michael Andreas Butz: Es können nicht hingenommen werden, wenn Ausländer ihre politischen Streitigkeiten aus der Heimat in Berlin austragen. Die Polizei sollte in Zukunft hart durchgreifen. Der CDU-Abgeordnete Dieter Hapel erklärte: „Jetzt ist das Maß voll. Einen solchen Mißbrauch des Gastrechtes muß sich Deutschland nicht bieten lassen.“ Innensenator Heckelmann kündigte an, er wolle „alle rechtlichen Möglichkeiten nutzen“, die straffällig gewordenen Ausländer abzuschieben. *cle/cb/eck*

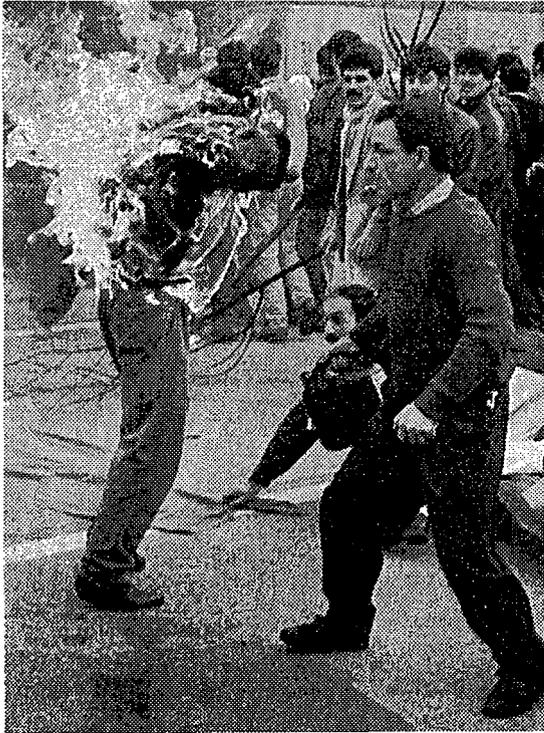
Corriere della Sera

MERCOLEDÌ 23 MARZO 1994

Manifestazioni in Germania

Bonn: protesta curda

Tre torce umane contro la repressione



Un curdo avvolto dalle fiamme

FRANCOFORTE — (g.o.) I curdi di Turchia lanciano la sfida nel cuore dell'Europa. Per celebrare il loro Capodanno e ricordare l'oppressione attuata da Ankara nel Kurdistan, gli indipendentisti hanno bloccato alcune importanti autostrade in Germania e tre di loro si sono dati fuoco. Una donna, secondo un portavoce curdo, sarebbe morta per le gravi ustioni riportate mentre una seconda sarebbe ricoverata in fin di vita. Cogliendo di sorpresa la polizia diverse centinaia di curdi hanno interrotto il traffico sull'autostrada A 45 Giessen-Siegen e sull'A 5 creando barricate con copertoni e assi di legno. All'arrivo della polizia tre dimostranti, imitando i bonzi vietnamiti, hanno attuato la clamorosa protesta.

Il drammatico gesto degli attivisti curdi, piuttosto forti in Germania, è giunto dopo due giornate di duri scontri tra gli stessi indipendentisti e la polizia tedesca. Scesi in piazza nelle principali città della Repubblica, i curdi hanno dato filo da torcere alle forze dell'ordine. Oltre 80 agenti sono infatti rimasti feriti e decine di dimostranti sono stati arrestati.

Come ogni anno con l'avvicinarsi del Capodanno, i separatisti curdi organizzano operazioni militari in Turchia e manifestazioni nelle capitali europee. I vertici del Partito dei lavoratori curdi (Pkk); la formazione guerrigliera che da oltre 10 anni conduce una spietata lotta contro Ankara, hanno deciso di sfruttare la festività per richiamare l'attenzione sul loro dramma.

Il leader del Pkk, Abdullah Ocalan, ha di recente rilanciato l'offerta per un negoziato teso ad ottenere un accordo di federazione con Ankara. Ma il governo turco, su pressione dei militari, ha risposto con durezza. «Entro l'estate annienteremo i terroristi del Pkk». E negli ultimi giorni decine di migliaia di soldati sono stati inviati nel Kurdistan per stroncare la resistenza.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0196 4 I 0184 TUR /AFP-MMO3

Turquie-Kurdes

Un important dirigeant du PKK se suicide pour échapper à l'armée turque, selon le ministère de l'intérieur à Ankara

ANKARA, 24 mars (AFP) — Un important dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), proche du chef de ce parti Abdullah Ocalan, s'est suicidé pour échapper à l'armée turque lors d'une récente opération militaire dans le sud-est anatolien, a annoncé jeudi à Ankara le ministère de l'Intérieur.

Il s'agit de Muslum Dursun, alias Dr Baran, commandant depuis 1992 de l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK, branche militaire du PKK) pour les régions de Tunceli et d'Erzincan (est), a indiqué le ministère dans un communiqué.

Dr Baran et ses hommes ont été encerclés lors d'une opération militaire il y a deux semaines dans la région de Tunceli. "De nombreux" maquisards kurdes ont été tués à cette occasion, a précisé le communiqué. Encerclé et "à bout de résistance", Dr Baran s'est donné la mort en faisant exploser une grenade, le 12 mars dans la région de Yilandagi, au nord-ouest de Tunceli, selon le communiqué.

CE/jcc

AFP 241119 MAR 94

Military determined to crush rebellion by force

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's military commanders, or rather those who are commanding all state policy out of the Southeast, have finally clarified their position in public: a military solution to the Kurdish problem.

Sabah's prominent columnist Hasan Cemal on Wednesday reported the highly interesting results of a meeting he had with the most senior security officials in Diyarbakır.

Cemal identifies his hosts as members of "the entire state." These are State of Emergency Regional Governor Ünal Erkan, Diyarbakır Governor İbrahim Sahun, Turkish police chief Mehmet Ağar, Seventh Army Corps commander Gen. Metin Sağlam, Gendarmerie regional commander Gen. Hasan Kundakçı, Second Tactical Air Force Commander Gen. Ergin Celasun, prosecutors, deputy provincial governors, high level security and intelligence officers. Perhaps not truly aware of western suspicions on what is brewing up in their regions, the officers tell Cemal what is going to happen and how far military policy will go in dealing with the Kurdish problem. Obviously, no one refers to it in these words. Despite what Ankara tells foreign capitals regarding its recognition of "the Kurdish identity," views back at home are totally the opposite. As Foreign Minister Hikmet Çetin recently told a western journalist, "There is no Kurdish problem. There is only a terrorism problem in Turkey."

When the situation is such, even in the words of a "social-democrat" member of the coalition, how can anyone expect Turkey to seek any "political" or "democratic" outlet to the "non-existing" Kurdish problem.

The full text of Cemal's observations are published today on Page B2 of the special section of the Turkish Daily News. The highlight remarks, however, deserve to be debated extensively for they represent not only the dominant view among "commanders" in the region but also reflect what is being "reported" to Ankara.

It is not clear which general made the remark, "I understood he was a Turk... I told myself I could not read treason in his eyes," but the implication is clear. If the mentality behind Turkey's imminent crackdown on terrorism is to "differentiate between the innocent and the criminal" by looking into people's eyes, and only "Turks" are not suspected of treason, much can be guessed about the real "targets" of the operations... Cemal reports that the most widely heard evaluation among the security emperors of the region is that "the organization has been put into a situation where it can no longer organize mass incidents." This is what President Süleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller are being informed. A view which has been strengthened by the fact that instead of appearing in the streets in their thousands and rioting with Kurdish flags, the people of the Southeast remained at home during the March 21 Kurdish new year of Newroz.

Somehow, the officials appear to have missed the hitch: the Turkish service of the British Broadcasting Corporation (BBC) car-

ried an exclusive interview with outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan two days before in which he called on the people to stay at home. Ocalan warned the people that Turkey was preparing for a "massacre" and, in order to avoid this, they stayed at home.

Indeed, although Erkan explained to us that everything was "peaceful and quiet," and that even the people — "the true people" — in the PKK stronghold of Cizre were on the street celebrating Newroz along with the security forces, the actual truth was quite different.

First of all, he has failed to mention that thousands of people from Cizre had been displaced over the past two months and that there was a state-controlled "re-population" of this town, strengthening the presence of village guards there. He forgot to explain why and how whole districts had been forced to move to other cities, and that several thousand people, just because they lived in districts known to be supportive of the PKK, had been forced to move to the province of Gaziantep. In place of those remaining people who "listened to the PKK," and waited inside their homes, village guards were bussed in with their families and celebrated Newroz along with special crack teams. Not even the loudspeakers, calling on the people to come out, were enough to move them. Erkan, instead of going into such "technicalities," only explained the following: "Do not forget that until a few years ago, those village guards were unable to go out on the street in Cizre. If they did, they were liable to be hanged upside down from the trees."

Yes, it's true. Because the PKK was "strong" in Cizre and because it had expanded its "grassroots." A strength which was won only after 1989 when a gendarmerie officer forced Kurdish villagers to eat human excrement. A strength which, even according to separatist leader Osman Ocalan, "was due mainly to Turkish policies."

But looking at the cost of "moving village guards" into Cizre, one can only be aware of the pain inflicted on all of the civilians: forceful displacement of a whole population, raids on major districts and repression.

It is difficult to legitimize what has been done to Cizre in the past by no more than a celebration by a handful of village guards and police officers, mainly "imported" from the outside. And can this justify all of the "mystery murders" as well? Certainly not.

But the fact that the PKK has called on the people to stay at home and that the people have done so, has served to "prove" claims that the organization were unable to move the masses. But it didn't. For even the PKK leader referred to this "action" as a "passive resistance." In other words, it was the very lack of activity that made the point.

Had the people gone on the streets and celebrated Newroz, this really would have been the evidence for a lack of support in the organization. And what one commander said with regard to Şırnak is even more scary, as scary as the remark on "treason read in the eyes."

"Remember the March 21, 1991 Newroz day in Şırnak. From morning to evening it was impossible to remove the PKK colors from the flagpole in the city square. And the things that were done to the Atatürk statue there! Then came the 1992 Newroz. Demirel's prime ministry. The PKK was taught a lesson in Şırnak. The state displayed its might. Everybody saw that there was a price to pay for messing around with the state. Today, not the slightest sound was heard in Şırnak. Think of the change brought about in three years."

Yes, everyone has to think of this. And everyone also has to remember how this "success" was achieved. For instance, how 17,000 people living in this city were forced to migrate when it was pulled to the ground in a massive security operation. How the state supported, funded and armed the feudal Tatar tribe in order to control the local people. How policemen burned cars owned by journalists, how newsmen were beaten on the streets, and how much confidence in the state has been lost through this policy — boosting local support for the PKK.

But, it appears from what the decision-makers are saying that no one really cares about a thing about "methods" as long as the expected "results" are achieved. And, Prime Minister Tansu Çiller, who has "successfully" failed Turkey in every direction, has "surrendered" all authority and policy as far as security is concerned to the military.

Cemal has been told this clearly and made this point: "A curious line is being drawn from Özal to Demirel and now to Çiller. It is being stressed that in the fight against the PKK, Çiller is in complete harmony with the security forces and the military. One of the officials says, 'Çiller has grasped the situation. She saw how the security forces could be given the boost to morale that they needed. And this has been accomplished.'"

And an interesting remark: "You may recall that once it used to be said that the Republican People's Party (CHP) plus the Army equals power. Now Çiller sees this and seizes the opportunity."

Özal had closed the doors to the military, believing a political solution could be achieved in the Kurdish dispute. He had also accepted that "a Kurdish problem" existed in Turkey. Moreover, this policy had served to restore "civilian" democracy in Turkey. With his death last April, Turkish democracy itself was set back by about ten years, and finding any kind of solution to the Kurdish issue is becoming more and more impossible.

Demirel opened the door for the military in fear of losing his own authority if he limited the authority of commanders. Still he had control and influence on what was going on. Çiller allowed the military to walk through the door opened by Demirel and has given "full authority" to the military. In other words, she is saying, "Stop this problem and stop it fast. Do whatever is needed."

What is needed, then?

It is evident that the military actually believes

there is an army-Çiller coalition in power. The increasing domination of national issues by military commanders, their growing role in daily policies and other significant developments imply they may be right.

And they have their own solution to the Southeast dilemma now. 1. They deny that a "Kurdish problem" exists. 2. They believe the problem is only one of "terrorism." 3. They are determined to "solve" this problem by summer at the latest and 4. They will "solve" it by force alone. The result of the recent blows delivered to the PKK are categorized by officials as: "Fewer recruits to the organization, more information about the organization, a sharp decline in the logistic support for the organization, greater demand to become village guards."

1. Recruitment to the PKK is continuing steadily and has actually been boosted by the reaction to the "methods" used in the latest security operations.

2. The decline in logistical support to the organization is due mainly to the forcible displacement of villagers and the burning down of 900 villages, in addition to massive crack-downs on four major towns. This has cut direct logistical support to the PKK but has also increased local sympathy, as well as the number of "undecided" villagers moving "up to the mountains."

3. The "greater demand" to become village guards is a reflection of the increase in the number of village guards that has already taken place and that resulted from the security forces telling civilians that if they do not agree to take state-issued weapons and fight the PKK, they will be "seen and treated as the PKK." Sort of a "die or join us" policy which is also one of the major reasons behind the forceful evacuation of villages and their being burned to the ground.

Officials have told Cemal that this will be a "hot" summer. That, as of April, "the rural areas" and "the mountain cadres" of the PKK

will be the targets. That these will completely be wiped out.

But how will the state differentiate between the terrorists and the innocent? And how many people will die in this campaign? Last year, both Chief of Staff commander Gen. Doğan Güreş and President Demirel said in separate speeches that "anyone who supports the terrorists or sympathizes with them is a traitor." Even sympathizers, be it out of fear or because for 70 troubled years they have not felt the state at their side, are thus targets. But how many targets?

Could it be only a coincidence that several weeks after Demirel and Güreş' remarks, another senior military official boldly told the press that "the PKK has 350,000 sympathizers." Or is this a message?

The military viewpoint, which controls almost all state affairs but the economy (for which no one wants to take responsibility), is clearly outlined to Cemal:

"Nothing can be done as long as the fight against the terrorist organization continues. First you must make that organization collapse. Then you can think of other things. If you tried to anything else at this stage, there would be no end to it. Things would go on, as a chain. First the fight against terrorism."

And what will be the second step? Does Ankara recognize the Kurdish "identity?" Yes. Does anyone know what this recognition means other than upgrading Turkey's image abroad? No. Does Ankara recognize the Kurdish "problem?" No.

So what can be the second step? In the words of former gendarmerie intelligence chief Maj. Ahmet Cem Ersever, with the policy currently underway, even if the PKK is destroyed, "There will be other PKKs under different names." No solution. But Ersever will fortunately not be around to witness that crisis because, after making such remarks following his retirement, he was shot dead with hands

tied behind his back. Later, three of his "operatives" were also killed.

People related to the Kurdish issue in one way or the other have died by the dozen from "natural" or "unnatural" causes over the past year. Gendarmerie forces commander Eşref Bitlis dies in a queer "plane crash." Turgut Özal had a heart attack and died only days before submitting a major proposal for "Kurdish reforms" to the National Security Council. Ersever has died. Ugur Mumcu was killed while investigating possible links between the PKK and Turkish intelligence. Musa Anter, Vedat Aydın, Mehmet Sincar are only several of those killed over the past week.

As the war, which Turks are advised to refer to as "conflict", continues in the troubled region for ten years, a different and more hidden form of war is going on in larger cities. "There is a certain, unexpressed, feeling that it would be better if the media did not write or broadcast anything about the region," Cemal says. How good it would be not to be monitored in any way. How great it would be if everyone, like Çiller, understood where the "authority" currently lies and what ends this will serve. A total of 350,000 troops (an amendment to earlier figures) are now based in the Southeast along with police teams and village guards. Meanwhile local officials prepare for the most massive crackdown that has ever been launched in the region. Even more massive, perhaps, than the "security operations" in the past 70 years aiming to crush 28 "Kurdish rebellions." According to Demirel, "the 29th rebellion" is now taking place and it is obvious how such uprisings should be treated. This is what is scary, coming with remarks from officials who are to run the operation implying that it is only Turks who will not have treason shining in their eyes, the "targets" of any operation to be launched in that region should interest everyone...

turkish daily news

/ Thursday, March 24, 1994

Kohl lashes out at PKK supporters

German Chancellor signals that abuse of hospitality will not be tolerated

Compiled by TDN staff from Wire dispatches

ANKARA- German Chancellor Helmut Kohl has termed the demonstrations in Germany by supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as an "abuse of hospitality" Anatolia news agency said on Wednesday.

Indicating "that PKK terrorism had taken on a new dimension" Kohl also said he would not interfere in the domestic affairs of Turkey, saying "this is not my business."

Addressing a press conference in Bonn the German Chancellor warned the pro-PKK demonstrators who have gone on a rampage around Germany since Sunday that they should know that they would be punished in the most severe manner and that they would be deported.

Kohl said that if the current legislation on foreign residents did not permit such punishment being meted out, then his government would ensure that the necessary legislative changes were worked on in the shortest possible time.

Kohl added that maintaining public order fell within the responsibility of the individual states in Germany and added it was important for state administrations to fulfill their obligations in this respect.

The Chancellor indicated that the federal government would give all the necessary assistance to state administrations in this regard.

Pointing out that there were 1.8 million Turkish citizens in Germany, Helmut Kohl said

that up to 450,000 of these were Kurdish and that their investigations had shown that 40,000 of the Kurds were PKK sympathizers.

"For decades we have been living with a majority of our Turkish friends in peace and good neighborliness and this must remain so. Therefore we must protect ourselves against a minority that is using violence."

Kohl argued that taking terrorism by foreign groups lightly would also stoke up xenophobia in Germany.

"Whoever takes the terrorism of extreme organizations among the foreigners will also contribute to enmity against foreigners. They will also not have contributed to the well being of our Turkish friends" Kohl said.

Kohl said it was the responsibility of the German state to protect the life and property of everyone living in Germany. He said this applied to Turks as much as it did to Germans. Asked if Germany would contribute to a settlement of Turkey's Southeast problem Kohl said "this was not his job." "I will not interfere in Turkey's domestic affairs. It is not my business to interfere in the domestic affairs of another country."

Chancellor Kohl's words were repeated on

Wednesday by Chancellery Minister Friedrich Bohl who said it was intolerable that the conflict between Ankara and Kurds seeking an independent homeland in southeast Turkey was carried out violently on German soil and at the expense of German citizens. "Whoever abuses our hospitality must take account of the consequences," he told German television, adding that it was possible to deport those responsible for the violence that preceded and followed Newroz on Monday. At least one Kurdish woman died and four other Kurdish protesters were seriously injured on Monday and Tuesday after setting fire to themselves. Hundreds of Kurds were arrested and several police officers injured in clashes on Tuesday as police tried to remove burning barricades from motorways throughout the country.

The protests began on Saturday. An organization calling itself the Kurdish Information Bureau (KIB), based in Dusseldorf, said they were directed at what it called Bonn's support for repression of their people. Police said the woman who died had set fire to herself with petrol near Mannheim on Monday. A woman companion who also set fire to herself suffered serious burns and was in critical condition.

KIB said the women had left a note expressing support for the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which is outlawed in Turkey and was banned in Germany after two waves of attacks on Turkish targets in Europe last year.

Die Welt newspaper reported on Wednesday that about 600 militant PKK members were active in

Germany. "The ban on the PKK has had no effect on the illegal activities of the PKK," the paper said, adding that the PKK was intimidating Kurdish compatriots into paying out protection money and offering support. Interior Minister Manfred Kanther has offered some 600 border guards for deployment at short notice to help Germany's regional states deal with the disturbances. Kanther, who has already urged the deportation of those responsible for the violence, has called a meeting of state officials for Wednesday to discuss the possibility of doing this by speeding up their asylum cases.

Kurds arrested in Copenhagen

Meanwhile the continuing violence by supporters of the PKK spilled over to Denmark on Tuesday as 30 people, who identified themselves as Kurds, were arrested after they formed a human chain across a main highway and blocked traffic for half an hour, the Associated press quoted police sources as saying. The demonstrators, including seven women, sat down on the highway near Rodovre, in suburban Copenhagen, and displayed banners saying, "Stop the Massacre in Kurdistan." Several resisted arrest, but all were released after questioning, police said.

The demonstrators were assessed fines of 1,000 kroner (\$147) which they can pay or face trial on charges of public disturbance, said Deputy Police Commissioner P.E. Andersen in Rodovre. Andersen said he believed the demonstration was coordinated with other Kurdish actions in Europe.

Angered by United Nations, Saddam moves troops to North

By Ed Blanche

Associated Press Writer

NICOSIA- Angered by the U.N. refusal to lift sanctions against Iraq, Saddam Hussein is making threatening moves against a northern Kurdish rebel enclave, which could pit him once more against America and its allies.

The enclave, which originated as an allied safe haven, is an easy target for Saddam to vent out his anger at the international coalition isolating Iraq.

Over the last three weeks, Saddam has reinforced his army dug in around the enclave and escalated efforts to destabilize the area, U.S. and Kurdish officials say.

The Iraqi leader may just be posturing. But if the salvos of fiery rhetoric against the United Nations and Washington that are coming out of Baghdad is any guide, Saddam is girding up for something.

Baghdad's army daily, al-Qadassiya, said Tuesday the situation in Kurdistan is deteriorating and the "absence of law and authority ... cannot be ignored" by Baghdad.

It declared: "Iraq has to stay as it is — one nation, strong, proud and secure under the leadership of Saddam Hussein ... And the coming days will prove that."

The most likely scenario is moving to reestablish government control of the enclave between the 36th parallel and the Turkish border where the Kurds have

established a quasi-independent state that Saddam is fighting with an economic blockade.

Barham Saleh, a senior official in the Patriotic Union of Kurdistan, told The Associated Press the 10th armored division and the 1st mechanized infantry division are now in the north. "There's been a significant improvement in the quality of the units and this changes the status quo," he said. "Saddam's clearly trying to provoke us. But the stakes are high for us because his forces vastly outnumber ours."

The enclave originated as an allied safe haven set up in 1991 after an ill-fated rebellion. Western warplanes enforce a ban on Iraqi military flights.

It is a thorn in Saddam's side, symbolizing his impotence to influence events as Iraq is bled dry by the sanctions imposed when he invaded Kuwait in 1990.

Kurdish sources said an estimated 50,000 troops are deployed in the north with tanks and artillery. Against them are some 25,000 lightly armed Kurdish guerrillas.

Saddam has kept a relatively low profile in recent months, complying with U.N. resolutions on dismantling his weapons of mass destruction in the hope this would encourage the Security Council to lift sanctions.

But on March 15 the council extended the measures for another two months. Although some council members want to offer incentives to Baghdad, the United States insists sanctions must stay until Saddam halts repression of his people.

Britain's attorney-general fights for political life in Iraqgate inquiry

turkish daily news

Thursday, March 24, 1994

Reuters

LONDON- Britain's "Iraqgate" probe into arms for Baghdad reaches a watershed stage today when Attorney-General Sir Nicholas Lyell undergoes tough questioning by a judge heading the inquiry.

The government's top legal officer could be forced to leave the government of Prime Minister John Major if his defense of legal procedure before an arms trial integral to the inquiry is anything less than watertight.

Since it began 10 months ago, the probe has turned into one of a series of political challenges for the government with two cabinet ministers pledging to resign if it finds they committed any impropriety.

Its report is due later in the year. Lord Justice Scott has taken evidence from Major and former prime minister Margaret Thatcher, ministers and civil servants in his investigation of British arms trade with Iraq before the 1991 Gulf War.

He has discovered no evidence of a government conspiracy to promote arms sales, and has increasingly focussed on the 1992 trial of three executives of the Matrix Churchill engineering firm, accused of lying about sales of arms equipment to Iraq.

Scott has expressed amazement at the way four ministers signed certificates banning government documents from the trial on the grounds this would be in the public interest.

All four were advised by Lyell to sign the "public interest immunity certificates." Trade

Secretary Michael Heseltine at first refused as he believed the documents were germane to the trial, but reluctantly agreed when Lyell said it was his duty.

Heseltine said he wanted Lyell to make sure his doubts were made known to the judge, which they were not. Heseltine was furious when Lyell, discussing another trial, told him later it was not in fact his duty to sign "gagging orders."

The Matrix Churchill trial collapsed in November 1992 when the judge decided the withheld documents should be seen by the defense, and a junior minister admitted he had tacitly supported arms sales to Iraq.

Major set up the inquiry shortly afterwards. Earlier this month Scott said it should have been unthinkable for ministers to sign "gagging orders" for mundane documents when it was obvious they were vital for the defense and might have led to innocent men going to jail.

On Monday Alan Moses, who prosecuted the three executives on behalf of customs officials, said he would not have gone ahead with the case if government departments had admitted the full extent of their knowledge about Matrix Churchill's arms sales.

Other officials and ministers have also expressed their belief that the case should not have gone ahead. After the trial it was revealed one of the defendants had been spying on Saddam Hussein's war machine for British intelligence. Scott is expected to ask Lyell how much he knew about Matrix Churchill, especial-

ly from intelligence sources, and why he allowed the trial to continue.

The Attorney-General has the overriding power to stop prosecutions.

Major has always stressed his loyalty to senior ministers — only two have been sacked in his 40 months in power.

Last week he told parliament Lyell had his full and complete confidence. But the weight of accusations pinned on Lyell, and his involvement in other government embarrassments, may result in his departure before Scott reports in October or November.

"The steady drip of adverse publicity against the Attorney-General reinforces the impression that he is being set up as a sacrifice to the Scott inquiry,"

Menzies Campbell, a member of the minority Liberal Democrats, said last week. Lyell, 55, has been widely criticised for his handling of the Asil Nadir affair.

He admitted misleading parliament over the Serious Fraud Office's investigation into the former tycoon, now ensconced in northern Cyprus having fled Britain.

During last year's lengthy parliamentary debate on the Maastricht treaty on European union, Lyell overrode Foreign Office lawyers' advice about a key opposition amendment. Lyell said the amendment, if passed, would not wreck the chances of ratifying the treaty.

His decision allowed Labor to spring a trap which forced Major to make the ratification process a question of confidence in his government.

Military determined to crush rebellion by force

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's military commanders, or rather those who are commanding all state policy out of the Southeast, have finally clarified their position in public: a military solution to the Kurdish problem.

Sabah's prominent columnist Hasan Cemal on Wednesday reported the highly interesting results of a meeting he had with the most senior security officials in Diyarbakır.

Cemal identifies his hosts as members of "the entire state." These are State of Emergency Regional Governor Ünal Erkan, Diyarbakır Governor İbrahim Sahun, Turkish police chief Mehmet Açar, Seventh Army Corps commander Gen. Metin Sağlam, Gendarmerie regional commander Gen. Hasan Kundakçı, Second Tactical Air Force Commander Gen. Ergin Celasun, prosecutors, deputy provincial governors, high level security and intelligence officers. Perhaps not truly aware of western suspicions on what is brewing up in their regions, the officers tell Cemal what is going to happen and how far military

policy will go in dealing with the Kurdish problem. Obviously, no one refers to it in these words. Despite what Ankara tells foreign capitals regarding its recognition of "the Kurdish identity," views back at home are totally the opposite. As Foreign Minister Hikmet Çetin recently told a western journalist, "There is no Kurdish problem. There is only a terrorism problem in Turkey."

When the situation is such, even in the words of a "social-democrat" member of the coalition, how can anyone expect Turkey to seek any "political" or "democratic" outlet to the "non-existing" Kurdish problem.

The full text of Cemal's observations are published today on Page B2 of the special section of the Turkish Daily News. The highlight remarks, however, deserve to be debated extensively for they represent not only the dominant view among "commanders" in the region but also reflect what is being "reported" to Ankara.

It is not clear which general made the remark, "I understood he was a Turk... I told myself I could not read treason in his eyes," but the implication is clear. If the mentality

behind Turkey's imminent crackdown on terrorism is to "differentiate between the innocent and the criminal" by looking into people's eyes, and only "Turks" are not suspected of treason, much can be guessed about the real "targets" of the operations... Cemal reports that the most widely heard evaluation among the security emperors of the region is that "the organization has been put into a situation where it can no longer organize mass incidents." This is what President Süleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller are being informed. A view which has been strengthened by the fact that instead of appearing in the streets in their thousands and rioting with Kurdish flags, the people of the Southeast remained at home during the March 21 Kurdish new year of Newroz.

Somehow, the officials appear to have missed the hitch: the Turkish service of the British Broadcasting Corporation (BBC) carried an exclusive interview with outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan two days before in which he called on the people to stay at home. Öcalan

warned the people that Turkey was preparing for a "massacre" and, in order to avoid this, they stayed at home.

Indeed, although Erkan explained to us that everything was "peaceful and quiet," and that even the people — "the true people" — in the PKK stronghold of Cizre were on the street celebrating Newroz along with the security forces, the actual truth was quite different.

First of all, he has failed to mention that thousands of people from Cizre had been displaced over the past two months and that there was a state-controlled "re-population" of this town, strengthening the presence of village guards there. He forgot to explain why and how whole districts had been forced to move to other cities, and that several thousand people, just because they lived in districts known to be supportive of the PKK, had been forced to move to the province of Gaziantep. In place of those remaining people who "listened to the PKK," and waited inside their homes, village guards were bussed in with their families and celebrated Newroz along with special crack teams. Not even the loudspeakers, calling on the people to come out, were enough to move them. Erkan, instead of going into such "technicalities," only explained the following: "Do not forget that until a few years ago, those village guards were unable to go out on the street in Cizre. If they did, they were liable to be hanged upside down from the trees."

Yes, it's true. Because the PKK was "strong" in Cizre and because it had expanded its "grassroots." A strength which was won only after 1989 when a gendarmerie officer forced Kurdish villagers to eat human excrement. A strength which, even according to separatist leader Osman Ocalan, "was due mainly to Turkish policies."

But looking at the cost of "moving village guards" into Cizre, one can only be aware of the pain inflicted on all of the civilians: forceful displacement of a whole population, raids on major districts and repression.

It is difficult to legitimize what has been done to Cizre in the past by no more than a celebration by a handful of village guards and police officers, mainly "imported" from the outside. And can this justify all of the "mystery murders" as well? Certainly not.

But the fact that the PKK has called on the people to stay at home and that the people have done so, has served to "prove" claims that the organization were unable to move the masses. But it didn't. For even the PKK leader referred to this "action" as a "passive resistance." In other words, it was the very lack of activity that made the point.

Had the people gone on the streets and celebrated Newroz, this really would have been the evidence for a lack of support in the organization. And what one commander said with regard to Şırnak is even more scary, as scary as the remark on "treason read in the eyes."

"Remember the March 21, 1991 Newroz day in Şırnak. From morning to evening it was impossible to remove the PKK colors from the flagpole in the city square. And the things that were done to the Atatürk statue there! Then came the 1992 Newroz. Demirel's prime ministry. The PKK was taught a lesson in Şırnak. The state displayed its might. Everybody saw that there was a price to pay for messing

around with the state. Today, not the slightest sound was heard in Şırnak. Think of the change brought about in three years."

Yes, everyone has to think of this. And everyone also has to remember how this "success" was achieved. For instance, how 17,000 people living in this city were forced to migrate when it was pulled to the ground in a massive security operation. How the state supported, funded and armed the feudal Tatar tribe in order to control the local people. How policemen burned cars owned by journalists, how newsmen were beaten on the streets, and how much confidence in the state has been lost through this policy — boosting local support for the PKK.

But, it appears from what the decision-makers are saying that no one really cares about a thing about "methods" as long as the expected "results" are achieved. And, Prime Minister Tansu Çiller, who has "successfully" failed Turkey in every direction, has "surrendered" all authority and policy as far as security is concerned to the military.

Cemal has been told this clearly and made this point: "A curious line is being drawn from Özal to Demirel and now to Çiller! It is being stressed that in the fight against the PKK, Çiller is in complete harmony with the security forces and the military. One of the officials says, 'Çiller has grasped the situation. She saw how the security forces could be given the boost to morale that they needed. And this has been accomplished.'"

And an interesting remark: "You may recall that once it used to be said that the Republican People's Party (CHP) plus the Army equals power. Now Çiller sees this and seizes the opportunity."

Özal had closed the doors to the military, believing a political solution could be achieved in the Kurdish dispute. He had also accepted that "a Kurdish problem" existed in Turkey. Moreover, this policy had served to restore "civilian" democracy in Turkey. With his death last April, Turkish democracy itself was set back by about ten years, and finding any kind of solution to the Kurdish issue is becoming more and more impossible.

Demirel opened the door for the military in fear of losing his own authority if he limited the authority of commanders. Still he had control and influence on what was going on. Çiller allowed the military to walk through the door opened by Demirel and has given "full authority" to the military. In other words, she is saying, "Stop this problem and stop it fast. Do whatever is needed."

What is needed, then?

It is evident that the military actually believes there is an army-Çiller coalition in power. The increasing domination of national issues by military commanders, their growing role in daily policies and other significant developments imply they may be right.

And they have their own solution to the Southeast dilemma now. 1. They deny that a "Kurdish problem" exists. 2. They believe the problem is only one of "terrorism." 3. They are determined to "solve" this problem by summer at the latest and 4. They will "solve" it by force alone. The result of the recent blows delivered to the PKK are categorized by officials as: "Fewer recruits to the organization, more infor-

mation about the organization, a sharp decline in the logistic support for the organization, greater demand to become village guards."

1. Recruitment to the PKK is continuing steadily and has actually been boosted by the reaction to the "methods" used in the latest security operations.

2. The decline in logistical support to the organization is due mainly to the forcible displacement of villagers and the burning down of 900 villages, in addition to massive crack-downs on four major towns. This has cut direct logistical support to the PKK but has also increased local sympathy, as well as the number of "undecided" villagers moving "up to the mountains."

3. The "greater demand" to become village guards is a reflection of the increase in the number of village guards that has already taken place and that resulted from the security forces telling civilians that if they do not agree to take state-issued weapons and fight the PKK, they will be "seen and treated as the PKK." Sort of a "die or join us" policy which is also one of the major reasons behind the forceful evacuation of villages and their being burned to the ground.

Officials have told Cemal that this will be a "hot" summer. That, as of April, "the rural areas" and "the mountain cadres" of the PKK will be the targets. That these will completely be wiped out.

But how will the state differentiate between the terrorists and the innocent? And how many people will die in this campaign? Last year, both Chief of Staff commander Gen. Doğan Güreş and President Demirel said in separate speeches that "anyone who supports the terrorists or sympathizes with them is a traitor." Even sympathizers, be it out of fear or because for 70 troubled years they have not felt the state at their side, are thus targets. But how many targets?

Could it be only a coincidence that several weeks after Demirel and Güreş' remarks, another senior military official boldly told the press that "the PKK has 350,000 sympathizers." Or is this a message?

The military viewpoint, which controls almost all state affairs but the economy (for which no one wants to take responsibility), is clearly outlined to Cemal:

"Nothing can be done as long as the fight against the terrorist organization continues. First you must make that organization collapse. Then you can think of other things. If you tried to anything else at this stage, there would be no end to it. Things would go on, as a chain. First the fight against terrorism."

And what will be the second step? Does Ankara recognize the Kurdish "identity?" Yes. Does anyone know what this recognition means other than upgrading Turkey's image abroad? No. Does Ankara recognize the Kurdish "problem?" No.

So what can be the second step? In the words of former gendarmerie intelligence chief Maj. Ahmet Cem Ersever, with the policy currently underway, even if the PKK is destroyed, "There will be other PKKs under different names." No solution. But Ersever will fortunately not be around to witness that crisis because, after making such remarks following his retirement, he was shot dead with hands tied behind his back. Later, three of his "operatives" were also killed.

People related to the Kurdish issue in one way or the other have died by the dozen from "natural" or "unnatural" causes over the past year. Gendarmerie forces commander Eşref Bitlis dies in a queer "plane crash." Turgut Özal had a heart attack and died only days before submitting a major proposal for "Kurdish reforms" to the National Security Council. Ersever has died. Ugur Mumcu was killed while investigating possible links between the PKK and Turkish intelligence. Musa Anter, Vedat Aydın, Mehmet Sincar are only several of those killed over the past week.

As the war, which Turks are advised to refer to as "conflict", continues in the troubled region for ten years, a different and more hidden form of war is going on in larger cities. "There is a certain, unexpressed, feeling that it would be better if the media did not write or broadcast anything about the region," Cemal says. How good it would be not to be monitored in any way. How great it would be if everyone, like Çiller, understood where the "authority" currently lies and what ends this will serve. A total of 350,000 troops (an amendment to earlier figures) are now based in the Southeast along with police teams and vil-

lage guards. Meanwhile local officials prepare for the most massive crackdown that has ever been launched in the region. Even more massive, perhaps, than the "security operations" in the past 70 years aiming to crush 28 "Kurdish rebellions." According to Demirel, "the 29th rebellion" is now taking place and it is obvious how such uprisings should be treated. This is what is scary, coming with remarks from officials who are to run the operation implying that it is only Turks who will not have treason shining in their eyes, the "targets" of any operation to be launched in that region should interest everyone...



● JEUDI 24 MARS 1994

A Cizre, Ankara trie les Kurdes...

Dans l'ancien fief du PKK désormais «pacifié», nombre d'habitants ont été contraints à l'exode. Et remplacés par 20 000 Kurdes acquis au régime turc.

Cizre, envoyé spécial

Une pile de pneus brûle avec une épaisse fumée noire qui s'élève vers les montagnes. Histoire de bien montrer que la petite sous-préfecture de Cizre, près des frontières de l'Irak et de la Syrie, célèbre, selon la coutume qui exige un feu de joie, le Newroz, le nouvel an kurde. Mais sur la place centrale boueuse où les deux années précédentes se pressaient plusieurs milliers de personnes défiant les forces de l'ordre, ils ne sont pas plus de cinq cents à danser en ce 21 mars. Autant de policiers, de gendarmes ou commandos, le doigt sur la détente de leurs fusils d'assaut, veillent. Festivités obligées, sans cœur ni passion. D'immenses drapeaux turcs ont été accrochés sur les bâtiments officiels. Un haut-parleur hurle des chants patriotiques, à côté d'une grande pancarte, «Vive Newroz». Elle est rédigée en turc.

«Cette fête doit tous nous rassembler: elle est aussi célébrée par les Turcs, et ce depuis des siècles, dans toute l'Asie centrale», explique Ismail Hodja, un policier en civil qui apparaît comme le maître d'œuvre de cette fête. Sa célébration était encore interdite il y a deux ans. Les rebelles séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en avaient fait un symbole de leur lutte contre l'Etat turc. Le policier ne cache pas ses sympathies pour les ultranationalistes turcs, comme d'ailleurs la plupart de ses collègues des «forces spéciales». Sous les regards indignés des gendarmes, nombre d'entre eux saluent en faisant avec la main la tête du loup, emblème des «loups gris» de l'extrême droite turque.

Les autorités entendent montrer le succès de leur politique de «pacification» dans ce qui était encore l'an dernier un des principaux fiefs du PKK. Dès la nuit, les maquisards y faisaient régner leur loi. Le tribunal était en sommeil: à peine dix procès depuis un an pour une population de 60 000 habitants. La justice était celle du «Parti», c'est-à-dire le PKK, qui, malgré son

marxisme-léninisme très dogmatique, sait à l'occasion composer avec le droit coutumier. Aujourd'hui encore, les bâtiments officiels restent gardés par des chars d'assaut. Pour trouver les journaux, il faut aller au commissariat central. A Cizre, comme dans tout le sud-est de la Turquie, leur distribution a été interdite par le PKK. Nul n'ose défier cet ordre même dans une ville reprise en main par les autorités. La cité est spectrale, totalement déserte dès le crépuscule, vidée des trois quarts de ses habitants. La quasi-totalité des boutiques et des petits cafés sont fermés.

L'économie locale, fondée sur le trafic routier et le commerce avec l'Irak voisin, était morte depuis l'embargo imposé à Saddam Hussein. La «sale guerre» contre le PKK avec les opérations de représailles, les assassinats et les arrestations a encore accru l'exode. «La moindre activité économique est systématiquement étouffée par l'Etat. Quand une balle est tirée, les policiers répondent en détruisant des dizaines de vitrines», assure un des derniers commerçants du bazar. Depuis le début de l'année, les autorités ont commencé à vider systématiquement certaines périphéries connues pour leur sympathie pour les rebelles. Quelque 600 familles ont ainsi été expulsées le mois dernier du quartier de Cudi. Certains jeunes avaient pris les devants, fuyant dans les montagnes pour y rejoindre les maquis. Les autres ont été envoyés en car vers les grandes villes de l'Ouest, sous la menace des armes des policiers: «Vous devez partir, leur a-t-on dit, d'autres gens vont occuper vos maisons.» La ville est en passe d'être repeuplée en majorité de Kurdes loyaux aux autorités. Bon nombre ont été «importés» de certains villages environnants connus comme étant «pour l'Etat». Cette population, estimée tout au plus à 20 000 personnes, est protégée par les «gardiens de village», des milices locales de volontaires, quelque 50 000 hommes dans tout le sud-est de la Turquie, qui reçoivent chaque mois un salaire de 5 millions de livres turques (1 200 F), soit plus qu'un petit

fonctionnaire. Ils suivent leurs chefs féodaux ralliés aux autorités par fidélité à la tradition ou par peur, comme d'autres dans la même zone ont obéi aux chefs des clans et tribus et ont rallié le PKK. «Nous sommes avec l'Etat pour aider la région à retrouver sa paix d'antan», affirme Kamil Atak, chef de la puissante tribu locale des Tayan, qui tout comme les Kacin, quelque 12 000 personnes en tout, parient sur Ankara.

Kamil a personnellement allumé le feu de Newroz. Il se présente comme candidat maire pour le Refaa, le Parti de la prospérité (islamiste), traditionnellement puissant dans la région. Son très populaire prédécesseur Hasim Hasimi, élu lui aussi sous l'étiquette du Refaa, qui avait su s'accommoder du PKK en multipliant les prises de position en faveur de l'«identité kurde», se présente sous une étiquette marginale. Beaucoup pensent que si les élections étaient régulières, il serait réélu, mais, dans ce climat, c'est peu probable. La peur règne dans Cizre normalisée. Même chez les nouveaux arrivés, qui comme M... vivait encore il y a une semaine dans un village de trente maisons à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu. Il prépare la réinstallation en ville des siens et de tout le hameau. Ordre de Kamil Atak, son chef de tribu. «Dans la situation actuelle, nous sommes obligés d'obéir», murmure-t-il.

Une équipe des «forces spéciales» lui a annoncé que le village serait brûlé. «Nous venions juste de semer et nous devons tout laisser. Il n'y a pas de travail. Pour vivre, je n'aurai pas d'autre choix que d'entrer dans le système des gardiens de village, cela garantit dans le meilleur des cas un salaire par famille.» Il a mis sa tenue de fête pour la danse de Newroz avec dans la main un petit foulard aux couleurs du Refaa, le parti de son chef. Il danse, comme les autres, sans espoir ni illusion, en se tenant par l'épaule et en sautillant en cadence devant les autorités et les caméras. Le journal télévisé du soir rendra compte de «cette fête passionnée» en pays kurde.

Marc SEMO

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRFR
FRA0084 4 6 0431 USA /AFP-LE37
AFP-MATIN-Actualité flt4

JEUDI 24 MARS -

LE POINT DE L'ACTUALITE DE 05H15

----ALLEMAGNE: MORT D'UNE DEUXIEME FEMME KURDE QUI S'ETAIT IMMOLEE PAR LE FEU. Une jeune femme kurde qui s'était immolée par le feu lundi à Mannheim est morte hier des suites de ses blessures. La jeune femme, âgée de 23 ans, s'était immolée par le feu avec une autre Kurde, âgée de 28 ans, qui était morte sur le coup. Elles avaient été découvertes par un promeneur. Le bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB) avait indiqué qu'elles avaient voulu mourir "en martyres du peuple kurde", pour protester contre la politique de la Turquie et de l'Allemagne vis-à-vis des Kurdes.

suivra

AFP 240535 MAR 94

Libération — 24 mars 1994



LA COLERE SUICIDAIRE DES KURDES D'ALLEMAGNE. Tentant de s'immoler par le feu, un Kurde court vers les policiers, mardi, lors du blocage d'une autoroute près de Francfort. Les manifestants protestaient contre le soutien de l'Allemagne à la politique d'Ankara. Une jeune femme kurde, qui avait tenté de s'immoler lundi à Mannheim, est morte hier de ses brûlures.

gamk 24 MARS 1994

L'Iran livre des rebelles du PKK à la Turquie

L'Iran a pu mettre en pratique dimanche les accords signés avec la Turquie l'an dernier en vue d'une coopération avec Ankara contre le PKK: 14 maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan, qui s'étaient réfugiés en Iran pour échapper à une opération de l'armée turque, ont été livrés à la Turquie par les autorités iraniennes, a annoncé dimanche dans un communiqué le ministre turc de l'Intérieur, Nahit Mentese.

Cinq de ces combattants étaient blessés selon le communiqué qui précise que les Iraniens ont également rendu les cadavres de deux autres. Ces maquisards avaient récemment fui vers l'Iran depuis la région du Mont Ararat.

La Turquie s'est félicitée de ce geste de bonne volonté manifesté par l'Iran qui avait été rappelé à l'ordre l'an dernier par le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, en même temps que la Syrie et l'Arménie pour son soutien tacite aux

rebelles kurdes de Turquie. "Par ce geste, les autorités iraniennes ont démontré leur résolution dans la lutte contre l'organisation séparatiste" a déclaré M.Mentese.

Le bilan des accrochages entre forces de l'ordre turques et rebelles kurdes s'alourdit à l'approche du Newroz, le nouvel an kurde, qui est traditionnellement l'occasion pour les populations kurdes du sud-est de la Turquie d'exprimer leurs revendications; 78 rebelles auraient été tués et 82 autres arrêtés par les forces de l'ordre turques en une semaine dans l'est et le sud-est anatoliens, selon la même source, qui ajoute que 103 personnes ont été également arrêtées pour avoir abrité des "terroristes" lors de ces opérations. Le leader du PKK, Abdullah Ocalan, avait proposé au début du mois une nouvelle trêve aux autorités turques qui lui ont répondu cette fois encore par une fin de non recevoir.

Annulation de la décision de levée d'immunité parlementaire pour l'un des six députés kurdes

L'a cour Constitutionnelle turque a annulé lundi une décision du parlement qui avait levé début mars l'immunité parlementaire d'un député d'origine kurde du parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde). Il s'agit de Selim Sadak, qui faisait partie d'un groupe de 7 députés d'origine kurde dont six membres du DEP, dont l'immunité parlementaire avait été levée pour "séparatisme" et "atteinte" à l'intégrité de l'État. M.Sadak avait été remis en liberté provisoire après interrogatoire au lendemain de son arrestation pour comparaître devant la justice en tant que prévenu libre.

La Cour constitutionnelle a

en revanche rejeté le pourvoi formulé par un des avocats de ces six députés pour l'annulation des décisions du parlement à l'encontre de Hatip Dicle, président du DEP, Ahmet Turk, Orhan Dogan, Sirri Sakik, Mahmut Alinak, membre démissionnaire du DEP et Leyla Zana.

La Cour de Sûreté de l'État d'Ankara avait décidé la semaine dernière, l'incarcération de ces députés aux termes de l'article 125 du Code pénal turc qui prévoit la peine de mort pour toute personne qui "agit" notamment pour "séparer une partie de l'État afin d'en fonder un autre".

Témoignage Chrétien
25 mars 1994

Turquie : offensive anti-kurde

Le Newroz, le nouvel an kurde célébré le 20 mars, a coïncidé cette année avec une aggravation de la répression turque contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste), une organisation considérée par le Premier ministre turc, Tansu Ciller, et son gouvernement comme « terroriste ». Tous les moyens sont employés : militaires, bien entendu – plusieurs dizaines de maquisards ont été tués au cours d'accrochages récents – mais aussi policiers : arrestations et détentions arbitraires, assassinats nombreux par des « escadrons de la mort ». Six députés du DEP (nationaliste) vont passer devant la Cour de Sûreté de l'État. Le PKK appelle, pour sa part, au boycott des élections municipales du 27 mars et est d'autant plus suivi que les électeurs vivent dans la peur. La période qui s'ouvre pourrait – à moins d'un improbable retournement de la politique turque – voir ce conflit se transformer en une guerre généralisée entre communautés turques et kurdes. ■

Libération - 25 mars 1994

TURQUIE. Un des dirigeants du PKK s'est suicidé, alors qu'il était encerclé par l'armée, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur turc. Muslum Durgun, alias « D' Baran », commandant de l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK, branche militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan), se serait donné la mort le 12 mars.

Rhetorik gegen Kurden

■ die tageszeitung

Donnerstag, 24. März 1994

■ Diepgen will hartes Vorgehen / Kurden: Abschiebungen verhärteten die Fronten / FDP-Politiker ruft zur Besonnenheit auf

Für ein hartes Vorgehen gegen gewalttätige Kurden sprach sich gestern der Regierende Bürgermeister Eberhard Diepgen (CDU) aus. Das Demonstrationsrecht dürfe nicht durch „Gewalt- und Straftäter“ ausgehöhlt werden. „Ausländer, die sich über Gesetze und Spielregeln unserer politischen Ordnung hinwegsetzen, müssen umgehend ausgewiesen werden“, erklärte er nach Angaben des Senatsprechers Michael-Andreas Butz.

Der Vorsitzende des „Kurdischen Zentrums“ im Bezirk Neukölln, Kazem Baba, hält Abschiebungen für keine angemessene Reaktion auf die bundesweiten Demonstrationen der vergangenen Tage. Solche Maßnahmen würde die Fronten nur unnötig verhärteten, sagte er gestern gegenüber der taz. Das aggressive Verhalten von einigen seiner Landsleute lehne er zwar ab, könne es andererseits aber auch verstehen: „Der psychische Druck auf die kurdische Bevölkerung ist zur Zeit sehr groß.“ Viele DemonstrantInnen seien durch die Situation ihrer Landsleute in der Türkei persönlich betroffen. Trotzdem müßten die KurdInnen ihre Interessen ohne Gewalt vorbringen, um ein friedliches Zusammenleben in Berlin zu ermöglichen. Auch im Abgeordnetenhaus stößt Diepgens aggressive Rhetorik nicht überall auf Gegenliebe. So erklärte gestern der ausländerpolitische Sprecher der FDP-Fraktion, Thomas Seerig, daß der Senat nicht hysterisch, sondern besonnen auf die Demonstrationen reagieren müsse. Vor dem Hintergrund der letzten Massenverhaftungen von oppositionellen Abgeordneten in der Türkei und den ständigen Menschenrechtsverletzungen sei „der Protest der kurdischen Mitbürger nur allzu verständlich“, erklärte Seerig.

Grundsätzlich lehne er die Gewalt auf den Demonstrationen ab, aber der Senat müsse sich im klaren sein, „daß eine Abschiebung von demonstrierenden Kurden in die Türkei eine Abschiebung in den sicheren Tod bedeuten kann“.

Im Unterschied zu anderen Protestaktionen ist die Blockade der Autobahn 115 am Dienstag durch

rund 150 KurdInnen friedlich verlaufen. Dies erklärte gestern der Pressesprecher der Potsdamer Polizei, Geert Piorkowski.

Etwa 100 Personen wurden in Polizeigewahrsam genommen, um ihre Personalien zu überprüfen. Sie seien alle inzwischen wieder auf freiem Fuß, sagte Piorkowski.

Vier Kurden würden noch dem Haftrichter vorgeführt. Unter anderem wird ihnen gefährliche Körperverletzung zur Last gelegt.

Gegen 50 DemonstrantInnen wurden nach Angabe der Potsdamer Staatsanwaltschaft Ermittlungsverfahren wegen Nötigung eingeleitet, weil sie die Autofahrer

an der Weiterfahrt gehindert haben. Sie müßten mit einer Geldstrafe rechnen. Für rund drei Stunden brachten die DemonstrantInnen den Verkehr am ehemaligen Grenzübergang Dreilinden zum Erliegen. Die Fahrzeuge stauten sich in einer Länge von fünf Kilometern.

Olaf Büniger

■ Tagelange KurdInnen-Proteste in der Bundesrepublik

Ausblenden geht nicht

Gäste, die sich nicht benehmen wollen, können nicht erwarten, daß man sie länger beherbergt. Die Kurden, die den Krieg in der Türkei auf deutsche Autobahnen tragen, hätten ihr Gastrecht „in unerträglicher Weise mißbraucht“ und müßten nun mit harten Konsequenzen rechnen. Hausherr Helmut Kohl hat von seinen Gästen die Nase voll. Jetzt soll ihnen nachdrücklich die Tür gewiesen werden. So einfach ist das.

Tatsächlich erinnern die Auftritte Kohls, Kanthers und der übrigen wahlkämpfenden deutschen PolitikerInnen an den etwas weltfremden Gärtner, der, plötzlich mit der Realität konfrontiert, die Fernbedienung seines Fernsehers zückt und auf ein anderes Programm umschalten will. So leicht wird die freie Fahrt auf den bundesdeutschen Rennstrecken nicht wiederherzustellen sein, und zwar völlig zu Recht nicht.

Die Empörung des Hausherrn wirkt aus vielen Gründen hohl. Jahrelang hat die deutsche Außenpolitik ihren in Ankara zweifellos vorhandenen Einfluß nicht genutzt, um türkische Politiker und Militärs zu einer politischen Lösung in Kurdistan zu drängen. Statt mittels der Nato den türkischen Militärs klarzumachen, daß der Westen die Vertreibungs- und Vernichtungspolitik nicht nur gegenüber Saddam Hussein, sondern auch gegenüber den Nato-Partnern nicht länger dulden wird, gehen weiter Geld, Waffen und Lizenzen für den Nachbau deutscher Waffen nach Ankara.

Nach dem Putsch 1981, mit dem die jetzige besonders unnachgiebige Kurdenpolitik in Ankara eingeleitet wurde, war Kohl der erste westliche Staatschef, der das Militärregime hofierte. Und die erste Amtshandlung des amtierenden Außenministers Kinkel bestand in der Aufhebung des temporären Waffenembargos gegen die Türkei, und dies, nachdem sich zweifelsfrei herausgestellt hatte, daß die türkische Armee deutsche Panzer im kurdischen Bürgerkrieg einsetzt. Die Begründung für die deutsche Politik gegenüber der Türkei war immer auch die besondere Rolle, die sich durch die hier lebenden türkischen und kurdischen Einwanderer ergibt – Einwanderer, wohlgeachtet, nicht etwa einige Gäste, die hier gerade mal vorbeigeschaut haben. Auch wenn Kohl dies jetzt wegreden will: Die Bundesrepublik ist in den schmutzigen Krieg in Kurdistan verwickelt. Deshalb sind De-

monstrationen in der Bundesrepublik kein Mißbrauch von Gastrecht, sondern legitimer Protest, der an die richtige Adresse geht.

Eine hiervon vollkommen unabhängige Frage ist die, ob die kurdischen Aktionen der letzten Tage geeignet sind, auf den Krieg hinzuweisen und Druck auf die Militärs in Ankara auszuüben. Autobahnen sind hierzulande ja nicht nur Verkehrswege, sondern Orte sinnlich erfahrbarer Freiheit. Einschränkungen dieser Freiheit rufen heftige Reaktionen hervor, die zu unterschiedlichen Ergebnissen führen können. Als vor Jahren Hunderte von Lkws Autobahnübergänge nach Österreich blockierten, eilte Franz Josef Strauß zum Kaffeeausschank an die Leitplanke. Von Nötigung war keine Rede. Als Stahlarbeiter immer mal wieder im Ruhrgebiet alle Autobahnen dichtmachten, wurde dies allgemein als Ausdruck von Verzweiflung verstanden – die letzte Möglichkeit für Leute, die anders auf ihre aussichtslose Lage nicht mehr aufmerksam machen können. Da jeder dies versteht, kommt in solchen Fällen zwar auch die Polizei, aber vor allem der zuständige Minister, um den Leuten gut zuzureden.

Wenn sich jetzt Kurden, von wem auch immer organisiert, auf die Autobahn stellen, einige sogar zum Äußersten greifen, sich mit Benzin übergießen und anstecken, wird dies als Provokation empfunden, ja sogar als „Terror in einer neuen Dimension“. „Die sollen uns mit ihren Problemen in Ruhe lassen“ ist noch die mildeste Reaktion. Daß diese Leute nicht gegen den Verlust von Arbeitsplätzen, sondern gegen Terror protestieren, will der für eine oder zwei Stunden seiner Freiheit beraubte Autobahnfahrer nicht wahrhaben – es geht ihn ja scheinbar nichts an.

Man könnte deshalb sagen, die Kurden hätten besser daran getan, sich mit der üblichen Demonstrationrunde durch beliebige Innenstädte zu begnügen. Damit haben sie allerdings jahrelang nichts erreicht. Jetzt werden sie zum Ärgernis, das möglichst beseitigt werden soll. Doch erst wenn viele Deutsche begreifen, daß dieses Ärgernis nicht einfach abzuschieben oder auszublenden ist, wird bundesdeutsche Politik, werden die Nato und der Westen tatsächlich versuchen, die Ursache des Ärgers da zu beseitigen, wo er entsteht.

Jürgen Gottschlich

YAVUZ BAYDAR / SCOPE

Quo vadis, media?

Knowing the truth is hard work in Turkey and it seems to be getting harder. The reason is the distortion in news stories. A foreign observer, who is generally sceptical of the Turkish press, can give you many examples these days of why stories should not be believed. Their worst fears are confirmed, as the truth repeatedly, insistently becomes a tool with which to tell lies to readers' faces. Judgements become twisted, people are humiliated, journalists lose credibility and, in spite of this, newspapers are sold.

Some months ago, it was the daily Milliyet that raised eyebrows with some so-called scoops. Many of them appeared to be big flops: PM Çiller did not reshuffle the leadership of MIT; Hayri Kozakçıoğlu (governor of Istanbul) was not replaced; Turkish troops did not enter Syrian territory as Milliyet claimed in huge headlines.

Now this trend seems to have been taken over by one of Milliyet's main rivals: Hürriyet. Almost every day, a story appears to be based on false information or confuses readers due to heavily distorted details. And in some stories, human integrity is the target.

Hürriyet reported on March 13 that "all terrorists who bombed the Tuzla railroad station" had been caught under the headline "Here are the Tuzla bombers." Among those "terrorists" was one of the makers of the bomb, Yusam Lacin, according to the daily. But the following day, a surprise: Under the headline, "Tuzla bomber freed by mistake," Hürriyet reported that Lacin was released by mistake. We are not informed what the mistake was. Was he accused of the massacre in Tuzla? Were all the others involved in the terrorist action? We never found out. But the answer surfaced when the State Security Court in Istanbul accused the paper of having given false information. The chief prosecutor of the court, Ahmet Köksal, told Anatolia news agency that, "Only five of the 55 people, allegedly PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) members, were questioned as to their involvement in the Tuzla murders." Köksal noted that, "It is not right to try to give the impression that all 55 people are involved in the terrorist action." Furthermore, thanks to Köksal, we find out more about Lacin, who was presented as "the bomb-maker": that he was in no way seen as having been involved in the Tuzla massacre.

March 17, Hürriyet published photographs showing the six MPs, who are accused of treason and separatism, being interrogated at the State Security Court in Ankara. The news-

"Reason must be on the agenda. And ethics. If a careful rethinking of the role of the press does not take place, we will continue to buy newspapers not to read the truth, but the lies in them. But every citizen in this country is worthy of the truth. This is the fact that influential sections of the Turkish press resist remembering."

paper noted that, "The MPs were demoralized when they were confronted with recordings of their telephone-conversations with Öcalan, leader of the outlawed PKK." Both the text and the pictures obviously aimed at publicly humiliating the MPs whose trial has not even begun.

The following day, a new story appeared in Hürriyet. It reported that a prominent PKK hit-man stayed in the flat of Ahmet Türk, a detained MP, belonging to the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), who is accused of treason. The next day we found out that the story had totally misinformed readers. Several papers reported that "the PKK hit-man" was actually an imam from Mardin, Türk's constituency. The imam had medical problems. We found out that he did actually stay with Türk, and as is the tradition, asked Türk to assist him with treatment! And Hürriyet, instead of correcting and apologizing for the mistake, published a follow-up story in which it was claimed that the old man actually was not ill!

Another interesting story appeared on March 22 in Hürriyet under the headlines "Pictures that make Zülfü sad." A Hürriyet reporter claimed that "a very high-level official in the DYP, one of the coalition partners, ordered a large file to be prepared that included a lot of discrediting information about Zülfü Livaneli, the SHP's mayoral candidate in the local elections in Istanbul."

This was bound to cause a stir inside the DYP and of course it did. The denial was not

turkish daily news

Friday, March 25, 1994



late in coming and it came from the office of Prime Minister Çiller, a sign of how seriously the report was regarded inside the government.

Reporting of this nature gives a lot of clues about the dimensions of the will to manipulate the people. It also helps us to understand the decreasing respect for human integrity and the escalating mass fury against anything that is connected with the Kurds and western powers in Turkey as a whole.

With the DYP and SHP coming to power in 1991, the Turkish press hoped it would be able to raise the stakes when it came to freedom, independency and ethics. In all three points, developments give us enough reason

not to be very optimistic. In coverage of the Kurds, the DEP, the PKK and violence in southeastern Turkey, there is multi-layered censorship and interference, which seems to have conquered some private TV-stations and newspapers. Especially since the massacre of 32 soldiers in the Southeast, the media seems to be maintaining a silence as regards human rights abuses in the Southeast and is blowing the winds of public fury against people who try to stand for a human solution to the Kurdish cause. People who get arrested for sympathizing with the PKK, or for alleged terrorist actions, are immediately labelled as terrorists, before they are convicted. In the name of manipulation, a huge amount of misinformation is pumped into the media without thought being given to the potential repercussions in society as a whole. PKK-violence is widely reported, while the violence of the security forces against civilians is generally silenced.

The reason for the existence of the press is to tell the truth, and if necessary, in the periods of great turmoil that threaten society, a certain consensus is required. The press should not be the tool of either side in any conflict. Instead, it should be just in giving a complete picture of developments by providing opportunities to all sides to explain themselves. Reporting based on universal ethics and a full-bodied coverage policy is the only way to a national consensus, and to making the right decisions for the good of society. The press cannot manipulate society forever. It will only gain credibility when it returns to the role of reflecting society.

As one foreign observer put it: "If only two big papers and a couple of TV stations had the civil courage to cover the Kurdish question in Turkey without letting themselves fall into the hands of state powers, a lot of positive things would start to happen."

Reason must be on the agenda. And ethics. If a careful rethinking of the role of the press does not take place, we will continue to buy newspapers not to read the truth, but the lies in them. But every citizen in this country is worthy of the truth. This is the fact that influential sections of the Turkish press resist remembering.

turkish daily news

Friday, March 25, 1994

Ministry says \$25 bn spent on campaign against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- As Turkey enters a new economic crisis prompted by a further downgrading of its international credit rating, Interior Minister Nahit Mentese claimed on Thursday that a total of 800 trillion liras (\$ 25 billion at current rates) had been spent on the military campaign in the Southeast to curb terrorism.

The figure is equivalent to nearly two years

export earnings.

Mentese, speaking to electors in the Develi town of Kayseri, accused the previous Motherland Party (ANAP) government of Mesut Yılmaz of leaving behind a debt of about 250 trillion lira "and escaping" but said the coalition government was "a government for hard times."

"Terrorist incidents in Turkey started once

again in 1984.

But because the head of the snake was not crushed in time, we have come to these days. The PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) is receiving monetary aid from foreign countries. PKK terrorism will surely be crushed. Until today, a total of 800 trillion liras has been spent to combat terrorism," Minister Mentese said.

LES FAITS

Au moment même où la Cour de sûreté de Turquie ordonnait la mise en prison de six députés kurdes, menacés de peine de mort, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, en visite officielle à Ankara après celle de François Léotard, ministre de la Défense, n'hésitait pas à déclarer que Paris « soutiendrait la candidature turque à l'Union européenne, choix qui créé des affinités avec la France ». Ces propos ont été suivis de l'expulsion par les autorités turques de deux villes du sud-est de la Turquie, à majorité kurde, de soixante-dix ressortissants allemands, dont le très connu journaliste Günter Wallraff. Ils voulaient assister aux fêtes du Newroz, le nouvel an kurde. Ces événements précédents de peu les élections municipales qui se dérouleront, dans un climat de terreur, le 27 mars en Turquie.

Les Kurdes

sous « la loi des chars »

Mehmet Ali est l'un des responsables de l'Association des travailleurs du Kurdistan en France. Il fait quelques mises au point sur la situation du peuple kurde, alors que nous sont parvenues cette semaine de nouvelles images de « chasse à l'homme ». Par Michel Mavro.

Comment réagissez-vous à ces deux visites officielles françaises ?
Avec beaucoup d'amertume et de colère. Ces visites ont coïncidé avec l'envoi au sud-est anatolien de 150 000 soldats supplémentaires dont la mission consiste à mettre en œuvre « le nettoyage printanier » au Kurdistan. Le gouvernement de Mme Ciller, n'ayant pas réussi à vaincre sur terre les forces du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), projette de faire intervenir l'aviation et de bombarder tous les villages kurdes de cette région sous prétexte que leurs habitants aident les maquisards du PKK. Nous espérons que la France aiderait à l'internationalisation du problème kurde. Mais, malheureusement, Paris participe à cette sale guerre, puisque le ministre Léotard a passé un accord avec Ankara pour la vente de vingt hélicoptères Cougar d'une valeur de 253 millions de dollars. Pis : il n'a pas voulu accompagner cette vente d'une clause interdisant leur utilisation contre la population kurde.

Le gouvernement de Mme Ciller reproche au parti DEP, qui boycotte les élections municipales, de soutenir le « séparatisme » kurde et ses liens avec le PKK, partisan de la lutte armée. Qu'en est-il réellement ?

Je vous répondrai avec les paroles d'Ibrahim Aksoy, ancien député du parti SHP (social-démocrate) et aujourd'hui responsable du DEP (Parti de la démocratie). Lors de sa condamnation à vingt mois de prison et à une amende de 41 millions de liras turques (environ 14 000 francs, somme importante pour la Turquie) sous le prétexte que son parti n'était que la couverture d'une organisation aidant les activités autonomistes kurdes, il a adressé à ses accusateurs ces propos : « Nous sommes un parti qui défend tous les exploités, nous sommes le parti de tous les exploités, de tous les opprimés. Si les Kurdes sont exploités et opprimés, - et personne ne conteste cette vérité aujourd'hui - alors oui, nous sommes leur parti. » Bien qu'opprimés les électeurs kurdes pourraient enlever, dimanche 27 mars, les mairies de plusieurs grandes villes du Kurdistan. Craignant cela, le gouvernement a arrêté tous les candidats déclarés et quelque trois cents candidats potentiels du DEP. D'où la décision de ce parti de gauche de ne pas participer au scrutin.

Dans les années soixante-dix, il y avait un fort mouvement syndical turc représenté par la DISK. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Ce syndicat a été interdit en 1980, lors du coup d'Etat militaire. Aujourd'hui, il commence à se réorganiser avec beaucoup de difficultés puisque la loi militaire régit toujours les activités syndicales. Par exemple pour faire grève, il faut demander six mois à l'avance la permission du gouvernement. En plus, la situation d'oppression découlant de la guerre contre les Kurdes est utilisée par le gouvernement pour museler toute force progressiste et syndicale. C'est ainsi que quand les employés territoriaux d'Ankara ont voulu créer un syndicat et manifester pour leurs revendications ils ont été attaqués violemment par les forces de police. La « loi des chars » domine non seulement le Kurdistan, mais la Turquie toute entière.

« Nettoyage printanier »

Le déclenchement du « nettoyage printanier », a été préparé par de nombreux raids aériens contre les villages montagnards kurdes, et des déplacements massifs de paysans anatoliens, en grande partie des alevi (1). Durant les dix dernières années, les affrontements entre les maquisards du PKK et les forces militaires et policières turques auraient fait plus de 10 000 victimes, dont 4 000 morts. La moitié de l'armée officielle, soit 350 000 hommes, plus quelque 50 000 « protecteurs » de villages kurdes ont reçu l'ordre du Premier ministre, Mme Ciller, de mettre une fin à l'activité des « bandes terroristes » du PKK. Peine perdue. Cette répression atroce contribue au renforcement des effectifs et de l'influence du PKK.

(1) Branche hérétique du chiisme, totalement différente de celui de l'Iran. Les alevi de Turquie ne vont jamais à la mosquée, leurs femmes ne sont pas voilées, tous boivent de l'alcool et sont souvent victimes des intégristes.

L'axe Paris-Ankara

La France est devenue le premier investisseur étranger devant l'Allemagne, partenaire traditionnel de la Turquie, et les États-Unis. Quelque cent cinquante entreprises françaises (elles étaient à peine dix en 1985) travaillent sur le sol turc. À partir du milieu des années quatre-vingt, les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu un essor exceptionnel (5 milliards de francs en 1986, 15 aujourd'hui). Ils devraient se développer beaucoup plus, si le projet d'ELF de construire un pipe-line pour acheminer le pétrole du Kazakhstan devient réalité. Cet oléoduc passera par le Kurdistan turc et débouchera sur le port méditerranéen d'Iskenderum (anciennement Alexandrette). Les Kurdes n'y seraient pas opposés à condition que Paris, à l'occasion de ce gros investissement, fasse pression sur Ankara pour une solution politique du problème kurde.

Turkish Probe March 25, 1994

7

Kurdish Issue Fails To Spoil Juppe's Visit

Nazlan Ertan

Last week's visit of French Foreign Minister Alain Juppe, which marked the first official visit by a French foreign Minister since 1987, could have gone badly -- in view of the recent parliamentary decision that strips six Kurdish MPs of parliamentary immunity so they could be investigated for crimes against the state. Days before the visit, the Turkish media started hinting that Juppe would "severely reproach" Turkish officials for the decision.

But this was not the case, due to the careful diplomacy engineered by both sides. On the contrary, Juppe's visit has served to dissolve the tensions between the two countries, which started with the visit of French Socialist parliamentarian, Segolene Royal, who was in Turkey on a fact-finding mission about the MPs.

Despite persistent questions, Juppe carefully refrained from saying anything that might upset the Turkish side.

"France is against all forms of separatism as it is a threat to regional stability," Juppe said, in a reference to the Kurdistan Workers' Party (PKK). Paris has banned the activities of groups related to the PKK, thus giving Turkey an important advantage in its fight with terrorism.

"We condemn all kinds of terrorism ... but I'd like to stress that this kind of problem is resolved not through fighting but through dialogue," he told reporters at Ankara airport. But he carefully refrained from saying to whom Turkey should talk. "Turkey knows to whom it should be talking," he said. "We communicated our concerns on this subject to our Turkish friends and made clear our belief that these individuals must be granted the right to defend themselves as soon as possible," he said.

But the focal point of the talks was Turkey's connection with the Western institutions and the role Paris could play. Turkish diplomats have stressed that Paris recognized Turkey's role "as a secular country" in a volatile region. French analysts, worried by the rising fundamentalism in Northern African countries, started seeing Turkey as an important model. Asked whether the Turkish model of secularism could provide a model for North Africa, Juppe said, "Turkey has demonstrated that Islam can be reconciled with democracy and secularism." He was reluctant, however, to comment on the fundamental-

ist rise in Turkey. "Secularism is Turkey's choice," he said. "I cannot comment on a domestic issue."

France's renewed interest in Turkey is partly due to its aim to balance Ankara's growing ties with Germany as a new mentor in Turkey's bid for European Union membership.

Paris has refrained from joining a tripartite meeting of the foreign ministers of Turkey, Britain and Germany. Diplomatic circles indicated that France was uneasy due to having been excluded and turned down later offers to join in. "Rather than tripartite attempts, France believed that the institutionalized ties between Turkey and the EU should be strengthened," a Turkish official has said.

The meeting with Juppe and his Turkish counterpart Hikmet Çetin took up at length the relations between Turkey and the European institutions. France and Turkey agreed to set up a technical committee that would seek to iron out the difficulties that might arise during Turkey's attempts to establish a customs union with the European Union.

"I strongly believe that France may have an important role in the integration of Turkey into European institutions," Çetin said at the beginning of official talks.

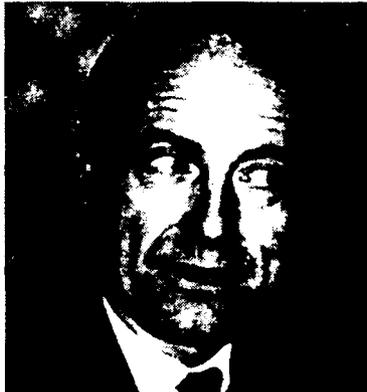
Juppe, for his part, stressed that Turkey had "the full support of France" in its integration into European institutions.

Çiller asked France to help Turkey in obtaining EU financial assistance for Turkey in the latter's attempts to

establish a customs union, and Juppe promised to help in the release of the financial protocols, which have been frozen due to a Greek veto. France, which will take over the EU term-presidency after Germany, will pay close attention to this issue, Juppe promised. Despite earlier signs that the two countries would launch a joint initiative on Nagorno-Karabakh, the initiative has not materialized, diplomatic observers said.

"France and Turkey may play a role in Karabakh," Juppe said. "We will continue our contacts on that."

Turkish officials have said they asked France to exert pressure on Armenia for its withdrawal from Azeri territory. On Bosnia, Juppe said his country had no objection to the presence of Turkish troops in Bosnia-Herzegovina. "But the decision is to be made by the U.N. secretary-general. We trust him to keep the balances in the region," he added.



Juppe, who has traveled to Turkey as a student with a backpack, smoothed over tensions when he came back as a minister.

Bundesregierung plant Begleitmaßnahmen

Bonn: Abgeschobene Kurden schützen

Kanther strebt völkerrechtliches Abkommen mit der Türkei an

Bonn (AP/dpa) – Zusätzlich zu dem vereinbarten härteren Vorgehen gegen militante Kurden haben sich Politiker von Union, FDP und SPD für begleitende Maßnahmen in der Türkei, aber auch in Deutschland eingesetzt. Bundesinnenminister Manfred Kanther sprach sich am Donnerstag für ein völkerrechtlich verbindliches Abschiebe-Abkommen mit der Türkei aus, in dem Ankara Folter oder Todesstrafe für Abgeschobene ausschließt. Der innenpolitische SPD-Sprecher Ulrich Maurer forderte ebenso wie die Ausländerbeauftragte der Bundesregierung, Cornelia Schmalz-Jacobsen, eine Einflußnahme auf die türkische Regierung in der Kurdenfrage sowie vertrauensbildende Maßnahmen in Deutschland. Das Kurdistan-Informationsbüro machte das Verbot von Feierlichkeiten zum Neujahrsfest Newroz für die Militanz vieler Kurden verantwortlich.

Kanther sagte, er habe sich bereits mit Bundesaußenminister Klaus Kinkel in Verbindung gesetzt, um ein Abschiebeabkommen mit der Türkei zu erreichen. Darin soll das Land völkerrechtlich verbindlich zusagen, daß aus Deutschland abgeschobene kurdische Gewalttäter wegen früherer Taten in der Türkei nicht mit dem Tode bestraft würden. „Wenn

zum Beispiel so etwas gelingt, das wäre ein neuer Ansatz, dann könnte ich das deutsche Ausländerrecht viel intensiver anwenden“. Derzeit ist eine Abschiebung nach deutschem und internationalem Recht nicht möglich, wenn im Heimatland die Todesstrafe droht.

Als Reaktion auf die jüngsten Ausschreitungen hatten sich die Innenstaatssekretäre von Bund und Ländern am Mittwochabend in Bonn auf ein schärferes Vorgehen gegen kurdische Gewalttäter verständigt. Sie sollen danach so schnell wie möglich abgeschoben werden. Steht eine drohende Todesstrafe in der Türkei einer Abschiebung der Täter entgegen, soll deren Bewegungsfreiheit beschränkt werden.

Das Kurdistan-Informationsbüro hat das Verbot der Feierlichkeiten zum kurdischen Neujahrsfest Newroz für die gewaltsamen Ausschreitungen zu Wochenbeginn verantwortlich gemacht. Wie weltweit seit Jahrhunderten am 21. März, hätten die Kurden auch in diesem Jahr das Fest, „ein Symbol für Freiheit und Demokratie“, friedlich begehen wollen, sagte Adem Üzgin vom Kurdistan-Informationsbüro in Bonn. Leider seien alle Veranstaltungen „unter dem Vorwand“ einer Beeinflussung durch die PKK untersagt

worden. In allen anderen europäischen Staaten seien die Newroz-Feiern erlaubt gewesen und friedlich verlaufen.

Für eine möglichst rasche Ausweisung kurdischer Gewalttäter aus Deutschland hat sich der türkische Botschafter in Bonn, Onur Oeymen, ausgesprochen. Wer die deutsche Gastfreundschaft zu Straftaten mißbrauche, solle „so schnell wie möglich“ abgeschoben werden. „Wir nehmen sie alle“, sagte der Diplomat. Toleranz sei „kein Mittel im Kampf gegen den Terrorismus überall auf der Welt“.

Friedlicher Protest von Kurden und Türken in München

Friedlich haben Kurden und Türken, darunter auch Frauen mit Kindern, am Donnerstag in München gegen Übergriffe auf das kurdische Volk in der Türkei protestiert. Sie versammelten sich drei Stunden lang in der Matthäus-Kirche und in der Geschäftsstelle der bayerischen FDP. Die Demonstranten wurden problemlos eingelassen. „Es handelte sich nicht um Besetzungen“. Die Aktion sei bewußt von einer aus Kurden und Türken gemischten Gruppe gestartet worden, sagte ihr Sprecher Oguz Lüle. Die Münchner Initiative wolle zeigen, daß man auch gemeinsam und friedlich gegen den „schmutzigen Krieg“ in der Türkei protestieren könne. Bonn warnte er davor, den Druck zu verschärfen. Das provoziere erneut Verzweiflungstaten wie die versuchten Selbstverbrennungen. (München)

Am Sonntag Kommunalwahlen in der Türkei

Cillers politische Zukunft auf dem Prüfstand

Bei schlechtem Abschneiden der Koalitionsparteien vorgezogene Parlamentswahl möglich

Ankara (AFP/dpa) – In der Türkei sind am Sonntag mehr als 32 Millionen Wahlberechtigte aufgerufen, für die nächsten fünf Jahre neue Bürgermeister und Gemeinderäte zu wählen. Die Kommunalwahlen gelten als Test in doppelter Hinsicht: Zum einen geht es um die politische Zukunft von Ministerpräsidentin Tansu Ciller, deren konservativ-sozialdemokratische Regierungskoalition gefährdet werden könnte. Zum anderen bezweifeln Beobachter, ob im Südosten des Landes demokratische Wahlen überhaupt möglich sind. In Südostanatolien liefern sich Sicherheitskräfte und Anhänger der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) seit zehn Jahren blutige Kämpfe, bei denen bisher mehr als 11 000 Menschen ums Leben gekommen sind. Die PKK hat zum Boykott der Wahlen aufgerufen und mit Anschlägen auf Kandidaten und Wähler gedroht. Die prokurdische Partei der Demokratie (DEP) tritt wegen der „Repression“ gegen die kurdische Bevölkerung erst gar nicht zu den Wahlen an.

Für die etwa 2700 Bürgermeister- und tausende Gemeinderatsposten bewerben sich rund eine Million Kandidaten von 13 Parteien. Die bedeutendsten Parteien sind die konservative Partei des Rechten We-

ges (DYP) von Regierungschefin Ciller, ihr Koalitionspartner, die Sozialdemokratische Volkspartei (SHP) von Vizeministerpräsident Murat Karayalçın, die rechtskonservative Mutterlandspartei von Oppositionsführer Mesut Yılmaz und die fundamentalistische Wohlfahrtspartei von Necmettin Erbakan.

Den Kommunalwahlen wird deshalb so große Bedeutung beigemessen, weil Tansu Ciller bei einem schlechten Abschneiden der beiden Koalitionsparteien zu vorgezogenen Parlamentswahlen gezwungen werden könnte. Falls die Koalitionsparteien es nicht schaffen, mindestens 30 Prozent der Stimmen für sich zu verbuchen, werden sie die Legislaturperiode bis zu den planmäßigen Parlamentswahlen in zwei Jahren kaum überstehen können.

Prognosen prophezeien der Mutterlandspartei große Erfolge. Die Sozialdemokraten haben danach gute Chancen, in den drei größten türkischen Städten, Istanbul, Ankara und Izmir, die Bürgermeister zu stellen. Die traditionellen Parteien, die sich immer wieder dem Vorwurf ausgesetzt sahen, korrupt und verknöchert zu sein, warten bei den Kommunalwahlen mit neuen Gesichtern auf. So geht der bekannte Regisseur, Musiker und

Schriftsteller Zulfu Livaneli in Istanbul für die Sozialdemokraten ins Rennen um das Bürgermeisteramt.

Tansu Ciller, die erste Ministerpräsidentin des Landes ist, suchte im Wahlkampf vor allem die Unterstützung von Frauen und stellte die Frage: „Wollt ihr eure Schwester auf halbem Wege im Stich lassen?“. Darüber hinaus wirbt sie mit dem Slogan: „Jede Stimme für die DYP ist eine Kugel für die PKK!“ Damit macht sie deutlich, daß der Kampf gegen die militante kurdische Arbeiterpartei nach ihrer Ansicht nur gewonnen werden kann, wenn sie weiter an der Macht bleibt und der Armee freie Hand läßt.

Nachdrücklich appellierte Tansu Ciller an die Bevölkerung in Südostanatolien, zu wählen und sich nicht dem „Druck“ der PKK zu beugen. Beobachter zweifeln unterdessen an der Bedeutung der Wahlen in dieser Region, wo zahlreiche Dörfer zerstört und verwaist sind, weil ihre Bewohner vor den Angriffen der türkischen Armee geflüchtet sind. Für die Wahlen haben die Behörden die Sicherheitsmaßnahmen in Südostanatolien verstärkt. Schon jetzt sind 150 000 Soldaten und 50 000 Milizionäre, sogenannte Dorfbeschützer, gegen die PKK im Einsatz.

Des armes européennes contre les Kurdes

Les députés sociaux-démocrates allemands du SPD ont demandé un embargo sur les armes vers la Turquie en raison de la situation dans le Kurdistan, a fait savoir lundi le président de la commission sur les Kurdes du parti d'opposition au Bundestag, Mme Ura Zapf. "Nous n'avons aucune possibilité de nous assurer que les armes fournies par l'Allemagne à l'armée turque ne sont pas utilisées par le gouvernement d'Ankara contre les Kurdes" a déclaré dans une intervention radiophonique Mme Zapf, dont le parti est donné en tête des élections générales d'octobre prochain par les sondages. "Il est donc nécessaire d'arrêter toute livraison d'armes en Turquie" a ajouté le député allemand.

Cette demande intervient alors que le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a de son côté lancé un appel au gouvernement turc pour qu'il garantisse la liberté de circulation et la sécurité d'observateurs allemands dans le

sud-est anatolien. Alors que l'armée turque a renforcé son dispositif dans l'est de la Turquie, à la veille du Newroz, le nouvel an kurde, (le 20 mars), plusieurs groupes d'observateurs étrangers, principalement allemands, se sont rendus samedi et dimanche dans le sud-est anatolien pour observer le déroulement du Newroz et les préparatifs des élections municipales du 27 mars. Ils avaient été empêchés de se rendre sur le terrain et parfois éloignés de la région par les autorités turques. Par ailleurs, plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi et dimanche en Allemagne en faveur du PKK et contre la livraison d'armes allemandes à la Turquie.

Dans ce contexte tendu, la question de l'utilisation d'armes allemandes dans la répression contre les Kurdes n'est donc pas indifférente; elle avait déjà été à l'origine d'un scandale politique en Allemagne l'an dernier. La révélation de l'utilisation par l'armée turque d'armes puisées dans les stocks militaires de l'ex-

RDA et fournies par Bonn à la Turquie avait coûté le fauteuil du ministre allemand de la Défense de l'époque et avait refroidi les relations entre Bonn et Ankara, l'Allemagne ayant menacé de suspendre ses livraisons d'armes à la Turquie si celle-ci les utilisait à des fins répressives. Les relations entre les deux pays se sont améliorées, surtout depuis que Bonn, cédant aux pressions d'Ankara, a interdit le PKK en Allemagne, mais le problème revient régulièrement sur la scène politique.

La France ne connaît manifestement pas les mêmes états d'âme et semble s'être fort opportunément glissée dans le créneau que les Allemands n'ont certes pas abandonné, mais qui est désormais plus sensible. Le ministre français de la Défense, François Léotard, s'est rendu l'automne dernier en visite officielle à Ankara où il a signé les contrats portant sur la vente d'hélicoptères de type Cobra et autres matériel militaires à l'armée turque et la semaine dernière, le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, en visite en Turquie, réaffirmait le soutien de la France à Ankara. Dans ses raids contre les Kurdes l'an dernier; l'état major turc avait vanté l'efficacité des hélicoptères Cobra, sans susciter pour autant de réactions indignées de Paris...

Quatre Kurdes s'immolent en Allemagne

Bonn veut prendre de concert avec Ankara des dispositions d'expulsion contre ceux qu'il considère comme des fauteurs de troubles.

Quatre femmes kurdes qui s'étaient immolées sont mortes depuis le début de la semaine en Allemagne, l'une lundi, la seconde mercredi et les deux autres hier. Malgré les dénégations de la police allemande, les responsables du Bureau d'information du Kurdistan en Allemagne (KIB) sont persuadés que les deux premières victimes, retrouvées lundi dans un parc de Mannheim et dont l'une est décédée deux jours plus tard de ses blessures, sont mortes pour protester contre la politique de la Turquie et de l'Allemagne à l'égard des Kurdes.

Les deux autres femmes sont mortes hier après deux jours d'agonie. Elles avaient participé

mardi avec un millier de leurs compatriotes à l'opération de blocage d'autoroutes dans toute l'Allemagne, pour protester contre les ventes d'armes à la Turquie. Une journée d'action qui coïncidait avec le Nouvel An kurde. Une journée accueillie le lendemain par Helmut Kohl dans ces termes: «Nous ne tolérerons pas cet abus inacceptable de notre hospitalité.»

Ces drames, d'ailleurs, sont à mettre en relation avec l'inquiétude toujours plus vive de la population kurde d'Allemagne face au souhait — redouté et annoncé hier par le ministre allemand de l'Intérieur Manfred Kanther — du chancelier Kohl de conclure avec Ankara un accord permettant d'expulser vers

la Turquie les Kurdes responsables de troubles de l'ordre public en Allemagne. Le ministre a tenu à préciser que «la Turquie s'engagerait à ne pas condamner les expulsés à la peine de mort pour leurs activités militantes antérieures à leur venue en Allemagne». Plusieurs associations de défense de droits de l'homme ont vivement protesté contre ces projets d'expulsion, estimant que les Kurdes risquaient d'être poursuivis pour des motifs politiques en rentrant en Turquie.

Pendant ce temps en Turquie, on apprenait hier la mort de l'un des dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une rébellion armée contre Ankara dans le sud-est

LE NOUVEAU QUOTIDIEN
25 mars 1994

anatolien à majorité kurde. Muslum Durgun, alias «Dr Baran», commandant de l'Armée populaire de libération du Kurdistan, branche militaire du PKK, s'est suicidé alors qu'il était encerclé par l'armée, selon un communiqué du Ministère de l'intérieur.

Cette disparition est un coup sévère porté au mouvement séparatiste kurde, qui semble avoir déjà perdu beaucoup de sa force à la suite de revers enregistrés depuis octobre contre l'armée turque. A son arrivée au gouvernement en juin 1993, Tansu Ciller, le premier ministre turc, l'avait promis: «1994 sera l'année où le PKK sera exterminé.»

Avec l'interdiction décrétée par Bonn en novembre du PKK et — surtout — de ses organisations satellites sur sol allemand, les militants kurdes perdent donc une aire de repli incomparable.

Réalité du Kurdistan



Jacques Dimet

Ankara on ne badine pas avec la loi. La loi ! Celle de la terreur que l'on voit régner dans ce que l'on nomme pudiquement les provinces de l'Est où vivent ceux que la dictature militaire appelait, il n'y a pas si longtemps, les Turcs des montagnes pour leur refuser de s'appeler des Kurdes, sur leur terre, le Kurdistan. Aujourd'hui, les choses ont, un peu, évolué. Il est vrai que la guerre contre l'Irak est passée par là et que dans le jeu des puissances grandes et moyennes il fallait utiliser la carte kurde, ce à quoi se sont ingénies les Américains. Alors ? Comment réclamer l'autonomie, voire l'indépendance, pour les Kurdes d'Irak et laisser le gouvernement turc mener sa sale guerre contre les Kurdes de Turquie ? Ankara a donc lâché du lest, reconnaissant d'abord l'existence de la langue kurde puis après, du bout des lèvres, celle d'un peuple kurde. Reste qu'aujourd'hui des députés élus par les populations du Kurdistan sont en prison. Ils risquent la peine de mort. Reste qu'aujourd'hui, l'armée

turque mène toujours la guerre dans le Kurdistan et que les grandes puissances se trouvent étrangement silencieuses. A Paris, comme à Bonn, on a fait aussi la chasse aux Kurdes. On a dissout des Comités qui donnaient des informations sur la réalité kurde, on a mis en résidence et arrêté des Kurdes que l'on a vite baptisé du nom de terroristes pour confondre dans une même opprobre les terroristes réels et les partisans d'un mouvement de libération national. Ankara sait faire monnayer sa place et sa puissance. Membre de l'OTAN, la Turquie était autrefois utilisée parce qu'aux portes de l'Union soviétique. L'URSS défunte, la Turquie exerce, ou tente d'exercer, une influence sur les nouveaux Etats d'Asie centrale ; dans le même temps elle joue un rôle important au Moyen-Orient notamment dans le grand jeu qui se noue avec pour partenaires — adversaires l'Irak et l'Irak ; la Turquie est aussi une puissance méditerranéenne qui a des relations de rivalité avec la Grèce ; enfin, la Turquie reste une puissance européenne comme l'ont montré ses initiatives réunissant d'une part les pays riverains de la mer Noire et, d'autre part, son activité dans la crise bosniaque. La Turquie est désormais

une pièce maîtresse de la stratégie occidentale régionale même si Ankara peut être tenté de jouer sa propre carte. Est-ce au nom de ce réalisme politique sordide que la France semble oublier le sort des Kurdes de Turquie ? Est-ce au nom des intérêts que Paris compte retirer de ses relations avec Ankara que l'on passe aussi vite sur la torture, les atteintes aux droits de l'Homme, les bombardements, la guerre enfin en un mot que mènent les représentants de l'Etat turc dans les territoires de l'est ? Récemment, dans *Libération*, Bernard Kouchner incitait le gouvernement turc à choisir la voix de la paix avec les Kurdes. « *Si une paix juste et durable se conclut, écrit-il avec Bernard Dorin, nous serons les premiers à saluer le courage des dirigeants turcs* », — ne vaut-il pas mieux saluer d'abord la lutte courageuse du peuple kurde ? — Ne négotons pas, même si on eût aimé que ce genre de prise de position vienne lorsque le même Bernard Kouchner était ministre du gouvernement de la République. Mais les vieilles habitudes ont la peau dure : l'ancien ministre socialiste menace la Turquie de l'action de la Communauté internationale. Ne vaudrait-il pas mieux s'appuyer sur les peuples et réaffirmer la solidarité nécessaire à ceux qui luttent pour leur libération plutôt que de s'en remettre à un gendarme international ?

RÉVOLUTION — 26 mars 1994

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0337 4 I 0261 TUR /AFP-CK99

Turquie-Kurdes lead

Cinquante-six rebelles kurdes et deux militaires turcs tués en deux jours

ANKARA, 26 mars (AFP) — Cinquante-six rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux militaires turcs ont été tués en deux jours lors d'affrontements armés dans le sud-est anatolien, a-t-on appris samedi à Ankara.

Selon la super-préfecture de Diyarbakir chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, 19 rebelles et 2 militaires ont été tués vendredi lors d'accrochages dans la zone de Sudondu de la province de Mus et 32 autres rebelles ont été abattus samedi dans la région d'Adakli, province de Bingol. La super-préfecture, qui avait tout d'abord annoncé 22 tués dans cette dernière opération a corrigé son chiffre un peu plus tard, à 32.

Cinq autres rebelles ont été tués dans la région de Kahramanmaras (sud-est), selon l'agence Anatolie.

L'armée turque a intensifié depuis début mars ses opérations contre les maquisards kurdes dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, à la veille des municipales de dimanche.

Vendredi, le ministre de l'Intérieur Nahit Mentese avait renouvelé son appel aux rebelles kurdes à se rendre à la justice turque pour bénéficier de la loi sur les repentis "au lieu d'être tués dans les montagnes".

Près de 650 rebelles, civils et memores des forces de l'ordre ont trouvé la mort depuis le 1er janvier. La rébellion armée kurde, déclenchée en 1984, et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 11.300 morts en dix ans.

CE/hc/BM

AFP 261833 MAR 94

A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P. Agence France Presse A.F.P.

FRA0150 4 I 0445 TUR /AFP-AT19

Turquie-Elections

Les Turcs renouvellent dimanche leurs conseils municipaux

ANKARA, 26 mars (AFP) - La Turquie, aux prises avec une crise économique et avec le problème sans fin de la rébellion kurde, se rend aux urnes dimanche pour des élections municipales qui devraient déterminer l'avenir de la coalition droite-gauche dirigée par Mme Tansu Ciller.

Trois éléments retiendront particulièrement l'attention: le résultat en pourcentage des partis à l'échelle nationale, les vainqueurs des mairies des grandes villes (Istanbul, Ankara, Izmir surtout), et le taux de participation dans le sud-est.

Plus de 32 millions d'électeurs sur 60 millions d'habitants sont appelés à élire pour cinq ans plus de 83.000 maires, conseillers municipaux et provinciaux, chefs de quartiers et de villages.

La campagne, très animée et relativement calme dans l'ensemble malgré quelques attaques armées meurtrières, devait prendre fin samedi à 18h00. Le vote devait se dérouler dimanche de 08h00 à 17h00 locales (06h00-15h00 à Paris) sauf dans 31 provinces de l'est où le début et la fin du scrutin ont été avancés d'une heure pour raisons de sécurité à cause des menaces de la rébellion armée kurde.

La Turquie avait également avancé au week-end dernier son passage à l'heure d'été pour ne pas créer de confusion lors des élections.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans les villes et surtout dans le sud-est, principal théâtre d'affrontements armés entre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et forces de l'ordre turques qui ont fait plus de 11.300 morts en 10 ans, et où le mouvement séparatiste a lancé un appel au boycottage et menacé de mort candidats et électeurs.

Cette région comptait déjà près de 150.000 soldats et 50.000 "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux), la police et des forces spéciales anti-terrorisme.

Le port d'armes, sauf par les forces de l'ordre, ainsi que la vente et la consommation de boissons alcoolisées, sont interdits pendant la journée de scrutin. Le vote est obligatoire en Turquie et les abstentionnistes sont passibles de 200.000 livres turques (45 F) d'amende.

Treize partis sont en lice pour ces municipales au suffrage majoritaire à un tour, dont les plus importants sont celui de la Juste Voie (PJV, droite) du Premier ministre Tansu Ciller et son partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD, centre-gauche) du vice-Premier ministre Murat Karayalcin, ainsi que le Parti de la Mère Patrie (PMP, centre-droit) du chef de l'opposition Mesut Yilmaz et le Parti de la Prospérité (PP, islamiste) de Necmettin Erbakan.

CE/hc/php/br

AFP 261127 MAR 94

FRA0287 4 1 0408 TUR /AFP-BY38

Turquie-élections-Kurdes

Municipales sous le contrôle des armes dans le sud-est de l'envoyé spécial de l'AFP Yurtsay MIHCIOGLU

SIIRT (Turquie), 26 mars (AFP) - Les Kurdes du sud-est de la Turquie s'apprêtaient à vivre les élections municipales de dimanche sous le strict contrôle des forces de l'ordre qui affirment vouloir tout faire pour déjouer l'appel -- assorti de menaces -- de la rébellion kurde à boycotter le scrutin.

Dés barrages ont été dressés par la gendarmerie et la police sur les principales routes de la région, où ils contrôlent minutieusement les identités à l'entrée des localités pour ne laisser passer que les habitants.

Journalistes et observateurs européens venus suivre les élections ont eu droit aux mêmes mesures, "pour raisons de sécurité", a-t-on constaté en essayant de visiter plusieurs bourgades dans les provinces de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est, Siirt et Sirnak.

A une vingtaine de kilomètres de Lice (nord de Diyarbakir), bourg presque entièrement rasé lors de violents incidents fin octobre dernier, le sous-officier responsable du contrôle a expliqué à un groupe de journalistes turcs et étrangers que la raison de l'interdiction de cette ville à toute visite était "d'empêcher de sensationnaliser tout acte éventuel de la part des rebelles kurdes, comme l'enlèvement de ce groupe par eux".

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a menacé la semaine dernière de représailles tout participant aux municipales de dimanche.

Ce même groupe de journalistes avait été quelques heures auparavant empêché de poursuivre son chemin à la sortie de la ville de Siirt vers Eruh. La raison était similaire: "nouvelle stratégie de l'Etat pour empêcher toute sensation", a affirmé un chef de la police.

Pour des défenseurs des droits de l'homme interrogés par l'AFP, ce genre de mesure renforce certaines hypothèses de "fraude" notamment dans de petites localités pour garantir la victoire du candidat soutenu par les forces de l'ordre comme à Eruh où le candidat du Parti du Mouvement Nationaliste (PMN, mouvement d'extrême-droite, panturquiste), un milicien pro-gouvernemental, est le favori.

La population hésite cependant entre défier le PKK en espérant une amélioration économique en allant aux urnes, ou obéir à ses instructions pour dénoncer la pression du pouvoir central qui veut régler "par des voies militaires" les problèmes de cette région sous-développée.

YM/hc/bm

AFP 261655 MAR 94

Un test pour le gouvernement Ciller

Elections locales en Turquie

Si les droits de l'homme ne sont pas totalement respectés en Turquie notamment en ce qui concerne la minorité kurde, le système démocratique continue néanmoins à fonctionner de mieux en mieux. Surtout depuis le départ, en 1989, du président-général Kenan Evren, auteur du putsch de 1980, cédant le fauteuil à son Premier ministre Turgut Ozal.

Les élections législatives et locales se suivent en effet sans fraude ni truquage, permettant ainsi une alternance pacifique du pouvoir. Le scrutin local de ce dimanche, destiné à élire les

maires, les conseillers municipaux et provinciaux ainsi que les chefs de quartier et de village, risque ainsi de déboucher, sinon sur des législatives anticipées, du moins sur une nouvelle coalition au détriment du Premier ministre M^{me} Tansu Ciller.

Désignée à la tête du parti de la Juste Voie (DYP), conservateur, en juin dernier, pour remplacer le Premier ministre Suleyman Demirel (élu, quant à lui, à la magistrature suprême), cette jeune femme, de 47 ans, qui dirige un gouvernement de coalition avec le parti populiste social-démocrate (SHP), se trouve

en fait dans une mauvaise posture au sein de sa formation.

De surcroît, sa popularité n'a cessé de dégringoler. En cause: une mauvaise gestion de l'économie, mettant le pays au bord de la banqueroute. Le comble pour cet ancien professeur d'économie qui avait acquis ses diplômes aux Etats-Unis où elle avait enseigné avant d'intégrer la Banque mondiale. Pour assombrir le tableau, l'agence américaine « Standard and Poor » vient de baisser, pour la seconde fois en deux mois, la notation financière de la Turquie, la classant comme un pays où l'investissement « comporte des risques ».

Les quelque 32 millions d'électeurs vont, sans doute, tenir

compte de cet état de choses au moment de faire leur choix (obligatoire, comme en Belgique) parmi un million de candidats représentant 13 partis. Dont trois grandes formations qui ont enregistré, lors des municipales de 1989, un score se situant entre 26 et 30 % des suffrages: le DYP, le SHP et le parti conservateur de la mère patrie de feu le président Ozal. Mais cette fois, le parti de la prospérité, islamiste, de Necmettin Erbakan (dit le Kadhafi turc pour son hostilité à l'Otan et à l'Union européenne) qui a obtenu 9 % des voix en 1989, a le vent en poupe. Il pourrait bouleverser l'échiquier en se plaçant en première ou en seconde place devant le DYP.

ABED ATTAR

■ Turquie

Double test ce week-end

Un scrutin municipal important pour M^{me} Ciller et pour le sud-est

Plus de 32 millions de Turcs se rendront aux urnes ce dimanche pour des élections municipales ayant valeur de double test : pour la coalition droite-gauche dirigée par M^{me} Tansu Ciller dont l'avenir politique est en jeu, et pour le pays dont on mesurera la capacité à tenir un scrutin démocratique dans le sud-est à majorité kurde.

MENACES

Dans cette région, théâtre d'affrontements armés entre rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et forces de l'ordre turques qui ont fait plus de 11.000 morts en dix ans, la guérilla a lancé un appel au boycottage et menacé de mort candidats et électeurs. Le Parti de la démocratie (DEP), formation pro-kurde dont les

parlementaires sont dans le collimateur de la justice sous l'accusation d'être les porte-parole du PKK séparatiste, s'est retiré de la consultation pour protester contre la « répression » exercée contre la population du sud-est, sa base électorale.

Ces élections au suffrage majoritaire à un tour sont destinées à élire pour cinq ans plus de 2.700 maires, des milliers de conseillers municipaux et provinciaux ainsi que les chefs de quartier et de village (« moukh-tars », sorte d'intermédiaires entre les habitants et l'administration locale), présentés par treize partis.

L'intérêt du scrutin dépasse largement le cadre local car un mauvais score des deux partis de la coalition (moins de 40 pc à eux deux) pourrait sonner le

glas de celle-ci. Il pourrait aussi coûter sa place à M^{me} Ciller ou la forcer à provoquer des législatives anticipées comme le souhaite l'opposition.

SIGNIFICATION

La campagne a été émaillée d'actes de violence, y compris quelques assassinats de candidats, notamment dans le sud-est. M^{me} Ciller a appelé la population de cette région à voter sans « céder aux pressions » du PKK. Mais les observateurs se demandent quelle sera la signification réelle du scrutin dans le sud-est où de nombreux villages ont été partiellement vidés de leurs habitants au gré des opérations militaires et où faire campagne tenait de la gageure, vu l'insécurité. (D'après AFP)

Elections cruciales pour la Turquie laïque

Il n'y a pas de « vague » islamiste, mais le mouvement progresse.

Les bus bariolés des candidats en campagne, les calicots et les immenses portraits en toiles peintes, donnaient un air bon enfant à la Turquie qui se préparait aux élections municipales de ce dimanche. Les conséquences de ce scrutin vont d'ailleurs largement au-delà du renouvellement des équipes municipales. Trois questions taraudent en effet le pays en profondeur: la montée de l'islamisme, les effets d'une crise économique qui sape l'autorité de Mme Tansu Ciller, la question kurde qui déchire l'est du pays.

La vague islamiste est difficilement mesurable. Certains annonçaient déjà la prise de la Municipalité d'Istanbul par le RP, le parti du « bien-être ». Il tourne autour de 16% dans les sondages. Ce qui est beaucoup dans une Turquie laïque où ce courant n'a jamais dépassé les 10% ces trente dernières années, mais ce qui reste loin d'une déferlante. Dans les quartiers islamistes au bord du Bosphore les femmes voilées sont l'exception, les jeunes filles en jeans aux coiffures recherchées légion. Les photos de campagne de Mme Ciller, au décolleté

échancré donnent, il est vrai, l'exemple. Les suffrages de la Turquie profonde peuvent cependant réserver des surprises. Le « bûcher » de Sivas dans lequel les intégristes ont brûlé l'an dernier 30 intellectuels rassemblés dans un hôtel reste dans les mémoires. Ils avaient le tort d'être laïcs et d'apprécier Rushdie.

Faute de bouleversement, un score de 16% des islamistes posera de toute façon la question de leur intégration dans la vie institutionnelle. De quoi faire frémir la mémoire d'Ataturk.

Mais ces dernières semaines, c'est la crise économique qui a pris le devant dans les préoccupations populaires. Confrontée à la dette budgétaire, Mme Ciller a choisi de faire marcher la planche à billets. Pour régler notamment les charges militaires de la guerre au Kurdistan. La firme américaine Standard and Poor's qui cote notamment le crédit des pays vient de rétrograder la Turquie d'un rang pour la seconde fois en un trimestre. Rien ne pouvait être pire en fin de campagne.

A l'est, tout au bout du pays, le scrutin a déjà pris l'allure d'une sinistre farce. Certains députés pro-kurdes bien connus sont en prison après la levée de leur immunité parlementaire et risquent la peine de mort pour propos séparatistes. Leur parti, le DEP (parti démocratique) a décidé de se retirer de la campagne électorale. Le PKK appelle les Kurdes à rester chez eux comme il l'a fait lundi dernier, lors du Nouvel-An kurde où la population a évité les premières commémorations officielles de cette fête utilisée jusqu'ici par les Kurdes, comme affirmation de leur identité.

Offensive planifiée

Les autorités militaires qui quadrillent la région ont, de leur côté, averti les citoyens que « voter était un devoir ». Selon des sources concordantes, l'armée a déjà planifié une offensive au lendemain du scrutin. Neuf cents villages ont déjà été rasés, des villes importantes dévastées, 1,5 million de personnes déplacées. La guerre a fait plus de dix mille morts en dix ans.

La Turquie est à nouveau, malheureusement, embarquée dans une dérive militaire et Mme Tansu Ciller, qui cultive un chauvinisme croissant dans la population, attend confirmation de ce que ses choix sont les bons.

Istanbul / Michel Verrier □

Scrutin municipal demain

Turquie : le combat des chefs

Inquiets de la crise sociale et du « terrorisme », les électeurs feront un choix national. Le premier ministre, M^{me} Ciller, et le chef de l'opposition, M. Yilmaz, sont aux aguets.

ANKARA :
de notre envoyé spécial,
Claude LORIEUX

Les élections municipales qui auront lieu demain en Turquie apparaissent d'abord comme un test national diablement périlleux pour le premier ministre, la blonde Tansu Ciller, et pour le chef de l'opposition, Mesut Yilmaz : tous deux se disputent le leadership de la droite turque.

A l'exception des villages et des bourgs (innombrables dans ce pays, dont 48 % des habitants sont agriculteurs), l'enjeu du scrutin dépasse les dossiers d'administration locale. L'électeur a trois préoccupations : la crise financière qui a contraint l'Etat à dévaluer la livre turque de 13,6 % en janvier, les troubles du Kurdistan turc (plus de six cents morts depuis le début de l'année) et, pour tous ceux qui sont attachés à l'héritage laïc de Mustapha Kemal, le risque d'une poussée islamiste.



Ces élections sont un test difficile pour le premier ministre, Tansu Ciller.
(Photo B. Ozbilic/Reuter.)

Après avoir mené grand tapage autour des intégristes et invité les « bons musulmans » à voter pour les candidats de son parti (la Juste Voie), M^{me} Ciller a fait campagne sur le thème de l'antiterrorisme. Elle proclamait mercredi à Bolu, près d'Istanbul : « Chaque voix pour mon parti est une balle contre le PKK »

(le Parti des travailleurs du Kurdistan).

Cooptée en juin dernier par les caciques du parti de la Juste Voie, M^{me} Ciller affronte sa première bataille électorale dans un climat social tendu. Mesut Yilmaz, qui était alors chef du gouvernement, avait relancé l'inflation en accordant de fortes hausses de salaire au secteur public avant les législatives de 1991. Elle atteint aujourd'hui 71 % par an. Les erreurs de M^{me} Ciller ont fait le reste.

Première bataille

L'Etat turc s'est mis à emprunter à l'étranger pour financer ses dépenses courantes. L'endettement public a ébranlé la confiance des épargnants turcs. L'estocade a été portée par des instituts américains spécialisés dans l'étude des risques bancaires : à deux reprises depuis le début de l'année, ils ont déclassé la Turquie sur leurs listes des pays emprunteurs.

Mesut Yilmaz est, tout comme Tansu Ciller, contesté au

sein de son propre parti, la Mère Patrie. Les politologues estiment que, pour s'imposer, il devra non seulement améliorer le score national de sa formation par rapport aux législatives de 1991, mais aussi arracher aux sociaux-démocrates une des trois grandes villes qu'ils contrôlent : Ankara, Izmir ou Istanbul, monstre de dix millions d'habitants. Ses chances d'y parvenir à Istanbul ont été sérieusement compromises par la candidature, sous la bannière des sociaux-démocrates, de Zülfü Livaneli, chanteur célebrissime et intellectuel connu.

Quant au sud-est de l'Anatolie, note un chroniqueur politique d'Ankara, « c'est une autre planète ». Le PKK a donné des consignes de boycottage des urnes. Les autorités ont prévenu les abstentionnistes qu'ils seront punis d'amende et que l'armée assurera le transport des électeurs inquiets des menaces « terroristes ». Environ deux cent mille soldats, policiers et miliciens assurent l'ordre. La population est comme pétrifiée sous la double menace des tueurs du PKK et de la police. La pacification du Sud-Est, en ébullition depuis 1984, a déjà coûté à la Turquie 25 milliards de dollars et au moins onze mille vies humaines. Seul un gouvernement fort pourrait prendre les mesures qu'exigent tant la crise financière et sociale que la guerre larvée du Sud-Est. Tansu Ciller et Mesut Yilmaz rêvent, l'un comme l'autre, de le diriger. Si l'opposition remportait le scrutin, M. Yilmaz pourrait réclamer des législatives anticipées, au risque de relancer le pays dans la tourmente d'une nouvelle campagne électorale.

C. L.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ECF0063 4 F 0145 TUR /AFP-GF80

Eco.

Turquie/Kurdes: 14 morts dans une explosion dans le sud-est anatolien

DIYARBAKIR (Turquie), 27 mars (AFP) — Quatorze personnes ont été tuées et plus d'une vingtaine d'autres blessées dans une explosion samedi dans le village de Koçagili dans la province de Sîrnak, sud-est de la Turquie à majorité kurde, a-t-on appris dimanche de source bien informée à Diyarbakir, chef-lieu de la région.

Selon des témoignages recueillis à l'hôpital de Diyarbakir, où neuf des blessés ont été admis, le village a été bombardé par des chasseurs de l'aviation turque.

De leur côté, les autorités régionales de Diyarbakir ont démenti cette version, affirmant qu'un minibus avait sauté sur une mine près du village.

Aucune déclaration officielle n'avait encore été faite dimanche en fin d'après-midi sur cet incident par la super-préfecture de Diyarbakir.

YM/hc/pk t

AFP 271859 MAR 94

Suicide of PKK commander confirmed

Turkish Daily News

ANKARA- The PKK run Kurd-A news agency confirmed to The Associated Press that top Kurdish terrorist leader Muslim Dursun died while under siege by troops in eastern Turkey. The Turkish Daily News learnt that Turkish officials had learnt about the confirmation of Dursun's death when they intercepted a wireless conversation between Kurdish militant commanders in eastern Turkey and PKK leader Abdullah Öcalan. Intelligence sources told the TDN that Öcalan was speaking from somewhere in Syria. Independent sources said Dursun may have returned to Syria from Armenia recently.

The government had said a day earlier that Dursun (known also with his code name of Dr. Baran), who oversaw the activities of nearly 1,000 Kurdish militants in southeastern Turkey, committed suicide by a hand grenade when his stronghold at Yılan mountain in Tunceli province was surrounded earlier this month. "It is true that he has been martyred," Serhat Özdemir, a spokesman for the Germany-based Kurd-A news agency, told The AP. He did not say how Dursun died.

Militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) have been fighting in southeastern Turkey since 1984. More than 12,000 people have died.

The Turkish military has intensified its operations against the PKK lately.

Meanwhile violence and hostage-taking by Kurdish separatist terrorists forced three more candidates to drop out of municipal elections Saturday on the eve of the vote.

About a dozen other candidates in southeastern Turkey were forced to withdraw from the race last week, when militants stepped up hand grenade attacks on political party offices.

Five candidates and their relatives were killed and many others were kidnapped. Mehmet Koca, a Social Democrat candidate in Yuksekova, pulled out of the race Saturday after the Kurdish terrorists kidnapped his father.

The governing True Path Party's candidates in the towns of Ovacik and Bekirhan also announced their withdrawal.

Sunday, March 27, 1994

turkish daily news

Turkey arrested Kurd Germany deported

Reuters

BONN- A Kurd who campaigned against Turkey was arrested on arrival in Istanbul last week after Germany refused his request for asylum and deported him, a German human rights group said. Medico International said Murat Fani's wife told friends in the town of Lindau in southern Germany that he was arrested when he left the aircraft in Istanbul on March 17.

German authorities have been trying to make it easier to deport Kurds who take part in violent demonstrations against what the Kurds see as Bonn's support for Ankara's repression of Kurds in their eastern Turkish homeland.

Kurdish militants blocked motorways and clashed with police this week in the latest of several waves of violent protests. German law prevents foreigners being sent back

to countries where they could face execution or torture. But Bonn says it will ask for assurances from Turkey that deportees will not be mistreated, then it will push for rapid expulsion.

Human rights groups protest that such assurances have little value from Turkey, where civilians are caught up in the army's terrorist war with the banned separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

While in Germany, Fani had spoken out at rallies in Lindau in favour of Kurdish rights and against Bonn's ban on the PKK. He had been involved in Kurdish politics in Turkey and had stood as a member of a PKK supported assembly.

When Germany rejected his asylum appeal, there was no legal obstacle to his deportation from Germany with his wife and five children.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0484 4 I 0134 TUR /AFP-M093

Turquie-Kurdes

Dix-sept rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 28 mars (AFP) — Dix-sept rebelles kurdes de Turquie ont été tués depuis dimanche lors d'opérations militaires contre les militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a annoncé lundi soir la super-préfecture de Diyarbakir.

Ce bilan porte à 77 le nombre de maquisards du PKK tués depuis vendredi dans la région sous la responsabilité de cette super-préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion armée kurde.

Plus de 700 personnes dont une majorité de rebelles ont été tuées depuis le 1er janvier dans la région à majorité kurde à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, lors d'affrontements entre rebelles du PKK et forces de sécurité turques.

CE/hc/bm

AFP 281928 MAR 94

FRA0109 4 I 0241 TUR /AFP-EQ55

Turquie-Attentat lead

Attentat à la bombe à Istanbul: deux blessés

ISTANBUL, 27 mar (AFP) - Deux étrangers, dont une femme, ont été blessés dimanche par l'explosion d'une bombe dans les jardins du musée de la mosquée Sainte-Sophie, l'un des hauts lieux touristiques d'Istanbul, a annoncé l'agence Anatolie.

Les deux blessés, dont la nationalité n'a pas été précisée, ont été hospitalisés, ajoute l'agence.

L'engin était une bombe à fragmentation et à retardement qui a explosé à 12h00 locales (11h00 à Paris), selon les enquêteurs.

L'attentat ne semblait pas lié, à première vue, aux élections municipales en cours dans toute la Turquie.

C'est la seconde fois en quatre jours qu'un attentat est commis dans un lieu touristique d'Istanbul. Une bombe avait explosé jeudi dans les toilettes pour dames du Grand bazar, faisant quatre blessés, dont deux femmes de nationalité roumaine.

Cet attentat, comme celui de dimanche, n'a pas été revendiqué. La police soupçonne le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée depuis 10 ans contre le gouvernement d'Ankara. Ce groupe séparatiste, particulièrement actif dans le sud-est anatolien à majorité kurde, avait annoncé l'été dernier qu'il se livrerait également à des attentats dans les grandes villes de l'ouest contre des objectifs touristiques.

Depuis, de nombreux attentats ponctuels ont été commis, notamment à Antalya (sud) et aussi à Istanbul.

hc/nev/br

AFP 271253 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0184 3 I 0213 TUR /AFP-FI70

Turquie-Kurdes-Elections

Quatorze morts dans une explosion dans le sud-est anatolien

DIYARBAKIR (Turquie), 27 mars (AFP) - Quatorze personnes ont été tuées et plus d'une vingtaine d'autres blessées dans une explosion samedi dans le village de Koçagili dans la province de Sîrnak, sud-est de la Turquie à majorité kurde, a-t-on appris dimanche de source bien informée à Diyarbakir, chef-lieu de la région.

Selon des témoignages recueillis à l'hôpital de Diyarbakir, où neuf des blessés ont été admis, le village a été bombardé par des chasseurs de l'aviation turque.

De leur côté, les autorités régionales de Diyarbakir ont démenti cette version, affirmant qu'un minibus avait sauté sur une mine près du village.

Aucune déclaration officielle n'avait encore été faite dimanche en fin d'après-midi sur cet incident par la super-préfecture de Diyarbakir.

Par ailleurs, une grenade a été lancée dimanche après-midi à Diyarbakir dans le jardin d'une école primaire qui servait de bureau de vote pour les élections municipales, blessant légèrement deux personnes.

Il s'agit de l'unique incident directement lié aux municipales survenu à Diyarbakir, selon les informations parvenues à l'AFP à la fin du scrutin dans la région est à 16h00 (15h00 à Paris).

YM/hc/bm

AFP 271622 MAR 94

Saturday, March 26, 1994

turkish daily news

Kurdish protests fail to hit their mark in Germany

By Arthur Allen
Associated Press Writer

BONN- Kurdish militants had hoped their violent protests across Germany might pressure the government to cut links with Turkey, but instead they now risk deportation to the country they fled.

At least nine Kurds set fire to themselves in a wrenching demonstration of the anguish over the condition of their brethren in Turkey. Two of the Kurds died.

Rather than sympathy, the protests — which injured 100 police — inspired outrage. Politicians across the spectrum demanded Germany's asylum law be tightened to send Kurdish militants home. "The terror of these groups has reached a new dimension," Chancellor Helmut Kohl said at a news conference Wednesday. "We won't stand for this abuse of our hospitality."

Kohl stressed that only a minority of Kurds were involved. But further violence will only feed anti-Kurdish sentiment in Germany, he said.

On Saturday, Sunday and Tuesday, Kurdish militants blocked highways across Germany with barricades of flaming tires and parked cars. Some sprayed gasoline at police who approached. Mustafa Kisabacak, a leader of the Union of Kurdish Associations in Germany, noted bitterly that the blockades, which his group opposed, got more attention than dozens of peaceful protests staged by some of the 450,000 Kurds living in Germany.

"The idea was to focus attention on the atrocities in Kurdistan," Kisabacak said. "But they only turn Germans against the Kurds. They did more harm than good."

The Kurds' homeland straddles Iraq, Iran, Turkey and Syria. Kurdish groups are divided and haven't banded together to push for a single state.

In Turkey, 10 years of guerrilla war by the Kurdish Workers' Party, known by its Kurdish-language initials PKK, have claimed 12,000 lives.

Turkish shop fire-bombed in Bremen

Reuters

BREMEN- A Turkish textile shop was fire-bombed in the northern German city of Bremen during the night, police said on Friday.

The police said they could not rule out a "political motive" for the attack but would not comment on the possibility that it was the work of either neo-Nazis or Kurdish separatist militants.

German radio reported that the fire began after molotov cocktails were thrown into the shop. The police said the attackers smashed a window with a manhole cover.

Seven Germans living in flats above the shop managed to get out without injury.

A Jewish synagogue in the northern town of Luebeck was also fire-bombed during the night.

Germany saw a surge in neo-Nazi attacks on foreigners and other targets, including Jews, after unification in 1990 and up to 30 people have died.

Fire-bombings have been a main method of attack. Five Turkish women and young girls died in the bloodiest single assault against foreigners in Solingen near Cologne last May. Three Turks died in a fire-bombing in the northern town of Moelln in November 1992.

Far-right thugs have also desecrated Jewish cemeteries and scrawled Nazi slogans and swastikas on synagogues.

Police believe the autobahn protests were directed by the PKK, which Germany banned as a terrorist group on Nov. 22. The group has 6,000 members in Germany and about 40,000 active sympathizers. Smaller Kurdish organizations, like Kisabacak's group, oppose the PKK's methods, but generally agree with its demands for Kurdish autonomy and its criticism of Germany's dealings with Turkey. Up to now, Germany has seldom deported Kurdish militants. The German constitution prohibits sending home individuals threatened with the death penalty or torture. To get around that, Germany wants to sign a treaty with Turkey in which the latter agrees not to mishandle any deported Kurds, Interior Minister Manfred Kanther said Thursday.

Kurdish groups said Germany should stop military sales to Turkey and press Ankara to respect Kurdish rights. "What's a traffic jam in Frankfurt compared to the military occupation of Kurdish villages using German armored vehicles?" said Hans Branscheidt, a rights activist, at a news conference.

Germany is Turkey's biggest European arms supplier, with dlr 1.8 billion in sales from 1988-1992.

The contracts prohibit Turkey from using German weapons to fight Kurds, but German personnel carriers in the past have been spotted in anti-insurgency operations. The military sales figured in a letter that Bedriye Tas, 24, and Nilgun Yildirim, 25, sent to a friend before setting fire to themselves in a park on the banks of the Rhine on Monday, the Kurdish New Year.

The women identified themselves as PKK members and charged that Germany hadn't permitted peaceful New Year's demonstrations.

"The German government is responsible for the massacres in Kurdish cities," said the letter. "The flame of freedom that we feed will set off even greater fires."

A translation of the letter was released by the Kurdistan Information Bureau. Police spokesman Volker Dressler confirmed that the women had sent it. Yildirim died immediately. Tas died in a hospital Wednesday.

'Population transfer to the Southeast'

Turkish Daily News

ANKARA-The chairman of the Nationalist People's Party (MHP), Alparslan Türkeş, referring to a remark made by President Süleyman Demirel, said there was no need for such concepts as "constitutional citizenship," according to the Anatolia news agency.

Answering journalists' questions regarding the president's comment, Türkeş said: "This is very wrong. There is no need for such concepts as constitutional citizenship, especially when the massacres of a separatist organization like the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) are going on.

Such issues are discussed by scientists."

The MHP chairman, restating his opinion that the people of the East and Southeast were by no means looking for their national identity, said that any identity other than that of being a Turkish citizen would serve those who wanted to tear the state apart. Türkeş, noting that people of Kurdish origin who live in western Turkey had been living with others without having any problems, said: "This is a very good example. Some of the population of the Black Sea region could be transferred to the Southeast of Turkey thus strengthening our national unity. We have plans concerning the issue."

ECF0072 4 F 0596 TUR /AFP-GJ72

Eco.

Turquie: Elections municipales dans le calme, selon les autorités

ANKARA, 27 mars (AFP) - Des élections municipales qui devraient déterminer l'avenir de la coalition gouvernementale droite-gauche au pouvoir depuis huit mois, se sont déroulées dimanche en Turquie sans incident notable, en dépit des menaces proférées par la rébellion séparatiste kurde.

Le vote a pris fin officiellement à 16h00 (13h00 GMT) dans 31 provinces de l'est de la Turquie, dont le sud-est anatolien à majorité kurde, pour des motifs de sécurité, et à 17h00 dans le reste du pays.

Dans l'ensemble, le scrutin s'est déroulé dans le calme, selon les autorités. Deux personnes ont été tuées dans deux incidents liés aux élections entre partisans de formations politiques rivales à Erdek, dans la province de Balikesir (ouest), et à Darende, dans la province de Malatya (est).

Mais aucun incident de grande envergure n'avait été signalé à la clôture des bureaux, notamment à Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien), où deux personnes ont été légèrement blessées par une grenade lancée dans le jardin d'une école primaire qui servait de bureau de vote.

Le taux de participation n'était pas encore connu en début de soirée. Le ministre de l'Intérieur Nahit Mentese a affirmé que la participation était élevée, sans toutefois donner de chiffre.

On a appris de source informée à Diyarbakir (sud-est) que les habitants d'une vingtaine de villages avaient refusé de voter dans les régions de Tunceli, Igridir et Agri. Le vote est obligatoire en Turquie sous peine d'amende. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait lancé un appel au boycottage du scrutin et menacé de mort candidats et électeurs.

Les premiers résultats partiels non officiels ne devraient être annoncés qu'à partir de 21h00 (18h00 GMT) selon le code électoral.

D'importantes mesures de sécurité avaient été prises à travers le pays, notamment dans le sud-est. Un observateur étranger, le député (Vert) belge Germain Dufour, a déclaré: "cela avait l'air d'être démocratique mais n'oublions pas la forte présence de la police près des bureaux de vote".

Ces municipales, bien qu'ayant un cadre local, avaient valeur de double test. D'une part pour la coalition droite-gauche dirigée depuis juillet 1993 par Mme Tansu Ciller dont l'avenir politique serait compromis en cas de résultat désastreux, d'autre part pour le pays dont on devait mesurer la capacité à tenir un scrutin démocratique dans le sud-est.

Le Parti de la démocratie (DEP), formation pro-kurde dont six députés ont été privés de leur immunité sous l'accusation d'être les porte-parole du PKK au parlement, s'était retiré de la consultation pour protester contre la "répression" exercée contre la population du sud-est, sa base électorale.

Son président par intérim Remzi Kartal ainsi que deux autres députés du DEP ont observé une journée de jeûne symbolique dimanche en vue "d'attirer l'attention sur la question kurde" en Turquie.

Bien qu'il n'ait pas été en liaison directe avec les élections, un attentat à l'explosif a marqué la journée du scrutin à Istanbul où deux touristes étrangers --un Allemand et une Espagnole-- ont été blessés dans les jardins du musée Sainte-Sophie, acte revendiqué par le PKK.

Enfin, quatre personnes ont été tuées lorsque leur automobile a sauté sur une mine posée sur la route, dimanche dans la région de Diyarbakir.

Par ailleurs, les opérations --quotidiennes-- contre les rebelles kurdes se sont prolongées tout au long du week-end, faisant plusieurs dizaines de morts.

CE/hc/sb/dk

AFP 271936 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0019 4 I 0229 TUR /AFP-DS61

Turquie-Elections

Elections municipales en Turquie

ANKARA, 27 mars (AFP) - La Turquie se rend aux urnes dimanche pour des élections municipales très attendues en raison de la crise économique et de l'appel au boycottage assorti de menaces lancé dans le sud-est par la rébellion kurde.

Le scrutin devrait déterminer l'avenir de la coalition droite-gauche dirigée par Mme Tansu Ciller.

Plus de 32 millions d'électeurs sur 60 millions d'habitants sont appelés à élire pour cinq ans plus de 83.000 maires, conseillers municipaux et provinciaux, chefs de quartiers et de villages sur les listes de 13 partis, au suffrage majoritaire à un tour.

Trois éléments retiendront l'attention: le résultat en pourcentage des partis à l'échelle nationale, les vainqueurs des mairies des grandes villes (Istanbul, Ankara, Izmir surtout), et le taux de participation dans le sud-est.

Le vote est obligatoire et les abstentionnistes sont passibles de 200.000 livres turques (8 dollars) d'amende.

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans les villes et surtout dans le sud-est, principal théâtre d'affrontements armés entre rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et forces de l'ordre turques. Ces dernières, intensifiant depuis début mars leurs opérations, ont affirmé avoir tué 56 maquisards depuis vendredi.

CE/hc/bc

t.tmf.p

AFP 270513 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0047 4 I 0203 TUR /AFP-EA58

Turquie-élections

Les élections municipales débutent dans le calme en Turquie

ANKARA, 27 mars (AFP) - Les élections municipales en Turquie, très attendues en raison de la crise économique, se déroulaient dans le calme dimanche matin, malgré les menaces et l'appel au boycottage lancés par la rébellion kurde dans le sud-est du pays.

Pour des raisons de sécurité, les bureaux de vote ont ouvert une heure plus tôt, à 7h00 locales (6h00 à Paris), dans 31 provinces de l'est, dont le sud-est anatolien où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) avait proféré des menaces contre les électeurs et les candidats. Le vote doit prendre fin une heure plus tôt dans ces provinces, à 16h00 (15h00 à Paris).

et de l'appel au boycottage assorti de menaces lancé dans le sud-est, Dans le reste du pays, les bureaux de vote sont ouverts de 8h00 à 17h00 locales. Aucun incident n'avait signalé dans la matinée à l'ouverture du scrutin.

Plus de 32 millions d'électeurs sur 60 millions d'habitants sont appelés à élire, pour cinq ans, plus de 83.000 maires, conseillers municipaux et provinciaux, chefs de quartiers et de villages sur les listes de 13 partis, au suffrage majoritaire à un tour.

CE/pb/br

AFP 270927 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ECFO182 4 F 0519 TUR /AFP-JW91

Turquie-Elections

Municipales: succès pour Mme Ciller, mais spectaculaire percée islamiste
Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 28 mars (AFP) - Le Parti de la Juste Voie (PJV, droite) du Premier ministre Tansu Ciller était solidement en tête lundi en milieu de journée des élections municipales en Turquie, mais le grand bénéficiaire du scrutin était le parti islamiste qui réussissait presque à doubler ses voix par rapport aux précédentes municipales.

Cauchemar des démocrates turcs partisans de la laïcité héritée du fondateur de la république Kemal Ataturk, le Parti de la Prospérité (PP) de M. Necmettin Erbakan était crédité de 16,89% des voix à l'échelle nationale après le vote de dimanche contre 9,8% lors des précédentes municipales de 1989.

Le parti de Mme Ciller obtenait de son côté un quart des voix, selon des chiffres encore non officiels après le dépouillement de 50% des bulletins. Avec 24,84% des suffrages, le PJV devançait dans l'ordre le Parti de la Mère Patrie (PMP, centre-droit), premier parti d'opposition, crédité de 21,42%, le "PP" ou "Refah" (prospérité en turc) et le second partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti Populiste Social Démocrate (PPSD, centre-gauche), avec 12,01%.

Le Parti de la Gauche Démocratique (PGD, social-démocrate) était en cinquième position avec 8,34%, suivi du Parti de l'Action Nationaliste (PAN, ultra-nationaliste) avec 8,03%. Les sept autres partis ont recueilli moins de 9% à eux tous.

A la mi-journée, sur 38 mairies provinciales dont les votes ont été dépouillés (sur un total de 76), le parti islamiste en remportait 11, alors qu'il n'en avait gagné que trois en 1989. De plus, il était au coude à coude avec deux partis traditionnels dans la course aux mairies des deux plus grandes villes du pays, Istanbul et Ankara.

A première vue, le "PP" confirmait ses positions dans ses fiefs traditionnels du centre de la Turquie et marquait des points dans le sud-est grâce à la défection du Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP).

Ce succès du parti islamiste s'explique par un rejet des partis traditionnels, considérés comme sclérosés et corrompus, et par une intense action sociale dans les municipalités qu'il détient déjà.

Toutefois, estiment les observateurs, son succès doit être pondéré par le fait que l'élection était au scrutin majoritaire à un tour, un score de 20 à 25% étant parfois suffisant pour l'emporter.

Le vainqueur en voix de la consultation sera selon toute vraisemblance le PJV de Mme Ciller, ce qui déjoue les pronostics des analystes et des instituts de sondage.

Ces résultats partiels non officiels portent sur les élections aux conseils provinciaux. Traditionnellement en Turquie, ces élections sont celles dont le profil se rapproche le plus des élections législatives et donnent une bonne indication de la répartition des forces politiques.

Le résultat du PJV apparaît comme une victoire personnelle de Mme Ciller et devrait assurer son maintien à la tête de la coalition gouvernementale malgré les difficultés économiques que connaît actuellement la Turquie.

HC/jlb/ag

AFP 281242 MAR 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0162 4 I 0287 TUR /AFP-JD63

Turquie-élections

Municipales: le parti de Mme Tansu Ciller en tête

ANKARA, 28 mars (AFP) — Le Parti de la Juste Voie (PJV, droite) du Premier ministre turc Tansu Ciller était en tête des élections municipales de dimanche avec 25,19% des voix après dépouillement de 44% des suffrages, a annoncé lundi en fin de matinée la chaîne de télévision publique TRT1.

Le PJV devançait dans l'ordre le Parti de la Mère Patrie (PMP, centre-droit), crédité de 21,22%, le Parti de la Prospérité (PP, islamiste) avec 17,06%, et le second partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti Populiste Social Démocrate (PPSD, centre-gauche), avec 11,83%.

Le Parti de la Gauche Démocratique (PGD, social-démocrate) était en cinquième position avec 8,30%, suivi du Parti de l'Action Nationaliste (PAN, ultra-nationaliste) avec 7,90%. Les sept autres partis avaient recueilli moins de 9% à eux tous.

Ces résultats partiels non officiels portent sur les élections aux conseils provinciaux. Traditionnellement en Turquie, ces élections sont celles dont le profil se rapproche le plus des élections législatives et donnent donc une bonne indication de la répartition des forces politiques dans le pays.

Le PP, qui semblait renforcer ses positions dans plusieurs grandes villes et notamment dans le sud-est anatolien à majorité kurde, était dans la course pour les mairies d'Ankara et d'Istanbul qui font l'objet de luttes serrées.

A Ankara, le PPSD était en tête avec 26,83% suivi par le PP avec 25,88%. Venaient ensuite le PMP avec 19,06% et le PJV avec 8,53% des voix.

A Istanbul, le PMP était en tête avec 23,12% des suffrages, suivi par le PP avec 23,07%, le PPSD avec 20,43% et le PJV avec 16,75%.

CE/hc/PT/br

AFP 281026 MAR 94

Il premier turco deve affrontare una difficile consultazione locale *Islamici, curdi e militari: tre sfide per Tansu*

Severo esame per la professoressa Tansu Ciller. L'affascinante economista che dallo scorso giugno guida il governo turco misura, per la prima volta, la sua forza. Trentadue milioni di elettori vanno oggi alle urne per eleggere quasi 3 mila sindaci e rinnovare consigli provinciali e locali. I sondaggi — giudicati tuttavia poco attendibili — prevedono una sconfitta per il «Partito della Giusta via» della Ciller che insieme ai socialdemocratici del Shp di Murat Karyalcin forma la traballante coalizione di governo.

L'eventuale passo falso della premier potrebbe essere bilanciata da una tenuta dell'alleato che è in buona posizione per aggiudicarsi il controllo

di Ankara e Istanbul. Nella città sul Bosforo i socialdemocratici hanno recuperato terreno grazie alla candidatura del cineasta Zulfu Livaneli. La popolarità dell'uomo di spettacolo potrebbe rivelarsi decisiva per contrastare il passo agli islamici del «Refah» (Partito della prosperità), il movimento guidato da una vecchia volpe come Necmettin Erbakan.

Populista, anti-sionista, con buoni rapporti con i regimi islamici oltranzisti, Erbakan ha raccolto consensi non solo nei feudi di Konia o Sivas ma soprattutto tra coloro che vivono nell'enormi bidonville che circondano i grandi centri urbani. Per una popolazione che resta ai margini della società i discorsi del

«Refah» fanno presa tanto più che gli islamici assicurano, attraverso le loro strutture sociali, quei servizi che dovrebbero essere invece garantiti dallo Stato.

Al malcontento degli emarginati si aggiunge quello dell'uomo della strada per la precaria situazione dei conti. L'economista Ciller ha fallito proprio sul suo terreno: la lira turca è stata svalutata del 14% e l'inflazione quest'anno sfiorerà il 100%.

E il bilancio non migliorerà di certo se Ankara dovrà stanziare altri soldi per combattere la guerriglia curda. Nelle regioni del sud est la prova elettorale assume infatti un significato particolare. I partigiani del Pkk (il movimento armato che si

batte per l'autonomia) hanno intimato alla popolazione di non votare. Il Dep, la principale forza politica curda, sottoposta a vessazioni e discriminazioni d'ogni genere, si è ritirato dalla gara e l'esercito ha trasformato il Kurdistan in una gigantesca caserma proiettando all'estero un'immagine militarizzata della Turchia che non aiuta certo le sue aspirazioni europeiste.

Ma i generali non se ne curano e fanno sapere che se l'eredità laica lasciata da Kemal Ataturk e i confini del Paese saranno in pericolo non esiteranno ad assumersi «nuove responsabilità». Islamici, curdi ed elettori sono avvisati.

Guido Olimpio

Turks test Ciller at polls

Ian Mather

TURKISH Prime Minister Tansu Ciller, already in deep trouble because of economic failure and widespread criticism over human rights, faces critical elections on 27 March which could bring her premiership to an end.

While Ciller herself is not standing in the nationwide municipal elections, her True Path Party is expected to lose heavily. The Islamic fundamentalist Welfare Party (RP) may even win control of Istanbul, Turkey's biggest city and its business capital.

If, as expected, True Path performs poorly, Ciller is expected to be ousted from its leadership. True Path's ruling coalition pact with the Social Democrats has looked rocky since the defection of MPs to the rival right-wing Motherland Party.

In a desperate last-minute attempt to win back support, Ciller dropped her liberal approach and adopted a

tough stance on the Kurdish question, handing over most control of the anti-guerrilla fight to the armed forces. In southeast Turkey, where most of the country's 12 million Kurds live, the army is involved in a brutal civil war with the separatist Kurdish Workers' Party (PKK), in which atrocities are often committed by both sides.

Foreign observers trying to enter the region to monitor preparations for the elections have been roughly treated by Turkish security forces. Seven human rights monitors were held for a day 95km northeast of the town of Diyarbakir. A member of the delegation said his colleagues had been taken from a public bus by security men and allowed to make a telephone call. A police source said that the seven - three from Brit-

ain, three from Ireland and one from New Zealand - had been released "because they had been found not guilty". He did not state the alleged offence of the activists.

In another incident, fists flew when police tried to question three Kurdish translators hired by a 52-strong group of German observers in the eastern city of Van. The Germans resisted, and after several hours' stand-off they were bundled on to the next plane out of the city.

The observers' reports are bound to have an adverse effect on Turkey's ambition to join the European Union.

In Germany, at least one Kurdish woman died and four other Kurds were seriously injured after setting fire to themselves. Hundreds of PKK supporters were arrested and several police injured when burning barricades were erected across motorways.

Editorial comment: page 8

Turkey exposes a darker side

MODERN Turkey has two faces. One espouses western social and political values. The other brutal side is chillingly displayed in the southeast of the country where Kurdish villages have been destroyed and international human rights observers detained and harassed.

Turks genuinely fear a Kurdish uprising would destroy their state. Some of the terrorist atrocities of the PKK guerrillas are as unacceptable as the Turkish army's actions. But, when a figure as significant as Danielle Mitterrand, wife of the French president and chairman of France Libertés, says on the opposite page that "we must never again leave millions of men, women and children at the mercy of the Turkish army", Ankara's dismissal of international criticism as ignorant and ill-informed becomes unsustainable even to its friends.

Military force alone cannot resolve the Kurdish problem. It requires a sustained political initiative which involves the Kurdish people. The present approach will eventually turn moderates into extremists. Turkey is also damaging its international standing at the very time it wants to push ahead with its attempt to join the European Union. This will rightly not be considered while one part of the country is governed by fear not the rule of law. Ultimately, Turkey is doing the greatest harm to itself by seeming to make war on a section of its own people.

THE EUROPEAN - 25 - 31 MARCH 1994

FRA0157 4 I 0191 TUR /AFP-FA72

Turquie-Kurdes

Treize personnes tuées dans le sud-est anatolien

ANKARA, 27 mars (AFP) — Treize personnes, dont neuf rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été tuées lors d'opérations militaires et dans un véhicule qui a sauté sur une mine dans le sud-est anatolien, a-t-on appris dimanche à Ankara.

Neuf maquisards du PKK ont été tués lors d'opérations de l'armée turque depuis samedi dans les régions de Bitlis, Diyarbakir, Siirt et Mus, portant à 60 le nombre des rebelles tués depuis vendredi dans la région sous la responsabilité de la super-préfecture de Diyarbakir, a affirmé dimanche un communiqué de cette dernière.

Quatre personnes ont trouvé la mort dimanche lorsque leur automobile a sauté sur une mine posée par des "terroristes" (désignation officielle des rebelles kurdes) sur la route près de Cinar, province de Diyarbakir, a rapporté l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Près de 700 rebelles, militaires, policiers et civils ont été tués depuis le 1er janvier dans le sud-est, principal théâtre d'affrontements entre maquisards kurdes et forces de sécurité turques.

CE/hc/mfm

AFP 271503 MAR 94

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 28, 1994

Turks, Kurds and Allies

The trouble in Turkey's predominantly Kurdish southeast keeps sharpening, even as elections may weaken the party of Prime Minister Tansu Ciller. The confluence has created worry among U.S. government officials who know the value of Turkish stability.

The elections yesterday were municipal and local ones that ordinarily would not matter outside the country's borders. But they come on the heels of a series of economic and other mishaps for the Ankara government that have helped drive the prime minister's party low in the polls and rightist and Islamic forces up — a worrisome development in a country with wars along two peripheries (the Balkans and the Caucasus) and terrorist pressure from Kurdish "separatism" within.

The most volatile recent move was the widely condemned decision by Mrs. Ciller's government to jail seven representatives in parliament of the legal Kurdish party. That constitutes suppressing the main outlet for Kurdish aspirations, short of the separatist terrorists. As if that were not bad enough, it required first stripping the deputies of their parliamentary immunity from prosecution.

Even under stable political conditions, the spectacle of lawmakers being taken directly from parliament into custody, there to be tried for "advocating and promoting separatism" when they were supposedly immune from prosecution, would have no very happy effect on the international standing of a coun-

try that has long sought with difficulty to convince Europeans and Americans that it conforms to the West's human rights norms.

Since things are far from normal in the southeastern regions that many of the deputies represented, the bad effects go beyond image-tarnishing. Assistant Secretary of State Stephen Oxman, who happened to be in Turkey when the deputies were arrested, testified later in Congress that the United States did not believe that Ankara would solve the Kurdish situation "by purely military means" but that it must also pursue "nonmilitary civil and social solutions." He did not suggest negotiations with the Kurdish Workers Party, which nearly every government, including America's, identifies as terrorist. But whatever a "social" solution may involve, criminalizing legal Kurdish opposition is a step in the opposite direction.

Implicit in questions about Turkish stability these days is the issue of what exactly the United States wants of this longtime NATO ally, which once represented the longest single land border with the Soviet Union. Many of the American officials engaged in that discussion are longtime supporters of Turkey, sensitive to the difficulties posed for their ally by the southeast war. Turks should not underestimate the anxiety that is created when that ally takes actions that seem certain to make matters worse.

— THE WASHINGTON POST.

Southeast crackdown

Planes bomb villages,
14 civilians killed
77 separatists killed in
two days of fighting

Turkish Daily News

ANKARA/DIYARBAKIR- As a massive security crackdown on separatists gained momentum on Sunday, Turkish warplanes reportedly bombed four villages in the Southeastern province of Şırnak, killing at least 14 civilians.

"Our forces are operating in the provinces of Bingöl, Muş and Şırnak. We will end terrorism for good," Emergency Law regional governor İnal Erkan said, without elaborating on the civilian casualties.

Witnesses in Diyarbakır said tens of people were wounded in the aerial bombings and had been hospitalized in nearby provinces.

Wounded survivors of the attack taken to hos-

pital Diyarbakır. The witnesses told reporters they had heard the sound of at least one plane before bombs struck Koçaklı village in the province of Şırnak on Saturday.

"I was sleeping around noon on Saturday. First I heard the noise of a plane and then we were bombed," Behiye Bengin, one of the survivors of the attack, told reporters from a hospital bed. "Many houses, including mine, collapsed and the village was wrecked. I think many people died," she added.

Witnesses said there were 35 houses in Koçaklı, which is situated on the slopes of the Gabbar mountains where troops are fighting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). Initial reports had it that at least 14 people were killed in this village and 10 others were wounded. Nine of the wounded were later taken to a state hospital in Diyarbakır.

Meanwhile, sources in the Southeast told the Turkish Daily News in telephone interviews that the villages of Beave and Gewer, also in Şırnak province, along with Cizre's village of Çağlayan, which was partially evacuated by troops earlier this month, had also been bombed. No immediate confirmation of these bombings was available.

Reports of the bombings came after local officials announced on Sunday that at least 77 separatists had been killed in a two-day crackdown on PKK militants in the region.

Four people were killed in a separate incident when their car hit a landmine near the town of Çınar, in Diyarbakır province. A statement issued by the Emergency Law

Regional Governor's office said new clashes between security forces and PKK militants had been recorded in Bitlis, Diyarbakır, Muş and Siirt. In separate operations carried out in Elazığ, Bitlis, Mardin and Tunceli, meanwhile, 21 alleged members of the PKK were captured. Officials had announced Saturday that at least 65 separatists and two soldiers were killed in operations that started that morning in the troubled region.

The operations followed terrorist attacks on Friday during which five people were killed in election-related violence throughout Turkey. Several explosions were recorded at party offices in Adana and Istanbul.

Bomb blast in Istanbul:

In a new terrorist attack on Sunday, officials said a bomb exploded in the garden of Istanbul's former Byzantine cathedral of Hagia Sophia on Sunday, wounding three European tourists. Police said a 38-year-old German man was critically injured and a 45-year-old Dutchman and a 21-year-old Spanish woman suffered light wounds and had left hospital.

They said a fragmentation bomb had been planted in a package near a column in the garden of the cathedral, now a museum. It exploded at midday as Turkey was holding municipal elections after a campaign marred by a number of other bombings. There was no immediate claim of responsibility, but the outlawed PKK was the main suspect, having in the past bombed tourist targets in Istanbul and seaside resorts to try to damage Turkey's lucrative tourist industry.

Kurds in peaceful rally following German warning

Compiled by TDN Staff from Dispatches

BONN- Kurds, angered by German arms sales to Turkey and Ankara's alleged repression of their race, held a peaceful demonstration on Saturday after warnings that the government would crack down on any violence.

But police were on high alert for possible trouble at a wake called for Sunday to mourn two Kurdish women who died after setting themselves ablaze.

Kurdish sources said a Kurdish man died on Saturday after dousing himself with petrol on Tuesday and setting it alight, bringing the death toll from self-immolations to three. Police could not confirm this.

The German government warned Kurdish supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) that security forces would quell any repeat of the four days of clashes that marked Newroz, celebrated by the Kurds as their New Year's Day, the previous weekend when Kurds fought with police, barricaded motorways and set themselves ablaze.

Interior Minister Manfred Kanther, calling for

calm, vowed to use the full force of the law to deal with troublemakers. In Frankfurt, about 4,000 Kurds gathered at a rally described as a "cultural event." Police said it was peaceful. Hundreds of police and border guards were deployed in the cathedral city of Cologne where a Kurdish demonstration had been banned because of fears it could turn violent.

The police caused traffic chaos with road blocks as they checked identification papers in a fruitless hunt for Kurds trying to evade the ban. A spokesman said no arrests were made. Ali Sapan, the Paris-based European spokesman for the National Liberation Front of Kurdistan (ERNK), a cover organization for the PKK which is waging a brutal and bloody separatist war in Turkey, said the Kurds wanted a political dialogue with Bonn.

He said they sought to avoid violence but wanted Bonn to reconsider its arms sales to fellow NATO member Turkey. "But if Kanther continues to provoke the Kurds with threats of deportation and arrest, we will not be able to dissuade our hundreds of thousands of supporters in Germany from acts of violence," Sapan told Reuters in a thinly veiled threat. The ERNK is the political wing of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a 10-year war of secession from Turkey in which about 11,000 people have been killed.

The PKK and the ERNK are outlawed in Turkey and were banned by Germany last year following two waves of violent attacks against Turkish targets in Europe.

Chancellor Helmut Kohl and other German leaders have threatened protesting Kurds with deportation and regional authorities say they will punish those behind the violence. German officials are negotiating arrangements with Turkey for the repatriation of Kurdish militants.

A wake had been called for Sunday in Mannheim to mourn the two Kurdish women who died after setting fire to themselves on Monday in protest at what they saw as Bonn's support for the Turkish government's anti-Kurdish policy.

"We urge the police to allow the Kurds in Mannheim to mourn their dead according to Kurdish tradition," Sapan said.

"We are convinced there would have been no violence at the Kurdish New Year if the police had not interfered with the celebrations."

Germany's federal prosecutor issued formal arrest warrants for two Kurds suspected of being members of the PKK. He said Senol G., 23, was suspected of being a leader of a terrorist group, and Ali G., 33, was suspected of supporting it.

Both men were detained on Thursday for questioning about attacks on Turkish offices and consulates across Europe last November and last June.

DIPLOMATIE

Paris et Bagdad préparent l'après-embargo

Soutenus par une partie du gouvernement Balladur, les partisans d'une normalisation avec l'Irak multiplient les contacts entre les deux pays.

La scène se déroule dans une salle de réception parisienne. Des hommes d'affaires côtoient des diplomates arabes et français, ainsi que des responsables politiques, pour la plupart RPR ou apparentés. Au total, une cinquantaine de convives participent à ce qui ressemble fort à des retrouvailles. «Gaullistes», nostalgiques de «la politique arabe de la France», anciens représentants de sociétés en Irak, ils se taisaient depuis la crise du Golfe. Plus, maintenant. «Les esprits bougent. Cette soirée en est la preuve», confie l'un des organisateurs.

La visite en France d'une délégation parlementaire irakienne sert de prétexte à ce dîner-débat. Un député du Parlement de Bagdad siège d'ailleurs dans la salle, de même que le représentant de la section des intérêts irakiens à Paris, al-Azaoui. L'invitation a été lancée par le Mouvement chrétien V^e République (MCV^e), présidé par Michel Grimard. Une association proche du Rassemblement de Jacques Chirac.

En envahissant le Koweït en août 1990, Saddam Hussein est tombé dans un «guet-apens» américain, explique à la tribune Roselyne Bachelot, députée RPR de Maine-et-Loire. «Il est maintenant certain que les autorités de Bagdad avaient reçu des assurances au plus haut niveau diplomatique que les Etats-Unis ne s'opposeraient pas au franchissement de la frontière par leurs troupes.» La parlementaire, qui préside à l'Assemblée le groupe France-Irak, développe longuement la thèse du complot avant de demander «l'ouverture le plus tôt possible d'une section d'intérêts économiques à Bagdad, le dégel des avoirs irakiens détenus dans les banques françaises pour l'achat de denrées alimentaires et pharmaceutiques et l'assouplissement de la politique de visas».

D'une voix grave, un ancien ambassadeur à Bagdad, Paul Depis, rappelle les belles années de la coopération franco-irakienne. Les entreprises tricolores «ont engrangé entre 130 et 150 milliards de francs» de 1973 à 1989. Surtout, dit-il, la France, en poussant ses pions au-delà de l'Euphrate, a réussi à empiéter sur «une chasse gardée britannique».

Longtemps minoritaires, les partisans d'un nouvel axe Paris-Bagdad – sinon politique au moins économique – peuvent aujourd'hui compter sur le soutien d'une partie du gouvernement Balladur. Daniel Garrigue, autre député RPR, se félicite ainsi de l'action de la France au Conseil de sécurité de Nations unies. Pour la première fois depuis la crise du Golfe, son représentant à New York s'est opposé publiquement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, le 17 mars, lors du renouvellement des sanctions internationales contre l'Irak.

L'ONU devait, comme tous les soixantes jours, reconduire en l'état l'embargo pétrolier et militaire, ainsi que les mesures de gel des avoirs irakiens à l'étranger. Paris, appuyé par la Chine et la Russie, souhaitait à cette occasion que l'on salue les «progrès accomplis par Bagdad». La destruction des armes chimiques, nucléaires et biologiques s'achève. Le contrôle à long terme de l'arsenal de mort irakien se met en place. Pour les diplomates français, ces «efforts» méritent d'être encouragés.

Les Nations unies se sont donné six mois pour installer un système de surveillance adéquat. La France plaide pour une levée de l'embargo pétrolier si tôt cette période probatoire écoulée. Elle reproche à ses anciens alliés de vouloir imposer à l'Irak des conditions non prévues par les textes onusiens. Anglais et Britanniques estiment ces

délais trop courts et refusent de donner un chèque en blanc à Bagdad. Selon eux, Saddam Hussein ne cherche qu'à donner le change. Il n'a pas reconnu le nouveau tracé de la frontière irako-koweïtienne et continue de bafouer les droits de l'homme.

Londres et Washington sont de plus en plus irrités par l'attitude de la France qu'ils soupçonnent de vouloir renouer avec ses anciennes amours. Elle a accueilli à deux reprises, en juillet et en mars, le n°2 du ministère irakien des Affaires étrangères, Ryad al-Qayssi. En octobre, c'était au tour de Tarek Aziz, vice-Premier ministre, de s'entretenir à Paris avec Charles Pasqua. Vendredi, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a reçu son homologue, Saadi Mehdi Saleh, à l'issue d'une conférence interparlementaire à l'Unesco. Aucun autre pays occidental n'aligne un tel bilan.

Ces contacts, d'abord secrets, s'étalent aujourd'hui au grand jour. Ainsi Elf et Total, qui lorgnent sur les immenses gisements de Nahr Umar et Majnoun dans le sud de l'Irak, ont invité au début du mois à Paris, avec l'aval des autorités françaises, une importante délégation du ministère irakien du pétrole. Jusque-là, les pourparlers se déroulaient à Bagdad ou à Amman. Le geste semble avoir été apprécié. Les autorités irakiennes ont annoncé samedi que «les négociations avec les sociétés pétrolières françaises menées dernièrement à Paris ont abouti à des accords qui seront appliqués après la levée de l'embargo».

Le président du Parlement irakien, Saadi Mehdi Saleh se félicite de la nouvelle position française. Le gouvernement Balladur «peut persuader les autres parties, y compris les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, à lever l'embargo», nous déclarait-il vendredi. Les diplomates occidentaux ne craignent pas une défection française, mais jugent cette politique dangereuse. «Car elle risque d'induire les Irakiens en erreur en leur faisant croire que le camp occidental est affaibli.» A la veille du vote des Nations unies, Saddam Hussein avait déjà haussé le ton et massé des troupes près du Kurdistan irakien, croyant ainsi faire pression sur le Conseil de sécurité.

Christophe BOLTANSKI



A scene from the Remik settlement in the village of Hasanalili, near Elbistan town in the province of Tunceli, which has allegedly been burnt by security forces. The houses located in the settlement are said to have been burnt on the grounds that the militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were harboured there.

Photo TDN

Villagers consider taking action against the Turkish government

So far 900 villages and settlements have been evacuated due to clashes between security forces and the PKK in the Southeast

By Sinan Yilmaz
Turkish Daily News

ANKARA- Residents of the Remik settlement, in the southern province of Tunceli, consider taking legal action and demanding compensation from the Turkish government. They say that they were evacuated from their homes, which had then been set on fire by security forces.

They said this was the result of the claims, made by the police and village guards, that the Remik settlers were collaborating with the PKK and harbouring their activists. The inhabitants of Remik said they had received notification from the Elbistan district gendarmerie commander, ordering them out of their homes.

The people of Remik then applied to the sub-governor of Elbistan in an attempt to reverse the decision, on the

basis that it was very difficult to relocate a settlement during the winter and that their livestock were about to give birth.

In spite of their efforts, authorities ignored their appeal and the settlement was burnt to the ground.

Hasan Güraslan, who has moved to Gaziantep but had many of his belongings in Remik, says that he will pursue the matter till the bitter end. He is said to have briefed someone to estimate the extent of the loss he suffered at the hands of the authorities, preparing for a compensation claim against the state.

In his application, Güraslan said that his house was burnt down because authorities had thought he was harbouring anarchists: "If terror is being prevented by burning down my home, the authorities should also burn me

alive. I am prepared for this," Güraslan was quoted as saying. He said that burning down his house was not an anti-terror activity, but one that caused him to lose his respect for the authorities.

Guraslan also claims that the burning of his house was partly due to the years of friction between different religious groups in the area.

The state has not looked on his application favorably so far. The judge handling Güraslan's application has reportedly postponed the case, as it is not possible to go to Remik and conduct a survey, due to the winter conditions still prevailing in the area.

Güraslan is determined to take the matter to higher authorities if need be. He has already written to Parliament and to the Ministry of the Interior.

Ouest France — 28 mars 1994

Crise économique et guerre au Kurdistan Turquie : des municipales sous tension

Attentat à Istanbul, douze morts dans le Kurdistan à cause d'une bombe larguée (accidentellement ?) d'un avion, des candidats qui préfèrent se retirer devant les menaces... Les élections municipales turques se sont déroulées dans un climat de grande tension.

Plus de 32 millions d'électeurs turcs se rendaient aux urnes hier pour choisir 83 000 maires et conseillers présentés par 13 partis. Ces élections municipales, dont les résultats seront connus mardi, auront valeur de test à plusieurs égards pour le chef du gouvernement, Tansu Ciller. Les observateurs estiment qu'il lui sera difficile de rassembler 20 %. Ce scrutin survient en pleine crise économique (que les partis islamistes tentent d'exploiter) et au moment où la tension au Kurdistan est plus forte que jamais.

Les forces de l'ordre indiquent avoir tué 77 combattants dans le sud-est depuis vendredi. Près de 700 rebelles, civils et membres des forces de l'ordre ont trouvé la mort depuis le 1^{er} janvier dans cette région limitrophe de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. On estime que cette guerre, déclenchée en 1984, a fait plus de 11 300 morts.

Attentat à Istanbul

Encore faut-il y ajouter les douze personnes tuées samedi dans un village kurde de la province de Sirnak par une bombe qui se serait détachée d'un avion militaire turc. Les violences et les prises d'otages perpétrées par les séparatistes ont contraint quatorze candidats à se retirer. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a menacé de mort ceux qui ne boycotteraient pas le scrutin.

A Istanbul, un attentat (revendiqué par le PKK) a blessé trois touristes étrangers, un Allemand, un Néerlandais et une Espagnole qui se trouvaient dans le jardin du musée Sainte-Sophie. Les musulmans intégristes demandent la réouverture de cette ancienne cathédrale byzantine transformée en mosquée après la conquête ottomane de 1453. Quatre jours avant, un autre attentat avait été commis dans le Grand bazar, toujours à Istanbul.

Pourtant, la police était partout ce dimanche. Les 127 000 bureaux de vote ont été systématiquement fouillés. Le port d'armes et la consommation d'alcool avaient été interdits.

TURQUIE

Le Gouvernement de T. Ciller affronte une vague de violence

Des actes de violence ont été signalés dans plusieurs régions. Les autorités ignorent s'ils sont liés aux élections.

Les électeurs se sont rendus aux urnes hier en Turquie pour des élections municipales qui sont considérées comme un test pour le premier ministre Tansu Ciller. Le Gouvernement est aux prises avec une crise économique et doit affronter l'insurrection kurde dans le sud-est du pays.

Les observateurs s'attendent à un vote-sanction contre le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller et le Parti social-démocrate populiste (SHP), également membre de la coalition au pouvoir.

Ces élections se déroulent sur fond de guerre civile dans le sud-est du pays. Au moins treize personnes, dont neuf rebelles du PKK, ont été tuées

lors d'opérations de l'armée, portant à 60 le nombre des rebelles abattus depuis vendredi. Toujours dans le Sud-Est anatolien, quatorze personnes ont été tuées dans une explosion samedi dans le village de Koçagili. Selon des témoignages recueillis à l'hôpital, le village aurait été bombardé par des chasseurs de l'aviation turque.

A Istanbul, un attentat à la bombe revendiqué par le PKK, a blessé trois touristes européens dans les jardins de l'ancienne basilique Sainte-Sophie à Istanbul, a déclaré la police. Le PKK s'en est déjà pris à plusieurs reprises à des sites touristiques à Istanbul et dans des stations balnéaires d'Asie mineure.

ATS/AFP



Tansu Ciller des élections qui détermineront son avenir politique.

Keystone

Islamic Party in Turkey Does Well in Local Voting

By HENRY KAMM

Special to The New York Times

ISTANBUL, Turkey, March 28 — Prime Minister Tansu Ciller was reported by her staff to be confident today about staying in power after countrywide local elections on Sunday. But she is unlikely to be pleased by the unexpectedly strong showing of the Welfare Party, an Islamic group.

The Prime Minister's True Path Party did not fare well at the polls, but her principal opponents, the conservative Motherland Party, also lost ground.

The results are taken to mean that the Ciller Government is safe, at least for the time being. Because of Turkey's economic crisis and widespread discontent with the Prime Minister, even in her party, the local elections had taken on the significance of a general election.

It had been widely expected that Mrs. Ciller would be unable to resist pressure to resign if the Motherland Party made a strong showing and support for the governing coalition of the True Path and Social Democratic People's Party fell below the 40 percent of the total vote that President Suleyman Demirel had declared a benchmark.

It looks like a very close call, but with about two-thirds of the vote counted, the coalition is reported to have captured about 36 percent of the total. Though this is below 40, the difference is that the Motherland Party did much less well than expected.

Instead of cashing in on the Government's unpopularity, the Motherland Party scraped together only 21.2 percent, according to the incomplete count. In losing the last elections, in 1991, the party captured 24 percent. The True Path, which won 27 percent in 1991, had 23.5 percent according to Sunday's preliminary results.

The Social Democratic Party's share of the total stands at 12.4 percent, compared with 20.7 in 1991.

The principal winner in the largely inconclusive voting was the Welfare Party. In what may turn out to be the election's major surprise, the Islamic party's candidate for Lord Mayor of Istanbul, Turkey's largest city and the biggest prize in the balloting, held a narrow lead of 1.8 percentage points over his nearest rival today, with 57 percent of the vote counted.

Politicians, professional analysts and diplomats said they would consider a victory by Tayyip Erdogan, the Welfare Party candidate here, as a serious blow to Turkey's international standing and a setback to its striving for closer association with the European Union.

The Islamic party, which has threatened to ban alcohol and what it considers overly liberated forms of entertainment in Turkey's most Westernized

city and holds sternly conservative views on the role of women, is winning 17.8 percent of the total vote in the sluggish counting. This matches its 1991 share, but in that election it had joined forces with another religious party and a nationalist group.

Political commentators and diplomats say the protest votes that in this largely conservative country had usually gone to left-wing parties appear to have been drawn by the Islamists.

Party Inspires Followers

The Welfare Party is credited with inspiring in its supporters a high degree of loyalty and readiness to do party work, both in the countryside and in the slum areas of the cities, particularly Istanbul. This sets it apart from

the lack of confidence and enthusiasm that the mainstream parties inspire.

The Welfare Party, under Necmettin Erbakan, advocates stronger links with the Islamic world. In speeches and interviews, the party's spokesmen appear to challenge, sometimes explicitly, the dogma of modern Turkey's founding father, the late Kemal Ataturk, that Turkey's future lies in secularism and close links with the West.

In business and banking circles of this city, Turkey's economic hub, there were stirrings of disappointment today over the likelihood that Mrs. Ciller would remain in office. Business leaders had hoped that a change in Government might mark a turning point in an economic decline marked by high inflation, public indebtedness and an alarming drop in the value of the Turkish lira. High interest rates have virtually blocked credits and strangled industrial activity.

THE WALL STREET JOURNAL TUESDAY, MARCH 29, 1994

TURKEY'S ISLAMIC PARTY GROWS

Turkish Prime Minister Tansu Ciller's party appeared headed for an unexpected victory in local elections, ensuring the survival of her embattled coalition government. But the results were overshadowed by the fact that the militant Islamic Refah Party apparently registered twice as many supporters as it did in 1989.

With 75% of the ballots in, Ms. Ciller's True Path Party led with 23% of the vote, despite widespread criticism of her economic policies and her failure to end the 10-year-old war against Kurdish rebels in southeastern Turkey.

Refah's strength signals widespread disillusionment with Turkey's mainstream political parties, which are perceived as being rife with corruption. The party has proposed pulling Turkey out of the North Atlantic Treaty Organization and forming an Islamic common market.

Turkey's extreme nationalist National Movement Party also doubled its support. Together, Refah and the National Movement captured 25% of all votes cast.

Iraq softens its stance against Security Council

Baghdad says it will wait two months before deciding what to do next in its efforts to end sanctions

Reuters

BAGHDAD- Iraq softened its hardline stance against the U.N. Security Council late on Sunday, saying it would wait two months before deciding what to do next in its efforts to end U.N. sanctions against the country.

An official statement released after a meeting between President Saddam Hussein and Deputy Prime Minister Tareq Aziz, who led an Iraqi delegation to the U.N. earlier this month, said there had been "positive, important developments" in influential Security Council circles.

"The next two months will be an important time ... after two months the Ba'ath Party leadership and the Revolutionary Command Council will be able to take suitable decisions," it said. "Our delegation found that there were circles in the Security Council that could develop into a majority that has begun to sense the harshness of the blockade imposed on the Iraqi people," the statement continued.

"(These circles) are recording and evaluating Iraq's execution of its commitments under (U.N.) resolution 687."

"Such developments must be followed up and

encouraged over the next two months so that we can pursue the hope of ending the wrongdoing against Iraq," it said.

On March 16 the Security Council at its regular 60-day review agreed to maintain sanctions against Baghdad, imposed after Iraq's August 1990 invasion of Kuwait.

But its permanent members were so divided over the wording of a formal statement saying so, that no such statement was issued. Russia, China and France wanted the wording modified to reflect Iraq's cooperation with a U.N. special commission charged with overseeing the dismantling of its weapons of mass destruction under 1991 Gulf War ceasefire terms. The United States and Britain wanted the wording unchanged.

The council next meets to debate the renewal of sanctions against Iraq in mid-May.

In the days before the Security Council's latest decision Iraq adopted a tough stance. Saddam told Iraqis in a strongly worded television address that if diplomacy did not bring about an end to the sanctions Iraq would have the right to seek a "new path" to end them.

Le PKK revendique un attentat à la bombe à Istanbul

Les élections communales en Turquie se sont globalement déroulées dans le calme. Quelques incidents, cependant, au Kurdistan.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué l'attentat à la bombe de dimanche dans les jardins du Musée de Sainte-Sophie, à Istanbul, dans lequel deux touristes — un Allemand et une Espagnole — ont été blessés. Dans un appel téléphonique au siège du quotidien, à Istanbul, des inconnus ont revendiqué l'attentat au nom de l'Armée de libération populaire du Kurdistan - Equipes de vengeance de métropole (AMIT), branche militaire du PKK dans les villes.

Dans l'ensemble, le scrutin s'est cependant déroulé dans le calme, selon les autorités. Deux personnes ont été tuées dans

deux incidents liés aux élections entre partisans de formations politiques rivales à Erdek, dans la province de Balikesir (ouest), et à Darende, dans la province de Malatya (Est).

Kurdistan sous surveillance

Mais aucun incident de grande envergure n'avait été signalé à la clôture des bureaux, notamment à Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien), où deux personnes ont été légèrement blessées par une grenade lancée dans le jardin d'une école primaire qui servait de bureau de vote. Quatre personnes ont cependant été tuées lorsque leur automobile a sauté sur une

mine posée sur la route, dimanche dans la région de Diyarbakir.

Le taux de participation n'était pas encore connu en début de soirée. Le ministre de l'Intérieur Nihat Mentese a affirmé que la participation était élevée, sans toutefois donner de chiffre.

On a appris de source informée à Diyarbakir que les habitants d'une vingtaine de villages avaient refusé de voter dans les régions de Tunceli, Iğdir et Agri. Le vote est obligatoire en Turquie sous peine d'amende. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait lancé un appel au boycottage du scrutin et menacé de mort candidats et électeurs. — (afp)

Le Soir de Bruxelles — 29 mars 1994

De bonnes relations belgo-turques, mais des malentendus

Visite de Willy Claes à Ankara

Le ministre belge des Affaires étrangères, M. Willy Claes, en visite officielle en Turquie, a souligné lundi auprès de ses interlocuteurs la nécessité du respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

M. Claes a, par ailleurs, ôté implicitement tout espoir à la Turquie d'adhérer rapidement à l'Union européenne, en rappelant la nécessité d'approfondir cette dernière avant d'envisager un nouvel élargissement.

Le ministre belge a salué la qualité des relations bilatérales entre Bruxelles et Ankara, tout en rappelant que celles-ci étaient entachées de « quelques malentendus ».

La Turquie a des difficultés dans certains domaines, a indiqué

Willy Claes qui a notamment fait allusion à la levée de l'immunité parlementaire et à l'emprisonnement de six parlementaires kurdes. Le ministre belge a aussi appelé, au nom de l'Union européenne, à l'instauration d'un « dialogue politique » entre les autorités d'Ankara et les représentants du peuple kurde.

Son homologue turc, M. Çetin, a répété pour sa part que les parlementaires arrêtés étaient proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation séparatiste considérée comme terroriste et jugée responsable de la mort de 11.000 personnes dans le sud-est de la Turquie.

M. Çetin a implicitement reproché à la Belgique d'accepter les agissements sur son sol de

groupes proches du PKK, qui ont été interdits d'activités en France et en Allemagne. On se rappelle notamment les violents incidents du 1^{er} janvier dernier à Saint-Josse, où la communauté turque avait violemment réagi contre l'organisation dans une salle de la commune d'un meeting kurde.

Le problème des organisations proches du PKK, c'est qu'elles n'organisent pas d'actions terroristes en Europe, mais qu'elles se déguisent en associations culturelles. Depuis l'interdiction prononcée en France et en Allemagne, elles ont déplacé leur champ d'activité vers Bruxelles avec les risques que cela entraîne dans le domaine de l'ordre public, a-t-il expliqué aux journalistes belges. (B.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 29, 1994

Islamic Party Leads in Istanbul Vote

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller's party appeared headed for victory Monday in local elections, fending off critics who blame her for Turkey's economic woes and attacks by Kurdish separatists.

But the pro-Islamic Welfare Party appeared poised for a dramatic victory in Istanbul, the biggest single prize in Sunday's municipal voting. The Welfare Party, led by a veteran politician, Necmettin Erbakan, has never before won control of Istanbul, Turkey's biggest city and commercial capital.

State television said Tayyip Erdogan, the Welfare Party candidate for mayor of Istanbul, was leading with 24.4 percent of the vote after 57 percent of the ballots had been counted. His nearest rival, Ilhan Kesici of the Motherland Party, followed with 22.6 percent.

The nationwide elections for provincial and municipal posts do not directly affect Mr. Ciller's nine-month-old coalition government, but success for her center-right True Path party would be seen as a vote of confidence in its policies.

The results so far appear to support Mrs. Ciller's tough stand against Kurdish separatist rebels, which she has emphasized in recent months.

Earlier this month, she pushed the parlia-

ment to lift the legal immunity of seven Kurdish deputies and open the way for their prosecution on charges of supporting the separatist movement. The deputies remain jailed.

But the violence has continued. On Sunday, separatists exploded a bomb at the St. Sophia Museum in Istanbul, injuring three Europeans at the popular tourist site.

An anonymous caller to newspapers said the attack was carried out by the separatist Kurdish Workers Party. The rebels have tried to cripple Turkey's tourism industry and disrupt the elections.

At stake in the voting are more than 83,000 local posts, including mayors, provincial assembly members, city council members, village headmen and neighborhood representatives.

Results based on 65 percent of the vote from provincial assembly elections, showed True Path leading with 24 percent. The main opposition Motherland Party came second with 21 percent and the Welfare Party had 18 percent, according to the state television.

The Social Democrat Populist Party, the junior coalition partner, had 12 percent. The ultranationalist Nationalist Action Party got 8 percent and the rest of the vote was divided among eight other parties.

In final results for some of the 76 mayoral races, the Welfare won 10, Motherland, 8, So-

cial Democrats, 7, and the True Path and Nationalist Action each 6. Results were not complete for Istanbul and Ankara.

If the trend continues, it will cushion the prime minister from critics who hold her responsible for the nation's deepening economic crisis, which includes rising inflation and a recent 70 percent devaluation in the Turkish lira.

Mrs. Ciller, an economics professor, said she inherited problems that had accumulated during the last 10 years. She was expected to announce a package this week to reduce public spending. Mrs. Ciller, 48, became the first woman to lead the country after winning the True Path's leadership in June.

Political analysts said the public's frustration with economic hardships helped explain the rise in the Welfare Party, which received 9 percent of the vote in 1989 local elections. Many voters turned to the Muslim party in the southeast because the pro-Kurdish Democracy Party boycotted the election.

Large groups of foreign election observers traveled to the southeast, where the army increased its troop strength from 200,000 to 350,000. Observers complained that Turkish authorities denied them access to various towns. (AP, Reuters)

TURQUIE

Le grand bond électoral de l'islam social

La proximité du Refah avec les déshérités a payé, dimanche, lors des municipales turques. Dans son fief de Konya, l'opposition laïque dénonce «ces laboratoires de la charia».

Le Parti de la juste voie (DYP, droite) de Tansu Ciller, le Premier ministre, arrivait en tête des élections municipales avec 23,5% des voix alors que deux tiers des bulletins étaient dépouillés. Mais ce scrutin a surtout été marqué par la percée du Refah, islamiste, qui avec près de 18% doublerait ses voix, s'affirmant comme le premier parti dans ses fiefs anatoliens, mais aussi à Istanbul où il obtiendrait près de 25% des suffrages.

Konya, Istanbul, envoyé spécial

Nous avons promis, nous avons travaillé, nous avons réalisé», proclament d'immenses banderoles pendues au-dessus d'avenues bordées de plates-bandes de gazon parfaitement entretenues comme devant le siège de la nouvelle mairie. un immense bloc de béton ultramoderne dont le portail aux décorations néo-ottomanes ressemble étrangement à celui d'une mosquée. Grosse cité traditionnellement conservatrice de l'Anatolie centrale, conquise il y a cinq ans par le Refah (le Parti de la prospérité, islamiste), Konya, 800000 habitants, est devenue la vitrine de l'islamisme municipal. Ordre moral implacable, démocratie directe et gestion rigoureuse: le Refah en a fait son drapeau. Il se pose en alternative à l'actuel système, unique porteur d'utopie avec sa revendication d'un «ordre juste» fondé sur la tradition et l'Islam.

Une recette apparemment très efficace comme en témoigne son avancée dans le pays aux municipales d'hier. A Istanbul, mais aussi à Ankara, la citadelle du kéralisme (dont on attendait encore hier soir les résultats définitifs), il a su cristalliser les espoirs des exclus, du petit peuple des périphéries, comme il l'avait déjà fait en novembre 1992 lors d'élections partielles. Le Refah arrive largement en tête dans de nombreuses communes du sud-est anatolien à majorité kurde, dont Diyarbakir, la capitale de cette région depuis dix ans sous état d'urgence, clamant que «dans l'islam, Turcs et Kurdes sont frères» (il a profité du mot d'ordre du PKK de boycotter les élections pour raffer la mise grâce au scrutin majoritaire à un tour). Il triomphe enfin dans de nombreuses villes d'Anatolie centrale,

ses fiefs traditionnels, et en premier lieu à Konya.

Les nuisances du tourisme

«Nous savons que nous aurons à rendre des comptes dans l'autre monde et nous ne commettons pas d'injustices», assure Halil Urun, maire du «grand Konya», soulignant que sa ville «dispose aujourd'hui de services qu'elle n'a jamais eus». L'eau coule désormais des robinets des quartiers les plus reculés. Des boulangeries industrielles de la municipalité fournissent un pain qui coûte moitié moins cher qu'ailleurs. Des supermarchés municipaux vendent les produits de base «à un prix juste». «L'an dernier le taux d'inflation dans notre ville était de 10 points inférieur à la moyenne nationale», affirme réjoui Ismail Ok-suzler, un des trois maires d'arrondissement, frénétique bâtisseur de mos-



quées et de lycées religieux: «Il n'y a pas assez de place pour tout le monde dans ces établissements, car notre peuple souhaite des institutions morales où les enfants peuvent recevoir un enseignement conforme à nos traditions millénaires.»

L'opposition laïque, réduite à jouer les utilités, dénonce par la voix d'Ismail Unsul, le leader local des socialistes, «ce laboratoire de la charia (la loi islamique, ndlr) où les islamistes transforment et interprètent à leur façon les lois de la République». Le Parti de la prospérité contrôle la seule télévision locale comme la quasi-totalité des radios du cru. Les théâtres comme les cinémas sont en léthargie. Un concert où devait se produire l'an dernier le célèbre chanteur Zulfu Livaneli, connu pour ses opinions de gauche, a été interdit. L'alcool ne se trouve désormais que dans deux ou trois épiceries et une poignée de restaurants touristiques. Un sursis? Aux yeux du Refah, le tourisme nuit à la

morale publique et le parti ne cache guère son désir de redonner un jour son caractère de lieu de culte au tekke (monastère) de Mevlana, le célèbre fondateur de l'ordre des derviches tourneurs, transformé en musée. Qu'importe si ce grand mystique du XIII^e siècle célébrait l'amour du Créateur par l'amour de la créature, aux antipodes de toute bigoterie. Toutes les maisons closes ont été fermées et les «madames» racolent désormais dans les minibus. Il y a un an, la municipalité avait même tenté de supprimer la mixité dans les transports comme dans les cours de l'université locale, mais avait dû finalement reculer.

«Notre force est d'être à l'écoute de la population», explique Ismail Findjik, vice-président local du Refah qui revendique 90000 inscrits, «tous très mobilisés», pour 300000 électeurs. Une proportion digne d'un Parti communiste de banlieue rouge à la grande époque. Deux fois par semaine tous les habitants peuvent venir discuter directement dans les bureaux des maires qui tous les soirs se rendent à des réunions publiques de quartier. Sur les murs trône l'emblème du parti, un croissant traversé par un épi de blé sur fond rouge, qui rappelle immanquablement la faucille et le marteau.

Des enclaves islamistes

Le Refah est un étrange hybride. «Un parti islamiste dans son idéologie, populiste dans son verbe et stalinien dans son organisation», selon une définition lapidaire de Rasem Cakir, journaliste et politologue d'Istanbul. Le Refah a toujours dû agir dans un champ politique ouvert et pluraliste. Certains dirigeants, pour rassurer leurs interlocuteurs occidentaux, n'hésitent pas à comparer leur parti à une démocratie chrétienne qui se fonderait sur les valeurs de l'islam puisque telle est la religion de plus de 95% des Turcs. Le président et leader charismatique du parti, Necmettin Erbakan, ingénieur sexagénaire formé en Allemagne, a été avant le coup d'Etat militaire de 1980 trois fois vice-Premier ministre dans des gouvernements de coalition.

Depuis cinq ans, ses suffrages s'envolent (lors des législatives de 1991 il a atteint 17% en présentant des candidats communs avec l'extrême droite

nationaliste, une alliance aussitôt rompue). Aucun politologue turc n'imagine que le Refah puisse un jour devenir le premier parti d'un pays profondément marqué par la laïcité républicaine d'Atatürk, mais il s'enracine en multipliant les «enclaves islamistes». Une stratégie voulue par les «modernistes», notamment à Istanbul, bien décidés à ne plus recruter seulement autour des mosquées.

Une idéologie confuse

«Ne pas attendre que les gens viennent à nous mais aller vers les gens. Les autres partis ont des noms divers mais ont tous fait la même chose: nous, nous démontrons quotidiennement que nous sommes réellement différents», explique Feyzullah Kiyiklik, nouveau maire de Bachelievler, près d'Istanbul, industrielle banlieue championne de 400000 habitants, infatigable missionnaire qui n'hésite pas à aller aussi porter la «bonne parole» dans les discothèques ou les débits de boisson: «Ceux qui boivent sont aussi nos frères: ils sont mal dans cette société: l'alcool est un symptôme.» Parmi ses recrues, le Refah compte aussi commerçants ou cadres et des femmes qui militent le visage découvert. Une nouvelle base qui s'ajoute aux émigrés venus d'Anatolie. Parmi eux le parti est omniprésent. Aux étudiants, il offre des logements et des bourses. Il peut donner un coup de pouce pour un emploi et «encourage» les plus aisés à verser très régulièrement l'aumône traditionnelle. Entraîne et présence sur le terrain à la place d'une gauche divisée, sans programme ni militants.

L'idéologie du Refah est d'autant plus volontairement confuse qu'il évite d'afficher un islamisme trop militant, théoriquement interdit par la Constitution. Son mot clé, l'«ordre juste», est suffisamment vague pour racoler tous azimuts. Le message passe bien avec ses relents anti-impérialistes, «contre les partis à la botte des Américains». Brillant orateur, Necmettin Erbakan use à merveille de cette rhétorique creuse, apportant l'espoir de lendemains qui chantent: «En Russie le communisme s'est finalement effondré, en Turquie c'est maintenant le tour de ceux qui depuis cinquante ans ont été les imitateurs de l'Occident.»

Marc SEMO

Le Premier ministre résiste bien aux municipales

Mais le grand vainqueur du scrutin pourrait être le parti islamiste de Necmettin Erbakan

Le Parti de la juste voie (Dyp, droite) du Premier ministre M^{me} Tansu Ciller arrive solidement en tête des résultats provisoires des élections municipales qui ont eu lieu dimanche en Turquie mais le grand bénéficiaire du scrutin devrait être le Parti (islamiste) de la prospérité qui a presque réussi à doubler ses voix par rapport aux précédentes municipales de 1989. Cauchemar des démocrates turcs partisans de la laïcité héritée du fondateur de la République, Kemal Ataturk, le Parti de la prospérité (RP), dirigé par M. Necmettin Erbakan, 68 ans, était crédité de 16,89 pc des voix à l'échelle nationale contre 9,8 pc en 89. Le parti de M^{me} Ciller obtiendrait, de son côté, un quart des voix, selon des chiffres encore non officiels.

REJET

Lundi, sur trente-huit mairies provinciales dont les votes avaient été dépouillés (sur un total de septante-six), le parti islamiste en remportait onze, alors qu'il n'en avait gagné que trois en 89. De plus, il était au coude à coude avec deux partis

traditionnels dans la course aux mairies des deux plus grandes villes du pays, Istanbul et Ankara.

A première vue, le RP, ou « Refah » (prospérité en turc), confirmait ses positions dans ses fiefs traditionnels du centre de la Turquie et marquait des points dans le sud-est grâce à la défection du Parti (pro-kurde) de la démocratie (Dep) qui a décidé de ne pas participer au scrutin. Ce succès du parti islamiste s'explique par un rejet des partis traditionnels, considérés comme sclérosés et corrompus, et par une intense action sociale dans les municipalités qu'il détient déjà. Toutefois, estiment les observateurs, son succès doit être pondéré par le fait que l'élection était au scrutin majoritaire à un tour, un score de 20 à 25 pc étant parfois suffisant pour l'emporter.

Le vainqueur en voix de la consultation sera, selon toute vraisemblance, le Dyp de M^{me} Ciller, ce qui déjoue les pronostics des analystes et des instituts de sondage. Selon des résultats provisoires, le Dyp obtiendrait environ 24,48 pc



M^{me} Ciller : une victoire personnelle. (Photo Guyaux)

des suffrages. Il devancerait, dans l'ordre, le Parti de la mère patrie (Anap, centre-droit), premier parti d'opposition, crédité de 21,42 pc, le Refah et le second partenaire de la coalition gouvernementale, le Parti populiste social-démocrate (SHP, centre-gauche), avec 12,01 pc.

VICTOIRE

Ces résultats partiels portent sur les élections aux conseils provinciaux. Traditionnellement en Turquie, ces élections sont celles dont le profil se rapproche le plus des élections législatives et donnent une bonne indication de la répartition des forces politiques.

Le résultat du Dyp apparaît comme une victoire personnelle de M^{me} Ciller et devrait assurer son maintien à la tête de la coalition gouvernementale, malgré les difficultés économiques que connaît actuellement la Turquie. (D'après AFP)

Ces résultats partiels portent sur les élections aux conseils provinciaux. Traditionnellement en Turquie, ces élections sont celles dont le profil se rapproche le plus des élections législatives et donnent une bonne indication de la répartition des forces politiques.

Les premiers résultats des municipales semblent marquer un succès inattendu de M^{me} Ciller

ISTANBUL

de notre correspondante

Malgré la crise économique et les pronostics pessimistes de certains analystes politiques, M^{me} Tansu Ciller, le premier ministre turc, serait sortie victorieuse de son premier test électoral à l'échelon national, puisque son parti, le Parti de la juste voie (DYP, droite), resterait la première formation du pays avec 25,19 % des voix, d'après les premiers résultats des élections municipales du dimanche 27 mars, qui portaient lundi en fin de matinée sur 44 % des suffrages.

Les islamistes du Parti de la prospérité (RP) remporteraient, eux, un succès attendu avec 17,06 %. La droite conservatrice et religieuse serait renforcée, avec, en particulier à l'est du pays, une avance remarquable de l'extrême droite, représentée par le Parti de l'action nationale (MHP). Le scrutin paraît confirmer la déroute de la gauche. Le Parti populaire social-démocrate (SHP) a payé le prix de récentes affaires de corruption puisqu'il n'obtiendrait que 11,83 %, contre 20,8 % lors des élections générales de novembre 1991. Le RP semble avoir été le principal bénéficiaire des votes de protestation contre l'ordre éta-

bli qui profitaient habituellement à la gauche.

Une des grandes inconnues de ces élections était la réaction de la population kurde du Sud-Est anatolien, privée du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), qui avait choisi de retirer ses candidats. La population de la région a voté en masse pour le RP, qui a remporté la mairie de Diyarbakir. Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises dans toute la région. A l'exception de quelques incidents, le scrutin a eu lieu dans le calme.

NICOLE POPE

Le gouvernement allemand est sommé de s'engager dans la question kurde

L'immolation de cinq militants kurdes, samedi, a profondément marqué l'opinion allemande. Le conflit en cours dans l'est de la Turquie n'est plus, outre-Rhin, une guerre civile parmi tant d'autres.

ALAIN AUFRAY
BERLIN

Vue d'Allemagne, la question kurde a cessé depuis la semaine dernière de n'être qu'un vague conflit indépendantiste parmi tant d'autres, perdu dans des montagnes désertiques et lointaines. Il aura fallu les images insoutenables de militants s'immolant par le feu devant les photographes pour que le pays découvre l'ampleur de la mobilisation, le désespoir et par-

fois le fanatisme de ceux qui combattent pour l'autonomie, voire l'indépendance du Kurdistan.

Quelque 450 000 Kurdes, soit 90% de la communauté kurde en Europe, résident de longue date en Allemagne où ils ont été accueillis en tant que travailleurs immigrés porteurs de passeports turcs. Samedi 19 mars, 6000 d'entre eux avaient bloqué pendant neuf heures l'autoroute Munich-Stuttgart pour protester contre le soutien militaire et économique apporté par Bonn au

gouvernement turc. Cinq militants avaient ensuite mis le feu à leurs vêtements imbibés d'essence, trois y trouvant la mort.

Bravant les interdictions du Ministère de l'intérieur, près de 10 000 Kurdes ont manifesté dimanche à Mannheim en signe de deuil. La police et les unités d'élite antiterroristes avaient tout fait pour empêcher le rassemblement qui, contre toute attente, n'a été accompagné d'aucun incident grave. Plusieurs milliers de mani-

festants venus en autobus d'Allemagne et d'autres pays européens avaient été contraints de rebrousser chemin. Dans l'après-midi, les militants refoulés à l'ouest d'Aix-la-Chapelle ont de nouveau bloqué les autoroutes en direction de la Belgique et de la Hollande. «Les chars turcs importés d'Allemagne ne bloquent-ils pas chaque jour les accès à nos villages?» ont expliqué les manifestants aux automobilistes excédés. Selon les organisations hu-



La police allemande arrête, mardi dernier, des centaines de militants kurdes, coupables d'avoir élevé des barricades sur une autoroute près de Francfort. Depuis, l'affaire a pris une dimension politique difficilement contournable.

REUTER

manitaires, Bonn aurait livré à l'armée turque au cours de la décennie passée pour 6 milliards de francs de matériel militaire, dont une partie de l'arsenal de l'armée de l'ex-RDA.

Le gouvernement fédéral et l'opinion allemande ont longtemps été tentés de ne voir dans le conflit du Kurdistan qu'un problème interne turc dont il convient de ne pas se mêler. La semaine dernière, le chancelier Kohl avait persisté dans cette attitude en menaçant d'expulsion immédiate les extrémistes kurdes qui ne respectent pas les lois de l'hospitalité. Son ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, avait annoncé qu'il entendait négocier dans les plus brefs délais avec Ankara un traité permettant d'extrader les «terroristes» avec

la garantie que ceux-ci ne seraient menacés ni de mort ni de torture en Turquie. Le gouvernement turc s'est naturellement empressé de saluer la fermeté de Bonn, tout en rappelant que, la Turquie étant un «Etat de droit», aucun obstacle juridique ne s'opposait à l'expulsion des Kurdes.

Mais, hier, le ministre de la Justice, Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, a dû nuancer les propos musclés de son collègue. Car, en dépit des professions de foi démocratiques du gouvernement de Tansu Çiller, personne n'ignore à Bonn la brutalité des «interrogatoires» pratiqués en Turquie. Même si Ankara devait «promettre» de renoncer à la peine de mort, les rapports d'Amnesty International rappellent que les enlèvements et exécutions sommaires par des com-

mandos de tueurs en civil sont toujours d'actualité.

Depuis dimanche, plusieurs responsables politiques ont réclamé que Bonn joue de son influence pour que cesse la répression en Turquie. Selon le directeur de l'Office de protection de la Constitution de Hambourg, Ernst Ullrich, un «système de vases communicants» lie la violence en Allemagne et dans les montagnes kurdes. L'intransigeance d'Ankara affaiblit les indépendantistes modérés et favorise la montée en puissance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui compterait environ 6000 membres et 40 000 sympathisants en Allemagne. Malgré son interdiction en novembre dernier, le PKK reste plus que jamais influent outre-Rhin où les assassins de «renégats» et le racket de

commerçants kurdes sont, selon la police, monnaie courante.

A Bonn, le député social-démocrate Gottfried Bernrath a mis en garde hier contre un nouveau durcissement de la législation sur l'immigration. Il appartient selon lui au gouvernement fédéral de faire pression sur la Turquie, «pays allié et ami», afin que cesse la guerre civile et que soit garantie une autonomie à la minorité kurde.

Les Verts exigent un embargo économique et l'arrêt immédiat des livraisons d'armes. Le Parti écologiste avait envoyé ce week-end des observateurs au Kurdistan. L'une de ces représentantes a révélé hier que l'armée turque avait bombardé un village kurde dans la région de Cizre. □

Les islamistes emportent la mairie d'Istanbul

Les résultats presque définitifs des élections municipales turques, qui ont eu lieu dimanche 27 mars (*le Monde* du 29 mars) confirment la percée des islamistes, qui remportent Istanbul, avec 25 % des suffrages.

ISTANBUL

de notre correspondante

«Tremblement de terre», «tempête»: la presse et 75 % des Stambouliotes ont accueilli avec incrédulité et anxiété la victoire des islamistes du Parti de la prospérité (RP) à Istanbul. Au quartier général du parti, en revanche, l'atmosphère était à la fête, puisque le RP a, non seulement placé son candidat à la tête de la municipalité du Grand Istanbul pour cinq ans, mais semble également avoir remporté la victoire dans seize des trente-trois districts de la ville.

«Allez-vous fermer les maisons closes?», «Allez-vous fermer les boîtes de nuit de Beyoglu?», étaient les premières questions adressées par les journalistes à Recep Tayyip Erdogan, ce qui leur a valu la réponse exaspérée du nouveau maire de l'ancienne capitale ottomane. «Mais enfin, pourquoi ne me parlez-vous pas des transports, de la pollution ou du ramassage des ordures? Vous essayez de faire de moi une cible.» M. Erdogan a souligné qu'il avait été élu pour fournir des services à l'ensemble de la population et qu'il entendait en faire sa priorité.

Les candidats du parti n'ont pas nié qu'ils prévoyaient de

bâtir une mosquée sur la célèbre place Taksim, en plein centre d'Istanbul, mais il est peu probable qu'ils essayent - ou parviennent - à changer l'essence de cette ville cosmopolite. Les pouvoirs limités accordés aux municipalités ne leur en fourniront d'ailleurs pas l'occasion.

Les 25 % des Stambouliotes, et les 18 % de Turcs qui ont voté pour le RP - troisième parti à l'échelle nationale - ne sont pas tous des fondamentalistes musulmans. Le succès du RP reflète surtout la lassitude de l'électorat à l'égard des partis traditionnels, et notamment de la gauche, qui les ont déçus. Les vrais militants du parti sont ceux qui veulent un retour à des valeurs religieuses traditionnelles, sont certes en nombre important, mais cela ne suffit pas pour expliquer le raz-de-marée du RP, qui a doublé ses voix au niveau national.

Des métropoles schizophrènes

L'une des explications les plus fréquemment données - par ceux qui ont choisi le seul parti qui n'ait pas encore eu l'occasion de faire ses preuves - était: «Essayons». Avec l'espoir que le RP, contrairement aux autres formations politiques qui ont démontré leur faiblesse à l'égard de la corruption omniprésente, tiendrait ses promesses d'honnêteté.

Une carte de la Turquie permet de voir clairement les zones où le RP a renforcé sa position. A l'exception d'Istanbul et d'Ankara - deux métropoles schizophrènes où la modernité de l'élite

cohabite avec la tradition des immigrants ruraux - ce sont l'Est et le Sud-Est anatolien qui sont passés, en masse, aux mains du RP.

Bien que le succès des islamistes soit incontestable dans ces régions rurales, les résultats sont quelque peu déformés par le fait que les nationalistes kurdes du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde), avaient décidé de ne pas participer au scrutin, accusant les forces de sécurité de harcèlement à l'égard de leurs candidats. Six députés kurdes, dont cinq membres du parti, sont actuellement emprisonnés après la levée de leur immunité parlementaire. Par ailleurs, le pourcentage de bulletins nuls semble avoir été élevé dans le Sud-Est, en réponse à l'appel du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui avait demandé à la population kurde de boycotter ces élections.

La Turquie traverse, à l'évidence, une crise d'identité. Les seuls à ne pas l'avoir remarqué sont apparemment les dirigeants des partis traditionnels, qui continuent de faire campagne avec des idées vieilles de soixante-dix ans, qu'ils n'ont pas su adapter aux conditions de la Turquie d'aujourd'hui. Il n'est pas question d'abandonner les principes de Mustafa Kemal Atatürk, et notamment la laïcité de l'Etat, mais il est urgent de tenir compte des changements importants qui sont intervenus dans la société turque.

Le premier ministre Tansu Ciller a certes remporté une victoire puisqu'elle a maintenu une faible avance, 1,5 % à 2 %, sur son

rival immédiat, l'ANAP, qui lui contestait la direction de la droite. Elle est désormais assurée de rester à son poste. Mais les trois partis traditionnels, le sien (DYP), l'ANAP de Mesut Yilmaz, et surtout les sociaux-démocrates du SHP, ont tous perdu des points par rapport aux élections générales de 1991, alors que le RP et les ultra-nationalistes du Parti de l'action nationale (MHP, 8 % environ) doublaient leur score.

Les résultats ont aussi souligné la nécessité de modifier le système électoral, qui permet à un parti de parvenir au pouvoir avec une majorité si faible qu'elle ne lui permet pas de gouverner de façon efficace. Alors que 81 % des voix étaient décomptés, le DYP, premier parti de Turquie, n'obtenait que 22,53 %. Pour l'instant, le pouvoir des islamistes du RP est limité aux municipalités qu'ils dirigeront dans trente provinces, mais leur chef, Necmettin Erbakan, un ingénieur à la voix suave et au visage poupin, ne cachait pas son but ultime. «Nous avons conquis deux tiers de la Turquie. Il faut des réformes constitutionnelles.»

La population turque a adressé un message sévère à ses dirigeants, avec l'espoir que le choc serait salutaire et les ferait sortir de leur apathie. La balle est désormais dans leur camp. Ont-ils compris la leçon, sauront-ils réagir? Le prochain test devrait avoir lieu en 1996, lors des élections générales.

NICOLE POPE

Milliardengeschäft mit dem Irak angebahnt

Die Vereinten Nationen in Sorge / Mehr als 50 Schiffsladungen für Bagdad / Die Auslandsguthaben

ulfr. FRANKFURT, 28. März. Wohl ohne es zu wissen, steht Baden-Württemberg derzeit – nach Jordanien – an zweiter Stelle auf der Liste der neuen Geschäftspartner des Iraks. Von dem Irak-Sanktionsausschuß der Vereinten Nationen (UN) in New York vorliegenden jüngsten Handelsanträgen über insgesamt 8,6 Milliarden Dollar entfallen 5,4 Milliarden Dollar auf Jordanien, weitere 1,3 Milliarden Dollar auf Baden-Württemberg. Die Behörden des deutschen Bundeslandes haben davon offenbar keine Kenntnis. Denn das ungewöhnliche Milliardengeschäft wurde Mitte Februar – ohne damaliges Wissen des Bundesausfuhramtes in Eschborn – in aller Stille von einem Mannheimer Schmuckwaren-Designer über das Auswärtige Amt beantragt. Der Mannheimer wird nun vom Irak-Sanktionsausschuß verdächtigt, dem Irak bei der Umgehung der Sanktionen helfen zu wollen.

Nach Angaben der UN beantragte eine in Mannheim ansässige Firma im Februar die Lieferung von Gütern im Wert von insgesamt 1,343 Milliarden Dollar (2,3 Milliarden Mark) in den Irak. Das Auswärtige Amt leitete am 14. Februar einen entsprechenden Antrag der nach Angaben des Mannheimer Registergerichts weder im Handelsregister eingetragenen noch über einen eigenen Telefonanschluß verfügenden „United Oil Company“ über die deutsche Vertretung bei den Vereinten Nationen unter dem Aktenzeichen „SA 1402 U 6“ in New York an den Irak-Sanktionsausschuß weiter, anscheinend ohne sich zuvor über den geschäftlichen Hintergrund des genannten Unternehmens informiert zu haben. Dieses hat – laut Briefkopf – seinen Sitz am Friedrichsplatz in Mannheim. Die Anschrift und der Antragsteller sind identisch mit der kleinen Firma „Ary Design Schmuck“ im ersten Stock eines Mietshauses. Auf die „United Oil Company“ deutet dort weder am Hauseingang noch an der Wohnungstür ein Schild hin.

Aufgetreten ist gegenüber dem Auswärtigen Amt für die „United Oil Company“ der im Handelsregister als Eigentümer der „Ary Design Schmuck“ eingetragene A. Schweininger. Nach Angaben des Mannheimer Registergerichts ist Gegenstand seines Schmuckladens „der Entwurf (Design), der An- und Verkauf, der Im- und Export von Schmuckwaren, insbesondere unter der Bezeichnung Ary Design“. Nun bemüht sich Schweininger in New York

um die Genehmigung des Milliardengeschäfts mit dem Irak.

Angeblich will Schweininger Lebensmittel, Seife und andere Güter in den Irak exportieren. Insgesamt umfaßt das vorgesehene Geschäft die Lieferung von 1,927 Millionen Tonnen Gütern (Palmöl, Seife, Zucker, Hühner, Corned beef, Bohnen und anderes) in den Irak über den jordanischen Hafen Akaba. Da dieser Hafen nach UN-Angaben aber nur von Schiffen mit einer Tonnage von bis zu 36 000 Tonnen angefahren werden kann, wären für die Lieferung aller Waren weit mehr als fünfzig Frachtschiffe notwendig. Dieser ungewöhnlich große Lieferumfang rief – im Gegensatz zu den deutschen Behörden – bei den Vereinten Nationen ein erstes Stirnrunzeln hervor.

Deshalb überprüfte man von New York aus bei den UN, wo man Mitte Februar noch die Auffassung vertrat, die „United Oil Company“ müsse wohl ein großes deutsches Unternehmen sein, zunächst einmal die Identität des angeblichen Zwischenempfängers der Waren in Jordanien. Die in den Anträgen angegebene Postfachnummer in Amman (Post Box 35284, Amman) entpuppte sich als die Adresse der jordanischen Niederlassung einer international bekannten Hotelkette. Nur Hotelgäste, die „verschleiern“ möchten, daß der Empfänger ein Hotelgast ist, nutzten dieses Postfach, lautete die Antwort aus Amman. Zwischenempfänger und Endabnehmer der Waren sei der Iraker Osama Aubbed (Postfach 55026, Bagdad).

Unterdessen zog die deutsche UN-Vertretung, nachdem ihr mitgeteilt wurde, daß der von ihr unterstützte Milliardenauftrag zumindest eine ungewöhnliche Basis hatte, den Antrag nicht etwa zurück, sondern bat Schweininger nur, beim Bundesausfuhramt in Eschborn einen Exportantrag zu stellen. Ob dieser inzwischen eingereicht wurde, mochte ein Sprecher der Behörde in Eschborn am Montag nicht sagen. Am 18. März wurde aber für einen Teil der Exportgesuche ein Genehmigungsantrag beim Bundesamt für Ernährung gestellt. Bonn unterstützt indessen weiterhin das angestrebte Milliardengeschäft des baden-württembergischen Schmuck-Designers.

In New York sahen sich die Mitarbeiter der UN derweil die eingereichten Lieferlisten Schweiningers etwas genauer an und waren abermals erstaunt. Mehrere der in den Listen aufgeführten Güter sollen zu ungewöhnlichen Preisen beschafft werden.

So will Schweininger unter anderem 100 000 Tonnen „Reinigungsseife“ aus deutscher Produktion in den Irak exportieren, zu einem Tonnenpreis von vier Dollar (6,80 Mark). Weil für diesen Preis aber auch die billigste Seife in Deutschland nicht zu bekommen ist, fragt man nun, ob Schweininger die angegebenen Waren wirklich beschaffen will. Andere der in den Lieferanträgen genannten Preise – so etwa für Palmöl – erscheinen demgegenüber wesentlich überhöht.

Bei den UN verfügt man inzwischen über genügend Erfahrung mit dem Erfindungsreichtum des Iraks, um zumindest einige Fälle aufdecken zu können, in denen ein einziges Ziel der Handelsanträge offenkundig die Freigabe eingefrorener irakischer Auslandswährungen, nicht aber die tatsächliche Lieferung von Hilfsgütern, ist. So wurde im Dezember ein finnischer Exportantrag zurückgezogen, mit dem ein Unternehmen drei Millionen Tonnen Zucker in den Irak exportieren wollte. Da der jährliche Verbrauch an Zucker im Irak aber nur 500 000 Tonnen beträgt und Zucker nicht über Jahre gelagert wird, hat man schnell erkannt, daß einzig die Freigabe der Devisen das Ziel der Iraker war. Man ist nun bei den UN zumindest erstaunt darüber, daß das Auswärtige Amt den ungewöhnlichen Milliardenantrag der zumindest in Deutschland offenbar nicht registrierten „United Oil Company“ bis zum Montag mittag noch nicht zurückgezogen hat.

Wer Schweininger unter der im Briefkopf der „United Oil Company“ angegebenen und mit der „Ary Design Schmuck“ identischen Rufnummer erreichen möchte, trifft auf einen Anrufbeantworter mit der Ansage: „Guten Tag. Sie sind mit unserem Mannheimer Büro ... verbunden. Das Büro ist momentan nicht besetzt. Bitte hinterlassen Sie eine Nachricht nach dem Signalton.“ Trotz der Auffälligkeiten dieses angestrebten Geschäfts wird der Irak-Sanktionsausschuß das Milliardengeschäft in den kommenden Tagen wohl genehmigen müssen; nicht zuletzt weil deutsche Behörden bislang ihre Hilfestellung verweigert haben. Zudem sind die von Schweininger angefragten Lebensmittellieferungen bei der UN nur „notifikationspflichtig“. Eine Überprüfung der Frage, ob die beantragten Güter dann später auch wirklich geliefert werden, findet nicht statt. Eine erste Teilgenehmigung liegt deshalb auch schon „unterschriftsreif“ auf den Schreibtischen der UN.

Ministerpräsidentin Çiller sieht sich bestätigt

Polarisierung bei der türkischen Kommunalwahl / Erfolge für die Fundamentalisten / Große Koalition in Ankara? / Von Almuth Baron

ANKARA, 28. März. In der Türkei möchten offenbar immer weniger Wähler von den säkularen Prinzipien Staatsgründer Kemal Atatürks und von einer politischen Regelung des Kurdenkonflikts hören. Die radikalen Einstellungen nehmen zu, wie die Kommunalwahlen zeigten. Der kleinere Koalitionspartner „Sozialdemokratische Volkspartei“ (SHP) hat erhebliche Stimmeneinbußen hinnehmen müssen. Obwohl die Partei in Kommunalwahlen traditionell gute Ergebnisse erzielt und ihr Prognosen einen Zuwachs vorhergesagt hatten, ging sie als großer Verlierer aus dem Votum hervor. Nach Auszählung von 55 Prozent der Stimmen stimmten nur 12,2 Prozent der Wähler für die Sozialdemokraten. Die SHP schätzte offensichtlich die Mehrheitsmeinung in der türkischen Bevölkerung falsch ein. Sie war mit dem Motto angetreten, für die Erhaltung des Säkularismus zu kämpfen. Außerdem hatte sich ihr Vorsitzender Murat Karayalçın für eine politische Regelung des Kurdenkonflikts ausgesprochen und für eine freie Meinungsäußerung der kurdischen Abgeordneten der „Demokratiypartei“ (DEP) im Parlament. Einzig in der türkischen Hauptstadt Ankara, der traditionellen Hochburg der Sozialdemokraten, wird die SHP mit Koral Göymen (knapp 27 Prozent) den Oberbürgermeister stellen.

Demgegenüber gewannen die Radikalen großen Zulauf. Gewinner war vor allem die fundamentalistische „Wohlfahrtspartei“ (RP) des 67 Jahre alten Necmettin Erbakan. Die RP wurde zur drittstärksten politischen Kraft. Hatte die Partei 1984 im Land nur etwas mehr als vier

Prozent der Stimmen erhalten, 1989 9,9 Prozent, erhielt sie nach den Auszählungen vom Montagmorgen knapp 17 Prozent der Stimmen. Selbst in der sozialdemokratischen Hochburg Ankara lag die der Stadt bisher unbedeutende Partei mit 25,9 Prozent an zweiter Stelle. In Istanbul lag die RP nach Auszählung von 55,5 Prozent der Stimmen mit 23,65 Prozent knapp vor der konservativen „Mutterlandspartei“ (23,3 Prozent). Möglicherweise wird die RP hier sogar mit Tayyip Erdoğan den neuen Oberbürgermeister stellen. In den Städten Erzurum, Konya und Diyarbakir, in denen die Islamisten schon seit einigen Jahren Erfolge verbuchen, sind die Oberbürgermeisterposten der fundamentalistischen RP bereits sicher. Im Wahlkampf trat der Vorsitzende der Partei, Erbakan, mit der doppeldeutigen Aussage vor die Fernsehkameras, die RP sei zwar noch nicht die stärkste Partei im Lande, aber auf dem besten Wege dahin, die einzige Partei zu werden. Erbakan sagte auch selbstbewußt, die Türkei könne nur durch eine Beteiligung der RP an der Regierung gerettet werden.

Ein Wahlerfolg der Fundamentalisten muß noch nicht die völlige Abkehr der Türkei von einer europäischen Orientierung bedeuten, obwohl der RP-Vorsitzende einen Austritt der Türkei aus der Nato und eine Abkehr von Europa propagiert. Bisher steht eine Regierungskoalition mit den Fundamentalisten nicht zur Debatte. Viele Türken, vor allem aus den ärmeren und ärmsten Schichten, haben die Fundamentalisten gewählt, um nach dem Scheitern der Wirtschaftspolitik der Regierung einer weiteren Verelendung zu entgehen,

weniger aus religiösen Motiven. Junge Leute, die gerne einen liberalen Lebensstil pflegen würden, sehen durch den Vorstoß der RP ihr Wohlbefinden gefährdet. Einige lernten bereits in RP-regierten Städten Istanbul Alkoholverbot und Kleiderzwang kennen. Sie hoffen, daß in Städten wie Izmir, in denen voraussichtlich ein Sozialdemokrat Oberbürgermeister werden wird (30,7 Prozent), ein liberaler Geist herrschen wird.

Überraschend konnten Ministerpräsidentin Çiller und ihre „Partei des rechten Weges“ (DYP) ihre Stellung sichern. Entgegen allen Prognosen wurde die von Mesut Yılmaz angeführte, ebenfalls konservative „Mutterlandspartei“ (21,39 Prozent) nur zweite Kraft im Land. Gerade wegen der verunglückten Wirtschaftspolitik der DYP hatten die Umfragen starke Einbrüche vorausgesagt. Die Anap werde stärkste Kraft werden, hieß es. Wenn sich jetzt die DYP mit knapp 24,4 Prozent als erste Partei im Land halten konnte, so ist das einzig auf die harte Kurdenpolitik der Ministerpräsidentin zurückzuführen. Offensichtlich findet die Strategie Frau Çillers, den Kurdenkonflikt militärisch niederzuschlagen, eine breite Zustimmung in der Bevölkerung. Frau Çiller war mit dem Wahlanspruch angetreten: „Jede Stimme für die DYP ist wie eine Kugel gegen die PKK!“

In den vorwiegend von Kurden bewohnten Provinzen läßt sich eine zunehmende Radikalisierung erkennen. Große Unterstützung erhielten die Fundamentalisten, mancherorts aber auch die extremen Nationalisten um Alparslan Türkeş (MHP). In Erzurum und Kayseri erhiel-

ten RP und MHP, die bei diesen Wahlen im Gegensatz zu den vorangegangenen Kommunalwahlen getrennt antraten, zusammen über 50 Prozent der Stimmen. Unerwartet gut schnitt in den vorwiegend von Kurden bewohnten Gebieten auch die regierende DYP ab. Bei diesen Ergebnissen muß allerdings bedacht werden, daß die PKK zum Wahlboykott aufgerufen hatte. Vielerorts hielt sich die Bevölkerung an diese Aufforderung. In den Provinzen Tjnceli, Idir und Agri gingen die Einwohner mehrerer Dörfer ungeachtet der Wahlpflicht nicht zur Stimmabgabe. In Diyarbakir wählten vorwiegend Beamte und offensichtlich islamistisch gesonnene Bürger. Außerdem durften Soldaten in ihrem jeweiligen Einsatzgebiet ihre Stimme abgeben. Im Südosten der Türkei sind mittlerweile 250 000 Mann stationiert. Ebenfalls zur Wahl gingen die von Ankara bezahlten Dorfwächter. Die Wahlergebnisse spiegeln so die Stimmung der kurdischen Zivilbevölkerung offenkundig nicht wider.

Obgleich die Kommunalwahlen keinen direkten Einfluß auf die Regierung in Ankara haben und Ministerpräsidentin Çiller an der Koalition mit den Sozialdemokraten festhalten will, mehrten sich Stimmen, daß nach dem Mißerfolg der Sozialdemokraten eine große Koalition der beiden konservativen Parteien DYP und Anap sinnvoll wäre. Zu den Verfechtern dieser Auffassung zählen der ehemalige Ministerpräsident und Anap-Vorsitzende Mesut Yılmaz und viele Mitglieder der „Partei des rechten Weges“, die Staatspräsident Demirel nahesteht.

Dutch group claims manipulation in elections

Fails to mention PKK threats and attacks

Turkish Daily News

ANKARA- Manipulation was apparent in local elections in the provincial capital of Diyarbakır in southeastern Turkey where results announced by officials hardly reflected the popular preference, a Dutch organization claimed on Tuesday. In a one-page report, the Netherlands-Kurdistan Society, which describes itself as "an independent organization dedicated to the right of self-determination for the Kurds," said that in Diyarbakır "a considerable part of the population, including the hundreds of thousands of displaced persons from evacuated villages, had not been registered to vote."

The report, summing up the views of self-declared Dutch observers, claimed that a mere 170,000 votes, or only 30 percent of the people qualified to vote, were actually registered for the elections.

"From the available data," the report said, "it can be inferred that an estimated 50 percent of the registered electorate in Diyarbakır failed to show up at the polls." The report claimed that only about 15 percent of the population qualified to vote actu-

ally cast their votes, and that "of those voters who did show up, an estimated 40 percent turned in blank or invalid ballots."

Under these circumstances, said the report, the largest number of valid votes (an estimated 30 percent) went to the Welfare Party (RP), "giving the city of Diyarbakır an RP mayor with the backing of 3 percent of the electorate."

The Dutch report noted that "in the weeks preceding the local elections, the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has been subject to such a degree of pressure and intimidation that it has decided not to participate in the elections."

"It has been generally predicted that the DEP would get the majority of votes in these elections, the first in which a pro-Kurdish party was to participate. Consequently, the numbers of those who have abstained from voting, and of blank and invalid votes, are the only indication of the degree of Kurdish protest."

The report recalled that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had called for a boycott of the elections and said that as far as the

Turkish government was concerned, it attached most importance to a high turnout of voters and a high percentage of valid votes.

The Dutch group, known to be sympathetic to the PKK, also said there was manipulation concerning voter registration in the region, and that it seemed that "only a small proportion of the hundreds of thousands of Kurdish villagers who have left their native villages because of military pressure or out of fear and who have settled in the Kurdish cities or elsewhere in Turkey," were registered for the elections.

Tuesday's report, faxed to the TDN, failed to mention the PKK's public threat "to shoot candidates and electors" if they continued their campaign or turn out at the polling stations. Neither did it refer to the pre-election abductions by the PKK of political candidates and a recent threat by the organization to target even members of politicians' families. Over 300 foreign observers were in the Southeast over the past week to observe both the Newroz celebrations on March 21 and the local elections of March 27.

turkish daily news — March 30, 1994

INFO-MATIN - 30 mars 1994

Percée du Refah aux élections municipales en Turquie

Les islamistes emportent les mairies d'Istanbul et d'Ankara

Istanbul et Ankara. Les islamistes turcs du Refah – le «Parti de la Prospérité» – se sont adjugés les deux principales villes du pays lors des élections municipales de dimanche dernier, selon des résultats encore non officiels mais quasi certains. Au plan national, ce parti a presque doublé ses voix par rapport aux précédentes municipales de 1989. Près d'un électeur sur 5 (18 %) a voté pour ses candidats.

Cette avancée incontestable, qui fait de la formation islamiste le troisième parti turc, s'explique principalement par le manque de crédibilité des partis traditionnels. Tous perdent des voix par rapport aux élections générales de 1991. Au profit non seulement des islamistes, mais aussi des ultra-nationalistes du Parti de l'action nationale qui obtiendraient 8 %. L'élément qui semble avoir joué un rôle majeur

dans la désaffection des électeurs à l'égard des formations les plus anciennes est la corruption. Le vote en faveur de Refah peut, du moins en partie, être interprété comme l'expression d'un désir de moralisation de la vie publique. Seule formation islamiste représentée à l'Assemblée nationale, le Refah recrute ses électeurs principalement dans les zones rurales et dans les quartiers déshérités des grandes villes. Conservateur et populiste, il prône essentiellement le retour aux valeurs morales. Il a fait de la lutte contre la «bourgeoisie cosmopolite» l'un de ses chevaux de bataille.

Bien que les facteurs internes aient sans doute été déterminants, les islamistes sont aussi en Turquie ceux qui, avec les ultra-nationalistes, expriment avec le plus de force leur solidarité avec les Musulmans de Bosnie. Ce qui a certainement joué en

leur faveur. Le bon score qu'obtient par ailleurs le Refah dans le sud-est (le Kurdistan) s'explique par la plus faible participation au scrutin dans cette région, à la suite de la décision du Parti de la démocratie, formation pro-kurde, de ne pas participer aux élections, après l'arrestation de six de ses députés. En outre, la milice kurde du PKK avait appelé au boycott.

Le nouveau religieux en Turquie a été en partie favorisé par la politique des militaires, auteurs du coup d'Etat de septembre 1980, qui ont cherché – schéma classique – à s'appuyer sur le conservatisme religieux pour lutter contre l'extrême gauche. Aux élections législatives de 1987, le Refah avait obtenu 7,5 % des voix, puis 10 % lors des municipales de 1989. En 1991, pour les élections législatives, il s'était allié aux ultra-nationalistes. Les deux formations, ensemble, avaient obtenu 17 % des voix. Cette alliance avait ensuite été rompue.

Dominique Lagarde

AMNESTY INTERNATIONAL
4 rue de la Pierre Levée
75011 Paris

NEWS 11/58/94
EUR 44/WU 09/94
30 mars 1994

SF 94.M.083

EXTERNE
Informations hebdomadaires

TURQUIE
**La discrimination qui frappe les demandeurs d'asile non
européens les met en danger**

Amnesty International a déclaré dans un rapport publié ce jour que la protection des réfugiés en Turquie a atteint un point critique, ce qui met en danger la sécurité de plusieurs centaines de réfugiés et demandeurs d'asile.

Des centaines d'Irakiens, ainsi que des Iraniens et des Tunisiens, ont été récemment renvoyés contre leur gré dans leurs pays d'origine, où bon nombre d'entre eux risquent d'être victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux. En revanche, quelque 330 000 Turcs de souche qui avaient fui la Bulgarie avaient en revanche été accueillis en Turquie à la fin des années 80 et plus de 20 000 musulmans bosniaques ont été acceptés comme réfugiés depuis le début du conflit en Bosnie-Herzégovine en 1992.

Selon l'organisation mondiale de défense des droits de l'homme, « la Turquie a certes le pouvoir de contrôler l'entrée sur son territoire, mais cela ne doit pas être en contradiction avec ses obligations internationales en matière de droits de l'homme. Tout individu, quel que soit son pays d'origine, a le droit universellement reconnu d'être protégé contre le refoulement vers un pays dans lequel il risque d'être emprisonné, torturé ou tué. »

Amnesty International appelle le gouvernement turc à respecter son obligation internationale de ne pas renvoyer par la force des personnes dans des pays où elles risquent d'être victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux. Elle prie les autorités turques de mettre en place des procédures équitables et efficaces pour tous les demandeurs d'asile et de donner publiquement l'assurance que les accords de sécurité conclus récemment avec d'autres pays ne mettront pas en danger les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Au cours des derniers mois, plus de 300 Irakiens ont été rapatriés contre leur gré dans le nord de l'Irak. Parmi eux figuraient des personnes auxquelles le statut de réfugié avait été reconnu et d'autres dont le cas était en cours d'examen par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ; d'autres encore étaient en attente de réinstallation dans des pays tiers. En janvier dernier, au moins six demandeurs d'asile iraniens, dont l'un s'était vu reconnaître le statut de réfugié, ont été expulsés. En 1993, deux réfugiés tunisiens ont été emprisonnés dans leur pays après y avoir été renvoyés contre leur gré par les autorités turques.

Tout rapatriement forcé est prohibé par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement turc affirme que cette obligation ne s'applique qu'aux Européens, conformément à l'objet originel de la convention, qui visait les personnes devenues réfugiées à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Plus de 120 pays sont parties à la convention et au protocole qui la complète, mais seuls la Turquie et deux autres États maintiennent cette restriction géographique.

La Turquie se trouve au cœur d'une région en proie à la guerre. À la fin des années 80, des milliers d'Irakiens ont trouvé refuge en Turquie à la suite des atrocités commises par le gouvernement irakien ; 500 000 autres les ont rejoints à la suite de la répression brutale d'un soulèvement en Irak après la fin de la guerre du Golfe en 1991. Par ailleurs, plusieurs centaines de demandeurs d'asile iraniens entrent en Turquie chaque année. En outre, au cours des deux années écoulées, plusieurs dizaines de Tunisiens fuyant la torture et les mauvais traitements ont sollicité la protection de la Turquie.

Aucune disposition légale ne permet aux non Européens de solliciter l'asile en Turquie. Un arrangement informel s'est mis en place au fil des années entre le HCR et le gouvernement turc ; il permet aux demandeurs d'asile non européens de rester en Turquie pendant l'examen de leur cas par le HCR et, aux réfugiés reconnus comme tels, d'y demeurer jusqu'à leur réinstallation dans un pays tiers. Cet arrangement semble s'effriter. C'est ainsi qu'à la fin de décembre 1993 plusieurs demandeurs d'asile irakiens ont été arrêtés par la police turque alors qu'ils s'approchaient du bureau du HCR à Ankara ; ils ont été renvoyés en Irak contre leur gré et malgré les protestations du HCR.

Les demandeurs d'asile ne sont même pas en sécurité sur le territoire turc, où ils risquent d'être harcelés et maltraités par la police du pays. En outre, depuis août 1993, trois Iraniens qui appartenaient à des groupes d'opposition ont été assassinés en Turquie dans des circonstances qui laissent à penser qu'ils ont été exécutés par des représentants des autorités iraniennes. Le climat d'insécurité est renforcé par les protocoles signés avec le gouvernement iranien concernant des problèmes communs de sécurité et l'application des accords d'extradition existants. Bien que les responsables

turcs affirment avec insistance que ces accords ne s'étendent pas aux personnes ayant fui les persécutions politiques, Amnesty International reste préoccupée par le fait qu'ils risquent d'empêcher les demandeurs d'asile iraniens qui fuient les violations de leurs droits fondamentaux de solliciter la protection de la Turquie. Par ailleurs, en janvier 1993, le gouvernement turc a convenu avec la Tunisie d'empêcher les membres des mouvements d'opposition tunisiens de chercher refuge en Turquie ; il s'est également engagé à fournir le cas échéant des informations sur leurs activités.

Amnesty International prie les autorités turques de supprimer la restriction géographique qui empêche les réfugiés non européens d'obtenir l'asile en Turquie. Elle les exhorte à mettre en place des procédures équitables et satisfaisantes pour l'examen de toutes les demandes. L'Organisation appelle en outre les autorités à donner publiquement l'assurance que les accords de sécurité conclus avec d'autres pays n'empêcheront pas des personnes de solliciter l'asile en Turquie et ne permettront pas de renvoyer contre leur gré les demandeurs d'asile dans des pays où ils risquent d'être victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux.

Les réfugiés non européens ne pouvant actuellement rester en Turquie, la réinstallation dans un pays tiers est pour eux la seule façon d'être véritablement protégés. Le risque d'expulsion augmente de mois en mois pour ceux qui ne peuvent bénéficier de cette mesure. Amnesty International prie instamment les pays qui gèrent des programmes de réinstallation de traiter rapidement les demandes et de prendre entièrement en compte les risques encourus par les réfugiés. L'Organisation appelle également les autres gouvernements à ne refouler aucun demandeur d'asile non européen vers la Turquie, ce pays n'accordant pas une véritable protection à cette catégorie de personnes.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 30, 1994

Turk Leader Urges Bloc To Counter Extremists

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller on Tuesday urged rightist parties to unite after Islamic fundamentalists declared victory in Istanbul and Ankara and made striking gains in local elections across the country.

"The people have given the message that the right must unite," she told legislators of her center-right True Path Party, which narrowly outpolled the center-right Motherland Party for second place.

The victories by the fundamentalist Welfare Party in 22 mayoral races in Sunday's local elections undermined the nationwide support for True Path in other races.

Nationwide, Welfare doubled its vote to 18 percent compared with the previous local vote five years ago.

Mrs. Ciller, whose party led local races across the nation with 23 percent, said it was time to unite center-right parties.

"This is the message the elector-

ate gave us and they showed under which party they want this merger to happen," she told True Path Party deputies.

With 84 percent of the vote counted, the main opposition Motherland Party had 21 percent.

The Social Democrat Populist Party, the junior coalition partner, had 13 percent. The far-right Nationalist Action Party had 8 percent and the rest of the vote was divided among eight other parties.

In final results, Welfare Party members won 22 mayoral races; Motherland won 11; and the Social Democrats, True Path and Nationalist Action, seven each.

(Reuters, AP)

Democracy Party claims cover-up of Kurdish votes

Turkish Daily News

ANKARA- Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) claimed Tuesday that about half the Kurdish population in the Southeast had protested against the local elections, either by spoiling the votes or by not voting at all. Accusing the media of covering-up this "protest-voting," the DEP also criticized the Social Democratic People's Party (SHP) for lying about the DEP's alleged cooperation with the Welfare Party (RP) in the Southeast. Remzi Kartal, deputy chairman of the DEP, said Tuesday that Kurds in the east-

ern and southeastern provinces of Turkey had protested against the elections by "not going to the polls at all or by burning their votes."

Kartal criticized the media, especially state-controlled TRT, saying that television stations had concealed the results of the elections and did not even mention spoilt votes.

Kartal also criticized Murat Karayalçın, leader of the SHP, for spreading lies about the DEP and for saying that they supported the RP in the Southeast. "If this was so, why were the results covered-up?"

"We ask Karayalçın to prove his claims," Kartal said. He also said that the SHP was punished by the voters because of its lack of commitment to the prevention of "crimes against humanity."

Evaluating the results, Kartal argued that both the True Path Party (DEP) and the Motherland Party (ANAP) had lost support because of their present policies.

"The RP won the sympathy of the people because of their religious stance, and because of the slogan 'just society.' But the RP is not peaceful at all, and its mask will soon fall," Kartal added.

Amnesty International accuses Turkey of putting non-European asylum seekers at risk

Turkish Daily News

ANKARA- London-based human rights group Amnesty International reported that the security of non-European refugees and asylum seekers in, or about to enter, Turkey was at risk.

In a report released today, Amnesty International called on Turkey to "abide by its international obligations not to forcibly return people to countries where they risk serious human rights violations, to establish fair and effective asylum procedures for all asylum seekers, and to give public assurances that recent security agreements will not imperil refugees and asylum seekers." Turkey has signed the 1951 Convention on the status of refugees but made the reservation that it was not obliged to accept refugees and asylum seekers from the East.

The country is at the heart of a

region troubled by conflict. In the late 1980s, thousands of Iraqis fled here in the wake of atrocious human rights violations by the Iraqi government, and a further 500,000 sought refuge from the violent suppression in Iraq following the 1991 Gulf War. Hundreds of Iranian asylum seekers enter Turkey every year. In the past two years, dozens of Tunisians fleeing torture and ill-treatment have also sought safety in Turkey.

Amnesty claimed that there were no legal provisions for non-Europeans to apply for asylum to the Turkish authorities. The report also alleged that an informal arrangement between the UNHCR and the Turkish government, which allowed non-European asylum-seekers to stay in Turkey while their cases are examined by the UNHCR and a resettlement country is found —

appeared to be breaking down.

"In late December 1993, for example, several Iraqi asylum seekers were arrested by the police as they approached the UNHCR office in Ankara and, despite UNHCR protests, were forcibly returned to Iraq," the report said, adding: "Even within Turkey, asylum seekers are not safe, risking harassment and ill-treatment by Turkish authorities. In addition, since August 1993, three Iranians who were members of opposition groups have been assassinated in Turkey in circumstances suggesting that the killings may have been carried out by Iranian agents... In January 1993, the Turkish government also agreed with Tunisia to bar members of the Tunisian opposition movement from sheltering in Turkey, and to inform on their activities if possible."

turkish daily news

Claes maintains position against banning PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Belgian Foreign Minister Willy Claes, who promised his country would support "Turkish integration with European institutions," did not budge from Brussels' original position that banning the PKK would be "counter-productive." "We do not think that banning the Kurdistan Workers' Party (PKK) would solve the problem (of preventing terrorism)," Claes told reporters after he left Ankara for Istanbul on Tuesday. He added that the Belgian constitution "raised certain difficulties in banning the PKK."

"If we close the present organizations, new ones will be opened. Or they would go underground, which would make it more difficult to control them," he said.

"But if they act in a way that defies Belgian law, they will be severely punished," he warned.

The Belgian minister said his country was in firm control of its security.

"We firmly support Turkish territorial integrity and oppose terrorism, but we also believe in a political solution to Turkey's problems. Violence breeds more violence," Claes said Monday, after the talks with his Turkish counterpart, Hikmet Çetin, were completed.

Turkish Prime Minister Tansu Çiller had asked Belgian Prime Minister Jean-Luc Dehaene last January to outlaw the PKK, but received a negative response.

Dehaene, in turn, asked Çiller to solve the problems between the Turkish government and the Kurds, pointing out that Belgium had succeeded in solving its community problems peacefully. Çiller's request followed the clashes between Turks and Kurds in Brussels on the first day of 1994. Germany banned the PKK and affiliated groups in November, saying that they used violence to achieve their aims and were a domestic threat.

Turkey had held Belgium responsible for the clashes, because it allowed PKK supporters to demonstrate in a district heavily populated by Turks.

"We really did not expect a shift of Belgian policy during Claes' visit. They told us that they were being careful and observant, and that they recently moved a Kurdish conference, which was scheduled to be held in the centre of the town, to the outskirts," a Turkish diplomat said.

Claes said that Çetin had asked him to give dual nationality to Turkish residents in Brussels, but noted that this was not easy under Belgium's present laws. "We will take up this issue within the framework of EU legislation, and work towards giving them the right to vote in local elections," Claes said.

Claes spent the day visiting the sites of Istanbul and meeting with some Turkish businessmen.

... and Ankara goes to Welfare

The pro-Islamic Welfare Party (RP) wins race for Ankara mayor by a slim majority
RP takes 28 provinces out of 76, followed by ANAP's 13, DYP's 12, SHP's 11, MHP's 7 and CHP's 5

Turkish Daily News

ANKARA- Following its victory in Istanbul on Monday, the pro-Islamic Welfare Party (RP) on Tuesday announced its victory in the Turkish capital, after winning the prestigious mayoral post of Ankara by a slim lead over the Social Democratic People's Party (SHP).

As the results of Sunday's local elections came in throughout the day from the various districts of Ankara, it became clear that SHP candidate Korel Goymen and RP candidate Melih Gökçek were neck and neck in the race.

Eventually the winner was found to be RP's Gökçek, who gained the edge with an extra 10,000 votes.

At the beginning of the day the RP was trailing just behind the SHP, later it caught up and finally left the SHP behind in the afternoon.

As it became apparent that the RP was winning in Ankara, newspaper offices were showered with telephone calls from anxious citizens wondering if the news was true.

At 1:00 p.m. the RP leader, Necmettin Erbakan, organized a press conference with his party's victorious candidate for Ankara, Melih Gökçek.

Indicating that the RP had won the race for Ankara with a lead of 6,622 votes, Erbakan said, "These results show that people want to see the RP in power."

During his press conference RP leader Erbakan also said that he would be holding a press conference on Wednesday (today) with all the RP mayors that had won in the nationwide local elections.

While Erbakan announced his party's victory in Ankara, the state run Turkish Radio and

Television (TRT) insisted for a long time that the final results had not yet come in.

The TRT did not announce the RP's victory, in spite of the fact that the semi-official Anatolia news agency had announced it at 3:30 p.m..

According to the figures provided by Anatolia, Gökçek won in Ankara with 401,000 votes, with a lead of around 10,000.

In Turkey as a whole, on the other hand, the RP took 28 of the mayorships in 76 provinces, while the Motherland Party (ANAP) took 13, the True Path Party (DYP) 12, Social Democrat People's Party (SHP) 11, the Nationalist Movement Party

(MHP) 7 and the Republican People's Party (CHP) 5.

The percentage votes for the main parties, in terms of the Provincial Assemblies, were as follows:

DYP — 22.64; ANAP — 21.19; RP — 17.98; SHP — 13.04; DSP — 8.84; MHP — 8.06; CHP — 4.76; Others — 3.49.

Dutch group claims manipulation in elections

Fails to mention PKK threats and attacks

Turkish Daily News

ANKARA- Manipulation was apparent in local elections in the provincial capital of Diyarbakır in southeastern Turkey where results announced by officials hardly reflected the popular preference, a Dutch organization claimed on Tuesday. In a one-page report, the Netherlands-Kurdistan Society, which describes itself as "an independent organization dedicated to the right of self-determination for the Kurds," said that in Diyarbakır "a considerable part of the population, including the hundreds of thousands of displaced persons from evacuated villages, had not been registered to vote."

The report, summing up the views of self-declared Dutch observers, claimed that a mere 170,000 votes, or only 30 percent of the people qualified to vote, were actually registered for the elections.

"From the available data," the report said, "it can be inferred that an estimated 50 percent of the registered electorate in Diyarbakır failed to show up at the polls." The report claimed that only about 15 percent of the population qualified to vote actu-

ally cast their votes, and that "of those voters who did show up, an estimated 40 percent turned in blank or invalid ballots."

Under these circumstances, said the report, the largest number of valid votes (an estimated 30 percent) went to the Welfare Party (RP), "giving the city of Diyarbakır an RP mayor with the backing of 3 percent of the electorate."

The Dutch report noted that "in the weeks preceding the local elections, the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) has been subject to such a degree of pressure and intimidation that it has decided not to participate in the elections."

"It has been generally predicted that the DEP would get the majority of votes in these elections, the first in which a pro-Kurdish party was to participate. Consequently, the numbers of those who have abstained from voting, and of blank and invalid votes, are the only indication of the degree of Kurdish protest."

The report recalled that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had called for a boycott of the elections and said that as far as the

Turkish government was concerned, it attached most importance to a high turnout of voters and a high percentage of valid votes.

The Dutch group, known to be sympathetic to the PKK, also said there was manipulation concerning voter registration in the region, and that it seemed that "only a small proportion of the hundreds of thousands of Kurdish villagers who have left their native villages because of military pressure or out of fear and who have settled in the Kurdish cities or elsewhere in Turkey," were registered for the elections.

Tuesday's report, faxed to the TDN, failed to mention the PKK's public threat "to shoot candidates and electors" if they continued their campaign or turn out at the polling stations. Neither did it refer to the pre-election abductions by the PKK of political candidates and a recent threat by the organization to target even members of politicians' families. Over 300 foreign observers were in the Southeast over the past week to observe both the Newroz celebrations on March 21 and the local elections of March 27.

Wednesday, March 30, 1994 /

turkish daily news

Amnesty International accuses Turkey of putting non-European asylum seekers at risk

Turkish Daily News

ANKARA- London-based human rights group Amnesty International reported that the security of non-European refugees and asylum seekers in, or about to enter, Turkey was at risk.

In a report released today, Amnesty International called on Turkey to "abide by its international obligations not to forcibly return people to countries where they risk serious human rights violations, to establish fair and effective asylum procedures for all asylum seekers, and to give public assurances that recent security agreements will not imperil refugees and asylum seekers." Turkey has signed the 1951 Convention on the status of refugees but made the reservation that it was not obliged to accept refugees and asylum seekers from the East.

The country is at the heart of a

region troubled by conflict. In the late 1980s, thousands of Iraqis fled here in the wake of atrocious human rights violations by the Iraqi government, and a further 500,000 sought refuge from the violent suppression in Iraq following the 1991 Gulf War. Hundreds of Iranian asylum seekers enter Turkey every year. In the past two years, dozens of Tunisians fleeing torture and ill-treatment have also sought safety in Turkey.

Amnesty claimed that there were no legal provisions for non-Europeans to apply for asylum to the Turkish authorities. The report also alleged that an informal arrangement between the UNHCR and the Turkish government, which allowed non-European asylum-seekers to stay in Turkey while their cases are examined by the UNHCR and a resettlement country is found —

appeared to be breaking down.

"In late December 1993, for example, several Iraqi asylum seekers were arrested by the police as they approached the UNHCR office in Ankara and, despite UNHCR protests, were forcibly returned to Iraq," the report said, adding: "Even within Turkey, asylum seekers are not safe, risking harassment and ill-treatment by Turkish authorities. In addition, since August 1993, three Iranians who were members of opposition groups have been assassinated in Turkey in circumstances suggesting that the killings may have been carried out by Iranian agents... In January 1993, the Turkish government also agreed with Tunisia to bar members of the Tunisian opposition movement from sheltering in Turkey, and to inform on their activities if possible."

Wednesday, March 30, 1994

turkish daily news

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0338 4 I 0351 TUR /AFP-XQ89

Turquie-Elections-Kurdes

Les Kurdes de Turquie ont favorisé la poussée islamiste

ISTANBUL, 30 mars (AFP) - Les Kurdes de Turquie ont favorisé, directement ou non, la poussée du Parti islamiste de la Prospérité lors des élections municipales de dimanche dernier, estiment les commentateurs politiques.

Le Parti de la Prospérité (Refah en turc) de Necmettin Erbakan a gagné les municipales dans onze villes sur 17 du sud-est et de l'est à majorité kurde.

A Istanbul, il a remporté, outre la mairie de la ville, 17 mairies d'arrondissement sur 33. A l'exception de trois d'entre elles, ce sont des mairies situées à la périphérie, dans les bidonvilles et les faubourgs peuplés où sont concentrés la plupart des trois millions de Kurdes d'Istanbul, selon les estimations.

Quelque 7 millions, soit la majorité des Kurdes de Turquie (12 millions au total) vivent dans l'ouest du pays.

Ces Kurdes et les Turcs immigrés d'Anatolie qui vivent dans les bidonvilles d'Istanbul font face aux mêmes problèmes, selon les sociologues: exclusion par le centre et énormes problèmes d'infrastructures, économiques et sociales. Ils sont attirés par la rhétorique populiste du Refah.

Dans le sud-est, selon les estimations, environ la moitié des électeurs a soit boudé les urnes, soit voté blanc ou nul parce que le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) avait appelé au boycottage et que le Parti pro-kurde de la Démocratie (DEP) s'était retiré. Les autres ont donné une majorité relative au Refah, suffisante pour gagner des mairies selon le système turc majoritaire à un tour.

Le discours islamiste du Refah, qui préconise une seule communauté des croyants tout en excluant les différences ethniques entre Kurdes et Turcs, a attiré ces votes kurdes, estiment les commentateurs de la presse turque.

Le Refah, qui n'a jamais soutenu la solution militaire pour le problème du sud-est, a pu séduire les Kurdes majoritairement sunnites et de plus en plus étouffés par la répression de l'Etat ainsi que par la rhétorique nationaliste des partis turcs, ajoutent ces commentateurs.

KG/hc/mfo

At least 20 civilians killed in weekend bombing of Kurdish villages

'Aeroplanes came. The village turned into hell. It was devastated. They saved me from beneath the ruins.'

I heard that there were many dead and wounded'

Turkish Daily News

DIYARBAKIR/ANKARA- Local officials in Diyarbakir are stalling on any explanation for the killing of over 20 civilians this weekend when Turkish warplanes allegedly bombed at least four Kurdish villages after they refused to accept state-issued weapons to fight separatist units in their area.

Some of the wounded villagers, including women and children, were brought later to a Diyarbakir hospital for medical treatment but the exact number of casualties could not be ascertained.

According to surviving witnesses of the bombing on the village of Koçaklı in Şırnak, the attack took place on Saturday only hours after soldiers visiting their settlement were told of a majority decision not to become village guards.

Turkey, which has failed to crush the Kurdish separatist campaign in the Southeast in the years since 1984, has armed thousands of Kurdish villagers over the past nine years and pays them fixed

salaries to fight the rebels. Village guards are regarded by Ankara as part of the security forces in the region. It was apparently the refusal of the villagers of Koçaklı to go along with this process that led to the bombing.

"Aeroplanes came. The village turned into hell. It was devastated. They saved me from beneath the ruins. I heard that there were many dead and wounded," said Behiye Bengin, who had been hospitalized in Diyarbakir.

There have been claims that soldiers took the bodies of two of the dead villagers, namely Mersem Şen and Saliha Şen, to the Yeşilova district of Uludere, threatening the inhabitants with the "same punishment" if they refused to do what they were told. Some of the people wounded in the attack were Nafiye Belgin, Eren Bayın, Lali Erdin, Behiye Bengin, Esmir Şengül, Emine Şengül and Abdullah Şen. There is no information regarding those who died in the bombing, but witnesses' statements suggest that the number of casualties may well be high.

turkish daily news
Thursday, March 31, 1994



SURVIVORS- The survivors of Saturday's bombing of the village of Koçaklı in Şırnak where villagers refused to join Turkish paramilitary forces are still being treated at the Diyarbakir State Hospital. Most of the victims were women and children.

Photo TDN Special

er than reported and that "at least 20 bodies" had been buried by village guards. Several other villages in the area were reported to have suffered the same fate as Kocakli, and in three cases the reports have been confirmed but journalists are banned from entering the area.

The mayor of Şirnak, Cahit Kırac, told the TDN over the phone that he was not authorized to comment on the incidents and that the "necessary statement" would be made by the Emergency Rule Region Office. Certain Turkish newspapers have carried reports that the bombings were carried out "by mistake."

Meanwhile, foreign observers in the region were

told the bombings had been the work of the PKK.

It has also been reported that a food embargo had been imposed on recalcitrant villages in the region, and that food could only be bought with a special permit from the mayor.

Villagers claimed that they had been intimidated by the security forces.

Last Saturday, a day before the local elections, Turkish forces launched a massive offensive on the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and killed 77 alleged militants in a matter of two days. Since then, strict travel limitations have been imposed on the region preventing journalists from visiting the scene.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0187 4 I 0125 TUR /AFP-E081

Turquie-Kurdes

Quinze villageois tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 31 mars (AFP) — Quinze villageois ont été tués et un autre blessé mercredi soir dans la région de Sirnak (sud-est) quand le minibus qui les transportait a sauté sur une mine posée par des rebelles kurdes, a rapporté jeudi l'agence turque Anatolie.

Le minibus effectuait le trajet entre Idil et le village d'Uçok non loin de cette sous-préfecture, selon la même source.

C'est la première action violente du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis les élections municipales de dimanche dernier.

Quatorze personnes avaient été tuées et plus d'une vingtaine d'autres blessées par une explosion samedi dans le village de Koçagili dans la région.

YM/hc/pht/br

AFP 311146 MAR 94

Le Monde — 31 mars 1994

Poussée Islamiste en Turquie

A son tour, la Turquie, pourtant ancrée dans la laïcité depuis le règne d'Ataturk, enregistre une poussée islamiste. Certes, la victoire du Parti de la prospérité (RP) aux élections municipales de dimanche dernier était attendue. Ce qui l'était moins, c'est l'ampleur de ce succès qui permet à cette formation de conquérir les deux plus grandes villes, Istanbul et Ankara.

Les 82 % de Turcs qui, à l'échelle nationale, n'ont pas voté pour le RP, doivent-ils se lancer dans des manifestations pro-kémalistes, comme celles

organisées durant la campagne électorale? Cela ne ferait qu'aggraver les antagonismes au sein de la population. En fait, si le RP est la force politique qui grandit le plus rapidement en Turquie, cela prouve surtout que le laïcisme inflexible de l'État n'est tout simplement plus adapté aux conditions actuelles du pays. Comment, sans revenir en arrière, faire leur place dans la Turquie moderne, à la fois aux musulmans traditionalistes et aux Kurdes, qui réclament la reconnaissance de leur différence?

Il ne faut pas surestimer la portée pratique du succès islamiste. Le pouvoir des municipalités, dont les revenus sont contrôlés par le gouvernement central, est en effet relativement limité: il ne s'étend ni à l'éducation ni à la police. La

vie des grandes villes n'en sera donc pas bouleversée. Mais la conquête par les islamistes d'un tiers des chefs-lieux de province fournit au RP un tremplin qui pourrait le transformer en un véritable parti de masse, capable de remporter les élections générales de 1996 si les formations du centre ne réagissent pas rapidement.

Paradoxalement, le résultat de ces élections pourrait donc ouvrir la voie à une évolution positive. La sonnette d'alarme a été tirée et l'on entend partout des appels à l'unification des deux principaux partis de la droite et des trois partis de la gauche. Sans doute fallait-il un choc pour que cette nécessité s'impose.

Le succès islamiste a en outre ramené à l'ordre du jour la

réforme électorale et l'examen d'un scrutin à deux tours. La question avait pourtant été soulevée au sein de la coalition gouvernementale il y a quelques mois, mais les deux partis qui la forment, aussi bien celui du premier ministre Tansu Ciller que les sociaux-démocrates, craignant de ne pas franchir la barre du premier tour, s'étaient prononcés pour le statu quo.

Manipuler les forces démocratiques s'avère, en Turquie comme ailleurs, un jeu dangereux. Ainsi, dans le Sud-Est anatolien, le pouvoir a favorisé la victoire du parti islamiste pour faire contrepoids aux nationalistes kurdes. Les politiciens d'Ankara seraient bien mal inspirés de se servir de la « menace islamiste » pour retarder le processus de démocratisation que le pays attend.

FRA0415 4 I 0294 RFA /AFP-A061

Allemagne-Turquie

Turquie: des observateurs internationaux dénoncent les conditions du scrutin municipal

BONN, 30 mars (AFP) — Les élections municipales dans le Kurdistan turc "ont été placées sous le signe de la mort et de la destruction pour la population kurde", a affirmé mercredi une mission d'observateurs internationaux de retour de Turquie, dans un compte-rendu publié mercredi à Bonn.

"Ces élections ne méritent pas leur nom", affirment les observateurs, pour la plupart représentants des organisations des Droits de l'Homme et élus allemands du parti des Verts.

Selon leur rapport, la population kurde a été forcée de se rendre aux urnes, souvent sous la menace des armes. Les conditions de dépouillement et de transferts des urnes "parfois dans des hélicoptères de l'armée" sont également mises en cause.

"Dans les villages sous contrôle militaire massif, la liberté d'accès des observateurs aux bureaux de vote était l'exception", ajoute le rapport, qui recense par ailleurs les opérations de bombardement de l'armée sur plusieurs villages du sud-est, dénonçant "l'atmosphère de terreur qui règne dans le nord-Kurdistan".

"Pendant notre présence sur place", ajoutent les rapporteurs de la mission, "des chauffeurs, interprètes, membres d'organisations des Droits de l'Homme et de simples citoyens qui ont parlé avec nous ont été arrêtés puis torturés..."

Par ailleurs, le parti social-démocrate allemand (SPD, opposition) a demandé l'envoi d'observateurs civils des Nations-Unies dans les territoires kurdes de Turquie.

Une telle mesure permettrait de protéger plus efficacement la vie des populations menacées, a déclaré mercredi la vice-présidente du SPD, Heidemarie Wieczorek-Zeul, devant des journalistes à Bonn.

cpb/chb

AFP 301750 MAR 94

L'HUMANITÉ — 31 mars 1994

Turquie

La récolte intégriste

Le succès du Parti islamiste de la prospérité (Rafah) aux élections municipales provoque de vives inquiétudes.

Ankara et Istanbul, dont les mairies viennent de tomber aux mains du parti intégriste Rafah, l'inquiétude et la nervosité prévalaient mercredi, en particulier parmi les femmes. L'une d'elles, citée par l'AFP, se faisant l'écho de l'angoisse dominante, a déclaré que les femmes craignent « de perdre leur liberté, d'être rabaisées par rapport aux hommes et de se voir dicter des

comportements ou des codes vestimentaires dont elles ne veulent pas ». Ce que confirme un journaliste souhaitant conserver l'anonymat, en ces termes : « Maintenant, si j'étais une femme, j'aurais toujours un foulard dans mon sac. »

Des rumeurs circulent à Istanbul sur des incidents ayant eu lieu depuis dimanche soir. On évoque des intimidations contre des femmes à cause de leur tenue et de tentatives de séparer hommes et femmes dans les transports en commun. Toutes choses qui figurent au programme du « nouvel ordre moral » du maire élu, Taysip Erdogan.

Le Rafah a plus que doublé ses voix par rapport au précé-

dent scrutin de 1989, en passant de 9,8 % à près de 20 % des suffrages. Outre les deux grandes métropoles turques, il contrôle maintenant un tiers des villes moyennes. « Stupeur », titrait mardi le deuxième grand quotidien populaire, « Hürriyet ». « Un Turc sur trois vit maintenant dans une agglomération administrée par le Rafah. »

Les partis traditionnels — celui de la Juste Voie (DYP du premier ministre, M^{me} Tansu Ciller), de la Mère patrie, héritiers directs de la dictature des généraux, et le Parti populiste social-démocrate (PPSD, second partenaire de la coalition gouvernementale) — constatent, avec des regrets tardifs, qu'ils sont victimes du système électoral. Le scrutin majoritaire à un tour leur a été défavorable, pour la première fois.

Le vote en faveur du Rafah a été celui du rejet d'un système bien peu démocratique et consi-

déré comme responsable d'un taux d'inflation de 60 % et d'un chômage contraignant à une émigration massive, dont sont victimes les couches les plus pauvres. Typique de cette situation est le vote des habitants du quartier cosmopolite de Beyoglu à Istanbul. Y sont concentrés tout à la fois des bars de luxe, des boîtes de nuit, des maisons closes, mais aussi une grande activité culturelle. Le Rafah a conquis Beyoglu parce que les immigrés des zones rurales d'Anatolie ont investi ce quartier. Ces Anatoliens pauvres et peu éduqués vivent dans des conditions misérables. Sur ce terrain, l'intégrisme, comme ailleurs, trouve une écoute d'autant plus attentive qu'il parle de justice, de prospérité et d'intégrité.

A cela s'ajoute la guerre que le régime mène contre le peuple kurde de Turquie qui, outre les tragédies quotidiennes qu'elle entraîne à l'est du pays, est l'oc-

casion pour le pouvoir d'encourager jusqu'à l'extrême un nationalisme turc tenant lieu d'identité nationale pour une majorité de la population. Cette guerre est très coûteuse. L'an dernier, l'Etat a consacré deux fois plus de moyens au budget de la Défense qu'à celui de l'Education. Et c'est le même pouvoir de M^{me} Ciller qui aujourd'hui regrette la montée des intégristes. Ce même pouvoir qui a encouragé et soutenu les intégristes au Kurdistan pour contrer le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). A cela,

s'ajoute le boycottage du scrutin imposé par le PKK qui a laissé le champ libre au Rafah.

Mercredi, une nouvelle manœuvre se dessinait dans les cercles dirigeants : des pétitions circulent pour réclamer le regroupement des partis de droite d'une part, et de l'opposition parlementaire de l'autre, afin, dit-on, d'aboutir à une cohésion nationale face au Rafah. Ainsi, après avoir laissé monter l'intégrisme, l'utilisera-t-on comme repoussoir pour bloquer les aspirations à la démocratie ?

La crise de la société turque

connait une nouvelle aggravation et le risque de la violence généralisée n'est pas à écarter. On feint ici et là de s'étonner que la Turquie d'Atatürk — le héros national qui, en 1924, a su s'appuyer sur un mouvement de modernité pour décréter le laïcisme de l'Etat — tombe, elle aussi, dans la tourmente de l'extrémisme intégriste. Ce pays est aussi l'héritier de l'Empire ottoman, qui, pendant quatre siècles au moins, était le maître du monde arabo-musulman méditerranéen. Victime de sa politique impériale, il s'est effrité

notamment sous les coups des puissances du continent européen, lors des deux Guerres mondiales. En exacerbant le nationalisme et en menant une politique extérieure résolument tournée vers les grandes puissances industrielles de l'Ouest — pour lesquelles Ankara se présente comme un gendarme régional —, les dirigeants turcs et leurs parrains, les généraux putschistes, ne font que labourer le terrain pour l'intégrisme, le repli sur l'extrémisme et ses violences.

MICHEL MÜLLER

Les islamistes turcs réussissent une percée

Le parti islamiste de la Prospérité, qui s'empare de la mairie d'Istanbul, est le grand bénéficiaire des élections municipales.

A l'échelle nationale, le parti islamiste, avec 18%, n'arrive toutefois qu'en troisième position derrière le Parti de la juste voie (PJV) du premier ministre Ciller (23%) et le Parti de la mère patrie (21%) de Mesut Yilmaz. En remportant la victoire d'une courte tête, Mme Tansu Ciller, premier ministre semble pour l'instant échapper aux élections législatives anticipées que revendiquent ses adversaires.

La perte d'Istanbul

Mais plusieurs points noirs fragilisent déjà cette victoire surprise. Le parti de Mme Ciller perd les grandes villes. A Istanbul, première ville du pays avec 10 millions d'habitants, le parti islamiste qui affiche des idées résolument antioccidentales et hostiles au tourisme a remporté 15 des 33 arrondissements de la ville et son candidat, Tayyip Erdogan, était très solidement en tête hier soir après le dépouillement de 70% des suffrages. A Ankara, le candidat islamiste, arrivé deuxième, n'a été que faiblement distancé.

Le parti islamiste PP effectue ainsi une poussée spectaculaire en doublant ses voix par rapport aux précédentes élections municipales de 1989. Cette poussée prend par ailleurs un caractère de vote de protestation marqué au Kurdistan. Dans les onze provinces kurdes sous état d'urgence, l'abstention, le

vote blanc atteignent 35 à 40% des inscrits et donnent ainsi crédit aux consignes d'abstention ou de boycott du DEP (Parti démocratique, prokurde) et du PKK, le parti clandestin qui anime la guérilla dans cette région.

Mais le PP, le parti islamiste, arrive en tête des suffrages exprimés, s'emparant notamment de la Municipalité de Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie. Une façon pour les Kurdes de s'affirmer musulmans avant tout et donc hostiles au laïcisme institutionnel de Kemal Ataturk, qui leur impose la qualité de citoyens turcs.

Le Parti de la mère patrie se taille également un beau succès dans la région et devance souvent le parti de Mme Ciller, qui arrive dans la plupart des cas dernier des grands partis en concurrence.

La population kurde, qui a voté sous haute surveillance militaire — blindés aux carrefours et soldats en armes dans les bureaux de vote — a donc saisi tous les moyens de protester contre la politique d'Ankara. A la veille d'une nouvelle offensive militaire contre les rebelles kurdes, à laquelle Mme Ciller a d'ores et déjà donné son feu vert.

Diyarbakir / Michel Verrier □



L'islamiste Necmettin Erbakan, la véritable et inquiétante surprise du scrutin.

Keystone/EPA

9

24 HEURES

MARDI
29 MARS 1994

94

MONDE

EN 2 MOTS

TUÉS

EN SOMALIE

Deux casques bleus indiens ont été tués par balles, lundi, lors d'une embuscade qui leur a été tendue dans le port de Kismayo (sud de la Somalie). Les deux soldats ont été tués alors qu'ils escortaient deux employés de l'UNICEF entre deux centres de distribution de vivres.

Turkish Probe April 1, 1994

5

What Went On in The Southeast

İsmet G. İmset

Turkey's pro-Islamic Welfare Party (RP) scored a major victory in local elections in southeastern Turkey last Sunday in the absence of its main rival in the area, the Democracy Party (DEP), which withdrew from the race. The elections were also boycotted by the outlawed Kurdistan Workers, Party (PKK), which had threatened in advance to shoot all candidates and electors if they failed to respect the boycott.

Despite earlier threats issued by the PKK to turn Turkey's Southeast into "hell" immediately before the March 27 polls, extraordinary security measures taken in the region prevented the situation from getting out of hand.

Tens of thousands of new troops were moved to the area in early March, bringing the total number of regional security forces, including police and paramilitary village guards, to over 300,000.

Measures had already been taken in the rural zones to ensure the "security" of ballot boxes with thousands of villagers destined to vote at joint polling stations located mainly in settlements controlled by village guards.

Unofficial results have now shown that, under the tight security, the RP, supported in many of the provinces under Emergency Rule, mainly owing to its anti-establishment nature, received a majority of the votes in the region.

The PKK's threat to the electorate led to a low turnout but preliminary results showed that it was still higher than had been predicted. More than 50 percent of the electorate did turn up, but the number of spoiled votes was twice as high as in other parts of the country.

Even though religious circles interpreted the sudden increase in RP votes in the Southeast as a turn towards Islam, local observers told Turkish Probe that there were three major reasons behind the "support" enjoyed by the Welfare.

There was genuine pro-Islamic Kurdish support for the RP for its Islamic nature, and some people clearly voted in favour of its policy to establish a Shariat order, under the influence of the regional Hezbollah organization.

Then there were the "regional" promises which the party had repeated over the past year, that at any cost it would "end the bloodshed." This promise was supported by the Islamic attitude of treating both Kurds and Turks as equal "brothers in religion" and promising to introduce a new system without any racial discrimination.

A secret poll run among the police force of Diyarbakır days before the election showed that even the security forces supported the Refah for its promise to end the bloodshed -- although no clear formula had been described.

Another reason for Kurdish votes shifting to the

RP, especially in provinces such as Şırnak and Muş, was to block the ultra-Turkish Nationalist Movement Party (MHP), supported by local security forces during its electoral campaign, from coming to power.

Weeks before the elections, DEP deputies had said with regard to Muş that the people would not listen to the PKK boycott but had decided instead to vote for the anti-establishment Refah in order to ward off the MHP.

The MHP had rapidly organized in southeastern provinces in the past six months, with help from local security forces, but did not receive the expected support in view of the turn to Refah.

After hearing the results, pro-Kurdish activists in Ankara and Istanbul said the turnout in the region despite PKK threats was natural, and was due mainly to fear of retaliation by security forces there.

According to reports, military troops had been making efforts over the past weeks to prevent votes going to any pro-Kurdish activists, and the people were told in many rural settlements that if there was a low turnout, or a high percentage of spoiled votes, they would be punished. Moreover, for "security" reasons, many villagers were transported to the polling stations by their local chieftains or security forces. People in the rural areas were given the choice of going to vote and being shot by the PKK, or not going to vote and being treated as PKK sympathizers.

Despite the victory of the RP in the Southeast, it was still not possible on Thursday to make a precise analysis of what had really gone on at the polling stations in rural areas because a strict ban on access by journalists is in force.

Although television channels, getting their information from the state-run television company, TRT, started to report the turnout and the number of spoiled votes as the counting was under way, this practice suddenly ended with the first results from Tunceli and Diyarbakır.

The last the Turkish public heard was that the turnout in the province of Tunceli was at only 27.79 percent, with a third of those votes spoiled, and that there were 700 blank votes among 2,000 cast in Diyarbakır.

Whatever is said with regard to the Refah victory in the Southeast, and whatever the argument on the turnout, the results of the elections there have shown that a great majority of the people have voted against current state policies and against the establishment.

The anti-establishment trend won last Sunday's elections in the region, and the sole loser of the polls is the state -- which unfortunately still has no policy but a military one for the region.

MAYORAL WINNERS IN CITIES

ADANA	ANAP	DIYARBAKIR	RP	KONYA	RP
ADYAMAN	RP	EDİRNE	CHP	KÜTAHYA	RP
AFYON	ANAP	ELAZIĞ	RP	MALATYA	RP
AĞRI	RP	ERZİNCAN	MHP	MANİSA	ANAP
AKSARAY	RP	ERZURUM	RP	MARDİN	DYP
AMASYA	MHP	ESKİŞEHİR	DYP	MUĞLA	SHP
ANKARA	RP	GAZİANTEP	SHP	MUŞ	RP
ANTALYA	DYP	GİRESUN	ANAP	NEVŞEHİR	RP
ARDAHAN	DYP	GÜMÜŞHANE	DYP	NİĞDE	SHP
ARTVİN	DYP	HATAY	SHP	ORDU	ANAP
AYDIN	ANAP	HAKKARİ	SHP	RİZE	RP
BALIKESİR	DYP	İĞDIR	DYP	SAKARYA	RP
BARTIN	ANAP	İSPARTA	DYP	SAMSUN	CHP
BATMAN	RP	İÇEL	ANAP	SİİRT	RP
BAYBURT	RP	İSTANBUL	RP	SİNOP	SHP
BİLECİK	DYP	İZMİR	DYP	SİVAS	RP
BİNGÖL	RP	K.MARAŞ	RP	ŞANLIURFA	RP
BİTLİS	RP	KARAMAN	CHP	ŞİRNAK	ANAP
BOLU	SHP	KARS	MHP	TEKİRDAĞ	ANAP
BURDÜR	SHP	KASTAMONU	MHP	TOKAT	RP
BURSA	ANAP	KAYSERİ	RP	TRABZON	RP
ÇANAĞKALE	CHP	KIRIKKALE	ANAP	TUNCELİ	SHP
ÇANKIRI	MHP	KIRKLARELİ	SHP	UŞAK	DYP
ÇORUM	RP	KIRŞEHİR	MHP	VAN	RP
DENİZLİ	CHP	KOCAELİ	SHP	YOZGAT	MHP
				ZONGULDAK	ANAP